

Assemblée nationale

Table nominative

(D à L)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 1998 au 30 septembre 1999

11^e législature

Session ordinaire de 1998-1999

D

Jean-Claude DANIEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Appartient au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (n° E-1285) (n° 1825) [6 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 496, posée le 23 novembre 1998. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Titre de déporté du travail, création (p. 9406)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que sur chaque amendement, ne peuvent être entendus, outre l'un des auteurs, que le Gouvernement, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond, le président ou le rapporteur de la commission saisie pour avis et un orateur d'opinion contraire [26 janvier 1999] (p. 438)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5870)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5871)

Environnement : espace rural (p. 5871)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5981)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7236)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7236)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 8946)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8945)

Entreprises : financement (p. 8945)

Formation professionnelle (p. 8942)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 8945, 8946)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8945, 8946)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8945)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8946)

Travail : chèques vacances (p. 8946)

Travail : coût (p. 8945)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 81)

Son intervention (p. 134)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 135)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 82, 135)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 135)

Informatique (p. 134)

Secteur public : services publics (p. 135)

Union européenne : fonds structurels (p. 134)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 1201 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (association à la préparation et à l'exécution) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté (p. 397)

Soutient le sous-amendement n° 1202 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (rédactionnel) à l'amendement n° 265 de la commission : adopté (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 janvier 1999] (p. 438)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son sous-amendement n° 1188 (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : adopté (p. 879)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4064)

Son intervention (p. 4093)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4064, 4065)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4093)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4064)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4093)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4093)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4093)

Union européenne : fonds structurels (p. 4093)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5836)

Thèmes :

Agriculture (p. 5837)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5837)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5836, 5837)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Son intervention (p. 5932)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6356)

Thèmes :

Enfants : travail (p. 6357)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6356, 6357)

Jacky DARNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3979)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 960), relatif aux polices municipales [21 janvier 1999] (n° 1335)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1406) relatif aux polices municipales [17 mars 1999] (n° 1470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6575)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 475, posée le 5 octobre 1998. Sécurité publique. Automobiles et cycles (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Dégradations, fonds d'indemnisation, création (p. 5941)

n° 477, posée le 5 octobre 1998. Tourisme et loisirs. Guides (J.O. Questions p. 5341). Suppléant de M. Pierre Forgues. Appelée le 6 octobre 1998. Statut (p. 5942)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7806)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 7807)

Etat : Médiateur de la République (p. 7807)

Etat : Plan (p. 7807)

Etat : services du Premier ministre (p. 7806, 7807)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7807)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 7806)

Presse et livres : Documentation française (p. 7807)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7807)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7807)

Télécommunications : Internet (p. 7807)

Télécommunications : Internet : Gouvernement (p. 7807)

**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET
DÉCENTRALISATION**

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8127, 8128)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : collectivités territoriales (p. 8128)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8128)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. René Dosière

Son intervention (p. 8151)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : politique économique (p. 8152)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8152, 8153)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8151, 8152)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8152)

Coopération intercommunale (p. 8152, 8153)

Etat (p. 8152)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8152)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 611)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 612)

Communes : maires : police (p. 612, 613)

Coopération intercommunale (p. 612, 613)

Etat (p. 611, 612)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 612)

Parlement : Sénat (p. 612, 613)

Police : police municipale : armes (p. 612)

Police : police municipale : contrôle d'identité (p. 613)

Police : police municipale : personnels (p. 612, 613)

Police : police municipale : Règlement (p. 612)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 639)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (à défaut de conclusion de la convention de coordination, possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de coordination et exercice des missions de la police municipale entre six heures et vingt-trois heures en l'absence de convention ou de règlement) : adopté après modifications (p. 642)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (modalités de désignation des maires siégeant à la commission) : adopté (p. 642)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales : vérification des services de police municipale)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (suppression de la faculté donnée à la commission consultative de demander la vérification et transmission au ministre de l'intérieur des conclusions de la vérification) : adopté (p. 643)

Article 5 bis (article L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales : suspension et révocation des gardes champêtres)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 645)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Son amendement n° 43 (de suppression) : retiré (p. 647)

Son amendement n° 82 (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) : adopté (p. 648)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes : principes généraux du statut des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 8 corrigé de la commission (agrément des agents de la police municipale par le préfet) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la possibilité d'agrément tacite) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (suspension de l'agrément par le préfet ou le procureur de la République) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 649)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (autorisation du port d'arme de quatrième ou de sixième catégorie par le préfet sur demande motivée du maire en cas d'existence d'une convention ou d'un règlement de coordination lorsque la nature des missions des agents de la police municipale et des circonstances particulières le justifient) : adopté (p. 652)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 652)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 81 rectifié (caractères communs à toutes les polices municipales de l'identification et de l'équipement de leurs agents) : adopté (p. 654)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (décret simple substitué au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 654)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes : application du projet de loi en Alsace-Moselle)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 656)

Article 11 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (abrogation de l'article L. 412-49-1 du code des communes autorisant la délivrance d'agréments temporaires à des assistants de police municipale dans les communes touristiques et de l'article L. 441-3 du même code prévoyant les conditions de nomination et de révocation des agents de la police municipale en Alsace-Moselle) : adopté (p. 657)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale : compétences judiciaires des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté (p. 657)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 660)

Article 16 bis (bonification du temps de service accompli pour la liquidation de la pension)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté (p. 663)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 664)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (règlement édicté par le préfet à défaut de conclusion de la convention) : adopté (p. 664)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture limitant les compétences de la police municipale à défaut de convention ou de règlement) : adopté (p. 664)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (délai de douze mois pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) : adopté (p. 664)

Article 20 supprimé par le Sénat (nouvel agrément des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (agrément du préfet aux agents de police municipale) : adopté (p. 665)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Suppléé par M. René Dosière

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 970)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1006)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 970)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 970, 971)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 970)

Communes (p. 970)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 971)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 971, 972)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 970)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Son intervention (p. 1013)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Jean Espilondo (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 35 (transformation des districts en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines)

Son amendement n° 573 (possibilité de transformation en communautés d'agglomération des districts comptant plus de 500 000 habitants à taxe professionnelle unique) : adopté après rectification (p. 1211)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les communautés urbaines à taxe professionnelle unique, répartition en priorité au profit des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale selon le revenu et le potentiel fiscal et d'autres critères que déterminerait le conseil communautaire) : adopté (p. 1331)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (dotation de solidarité des communautés urbaines à fiscalité additionnelle) (p. 1380)

Ses explications de vote (p. 1402)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1402)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6592)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6592)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 6593)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6593)

Coopération intercommunale : organismes (p. 6592, 6593)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6593)

Impôts locaux : taxe d'habitation : réforme (p. 6594)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6593)

Parlement : rôle : coopération intercommunale (p. 6593)

Parlement : Sénat : coopération intercommunale (p. 6593)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3790)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3791, 3792)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3791, 3792)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3790, 3791)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3791)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3792)

Camille DARSIÈRES*Martinique (3^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 614, posée le 8 février 1999. DOM. Martinique : transports (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Fret aérien et maritime, coût, réglementation (p. 1059)

n° 805, posée le 17 mai 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Facteurs, recrutement, concours, égalité des candidats (p. 4477)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)*Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)*

Son intervention (p. 5985)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7340)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : institutions (p. 7341, 7342)

DOM : Martinique (p. 7340 à 7342)

Emploi (p. 7340)

Finances publiques (p. 7340, 7341)

Logement (p. 7340, 7341)

Politique extérieure (p. 7341, 7342)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son intervention (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (cas des départements d'outre-mer) (p. 887)

Son sous-amendement n° 1249 (de précision) à l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau : adopté (p. 887)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1654)

Thèmes :

DOM : Martinique (p. 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : cultes (p. 1654)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : culture (p. 1654, 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1654)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (reconnaissance par la République française de sa responsabilité envers les peuples et les descendants des peuples victimes de l'esclavage et réparation du préjudice subi) (p. 1659)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Daniel Marsin (extension à la législation relative aux transports intérieurs) : adopté (p. 5765)

Michel DASSEUX

*Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (n° 1618) [10 février 1999]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1618), portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [23 juin 1999] (n° 1736)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8303)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2629)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2629, 2630)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2630)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [10 juin 1999] (p. 5731)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5732)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6742)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6743)

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6743)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6742)

Défense : professionnalisation (p. 6742, 6743)

Défense : réserves (p. 6742, 6743)

Défense : service national (p. 6742)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1 (principes généraux de la réserve)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (réserve ouverte aux femmes) : adopté (p. 6759)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6760)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de précision) : adopté (p. 6760)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 6762)

Article 2 (conditions d'admission dans la réserve)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6763)

Article 3 (modalités d'accès à la réserve)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 6765)

Soutient le sous-amendement oral de la commission (affectation) à l'amendement n° 63 de M. Guy Teissier : retiré (p. 6766)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (objets de la préparation militaire) : adopté (p. 6766)

Article 4 (limites d'âge)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (conditions de report de la limite d'âge) : retiré (p. 6767)

Article 5 (attribution de la qualité de militaire aux réservistes de la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6767)

Article 6 (participation bénévole à des activités dans la réserve)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (activités destinées à renforcer le lien entre la Nation et son armée) : adopté (p. 6768)

Article 11 (prolongements éventuels des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (réservistes chargés d'organiser les journées d'appel de préparation à la défense autorisés à prolonger leurs activités dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6772)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (non fractionnement de la période d'encadrement) : adopté (p. 6772)

Article 18 A (définition de la réserve citoyenne)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6774)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (institution d'un Conseil supérieur de la réserve militaire) : adopté (p. 6776)

Article 28 (champ d'application des obligations du service de défense)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (ressortissants de l'Union européenne assujettis aux obligations de service de défense) : adopté (p. 6777)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (protection des étudiants ou stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement de service dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6779)

Article 39 (modifications apportées au code du travail)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (conservation de l'emploi d'origine à l'issue d'une période d'activité dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6779)

Marc-Philippe DAUBRESSE

*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7009)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [2 mars 1999] (p. 1857)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [18 mai 1999] (p. 4491)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6691)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la réserve, à la demande de la commission, de la discussion des articles 7 et 8 diffère le débat sur l'élection au suffrage universel des délégués des conseils des communautés urbaines [9 février 1999] (p. 1112)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7221)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7221, 7222)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7222)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7222, 7223)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7221)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 145)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 145)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 146)

Transports : transport combiné (p. 146)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 702 soutenu par M. Maurice Leroy (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 786 soutenu par M. Yves Coussain (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 786) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 787 corrigé soutenu par M. Yves Coussain (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 788 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 835)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 791 soutenu par M. Yves Coussain (concours financiers du fonds d'intervention des transports terrestres et des voies navigables) (p. 916) : rejeté (p. 917)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 792 soutenu par M. Yves Coussain (schémas intermodaux) : rejeté (p. 921)

Son amendement n° 797 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Son amendement n° 793 soutenu par M. Germain Gengenwin (schémas intermodaux de services de transport) : rejeté (p. 929)

Son amendement n° 794 soutenu par M. Germain Gengenwin (développement du mode maritime) (p. 931) : retiré (p. 932)

Article 33 (coordination)

Son amendement n° 795 soutenu par M. Germain Gengenwin (schémas intermodaux) : rejeté (p. 934)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 120 soutenu par M. Germain Gengenwin (redéfinition du schéma des services de transport) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4122)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Son sous-amendement n° 146 soutenu par M. Germain Gengenwin (transports multimodaux) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4236)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son sous-amendement n° 173 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 174 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 176 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246) : rejeté (p. 4247)

Son sous-amendement n° 175 (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : retiré (p. 4247)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Son sous-amendement n° 177 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4249)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 964)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 964, 965)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 965)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 964, 965)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 964, 965)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 965)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 473 soutenu par M. Léonce Deprez (communauté formant un ensemble d'au moins 100 000 habitants) : rejeté (p. 1015)

Son amendement n° 464 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) (p. 1018) : rejeté (p. 1019)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 465 soutenu par M. Léonce Deprez (équipements scolaires supprimés de la liste des compétences optionnelles) (p. 1034) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 463 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Son amendement n° 462 soutenu par M. Léonce Deprez (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 470 (participation de la communauté urbaine à la contractualisation et à l'exécution du Plan de la Nation) : retiré (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) (p. 1101)

Son amendement n° 460 (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Son amendement n° 461 (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Son sous-amendement oral (majorités simples substituées à celles des deux tiers) à l'amendement n° 77 de la commission : rejeté (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 8 (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 février 1999] (p. 1112)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Son amendement n° 471 : devenu sans objet (p. 1129)

Article 7 précédemment réservé (articles L. 5215-6 et L. 5215-7 du code général des collectivités territoriales - nomination des délégués au sein du conseil de la communauté urbaine)

Son amendement n° 536 (nouvelle rédaction de l'article prévoyant l'élection du conseil de la communauté urbaine selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1130)

Son amendement n° 497 (nouvelle rédaction de l'article constituant le conseil de la communauté urbaine en deux collèges, l'un comprenant un délégué par commune, l'autre élu selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1130)

Son amendement n° 469 (effectif des conseils des communautés urbaines comptant plus de soixante-dix-sept communes égal au double du nombre des communes) : adopté (p. 1131)

Article 18 (article L. 5210-2 du code général des collectivités territoriales - interdiction faite à une commune d'appartenir à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son amendement n° 472 soutenu par M. Léonce Deprez (de suppression) : retiré (p. 1142)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 467 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 1169)

Soutient l'amendement n° 301 de M. Charles de Courson (élection au suffrage universel des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale lorsque l'intégration fiscale dépasse 50 %) : rejeté (p. 1171)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Pierre Albertini (élection au suffrage universel direct des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comptant plus de 200 000 habitants) : rejeté (p. 1177)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 468 (suppression de l'initiative du préfet pour l'extension du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1185)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 459 soutenu par M. Léonce Deprez (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Après l'article 46

Son amendement n° 517 (consultation des populations concernées sur les fusions de communes) : rejeté (p. 1226)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - ratification obligatoire par les conseils municipaux des modalités de la fusion non prévues par la loi) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conditions de fonctionnement de la mairie annexe fixées par décret) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - délégations consenties par le maire de la commune centre au maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - exécution des lois et des règlements de police par le maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - procédure de défusion) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - élection du maire délégué par le conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - création de plein droit d'une section électorale sur le territoire de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif dans chaque commune associée) (p. 1229)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 458 soutenu par M. Germain Gengenwin (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 466 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6597)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6598)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6597, 6598)

Coopération intercommunale : fusions de communes (p. 6597, 6598)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6597)

Départements (p. 6597)

Impôts locaux : taux : coopération intercommunale (p. 6598)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6597)

Yves DAUGE

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 26 février 1999]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le nouveau partenariat pour le développement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) [1^{er} juillet 1999] (n° 1776)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [9 décembre 1998] (p. 10239)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 476, posée le 5 octobre 1998. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Financement (p. 5936)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**COOPÉRATION**

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7866)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7866)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7866, 7867)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7866)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ**VILLE**

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7904)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8043)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 8043)

Logement : logements vacants (p. 8043)

Urbanisme : développement social urbain (DSU) (p. 8043)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : contrats de plan Etat-régions (p. 8094)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 143)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 143)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 143)

Martine DAVID

*Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Accidents du travail et maladies professionnelles. Réglementation [6 octobre 1998] (p. 5950)

Industrie. Electroménager. Seb, emploi et activité, Villefranche-sur-Saône et Saint-Priest [15 décembre 1998] (p. 10476)

Esotérisme. Sectes. Session de l'OSCE, attitude de la France [17 mars 1999] (p. 2532)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, attitude de la France [18 mai 1999] (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Son intervention (p. 7140)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 7140)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants et victimes de guerre : administration (p. 8223)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9206)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9206, 9207)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755); [29 avril 1999] (p. 3806, 3853); [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 34

Son amendement n° 5 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Son amendement n° 388 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5720)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5720)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5720)

Bernard DAVOINE

Nord (5^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 773, posée le 3 mai 1999. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Réglementation (p. 3910)

Jean-Louis DEBRÉ

*Eure (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République
Président du groupe du Rassemblement pour la
République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1348 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

Proposition de loi n° 1817 tendant à assouplir les conditions dans lesquelles peut être octroyé un report au titre de l'article L. 5 bis A du code du service national [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Condamne les propos tenus par M. Vernaudeau à l'encontre de M. Gaston Flosse [23 octobre 1998] (p. 7337)

Condamne la décision du Président de l'Assemblée nationale de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoir en application de l'article 54, alinéa 6, du Règlement et émet des réserves sur le scrutin relatif à la question préalable défendue par M. Jean-Claude Lenoir [7 novembre 1998] (p. 8360)

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoir sur la question préalable, estime que les droits de l'opposition ne sont pas respectés et met en cause le Président dans la détermination de l'ordre des intervenants sur l'article [8 novembre 1998] (p. 8456)

Condamne l'absence de position du rapporteur sur des amendements [8 novembre 1998] (p. 8533)

Reproche à la Présidence de ne pas donner la parole à l'opposition pour répondre au Gouvernement [8 novembre 1998] (p. 8545)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : rappelle que le règlement de l'Assemblée nationale, avant sa mise en application, a été soumis au Conseil constitutionnel qui s'est prononcé sur sa conformité à la Constitution et relève, sur un plan plus général, que le Conseil statue sur le fond et non sur la procédure [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : s'élève contre l'interprétation du Président de séance et considère que l'attitude du Gouvernement constitue une entorse au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale [2 décembre 1998] (p. 9962)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. François Guillaume (p. 5892) : rejetée (p. 5901)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Patrick Ollier (p. 3419) : rejetée (p. 3430)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thème :

Partis et mouvements politiques (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507)

Sa question préalable soutenue par M. Gilles Carrez (p. 6530) : rejetée (p. 6546)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER**

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son rappel au règlement (cf. supra) [23 octobre 1998] (p. 7337)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8164)

Thème avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8164)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Sa question préalable soutenue par M. Jean Bardet (p. 7411) : rejetée (p. 7426)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Patrick Devedjian (p. 8422) : rejetée au scrutin public (p. 8442)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8456)

Ses observations : estime que l'opposition est à nouveau victime d'une censure et que la réserve demandée par le Gouvernement n'est pas justifiée [8 novembre 1998] (p. 8490)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8545)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par Mme Nicole Catala (p. 3041) : rejetée (p. 3050)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Sa question préalable soutenue par M. Patrick Delnatte (p. 5521) : rejetée (p. 5527)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Sa question préalable soutenue par M. Gilles Carrez (p. 10026) : rejetée (p. 10034)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Sa question préalable soutenue par Mme Nicole Catala (p. 10276) : rejetée (p. 10283)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Sa question préalable soutenue par M. Serge Poignant (p. 73) : rejetée (p. 84)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039)

Sa question préalable soutenue par M. Patrick Ollier (p. 4049) : rejetée (p. 4067)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609)

Sa question préalable soutenue par M. Christian Estrosi (p. 613) : rejetée (p. 617)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Bernard Accoyer (p. 3663) : rejetée (p. 3675)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Sa question préalable soutenue par M. Bernard Accoyer (p. 5873) : rejetée (p. 5876)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Bernard Accoyer (p. 6666) : rejetée (p. 6679)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Renaud Muselier (p. 4512) : rejetée (p. 4522)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par Mme Nicole Catala (p. 6283) : rejetée (p. 6292)

Jean-Claude DECAGNY

Nord (23^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 675, posée le 8 mars 1999. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 1295). Appelée le 9 mars 1999. Maintien, Avesnes (p. 2119)

n° 728, posée le 29 mars 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Fonds structurels, réforme (p. 3009)

Philippe DECAUDIN

*Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10363)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PÁS) (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10364)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Démocratie libérale et indépendants*

Elu le 28 mars 1998 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 mars 1999] (p. 4746)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 1^{er} avril 1999] (p. 4896)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 1999] (p. 7656)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1795 visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs de rejets polluants en mer [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1811 relative à l'attribution automatique de la nationalité française aux légionnaires blessés au combat ou sur un théâtre d'opérations [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3024)

Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [18 mai 1999] (p. 4499)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 889, posée le 21 juin 1999. Commerce et artisanat. Centres commerciaux (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Implantation, Aubagne (p. 6246)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XII : Equipement, transports et logement (tourisme) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8580)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8581)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8580, 8581)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6069)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 6070)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6070)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6070)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Son amendement n° 59 (dérogations à l'interdiction) : rejeté (p. 6221)

Lucien DEGAUCHY

Oise (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1506 tendant à permettre aux régions d'exonérer les contribuables du paiement de la taxe sur les permis de conduire [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seita, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9105)

Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats [7 avril 1999] (p. 3362)

Droit pénal. Agressions sexuelles. Lutte et prévention, fichier génétique, création [15 juin 1999] (p. 5820)

Arthur DEHAINE

Oise (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités.
Fonds de pensions, création [21 octobre 1998]
(p. 7118)

<p>Marcel DEHOUX <i>Nord (24^{ème} circonscription)</i> <i>Socialiste</i></p>
--

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 822, posée le 24 mai 1999. Frontaliers. Impôt sur le revenu (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Assujettissement, Belgique (p. 4802)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire (p. 8862, 8863)

<p>Jean-Pierre DELALANDE <i>Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)</i> <i>Rassemblement pour la République</i></p>

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 (n° 1557) [11 mai 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 1557) de MM. Jean-Pierre Delalande, Bernard Pons et Jean-Louis Debré tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [18 mai 1999] (n° 1602)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Son interruption (p. 8715)

Thème avant la procédure des questions :

Préretraites (p. 8715)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 164 précédemment réservé de M. Serge Poignant (souscription d'un

contrat de réassurance par l'établissement de crédit qui apporte sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue au K de l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) (p. 2338)

Intervient sur l'amendement n° 165 précédemment réservé de M. Serge Poignant (création d'un fonds de garantie destiné à préserver les droits des maîtres d'ouvrage) (p. 2338)

Intervient sur l'amendement n° 173 précédemment réservé de M. Serge Poignant (indemnisation des personnes ayant subi un préjudice résultant de la liquidation judiciaire d'une entreprise de crédit ayant apporté sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue à l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) (p. 2338)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5204)

Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)

Son amendement n° 82 soutenu par M. Serge Poignant (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5253)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Serge Poignant (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) (p. 5253) : retiré (p. 5254)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Ses interventions (p. 5037, 5048)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 5037 à 5039, 5048)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5039)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5038)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5037 à 5039, 5049)

Baux : bailleurs : impôt sur le revenu (p. 5037, 5038)

Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5037)

Conseil constitutionnel (p. 5038, 5049)

Constitution : article 40 (p. 5038)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5037 à 5039)

Finances publiques : recettes (p. 5048)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Démodatré libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocraté libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 22 : Emploi et solidarité (rapatriés) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9420)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1862)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6369)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette les modifications apportées à l'ordre du jour [11 février 1999] (p. 1308)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)**

Son intervention (p. 7225)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7226)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7227)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7227)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7226)

Transports urbains : Eole (p. 7226)

Transports urbains : Météor (p. 7226)

Voirie (p. 7227)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)***Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : ressources : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 8187)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ**Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8614)

Thèmes avant la procédure des questions :

Rapatriés : harkis (p. 8614, 8615)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 8614)

Retraites : généralités : calcul des pensions : rapatriés (p. 8614)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10021) : rejetée (p. 10026)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 10021)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10024)

Défense : crédits (p. 10023)

Défense : GIAT-Industries (p. 10023)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10024)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10022, 10023)

Finances publiques : dépenses (p. 10022, 10023)

Finances publiques : dette publique (p. 10022)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10022 à 10024)

Gendarmerie : crédits (p. 10023)

Politique économique : croissance (p. 10022)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10024)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 967)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1005)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 967, 968)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 969)

Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 969)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Coopération intercommunale (p. 967)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 968, 969)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)*Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)**Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération*

Soutient l'amendement n° 584 de M. Franck Dhersin (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) : rejeté (p. 1019)

Soutient l'amendement n° 586 de M. Gérard Voisin (suppression de l'exigence de continuité territoriale pour les districts et les communautés de plus de 50 000 habitants se transformant en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1022)

Soutient l'amendement n° 322 de Mme Sylvia Bassot (suppression des seuils démographiques pour les communautés de villes se transformant en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1022)

Son amendement n° 364 (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 325 de M. Marc Laffineur (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 365 de M. Dominique Bussereau (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 366 (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 324 de M. Marc Laffineur (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 5 (articles L. 5215-21, L. 5215-22 et L. 5215-23 du code général des collectivités territoriales - superposition et interférence entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de précision) (p. 1112)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 381 corrigé de M. Marc Laffineur (maximum de 40% des sièges pour une commune) : retiré (p. 1123)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 353 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Soutient l'amendement n° 357 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1133)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Lionnel Luca (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Soutient l'amendement n° 382 de M. Dominique Bussereau (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1173)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Franck Dhersin (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Soutient l'amendement n° 384 de M. Marc Laffineur (de coordination) : rejeté (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 385 de M. Dominique Bussereau (de coordination) : rejeté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Dominique Bussereau (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions): retiré (p. 1190)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 317 de M. Marc Laffineur (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération): devenu sans objet (p. 1197)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Soutient l'amendement n° 318 de M. Dominique Bussereau (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux): retiré (p. 1199)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 338 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France): rejeté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 340 de M. Marc Laffineur (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France): rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 339 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération autres que celles de la région Ile-de-France): rejeté (p. 1322)

Son amendement n° 342 (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communales de taxe professionnelle): rejeté (p. 1328)

Son amendement n° 343 (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communautaires de taxe professionnelle): rejeté (p. 1328)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 333 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines): rejeté (p. 1333)

Soutient l'amendement n° 336 de M. Gérard Voisin (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique): rejeté (p. 1333)

Soutient l'amendement n° 337 de M. Jean-Claude Lenoir (fiscalité additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation pour les nouvelles communautés urbaines): rejeté (p. 1334)

Son amendement n° 334 (taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines d'Ile-de-France): rejeté (p. 1334)

Son amendement n° 335 (taxe professionnelle unique pour les communautés urbaines existantes d'Ile-de-France): rejeté (p. 1334)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 348 de M. Gérard Voisin (application des dispositions de l'article différé jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle): rejeté (p. 1353)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 347 (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres): adopté (p. 1360)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 1371)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 349 (extension de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération à tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et suppression du prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement): rejeté (p. 1385)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Marc Laffineur (suppression de la limitation à 500 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération): retiré (p. 1386)

Son amendement n° 370 (prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération porté de 500 millions à un milliard de francs): retiré (p. 1386)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 371 (potentiel fiscal prenant en compte le versement transport perçu par l'établissement public de coopération intercommunale): rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 372 (de coordination) : rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 374 (de coordination) : rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 373 (prise en compte des seules dépenses de transfert réglées directement aux collectivités locales pour la minoration du coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 375 (majoration de la dotation des communautés de communes lorsqu'elles ont opté pour la taxe professionnelle unique et satisfont à des critères d'intégration fiscale) : retiré (p. 1397)

Soutient l'amendement n° 376 de M. Gérard Voisin (indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes étendue aux anciennes communautés urbaines, indexation au minimum sur cette dotation et coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à cette moyenne) : rejeté (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 377 de M. Gérard Voisin (coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à 1,2 de cette moyenne pour l'indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes) : retiré (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 378 de M. Gérard Voisin (indexation de la dotation perçue par les groupements au minimum sur la dotation forfaitaire des communes lorsque leur coefficient d'intégration fiscale excède le double de la moyenne de celui de leur catégorie) : retiré (p. 1398)

Après l'article 67

Son amendement n° 380 (mention des conséquences de la taxe professionnelle unique sur les collectivités locales, les groupements intercommunaux et les entreprises dans le rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle prévu à l'article 100 de la loi de finances pour 1999 et rapport quinquennal sur l'évolution des structures intercommunales) : retiré (p. 1399)

Titre

Son amendement n° 331 ("Projet de loi relatif aux initiatives intercommunales et à la libre administration des collectivités locales") : rejeté (p. 1401)

Ses explications de vote (p. 1401)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1401)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6594)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6594)

Partis et mouvements politiques : opposition : coopération intercommunale (p. 6594)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6594)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1310)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 février 1999] (p. 1308)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1311)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1311)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4379)

Thèmes :

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4381)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4379, 4380)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Soutient l'amendement n° 56 de M. Christian Estrosi (délai de nomination du successeur) : adopté (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Yves Cochet (délai de nomination du successeur) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Yves Cochet (nouvelle réunion de l'Autorité dans les trois semaines dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) (p. 4395)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Christian Estrosi (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Yves Cochet (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Christian Estrosi (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 124 de M. Yves Bur (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) : retiré (p. 4402)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Yves Bur (participation des services de la navigation aérienne au contrôle des prescriptions fixées par l'Autorité) : rejeté (p. 4402)

Intervient sur l'amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 78 précédemment réservé de M. Yves Cochet (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (pouvoir de sanction) (p. 4408)

Après l'article L. 227-4 du code de l'aviation civile

Soutient l'amendement n° 5 de M. Jean Bardet (propositions de l'Autorité pour l'élaboration du schéma national aéroportuaire) : retiré (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 123 (comité permanent réservé aux neuf grands aéroports) : retiré (p. 4450)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 4456)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4456)

Son amendement n° 122 (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes les plus importants)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 4457)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4457)

Son amendement n° 121 (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4457)

Ses explications de vote (p. 4458)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4458)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6648)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6648, 6649)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 6648)

Transports aériens : Roissy (p. 6648)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mai 1999] (p. 4852)

Avant l'article 15

Son amendement n° 337 soutenu par M. Laurent Dominati (intérêts des entreprises dans les organes de communication) (p. 4886) : rejeté (p. 4887)

Patrick DELNATTE

*Nord (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel) (n° 1426) [24 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 320), autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales [25 novembre 1998] (n° 1222)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1426), autorisant la ratification de la convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel) [4 mai 1999] (n° 1571)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [25 mai 1999] (p. 4817)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 565, posée le 18 janvier 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Contrats de plan Etat-régions, inscription, Nord-Pas-de-Calais (p. 12)

n° 724, posée le 29 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Effectifs de personnel, académie de Lille (p. 3012)

n° 892, posée le 21 juin 1999. Collectivités territoriales. Réglementation (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Coopération transfrontalière, Belgique (p. 6258)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : politique culturelle (p. 7101)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)**

Procédure des questions :

Entreprises : création (p. 8723)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 8718)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : Ecole nationale des douanes (p. 9006)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)**

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (p. 7565)

Son amendement n° 192 corrigé (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) (p. 7571)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (exonération de charges sur les bas salaires) : rejeté (p. 7571)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7571)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8352)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Soutient l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté (p. 8533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3064)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3064)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3064)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3064)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 255 (contrat rédigé par un avocat ou un notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 254 (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 359 de M. Éric Doligé (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 257 (nullité du PACS conclu par un étranger entré et séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 256 (peine d'un an d'emprisonnement et 300 000 F d'amende sanctionnant la violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 259 (consultation du registre des PACS par les tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)

Son sous-amendement n° 260 (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 262 soutenu par M. Thierry Mariani (entretien de conciliation lorsque les partenaires mettent fin au PACS d'un commun accord) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 261 soutenu par M. Thierry Mariani (possibilité de dommages et intérêts en cas de rupture sans commun accord du PACS si le partenaire se trouve dans une situation morale et matérielle difficile) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Soutient le sous-amendement n° 615 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption par les concubins de même sexe) à l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : rejeté (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 247 (imposition commune à compter du sixième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3219)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Charles de Courson (suppression de l'allocation de parent isolé) (p. 3222)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5515)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5521) : rejetée (p. 5527)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 5523, 5524)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5524)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5522)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5522, 5523)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5524)

Famille : concubinage (p. 5523)

Famille : couple : statuts (p. 5523)

Famille : politique familiale : majorité (p. 5524)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5521, 5522)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5521, 5522)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)*Article 1er (pacte civil de solidarité)**Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité*

Son amendement n° 181 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS rédigé devant notaire) (p. 5563) : rejeté (p. 5564)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 183 soutenu par M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne

entrée et séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5577) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 182 soutenu par M. Bernard Accoyer (peine d'un an de prison et 300 000 F d'amende pour les personnes concluant un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5580) : rejeté (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 185 soutenu par M. Thierry Mariani (registre consultable par les tiers) : rejeté (p. 5591)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Thierry Mariani (production de son titre de séjour par le partenaire étranger) : rejeté (p. 5592)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 186 soutenu par M. Jacques Pélissard (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) : rejeté (p. 5618)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 187 (entretien de conciliation avant la remise de la déclaration conjointe) : rejeté (p. 5629)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 155 corrigé de M. Bernard Accoyer (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Son amendement n° 188 (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Thierry Mariani (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Après l'article 11

Son amendement n° 189 (bilan de l'application de la loi présenté au Parlement par le Gouvernement) : rejeté (p. 5684)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)*Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)*

Son amendement n° 45 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 9217)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)*Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)*

Son amendement n° 25 (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10402)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10402, 10403)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 10403)

Sécurité routière : ceintures de sécurité : transports scolaires (p. 10403)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10402)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)*Avant l'article 2*

Son amendement n° 37 rectifié (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 10414)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Bernard Accoyer (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10433)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu à la conduite dangereuse et aux troubles du comportement) : rejeté (p. 10434)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant causé des dommages corporels) : rejeté (p. 10434)

Après l'article 11

Son amendement n° 41 (contrôle de la sécurité des passagers des bus de transport scolaire) : rejeté (p. 10445)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 20 (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 2479)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Dominique Bussereau (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Son intervention (p. 2481)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)*Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)*

Son amendement n° 1 (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) : rejeté (p. 10378)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Ses interventions (p. 10778, 10779)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10778)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10778)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10784)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10784)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10784)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 579)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 579)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 617)

Thème :

Police : police municipale (p. 617)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 35 (suppression du caractère consultatif de la commission) : rejeté (p. 642)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales : vérification des services de police municipale)

Son amendement n° 36 (vérification décidée après avis conforme de la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 643)

Son amendement n° 37 (de coordination) : rejeté (p. 643)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 38 (tenue de couleur bleue comportant un signe distinctif) : rejeté (p. 653)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 39 (relevé d'identité lors d'infractions flagrantes) : rejeté (p. 659)

Son amendement n° 40 (rétention du contrevenant par la police municipale) : rejeté (p. 660)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)

Son amendement n° 41 (promotion posthume au grade supérieur) : rejeté (p. 663)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5331)

Son amendement n° 96 (schéma départemental définissant les conditions d'intervention de l'Etat en matière d'ordre public à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5349)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 97 (exonération de l'obligation de réalisation des aires d'accueil pour les communes recevant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 6460)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 98 (responsabilité de l'Etat pour les litiges relatifs aux actes d'acquisition de terrains et aux travaux d'aménagement des aires d'accueil) : rejeté (p. 6463)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 99 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Jean DELOBEL

Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 novembre 1998] (p. 7928)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 860, posée le 7 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Enseignement privé, enseignement public, égalité de traitement (p. 5454)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4187)

François DELUGA

Gironde (8^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Jean-Marie DEMANGE

Moselle (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. CSG, plafonnement de l'abattement fiscal, conséquences [25 novembre 1998] (p. 9496)

Michelle DEMESSINE

Secrétaire d'Etat au tourisme

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Léonce Deprez. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Forgues. Tourisme et loisirs. Guides. Statut [6 octobre 1998] (p. 5942)

M. Yves Tavernier. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel, Essonne [6 avril 1999] (p. 3278)

M. Bernard Grasset. Voirie. Routes et autoroutes. Aménagement, Charente-Maritime [6 avril 1999] (p. 3277)

M. François Goulard. Elevage. Volailles. Soutien du marché [6 avril 1999] (p. 3279)

M. Stéphane Alaize. Transports. Transports routiers et ferroviaires. Contrats de plan Etat-régions, Ardèche [29 juin 1999] (p. 6510)

Mme Anne-Marie Idrac. Voirie. A 86. Projet de tunnel, sécurité, tronçon ouest [29 juin 1999] (p. 6512)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8592)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8594, 8595)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8593)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8592 à 8597)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8594)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8594)

Réponses aux questions :

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 8598) (M. Marc Dumoulin) (p. 8598)

TVA : taux réduit (p. 8599, 8600) (M. Thierry Mariani) (p. 8598, 8600)

TVA : taux réduit (p. 8600) (M. François Goulard) (p. 8599)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2633)

Sa réponse (p. 2651)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2633)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : chèques vacances (p. 2650)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2635, 2650)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2633, 2651)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2634)

Travail : chèques vacances : agriculteurs (p. 2650)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2634, 2650)

Travail : chèques vacances : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 2650)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2633, 2634)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2633)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2634, 2650)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) : adopté après modifications (p. 2654)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Soutient le sous-amendement n° 21 du Gouvernement (actualisation des plafonds de revenus) à l'amendement n° 4 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2661)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (montant de la contribution de l'employeur) à l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : retiré (p. 2663)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) : devenu sans objet (p. 2666)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4893)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4893)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4893)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4893)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : adopté (p. 4901)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5369)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5369)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 5370)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) : rejeté (p. 5376)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6546)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) : adopté (p. 6553)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6553)

Xavier DENIAU

*Loiret (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
puis apparenté au groupe du Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du Rassemblement pour la République [28 octobre 1998] (p. 16313)

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 28 octobre 1998] (p. 16313)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'assemblée générale des Nations unies le 21 novembre 1947 (ensemble dix-sept annexes approuvées par les institutions spécialisées) (n° 1429) [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 50 soutenu par Mme Nicole Catala (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) : rejeté (p. 9569)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Crédits, gestion [4 novembre 1998] (p. 8036)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [17 mars 1999] (p. 2528)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6198)

Article 22 (revalorisation des retraités)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forçaitaires) (p. 6217)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6566)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6566, 6567)

Finances publiques : dépenses (p. 6566, 6567)

Finances publiques : dette publique (p. 6567)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6567)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6567, 6568)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7265)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)

Son intervention (p. 8061)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8061)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8062)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8062)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8062)

Union européenne : fonds structurels (p. 8062)

Voirie (p. 8062)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7540)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prorogation des mandats jusqu'au 1^{er} novembre 1999) (p. 10581)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 82)

Son intervention (p. 138)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 138)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 139)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 138)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 138)

Union européenne : fonds structurels (p. 83, 139)

Voirie (p. 139)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 374 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Son amendement n° 376 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 377 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1119 : non soutenu (p. 301)

Son amendement n° 382 : non soutenu (p. 302)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 396 soutenu par M. Christian Estrosi (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Son amendement n° 397 soutenu par M. Henry Chabert (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) : rejeté (p. 396)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 1120 soutenu par M. Christian Estrosi (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 1121 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Soutient l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 736)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 883 de M. Henry Chabert (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Soutient l'amendement n° 949 de M. Patrick Ollier (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 908 de M. Bernard Accoyer (mise en œuvre du fonds et modalités de répartition) : rejeté (p. 882)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 1123 corrigé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2180)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2180, 2181)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2181)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2180)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2181)

Retraites : généralités (p. 2181)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 209 corrigé de M. Christian Cabal (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) : rejeté (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 210 de M. Christian Cabal (participation des sociétaires à l'assemblée générale) : retiré (p. 2206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 213 de M. Christian Cabal (relèvement de la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) : rejeté (p. 2244)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Cabal (limitation du montant initial des parts sociales à 12 milliards de francs) : rejeté (p. 2281)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Christian Cabal (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Christian Cabal (conditions et limites de la souscription) : retiré (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 226 corrigé de M. Christian Cabal (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Christian Cabal (prise en compte par la commission arbitrale des droits des salariés en matière de retraite) : adopté (p. 2292)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2542)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2542)

Jean-Jacques DENIS

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1503 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 563, posée le 18 janvier 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 234). Appelée le 16 février 1999. DGI, fonctionnement, effectifs de personnel (p. 1418)

n° 721, posée le 29 mars 1999. Politique extérieure. Congo (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Attitude de la France (p. 3011)

n° 791, posée le 10 mai 1999. Audiovisuel et communication. Télévision (J.O. Questions p. 2740). Suppléé par M. Jean-Louis Dumont. Appelée le 11 mai 1999. France 3 Lorraine, restructuration, conséquences (p. 4293)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9950)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3732)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3732)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3733)

Santé : accès aux soins (p. 3732)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4169)

Thèmes :

Mort (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4169)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)*Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)*

Son intervention (p. 4187)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4350)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4353)

Article 11 (rapport sur le développement des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4357)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4359)

Monique DENISE*Nord (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Porcs [9 février 1999] (p. 1078)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5609)

DÉBATS**Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)****Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)**

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Agriculture : prix agricoles (p. 2554)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2554)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2554)

Léonce DEPREZ*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant

création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1713 tendant à reconnaître le droit d'expression de l'opposition dans les publications des collectivités territoriales [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réglementation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 693, posée le 15 mars 1999. Transports routiers. Transports de voyageurs (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Réglementation (p. 2398)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 53 soutenu par M. François Sauvadet (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) (p. 5916) : adopté (p. 5917)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Après l'article 10

Son amendement n° 636 soutenu par M. Jacques Le Nay (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) : retiré (p. 6099)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Jacques Le Nay (information du bailleur) : retiré (p. 6100)

Son amendement n° 635 soutenu par M. Jacques Le Nay (cessibilité du bail) (p. 6100) : retiré (p. 6101)

Son amendement n° 684 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'article L. 416-3 du code rural) : rejeté (p. 6104)

Après l'article 11

Son amendement n° 638 : non soutenu (p. 6107)

Après l'article 12

Son amendement n° 504 soutenu par M. Germain Gengenwin (cas des baux en cours) : retiré (p. 6110)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6135)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Son amendement n° 457 (pas d'autorisation préalable en cas de transmission entre parents et enfants) : rejeté (p. 6148)

Son amendement n° 458 (pas d'autorisation pour les petites structures) : rejeté (p. 6149)

Son amendement n° 459 (cumul provisoire dans le but de transmettre la seconde exploitation à un descendant) : rejeté (p. 6149)

Son amendement n° 462 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 460 (pas d'autorisation préalable pour les sociétés enregistrées depuis moins de deux ans) : rejeté (p. 6167)

Son amendement n° 461 (pas d'autorisation préalable pour les sociétés faisant moins de dix fois la surface de référence) : rejeté (p. 6167)

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Jean-Michel Marchand (autorisation pour les suppressions d'exploitation dont la superficie est comprise entre la moitié et deux tiers de fois de l'unité de référence) (p. 6169)

Après l'article 45

Son amendement n° 639 rectifié soutenu par M. Charles de Courson (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6408) : adopté (p. 6409)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 92 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (maintien du bénéfice du régime fiscal des

micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) : rejeté (p. 6737)

Après l'article 19

Son amendement n° 438 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 8104)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8584)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8585, 8586)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8586)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8585)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8586)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 23 soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) : rejeté (p. 8732)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 74

Son amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les

micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 19

Son amendement n° 286 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10643)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Soutient l'amendement n° 493 de M. Pierre-Christophe Baguet (conservation de leur nom de famille par les signataires d'un PACS) : rejeté (p. 8539)

Soutient l'amendement n° 83 de Mme Christine Boutin (consentement nécessaire à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8541)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 847 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Thème :

Animaux : animaux dangereux (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Dominique Bussereau (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 102)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 103)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 104)

Ordre public (p. 103)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 61 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 62 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 63 soutenu par M. Yves Coussain (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 261) : rejeté (p. 262)

Son amendement n° 64 soutenu par M. Yves Coussain (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 268) : rejeté (p. 269)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 66 deuxième correction soutenu par M. Yves Coussain (schéma des services de justice) (p. 317) : rejeté (p. 318)

Son amendement n° 67 corrigé soutenu par M. Yves Coussain (schéma national) : rejeté (p. 319)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 68 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 69 (développement harmonieux des agglomérations à partir des contrats de pays) : rejeté (p. 388)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Michel Bouvard (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Ollier (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Michel Bouvard (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Patrick Ollier (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 730 corrigé de M. Yvon Abiven (collectivités territoriales associées aux efforts de valorisation des langues régionales) (p. 488)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son intervention (p. 491)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 727)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 775)

Son amendement n° 70 corrigé soutenu par M. Philippe Duron (de suppression partielle) : adopté (p. 782)

Son amendement n° 71 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 782)

Son amendement n° 72 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 782)

Son amendement n° 73 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 785)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. Yves Coussain (conditions pour constituer un pays) (p. 802)

Son amendement n° 75 corrigé (reconnaissance d'un pays à partir d'une structure intercommunale) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 74 corrigé (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 714 (création de pays à partir de structures intercommunales à vocation multiple) : rejeté (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) (p. 811)

Intervient sur l'amendement n° 1144 corrigé de M. Christian Estrosi (groupements de communes associées au projet) (p. 813)

Son amendement n° 77 deuxième correction (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 76 corrigé (non association des départements à l'élaboration des chartes de pays) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 78 corrigé (adoption des chartes au niveau intercommunal) : rejeté (p. 815)

Son amendement n° 79 corrigé (constitution de syndicats mixtes réservée aux seules structures de coopération intercommunale à vocation multiple) : rejeté (p. 816)

Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son amendement n° 80 corrigé (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 716 (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Pélissard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 864)

Son amendement n° 667 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 882)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4096)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4096)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4117)

Son sous-amendement n° 186 ("valorisation" de l'environnement) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 4116)

Son sous-amendement n° 187 (maintien du schéma national) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : rejeté (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 118 (introduction du schéma des services de justice) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4122)

Son sous-amendement n° 172 (introduction du schéma des services de sécurité) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 4122)

Son sous-amendement n° 119 (rétablissement du schéma national) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 4123)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 185 (de suppression) : rejeté (p. 4123)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4152)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 184 rectifié (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 4210)

Son sous-amendement n° 183 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4210)

Son sous-amendement n° 179 soutenu par M. Germain Gengenwin (rôle des commissions départementales de coopération intercommunale) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4210) : rejeté (p. 4211)

Son sous-amendement n° 182 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Son sous-amendement n° 181 (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : devenu sans objet (p. 4213)

Son sous-amendement n° 178 soutenu par M. Germain Gengenwin (concertation avec les départements ou régions intéressés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4213) : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 180 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5840)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 5841)

Emploi (p. 5840)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5840)

Secteur public : services publics (p. 5840)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) (p. 5860)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 989)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1005)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 989)

Communes (p. 989)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 990)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 990)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 261 de M. Hervé Morin (communauté constituée par au moins trois communes) : rejeté (p. 1014)

Soutient l'amendement n° 473 de M. Marc-Philippe Daubresse (communauté formant un ensemble d'au moins 100 000 habitants) : rejeté (p. 1015)

Soutient l'amendement n° 464 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) : rejeté (p. 1019)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Gilles Carrez (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Péliissard (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (introduction de la notion de solidarité entre les communes constituant la communauté) (p. 1022)

Soutient l'amendement n° 479 de M. Édouard Landrain (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 490 de M. Dominique Paillé (ajout de compétences liées à l'urbanisme et à la voirie) : rejeté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 491 de M. Dominique Paillé (voirie d'intérêt communautaire supprimée de la liste des compétences optionnelles) : devenu sans objet (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 465 de M. Marc-Philippe Daubresse (équipements scolaires supprimés de la liste des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 463 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Soutient l'amendement n° 522 de M. Jean-Jacques Weber (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Soutient l'amendement n° 496 de M. Édouard Landrain (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Soutient l'amendement n° 521 de M. Jean-Jacques Weber (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 1 de M. Pierre Albertini (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) : rejeté (p. 1039)

Article 9 (article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales - périmètre des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Gilles Carrez (de coordination) : rejeté (p. 1120)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Article 18 (article L. 5210-2 du code général des collectivités territoriales - interdiction faite à une commune d'appartenir à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Soutient l'amendement n° 472 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) : retiré (p. 1142)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 467 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes

composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1180)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son intervention (p. 1182)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Claude Lenoir (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) (p. 1186)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 534 de M. Édouard Landrain (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : rejeté (p. 1191)

Soutient l'amendement n° 315 de M. Alain Ferry (budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présenté au conseil municipal par les représentants de la commune au sein de la structure intercommunale) : retiré (p. 1192)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Pierre Albertini (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 1194)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son intervention (p. 1197)

Soutient l'amendement n° 480 de M. Édouard Landrain (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) : retiré (p. 1199)

Après l'article 46

Son amendement n° 11 (définition des pôles territoriaux de l'économie touristique : stations, villes de congrès et pays d'attrait rural intercommunal) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 12 (catégories de stations et labels) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 13 (label des villes de congrès) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 14 (label des pays d'attrait rural intercommunal) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 17 (de conséquence) : rejeté (p. 1235)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1580)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1580, 1581)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1580)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1581)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 1614)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 1618)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Christian Martin (missions des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 1621)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 4 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Son amendement n° 5 : non soutenu (p. 1626).

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Son amendement n° 326 soutenu par M. François Goulard (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 20 : non soutenu (p. 1688)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 327 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 328 soutenu par M. Franck Borotra (délivrance de l'autorisation d'exploiter sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 21 : non soutenu (p. 1714)

Son amendement n° 329 : non soutenu (p. 1714)

Son amendement n° 726 : non soutenu (p. 1714)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Christian Martin (préavis d'un an avant la suspension) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 8 corrigé : non soutenu (p. 1718)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son amendement n° 330 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1733)

Son amendement n° 9 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 10 (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 22 (priorité, dans les programmes d'appel, donnée aux installations utilisant des techniques performantes en termes d'efficacité énergétique) : rejeté (p. 1742)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 11 : non soutenu (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 12 : non soutenu (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 13 : non soutenu (p. 1757)
 Son amendement n° 331 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Franck Borotra (transfert à un opérateur de service public du droit d'une collectivité) : rejeté (p. 1767)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 332 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

Son amendement n° 15 : non soutenu (p. 1780)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 16 : non soutenu (p. 1783)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 333 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 64 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 334 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 335 : non soutenu (p. 1812)

Son amendement n° 727 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 728 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 17 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 18 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2427)

Thèmes :

Communes : finances (p. 2428)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2428)

Environnement : paysages (p. 2428)

Mines et carrières : code minier (p. 2428)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2428)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2581)

Son amendement n° 1 (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) : retiré (p. 2586)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) : rejeté (p. 2594)

Ses explications de vote (p. 2596)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2596)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2630)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2631)

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 2631)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2631)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2636)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2638)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 2636)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2637)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 2638)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2638)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2637)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) (p. 2655)

Son amendement n° 25 (extension sous conditions de ressources aux retraités) : rejeté (p. 2655)

Son amendement n° 27 (extension sous conditions de ressources aux agriculteurs) : rejeté (p. 2656)

Son amendement n° 39 (extension sous conditions de ressources aux artisans et commerçants) : rejeté (p. 2657)

Son amendement n° 38 (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) : rejeté (p. 2659)

Son amendement n° 37 (extension aux artistes indépendants) : retiré (p. 2659)

Son amendement n° 41 (extension aux journalistes non salariés) : retiré (p. 2659)

Son amendement n° 26 : retiré (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Son amendement n° 35 corrigé (ouverture au secteur privé) : devenu sans objet (p. 2666)

Son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 2666)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4898)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4898)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 4898)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4828)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 4906)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrick Malavicille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4907)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4899)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6549)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 6550)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 6549)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6550)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6550)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2814)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrick Devedjian (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) (p. 2817)

Intervient sur le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) (p. 2817)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2881)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2899)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2933)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (amende portée de 100 000 à 200 000 F) (p. 2939)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Pierre Albertini (de suppression) : rejeté (p. 2943)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4559)

Thème :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4559, 4560)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 421 soutenu par M. Rudy Salles (nomination du président de France Télévision) (p. 4729) : rejeté (p. 4730)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 1999]
(p. 4673)**

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4684)

Secteur public : privatisations (p. 4684)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4684)

**Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte
contre les termites**

DEUXIÈME LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999]
(p. 4907)**

Son intervention (p. 4910)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique
(p. 4910)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de
l'habitat (ANAH) (p. 4910)

Régions : Aquitaine (p. 4910)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 4910)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4910)

**Proposition de résolution n° 1646 sur les
propositions de directives relatives aux chemins de
fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E
1163)****Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999]
(p. 5915)**

Son intervention (p. 5922)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports
ferroviaires (p. 5922, 5923)

Politiques communautaires : services publics :
subsidiarité (p. 5922)

Transports : transport combiné (p. 5923)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5922, 5923)

Transports routiers : transport de marchandises
(p. 5922)

**Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un
avenant à la concession concernant la conception, le
financement, la construction et l'exploitation d'une
liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars
1986**

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999]
(p. 6635)**

Son intervention (p. 6640)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures :
liaison Transmanche (p. 6641)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 6641)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6641)

Voirie : autoroutes (p. 6641)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)

Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du
30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du
2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur le
fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O.
du 26 juin 1999] (p. 9338)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 615, posée le 8 février 1999. Personnes âgées.
Hospices (J.O. Questions p. 674). Appelée le
9 février 1999. Humanisation, Nord, Pas-de-Calais
(p. 1055)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait observer à Madame Jacquaint que moins de 17 %
des personnels concernés sont en grève et donne des
précisions sur les revendications exprimées et les
réponses qu'y ont apportées les questeurs
[26 mai 1999] (p. 4932, 4933)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET
DÉCENTRALISATION**

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8128)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : fonction publique territoriale (p. 8128)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : collectivités territoriales (p. 8128)

Travail : réduction du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 8128, 8129)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8160)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : charges : Etat (p. 8160)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8161)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8160, 8161)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8161)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8160, 8161)

Impôts locaux : valeur locative (p. 8161)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8160)

Jacques DESALLANGRE

*Aisne (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [10 février 1999] (p. 1157)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4071)

Energie et carburants. Essence plombée. Interdiction, conséquences [2 juin 1999] (p. 5283)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 554, posée le 18 janvier 1999. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. Questions p. 233). Appelée le 9 février 1999. Succursales, fermeture (p. 1048)

n° 677, posée le 15 mars 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Directions départementales, implantation, Soissons (p. 2398)

n° 730, posée le 5 avril 1999. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Amiante, retraites, suivi médical (p. 3259)

n° 801, posée le 17 mai 1999. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL) (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Calcul, chômeurs (p. 4467)

n° 852, posée le 7 juin 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Missions de service public, respect (p. 5462)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Son amendement n° 855 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 856 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

**Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846) ;
[17 octobre 1998] (p. 6900)**

Après l'article 22

Son amendement n° 157 : non soutenu (p. 6870)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 337 : non soutenu (p. 6921)

Son amendement n° 338 : non soutenu (p. 6921)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7233)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France
(p. 7233)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7233, 7234)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique
du Nord : allocation de préparation à la retraite
(p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique
du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi
(ARPE) (p. 8212)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique
du Nord : allocation différentielle (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits
(p. 8212)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits :
action sociale (p. 8213)

**Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du
budget de 1995**

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 décembre 1998]
(p. 10009)**

Son intervention (p. 10011)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 10011, 10012)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10011, 10012)

Postes : La Poste : monopole (p. 10012, 10013)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

*Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart
d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des
PTT")*

Son amendement n° 2 (rétablissement du texte adopté
par l'Assemblée nationale en première lecture) :
adopté (p. 10015)

**Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les
licenciements et à améliorer la situation au regard
de la retraite des salariés de plus de cinquante ans**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10331)**

Son intervention (p. 10339)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi
(ARPE) (p. 10340)

Retraites : généralités : montant des pensions :
pouvoir d'achat (p. 10339)

Retraites : généralités : préretraites : politique de
l'emploi (p. 10340)

**Projet de loi n° 1071 d'orientation pour
l'aménagement et le développement durable du
territoire et portant modification de la loi n° 95-115
du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement
et le développement du territoire**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712, 749)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 1229 soutenu par M. Georges
Sarre (objectifs du service public postal) à
l'amendement n° 1171 deuxième correction du
Gouvernement (objectifs du service universel postal)
(p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1223 soutenu par M. Georges
Sarre (efficacité économique et sociale) à
l'amendement n° 1171 deuxième correction du
Gouvernement (p. 715, 719) : adopté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1228 soutenu par M. Georges
Sarre (objectifs du service public postal) à
l'amendement n° 1171 deuxième correction du
Gouvernement (p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1227 soutenu par M. Georges
Sarre (objectifs du service public postal) à
l'amendement n° 1171 deuxième correction du
Gouvernement (p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1225 (rédactionnel) à
l'amendement n° 1171 deuxième correction du
Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1226 (de précision) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1224 corrigé (de précision) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1574)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1574, 1575)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1574)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1575)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 632 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Son amendement n° 633 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Goulard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Soutient l'amendement n° 634 de M. Georges Sarre (conditions des fournitures aux clients éligibles) : adopté (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Son amendement n° 635 (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté après rectification (p. 1624)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 636 (tarifs de secours) : adopté (p. 1676)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Georges Sarre (prise en compte des coûts de développement) : rejeté (p. 1680)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1693)

Son amendement n° 638 (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie) : retiré (p. 1693)

Son sous-amendement n° 640 (de précision) à l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) : adopté (p. 1695)

Son amendement n° 639 (non indemnisation des mesures de sauvegarde) : adopté (p. 1700)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 641 de M. Georges Sarre (conditions de sûreté des installations) : adopté (p. 1719)

Soutient l'amendement n° 642 de M. Georges Sarre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 645 de M. Georges Sarre (respect des missions de service public) : adopté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 647 (non-éligibilité des collectivités locales) : rejeté (p. 1755)

Son amendement n° 648 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Son amendement n° 649 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Soutient l'amendement n° 650 de M. Georges Sarre (non-éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1758)

Son amendement n° 651 (suppression du paragraphe instituant un marché de gros de l'électricité) : rejeté (p. 1761)

Son amendement n° 652 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 643 (de suppression) : adopté (p. 1763)

Son amendement n° 644 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999]
(p. 4159)

Son intervention (p. 4174)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 4175)

Bioéthique : euthanasie (p. 4175)

Mort (p. 4174)

Santé : douleur (p. 4175)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999]
(p. 5293)

Son intervention (p. 5309)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5309)

Gens du voyage : stationnement : communes
(p. 5309)

Gens du voyage : stationnement : coopération
intercommunale (p. 5309)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999]
(p. 5711)

Son intervention (p. 5722)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre
d'Algérie (p. 5722)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5722)

Claude DESBONS

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6071)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6121)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Elevage : porcins (p. 8809)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 13 : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Entreprises. Création. Recherche, innovation, aides de l'Etat [16 février 1999] (p. 1438)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI**

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8689)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 8690)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8867)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations (p. 8867)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8869)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8868)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8868)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8868)

Grandes écoles (p. 8869)

Recherche (p. 8869)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 245)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 245)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 246)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 246)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 246)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 246)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1596)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1595, 1596)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1595)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 587 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (objectifs en matière de cogénération) : rejeté (p. 1696)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son sous-amendement n° 591 soutenu par M. Guy Hascoët (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 588 : non soutenu (p. 1714)

Son amendement n° 589 : non soutenu (p. 1715)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son sous-amendement n° 590 à l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : non soutenu (p. 1736)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5399)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5399)

Recherche : chercheurs (p. 5399)

Recherche : innovation (p. 5399, 5400)

Patrick DEVEDJIAN

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 35 : Justice (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1137 tendant à la continuation du contrat de location [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [17 février 1999] (p. 1549)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3945)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Propose que l'Assemblée ne siège pas jusqu'à une heure avancée de la nuit et que la prochaine séance ait lieu le lendemain à neuf heures [1^{er} décembre 1998] (p. 9812)

Souhaite que le Président indique l'heure de levée de la séance [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Conteste l'application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à des sous-amendements et souligne que le règlement de l'Assemblée nationale fait une distinction entre amendements et sous-amendements [2 décembre 1998] (p. 9958)

Juge extrêmement grave l'attitude du Gouvernement qui prive l'opposition du droit de sous-amendement, lequel est reconnu par le règlement de l'Assemblée nationale [2 décembre 1998] (p. 9961)

Fait part de son opposition à l'application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à des sous-amendements et indique que l'opposition saisira le Conseil constitutionnel [2 décembre 1998] (p. 9963)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 187 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 6805) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 188 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 178 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Son amendement n° 189 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun

des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6810) : rejeté (p. 6811)

Son amendement n° 177 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs, aux parents et aux non parents) : retiré (p. 6811)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8842)

Justice : carte judiciaire (p. 8842)

Justice : crédits (p. 8841)

Justice : jugements (p. 8841)

Justice : tribunaux : construction (p. 8842)

Justice : tribunaux : préfets (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat : informatique (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat : statistiques (p. 8842)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8422) : rejetée au scrutin public (p. 8442)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8423, 8435)

Assemblée nationale : propositions de loi : Arménie (p. 8434)

Assemblée nationale : règlement (p. 8435, 8436)

Conseil constitutionnel (p. 8426, 8427, 8435)

Donations et successions : tarif (p. 8427, 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8433)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8431, 8432)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fiscalité (p. 8431, 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 8428)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8427, 8428)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : relations internationales (p. 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 8428)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8425, 8426)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8427, 8429, 8430)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8432, 8433)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : fichiers (p. 8429)

Enfants (p. 8430)

Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 8434)

Famille : concubinage (p. 8426, 8428, 8429)

Famille : concubinage : Cour de cassation (p. 8430)

Famille : mariage (p. 8430, 8431)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 8424, 8433)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 8425)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8425)

Partis et mouvements politiques : majorité : Front national (p. 8423, 8424)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8424)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Éric Doligé (état descriptif des patrimoines des partenaires) (p. 9771)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Éric Doligé (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) (p. 9773)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Yves Fromion (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 9782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jacques Masdeu-Arus (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9812)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9958)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9961)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9963)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 883 de M. Éric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10248)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10249)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3074)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3074)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 3074)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3074)

Famille : concubinage (p. 3074, 3075)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : famille (p. 3075)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3378)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3379)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Son intervention (p. 5535)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : concubinage (p. 5535, 5536)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5535, 5536)

Famille : politique familiale : majorité (p. 5536)

Famille : polygamie : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5536)

Partis et mouvements politiques : majorité : communautarisme (p. 5537)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5829)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5829)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10286)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10286, 10287)

Droit pénal (p. 10286, 10287)

Partis et mouvements politiques : Front national :
Parti socialiste (p. 10287)

**Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la
présomption d'innocence et les droits des victimes**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 mars 1999]
(p. 2721)**

Son intervention (p. 2742)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2743)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2744)

Droit pénal : présomption d'innocence : Président de
la République (p. 2742, 2745)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2745)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration
des droits de l'homme et du citoyen : présomption
d'innocence (p. 2743)

Justice : carte judiciaire (p. 2744)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2744)

Justice : réforme (p. 2746)

Partis et mouvements politiques : opposition : liberté
(p. 2746)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2745)

**Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785,
2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)**

*Article 1er (article préliminaire du code de procédure
pénale : principes fondamentaux de la procédure
pénale)*

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission
(nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant
l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne
poursuivie et instituant le double degré de juridiction)
(p. 2792)

Son sous-amendement n° 229 (personnes se trouvant
dans des situations identiques devant pouvoir - et non
devant - être jugées selon les mêmes règles) à
l'amendement n° 72 de la commission : adopté
(p. 2790)

Son sous-amendement n° 230 (autorité judiciaire
assurant l'information et la garantie des droits des
victimes et non veillant à celles-ci) à l'amendement
n° 72 de la commission : rejeté (p. 2790)

Son sous-amendement n° 231 (information sur les
charges et assistance d'un avocat dès l'arrestation) à
l'amendement n° 72 de la commission : rejeté
(p. 2791)

Son sous-amendement n° 232 (condamnation fondée
sur des preuves loyalement obtenues) à l'amendement
n° 72 de la commission : adopté (p. 2792)

Son sous-amendement n° 233 (double degré de
juridiction) à l'amendement n° 72 de la commission :
rejeté (p. 2792)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 3 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 4 : devenu sans objet (p. 2792)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 283 de Mme Nicole Catala
(concours loyal de toute personne aux investigations
de la justice pénale) : rejeté (p. 2794)

Soutient l'amendement n° 284 de Mme Nicole Catala
(point de départ de la garde à vue notifié dans les
conditions prévues à l'article 63-1 du code de
procédure pénale) : rejeté (p. 2794)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur
(suppression de la mise en examen, généralisation du
statut de témoin assisté, ordonnance de mise en
accusation soumise au tribunal de la liberté si elle
prévoit des mesures de contrainte et susceptible
d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas
contraire) : rejeté (p. 2798)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Houillon
(motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de
mise en examen) (p. 2803, 2804) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 6 corrigé (article 81 du code de
procédure pénale : principe de l'instruction à charge et
à décharge) : adopté (p. 2805)

Avant l'article 2

Son sous-amendement n° 234 soutenu par M. Philippe
Houillon (qualité de témoin conférée aux personnes
non suspectées) à l'amendement n° 77 de la
commission (rétention des personnes non suspectées
le temps strictement nécessaire à leur audition)
(p. 2807) : rejeté (p. 2808)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Philippe
Houillon (personne placée en garde à vue informée de
l'existence et de la nature des indices faisant présumer
qu'elle a commis ou tenté de commettre une
infraction) : devenu sans objet (p. 2809)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Philippe Houillon
(droit au silence de la personne placée en garde à vue)
(p. 2809) : retiré (p. 2810)

*Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale :
intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)*

Son amendement n° 8 (présence de l'avocat à tout
moment de la garde à vue) : rejeté (p. 2817)

Son amendement n° 9 rectifié (absence de l'avocat ne
créant ni nullité ni obstacle à l'enquête si la personne
placée en garde à vue a été mise en mesure d'y faire
appel) : rejeté (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre
Albertyni (pas d'interrogatoire avant l'arrivée de
l'avocat sous réserve d'un délai de deux heures à
compter de sa désignation) (p. 2818)

Son amendement n° 10 (avocat pouvant assister aux interrogatoires) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 11 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Albertini (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) (p. 2822)

Après l'article 2

Son amendement n° 235 (droit de s'entretenir - et non de demander à s'entretenir - avec un avocat) : rejeté (p. 2823)

Son amendement n° 236 (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) : retiré (p. 2824)

Article 3 (articles 115 et 116 du code de procédure pénale : modalités de désignation de l'avocat par une personne détenue ou au cours de la première comparution)

Son amendement n° 14 (suppression du paragraphe I relatif à la désignation de l'avocat par la personne détenue) : retiré (p. 2825)

Article 6 (articles 101, 109 et 153 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin)

Son amendement n° 15 rectifié (article 109 du code de procédure pénale - pas de témoignage contre soi même) : rejeté (p. 2831)

Son amendement n° 16 (article 154 du code de procédure pénale - référence à l'article 63 pour l'audition de témoins sur commission rogatoire) : adopté (p. 2832)

Après l'article 8

Son amendement n° 17 (article 92 du code de procédure pénale - transport du juge d'instruction sans information du procureur) : rejeté (p. 2834)

Son amendement n° 18 (article 152 du code de procédure pénale - perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) : rejeté (p. 2834)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Son amendement n° 19 (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou

de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Édouard Balladur (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) : rejeté (p. 2887)

Son amendement n° 20 (saisine du juge de la détention par le procureur) : rejeté (p. 2889)

Son amendement n° 21 (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 22 (juge de la détention provisoire statuant par ordonnance susceptible d'appel) : rejeté (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Philippe Houillon (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) (p. 2893)

Son amendement n° 23 : devenu sans objet (p. 2893)

Après l'article 10

Son amendement n° 237 (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) : rejeté (p. 2895)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 24 (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) : rejeté (p. 2896)

Soutient l'amendement n° 274 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal des libertés) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Son amendement n° 25 (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) : rejeté (p. 2897)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal de la liberté) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Son amendement n° 26 (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Édouard Balladur (de coordination - ordonnance de mise en accusation) : rejeté (p. 2898)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 288 de M. Édouard Balladur (de conséquence - suppression de dispositions et d'articles du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Édouard Balladur (de coordination - modification des articles 179, 186 et 286 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) : rejeté (p. 2900)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2918)

Son amendement n° 32 : devenu sans objet (p. 2918)

Son amendement n° 33 corrigé (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquiescement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : rejeté (p. 2919)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2921)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Soutient le sous-amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) : devenu sans objet (p. 2926)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2933)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Pierre Albertini (suppression de l'interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes) (p. 2938)

Intervient sur l'amendement n° 259 de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 2940)

Intervient sur l'amendement n° 287 rectifié de Mme Nicole Catala (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 2943)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information)

Son amendement n° 28 (de précision) : adopté (p. 2944)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son amendement n° 29 (suppression du paragraphe I relatif aux communiqués du procureur) : rejeté (p. 2946)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (communiqués du procureur ayant pour but d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou de mettre fin à un trouble à l'ordre public) (p. 2948)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Philippe Houillon (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Son amendement n° 31 : devenu sans objet (p. 2948)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 2949)

Après l'article 27

Son amendement n° 34 (autorisation d'une caméra fixe lors des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Son amendement n° 36 (autorisation de l'enregistrement sonore des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Gérard Gouzes (article 138 du code de procédure pénale - suspension de l'activité professionnelle des avocats au titre du contrôle judiciaire décidée par le conseil de l'ordre) (p. 2957)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (mandat d'arrêt décerné par le juge de la détention provisoire et non par le juge d'instruction) (p. 2961)

Seconde délibération

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) (p. 2965)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)
Ses explications de vote (p. 3033)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3033)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [9 juin 1999] (p. 5694)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5694)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5701)

Thèmes :

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5701)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5702)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) : adopté après modifications (p. 5700)

Paul DHAILLE

Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe (n° 1076) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (n° 1075) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) (n° 678) [13 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives (n° 676) [13 octobre 1998]

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 1075) autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'Homme ;

- le projet de loi (n° 1076) autorisant la ratification du sixième protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe [1^{er} octobre 1998] (n° 1103)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) ;

- n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives [25 novembre 1998] (n° 1223)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1320), autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Géorgie [7 avril 1999] (n° 1533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Renault. Fusion avec Nissan, conséquences [6 avril 1999] (p. 3290)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 527, posée le 7 décembre 1998. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Lettres de voitures transports de lots, édition, réglementation (p. 10163)

n° 581, posée le 25 janvier 1999. Transports par eau. Manutention portuaire (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Equipements, sécurité, Le Havre (p. 344)

DÉBATS

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10781)

Thèmes :

Handicapés (p. 10782)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10781, 10782)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10782)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10781, 10782)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1931)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1931, 1932)

Franck DHERSIN

Nord (13^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18620)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18620)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections législatives. Résultats, constatation, Bouches-du-Rhône [6 octobre 1998] (p. 5956)

Etat. Conseil constitutionnel. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2143)

Travail. Durée du travail. Réduction, financement [2 juin 1999] (p. 5282)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 817, posée le 17 mai 1999. Commerce et artisanat. Petit commerce (J.O. Questions p. 2897). Appelée le 18 mai 1999. Concurrence, magasins d'usine (p. 4478)

n° 879, posée le 14 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Nord, Pas-de-Calais (p. 5806)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

- Emploi : convention de conversion (p. 5062)
- Entreprises : allègement des charges (p. 5063)
- Prétraitements : allocation spéciale (p. 5062)
- Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5062)
- Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5063)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)***Procédure des questions :*

- Enseignements artistiques : crédits (p. 7101)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)**

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 584 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) (p. 1018) : rejeté (p. 1019)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)**

- Son intervention (p. 2432)

Thèmes :

- Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2433)
- Mines et carrières : code minier (p. 2433)
- Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2432, 2433)
- Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2432, 2433)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances**DEUXIÈME LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)**

- Son intervention (p. 4895)

Thèmes :

- Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4895)
- Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4895)
- Travail : chèques vacances : négociations (p. 4895)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4896)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés**DEUXIÈME LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)**

- Son intervention (p. 5059)

Thèmes :

- Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5059)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 5060)
- Enfants : travail : généralités (p. 5059)
- Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 5059)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5060)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)**

- Son intervention (p. 5099)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5099, 5100)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5099, 5100)

Constitution : article 34 (p. 5100)

Etat : Médiateur de la République (p. 5099)

Etat : réforme (p. 5099 à 5101)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5100)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)*Après l'article 5 bis*

Son amendement n° 65 (insertion d'un article L. 421-10 dans le code de l'urbanisme conditionnant le recours formé contre un permis de construire par les associations de défense de l'environnement à leur agrément en vertu de l'article L. 252-1 du code rural) : retiré (p. 5120)

Article 23 (articles 6, 6-1, 9 et 14 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République : saisine des délégués et compétences du Médiateur de la République)

Son amendement n° 64 (saisine du Médiateur par les présidents de conseils régionaux ou généraux et par les maires) : rejeté (p. 5136)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5139)

Ses explications de vote (p. 5145)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5145)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6638)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : liaison Transmanche (p. 6638)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6638, 6639)

Transports : transport de marchandises : liaison Transmanche (p. 6638)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1632 visant à déclarer les naissances et les décès des centres hospitaliers auprès de l'officier de l'état-civil de la commune de rattachement [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)*Avant l'article 2*

Son amendement n° 36 rectifié : non soutenu (p. 10413)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 310 (réduction de l'assiette du prélèvement attribué au fonds de péréquation pour les établissements publics de coopération intercommunale résultant de la transformation d'un groupement de communes créé avant le 1^{er} janvier 1991) : adopté après modifications (p. 1354)

Son amendement n° 309 (retour bénéficiant aux groupements à taxe professionnelle unique fixé de 2/3 à 3/4 du montant de l'écrêtement quelle que soit la date de création de l'établissement public de coopération intercommunale) : retiré (p. 1357)

Son amendement n° 308 (retour bénéficiant aux groupements à fiscalité additionnelle fixé de 2/3 à 3/4 du montant de l'écrêtement quelle que soit la date de création de l'établissement public de coopération intercommunale) : retiré (p. 1358)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2440)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son intervention (p. 2447)

Éric DOLIGÉ

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1511 tendant à permettre aux associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1814 tendant à instituer une peine complémentaire ou de substitution permettant, en cas d'infraction commise par un mineur, une saisie sur les allocations familiales perçues par le titulaire de l'autorité parentale [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux. Remboursement, système du médecin généraliste référent [10 novembre 1998] (p. 8709)

Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Barrage de Chambonchard, construction [24 novembre 1998] (p. 9418)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 909, posée le 28 juin 1999. Énergie et carburants. Carburants (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Teneur en oxygène (p. 6519)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Émet des réserves sur le résultat du scrutin relatif aux amendements de suppression du texte proposé pour l'article 515-1 du code civil [8 novembre 1998] (p. 8496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 240 corrigé précédemment réservé : non soutenu (p. 6807)

Son amendement n° 238 précédemment réservé : non soutenu (p. 6810)

Son amendement n° 239 corrigé précédemment réservé : non soutenu (p. 6810)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Etat : décentralisation (p. 8135)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : Afrique du Nord (p. 8227)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8414)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8414, 8415)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8414, 8415)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8414)

Presse et livres : Le Monde (p. 8414)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 823 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 825 (insertion du PACS à la fin du livre du code civil traitant des contrats) : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 826 (insertion du contrat de vie commune à la fin du livre du code civil traitant des contrats) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8496)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 827 (nullité du PACS conclu par un mineur) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 828 soutenu par M. Thierry Mariani (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la contravention aux prohibitions énoncées par l'article) : rejeté (p. 8559)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 835 (publication du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) : rejeté (p. 9769)

Son amendement n° 833 (état descriptif des patrimoines des partenaires) : rejeté (p. 9771)

Son amendement n° 837 (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 9773)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 838 soutenu par M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) : rejeté (p. 9813)

Son amendement n° 836 soutenu par M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe pendant cinq ans après la dissolution du PACS et interdiction de conclusion d'un PACS avant la majorité de l'enfant adopté) : rejeté (p. 9813)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son sous-amendement n° 1101 soutenu par M. Yves Fromion (copie de l'acte de décès adressée par le notaire chargé de la succession au greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9858)

Son sous-amendement n° 1113 (dissolution du PACS dans un délai de quatre mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : retiré (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1100 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la dissolution du PACS réglées devant le tribunal de grande instance en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9867) : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1112 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : non soutenu (p. 9875)

Son sous-amendement n° 1099 soutenu par M. Bernard Accoyer (publication, à peine de nullité, de la conclusion du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9875) : rejeté (p. 9876)

Son sous-amendement n° 1102 soutenu par M. Thierry Mariani (date certaine conférée au PACS par sa publication dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9876)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 874 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 875 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 878 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 879 (de suppression): rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 880 (de suppression): rejeté (p. 9989)

Son sous-amendement n° 1030 soutenu par M. Thierry Mariani (pas d'application immédiate) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi): rejeté (p. 9997)

Son sous-amendement n° 1031 soutenu par M. Bernard Accoyer (communauté de vie de cinq ans) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (p. 9997): rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 881 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000): adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 882 (de suppression): rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 883 soutenu par M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 10187): rejeté (p. 10188)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 884 (de suppression): rejeté au scrutin public (p. 10202)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 885 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10214): rejeté (p. 10215)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 824 précédemment réservé (contrat de vie commune): retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141); [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 358 soutenu par M. Thierry Mariani (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications): rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 357 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 360 soutenu par M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par un majeur protégé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 359 soutenu par M. Patrick Delnatte (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3166): rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 361 soutenu par M. Thierry Mariani (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3167): rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 364 soutenu par M. Bernard Accoyer (mention du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 365 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 369 soutenu par M. Thierry Mariani (modalités de l'aide mutuelle et matérielle fixées selon un cahier des charges défini par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 366 soutenu par M. Thierry Mariani (pacte rédigé devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 368 soutenu par M. Bernard Accoyer (perte du droit de garde pour le partenaire concluant un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3186)

Son sous-amendement n° 367 soutenu par M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption pour la personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3186): rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 370 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission: rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 373 soutenu par M. Thierry Mariani (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203): rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 371 soutenu par M. Thierry Mariani (tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203): rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 372 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203): rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 649 corrigé (non cumul du concubinage et du PACS) à l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : rejeté (p. 3213)

Son sous-amendement n° 648 corrigé (non cumul du concubinage et du mariage) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 427 soutenu par M. Thierry Mariani (réduction des taux des droits sur les mutations à titre gratuit entre les personnes non mariées ou non parentes en ligne directe) : rejeté (p. 3224)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Auberger (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 16 octodécies

Son amendement n° 22 (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la taxe forestière) : rejeté (p. 10998)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Ordre public (p. 101)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 101)

Voirie (p. 101)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 556 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 557 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 558 soutenu par M. Jean Proriot (schéma des services publics locaux) (p. 314) : rejeté (p. 316)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) (p. 378)

Son amendement n° 559 (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) : rejeté (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Son amendement n° 560 (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)

Son amendement n° 561 (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) : retiré (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Henry Chabert (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 564 soutenu par M. Christian Estrosi (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres

collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Son amendement n° 562 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Son amendement n° 563 (instauration d'un comité des financeurs) : rejeté (p. 401)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 436)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Son sous-amendement n° 565 (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission : rejeté (p. 440)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 566 soutenu par M. Serge Poignant (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 570 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 568 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 831) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 569 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 567 soutenu par M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834) : retiré (p. 835)

Son amendement n° 572 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 836) : rejeté (p. 837)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 1206 deuxième correction de M. Christian Jacob (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 874)

Soutient l'amendement n° 998 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) : rejeté (p. 874)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 38 soutenu par M. Gilles Carrez (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 39 : non soutenu (p. 1037)

Son amendement n° 40 : non soutenu (p. 1037)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 41 (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 42 (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Soutient l'amendement n° 268 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Son amendement n° 43 (de coordination) : rejeté (p. 1105)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 556 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination à la majorité des deux tiers du conseil du caractère communautaire des compétences) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Michel Vaxès (consultation du département pour la fixation du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1145)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 44 (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : retiré (p. 1190)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Robert Poujade (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de

pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Gilles Carrez (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Gilles Carrez (interdiction de modification des autres dispositions de l'article 1648 A du code général des impôts avant la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1358)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Son amendement n° 1 rectifié (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) : adopté (p. 4008)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 120 : non soutenu (p. 4450)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 6446)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Laurent DOMINATI

*Paris (1^{ère} circonscription)
 Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
 [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1759 relative à la modernisation et à la régulation de la communication audiovisuelle [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Durée du travail. Réduction, application [19 janvier 1999] (p. 36)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4308)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 704, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Classement, Paris, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements (p. 2702)

n° 782, posée le 3 mai 1999. Drogue. Etablissements de soins (J.O. Questions p. 2555). Appelée le 4 mai 1999. Capacités d'accueil, Paris (p. 3926)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6545)

Son intervention (p. 6554)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6554)

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFP) (p. 6545)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6556)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6556, 6557)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6545, 6555 à 6557)

Finances publiques : recettes (p. 6555)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6554)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6555)

Politique économique : conjoncture (p. 6545)

Politique économique : croissance (p. 6545, 6555, 6556)

TVA : taux (p. 6555 à 6557)

Union européenne : euro (p. 6555)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683) ; [16 octobre 1998] (p. 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 304 soutenu par M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6716) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 284 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Son amendement n° 281 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6810) : rejeté (p. 6811)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son amendement n° 292 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

Après l'article 19

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 6847)

Son amendement n° 263 soutenu par M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 286 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Après l'article 22

Son amendement n° 286 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Après l'article 26

Son amendement n° 303 : non soutenu (p. 6900)

Après l'article 19

Son amendement n° 301 précédemment réservé (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) : rejeté (p. 6903)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8187, 8188)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8914)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : programmes (p. 8915, 8916)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8915)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 10643)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) (p. 10650)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 10650)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 182 (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de M. Jean-Marie Le Guen (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10664)

Intervient sur le sous-amendement n° 249 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des grandes surfaces de vente au détail) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Intervient sur le sous-amendement n° 289 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des salles de cinéma) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 535 soutenu par M. Marc Laffineur (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8500) : rejeté (p. 8503)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 327 soutenu par M. Dominique Dord (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de plusieurs personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3143)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 623)

Son intervention (p. 632)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : délinquance et criminalité (p. 633)

Collectivités territoriales : Paris : police (p. 633)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 633)

Ordre public : personnels : Paris (p. 633)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son intervention (p. 637)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 47 (application à Paris des articles L. 2214-4 et L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales relatifs aux compétences des agents de la police municipale) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 45 (abrogation de l'article L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales conférant au préfet les pouvoirs de police du maire) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 44 (abrogation, à l'exception de son article 1er, de l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII déterminant les fonctions du préfet de police de Paris) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 46 (abrogation des deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1975, modifiés par la loi du 29 décembre 1986 fixant le régime particulier de Paris) : rejeté (p. 647)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2676)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2676, 2677)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2676, 2677)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 2676, 2677)

Police : police municipale : armes (p. 2676)

Police : police municipale : Règlement (p. 2676)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2677)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3787)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3788 à 3790)

Collectivités territoriales : Paris : arrondissements (p. 3789)

Collectivités territoriales : Paris : compétences (p. 3789)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : collectivités territoriales (p. 3790)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3789)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3788)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3788 à 3790)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3800)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3801)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4522) : rejetée (p. 4536)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4528)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4526, 4527)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4523, 4524, 4527)

- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4528)
- Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4523 à 4528)
- Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4523 à 4527)
- Audiovisuel et communication : Télédiffusion de France (TDF) (p. 4528)
- Audiovisuel et communication : télévision (p. 4523 à 4528)
- Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 4522, 4525)
- Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)
- Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)*
- Son intervention (p. 4616)
- Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 4618)
- Son amendement n° 520 (de suppression) : rejeté (p. 4618)
- Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") (p. 4618)
- Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Cuvilliez (notion de "missions de service public") (p. 4618)
- Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Olivier de Chazeaux (référence aux droits et principes définis par la Constitution) (p. 4621)
- Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances civiques") (p. 4625)
- Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)*
- Son amendement n° 401 (de coordination) : retiré (p. 4661)
- Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Tauhira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)
- Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) (p. 4704)
- Après l'article 2*
- Son amendement n° 521 (suppression des conventions collectives de France 2 et France 3) : retiré (p. 4708)
- Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)*
- Son intervention (p. 4710)
- Intervient sur l'amendement n° 438 du Gouvernement (actions en direction des milieux scolaires) (p. 4713)
- Son amendement n° 404 soutenu par M. Michel Herbillon (programmes de promotion en faveur du savoir) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)
- Son amendement n° 386 soutenu par M. Michel Herbillon (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)
- Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)*
- Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales*
- Son amendement n° 342 soutenu par M. Michel Herbillon (désignation des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4723)
- Son amendement n° 387 soutenu par M. Michel Herbillon (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)
- Son amendement n° 388 (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) : rejeté (p. 4729)
- Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Léonce Deprez (nomination du président de France Télévision) (p. 4730)
- Intervient sur l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4731)
- Son amendement n° 338 (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4732)
- Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Cuvilliez (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4733)
- Son amendement n° 522 soutenu par M. Michel Herbillon (composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4733)
- Son amendement n° 339 corrigé (nouvelle composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4734)
- Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle composition des conseils d'administration) (p. 4734)
- Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4737)
- Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI*
- Son amendement n° 389 : non soutenu (p. 4743)
- Après l'article 4*
- Son amendement n° 355 : non soutenu (p. 4746)
- Son amendement n° 454 : non soutenu (p. 4747)
- Son sous-amendement n° 455 corrigé à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : non soutenu (p. 4749)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 457 : non soutenu (p. 4752)

Son amendement n° 456 : non soutenu (p. 4753)

Après l'article 5

Son amendement n° 458 (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) : adopté (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) (p. 4756)

Son amendement n° 459 (durée du mandat du président) : retiré (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 609 de la commission (nomination du directeur général) (p. 4756)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4759)

Son amendement n° 523 (précision sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Olivier de Chazeaux (distinction entre les effets de la gestion commerciale et la mission de service public) (p. 4764)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (dépôt d'un rapport annuel) (p. 4766)

Son sous-amendement n° 340 à l'amendement n° 87 de la commission (répartition des ressources) : devenu sans objet (p. 4767)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) (p. 4778)

Son sous-amendement n° 602 (suppression du paragraphe V) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4774)

Son sous-amendement n° 460 (déplacement des messages publicitaires aux tranches horaires creuses) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4775)

Son sous-amendement n° 603 (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 461 (suppression des messages publicitaires aux heures de grande écoute) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : retiré (p. 4776)

Son sous-amendement n° 605 (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Renaud Muselier (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Olivier de Chazeaux (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 559 de M. Noël Mamère (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 604 (suppression du rapport du Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4778)

Intervient sur le sous-amendement n° 560 de M. Noël Mamère (rédaction de deux rapports par le Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Après l'article 6

Son amendement n° 341 : non soutenu (p. 4854)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 356 : non soutenu (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Son amendement n° 463 (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Son amendement n° 462 (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Soutient l'amendement n° 500 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (entrée en vigueur) (p. 4865)

Après l'article 8

Son amendement n° 391 (institution d'une chaîne parlementaire) : rejeté (p. 4866)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son amendement n° 334 (missions du CSA en matière de protection de l'enfance) : rejeté (p. 4869)

Son amendement n° 333 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (déontologie de l'information) : rejeté (p. 4872)

Après l'article 9

Son amendement n° 396 soutenu par M. Christian Kert (de coordination) : rejeté (p. 4873)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) (p. 4877)

Son amendement n° 524 : devenu sans objet (p. 4877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Avant l'article 15

Son amendement n° 392 (de précision) : rejeté (p. 4883)

Son amendement n° 347 (interdiction de cumul de certains emplois avec la fonction de membre du CSA) : rejeté (p. 4884)

Son amendement n° 348 (délai d'abstention de prise publique de position pour les membres du CSA) : rejeté (p. 4884)

Intervient sur l'amendement n° 289 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (obligations faites aux anciens membres du CSA) (p. 4885)

Son amendement n° 349 (obligations faites aux anciens membres du CSA) : rejeté (p. 4885)

Son amendement n° 350 (champ de consultation du CSA) : rejeté (p. 4885)

Son amendement n° 351 (relevés des temps d'intervention des personnalités politiques) : rejeté (p. 4886)

Soutient l'amendement n° 337 de M. Francis Delattre (intérêts des entreprises dans les organes de communication) : rejeté (p. 4887)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Son amendement n° 525 : non soutenu (p. 4974)

Intervient sur l'amendement n° 650 de la commission (de précision) (p. 4975)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (durée des périodes d'investigations du CSA) (p. 4976)

Après l'article 15

Son amendement n° 343 (protection de la famille, de l'enfance et de l'adolescence) : rejeté (p. 4976)

Son amendement n° 345 (référence au développement technologique) : retiré (p. 4976)

Son amendement n° 344 (pouvoir de recommandation du CSA) : adopté après rectification (p. 4976)

Son amendement n° 346 (pouvoir de proposition du CSA) : rejeté (p. 4977)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 464 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4978)

Son amendement n° 526 (référence aux titulaires de marchés publics et délégations de service public) : retiré (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) (p. 4980)

Son amendement n° 527 (critères de priorités d'attribution) : rejeté (p. 4988)

Son amendement n° 528 (critères de priorités d'attribution) : retiré (p. 4988)

Son amendement n° 529 (sort des fréquences non utilisées) : rejeté (p. 4989)

Après l'article 17

Son amendement n° 466 (transposition de la directive "Télévision sans frontières") : retiré (p. 4991)

Son amendement n° 465 (suppression des quotas de diffusion) : retiré (p. 4992)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Son amendement n° 530 (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) : retiré (p. 4992)

Après l'article 18

Son amendement n° 394 (saisine des autorités administratives ou judiciaires) : retiré (p. 4993)

Son amendement n° 467 (dispositions anti-monopole) : retiré (p. 4993)

Son amendement n° 468 (dispositions anti-monopole) : retiré (p. 4993)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 335 (octroi d'un délai d'un mois maximum pour les avis rendus par le CSA) : adopté (p. 4995)

Son amendement n° 336 (de conséquence) : adopté (p. 4995)

Reprend l'amendement n° 576 de M. Noël Mamère (conditions de saisine du Conseil de la concurrence par le CSA) : rejeté (p. 4998)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 469 (conventions entre le CSA et les opérateurs) : rejeté (p. 5001)

Son amendement n° 470 (contribution par les diffuseurs au développement de la production) : rejeté (p. 5001)

Son amendement n° 471 (contribution par les diffuseurs au développement de la production) : retiré (p. 5002)

Son amendement n° 472 (durée des acquisitions de droit exclusif) : retiré (p. 5002)

Son amendement n° 473 : non soutenu (p. 5004)

Son amendement n° 474 : non soutenu (p. 5005)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 476 (autorisation de diffusion de messages publicitaires lors des "décrochages" locaux de chaînes nationales) : rejeté (p. 5010)

Son amendement n° 477 (publicité des programmes des chaînes locales) : rejeté (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5013)

Son amendement n° 531 (limites de renouvellement des autorisations) : rejeté (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 478 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 479 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 480 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 532 (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : rejeté (p. 5022)

Après l'article 22

Son amendement n° 481 (pouvoirs de désignation du CSA) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 482 (critères de formulation des projets) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 483 (pouvoirs de sanction du CSA) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 484 (appels à candidatures) : rejeté (p. 5023)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 533 (régime de convention) : rejeté (p. 5024)

Son amendement n° 485 (de conséquence) : rejeté (p. 5025)

Soutient l'amendement n° 511 de Mme Frédérique Bredin (protection de l'enfance) : rejeté (p. 5025)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 540 : non soutenu (p. 5027)

Après l'article 27

Son amendement n° 488 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) : rejeté (p. 5068)

Son amendement n° 487 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5069) : devenu sans objet (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 352 corrigé soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de cohérence) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA par pétition) : rejeté (p. 5071)

Son amendement n° 397 (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) : devenu sans objet (p. 5072)

Son amendement n° 541 soutenu par M. Christian Kert (cas de retrait de l'autorisation) : rejeté (p. 5072)

Son amendement n° 399 : devenu sans objet (p. 5073)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Soutient l'amendement n° 519 de M. Patrice Martin-Lalande (allègement fiscal pour les nouveaux services d'information) : rejeté (p. 5078)

Soutient l'amendement n° 518 de M. Patrice Martin-Lalande (taux réduit de TVA pour les produits français du numérique) : rejeté (p. 5078)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Son amendement n° 451 (cheminement des procès-verbaux) : retiré (p. 5079)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Après l'article 10

Son amendement n° 591 précédemment réservé (réglementation en matière de "système d'accès sous condition") : retiré (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Son sous-amendement n° 652 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5083) : adopté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 659 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5083) : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 660 (procédés techniques utilisés) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 653 rectifié (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 654 (obligations comptables) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 661 (mode de saisine du CSA) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Son amendement n° 357 (de conséquence) : retiré

Après l'article 30

Son amendement n° 590 : devenu sans objet (p. 5089)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 452 (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 600 (nouvelle rédaction des droits et des charges des exploitants) : retiré (p. 5092)

Ses explications de vote (p. 5092)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5092)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4648)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 4648 à 4650)

Régions : Corse : Etat (p. 4648, 4649)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4649, 4650)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4649, 4650)

Régions : Corse : préfets (p. 4649)

Ses explications de vote (p. 4655)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4656)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4834)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 4835)

Parlement : prérogatives (p. 4837)

Régions : Corse : Etat (p. 4834, 4837)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4834, 4835)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4835 à 4837)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4835 à 4837)

Régions : Corse : préfets (p. 4834, 4835)

Régions : Corse : Premier ministre (p. 4835 à 4837)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4837)

Jacques DONDOUX

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

Fin de ses fonctions au Gouvernement (voir indications préliminaires). Décret du 28 juillet 1999 [J.O. du 29 juillet 1999] (p. 11304)

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce [23 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [12 mai 1999] (p. 4418)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Hunault. Transports ferroviaires. Ligne Nantes-Bordeaux. Modernisation [23 mars 1999] (p. 2690)

M. Jean-Pierre Baeumler. Voirie. Ponts. Pont entre Fessenheim et Hartheim, groupement local de coopération transfrontalière, compétences [23 mars 1999] (p. 2692)

M. Jean-Pierre Brard. Logement. Logement social. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil [23 mars 1999] (p. 2693)

M. René André. Défense. Service national. Report d'incorporation [23 mars 1999] (p. 2699)

M. Jean-Antoine Léonetti. Etablissements de santé. Equilibre financier. Centre hospitalier d'Antibes-Juan-les-Pins [23 mars 1999] (p. 2697)

Mme Odette Casanova. Travail. Durée du travail. Réduction, application, inspection du travail, contrôle [23 mars 1999] (p. 2695)

M. Jean-Paul Bacquet. Transports ferroviaires. Gares. Fermeture, ligne Clermont-Ferrand Béziers [23 mars 1999] (p. 2691)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nice [23 mars 1999] (p. 2700)

M. Dominique Baert. Chômage : indemnisation. Allocation de solidarité. Conditions d'attribution [23 mars 1999] (p. 2696)

M. Roger Franzoni. Travail. Durée du travail. Réduction, aides de l'Etat, zones franches, cumul avec l'abattement de cotisations de sécurité sociale, Corse [23 mars 1999] (p. 2694)

M. Christian Cuvilliez. Prestations familiales. Allocation parentale d'éducation. Conditions d'attribution, élus locaux [22 juin 1999] (p. 6252)

M. Patrick Delnatte. Collectivités territoriales. Réglementation. Coopération transfrontalière, Belgique [22 juin 1999] (p. 6258)

M. Thierry Mariani. Emploi. Entreprises d'insertion. Loi d'orientation contre les exclusions, conséquences [22 juin 1999] (p. 6251)

M. Philippe Martin. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Sézanne [22 juin 1999] (p. 6256)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, fonctionnement, Midi-Pyrénées [22 juin 1999] (p. 6254)

M. François Rochebloine. Santé. Protection. Cécité, éclipse solaire [22 juin 1999] (p. 6257)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8998)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8999)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8999)

Commerce extérieur : excédent (p. 8998)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8998 à 9000)
 Commerce extérieur : généralités (p. 8998 à 9000)
 Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8999)
 Entreprises : investissements (p. 8998, 8999)
 Politique économique : conjoncture (p. 8998)
 Politique extérieure : coopérants (p. 9000)
 Politique sociale : généralités (p. 8999)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 576)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 576, 577)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 576)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6331)

Sa réponse (p. 6357)

Thèmes :

Agriculture (p. 6332, 6333, 6335)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6333 à 6335, 6358)

Audiovisuel et communication (p. 6333, 6335)

Commerce extérieur : exportations (p. 6331, 6333 à 6335)

Enfants : travail (p. 6335)

Environnement (p. 6335, 6357)

Industrie : textile et habillement (p. 6333)

Marchés publics (p. 6334)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6331 à 6336, 6357, 6358)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6332)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6333)

Politique économique : mondialisation (p. 6331, 6333)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6333)

Services (p. 6332)

Travail : conditions de travail (p. 6359)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6358)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Régions. Conseils régionaux. Mode de scrutin, réforme [17 novembre 1998] (p. 9102)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4492)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 744 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8496)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 746 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Henri Plagnol (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9861)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9913)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9267) : rejetée au scrutin public (p. 9270)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9313)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9268)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9269)

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 9269)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 9268)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9268, 9269, 9313)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9267, 9313)

Régions : budget (p. 9269, 9313)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 89 (participation au second tour des élections législatives réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)

Son amendement n° 87 (participation au second tour des élections cantonales réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)

Son amendement n° 88 (participation au second tour des élections municipales réservée aux deux listes arrivées en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9335)

Soutient l'amendement n° 96 de M. François Bayrou (scrutin de liste à deux tours dans la région avec répartition de la moitié des sièges à la proportionnelle au premier tour, l'autre moitié étant attribuée à la liste arrivée en tête au second tour auquel ne participent, sans modification de leur composition, que les deux listes les mieux placées à l'issue du premier tour) : rejeté (p. 9339)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (seuil abaissé de 5 à 3 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) (p. 9340)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son intervention (p. 9341)

Son amendement n° 85 (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et suppression des fusions de listes) : rejeté (p. 9342)

Son amendement n° 83 (seuil porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés pour participer à une fusion de listes) : rejeté (p. 9343)

Son amendement n° 86 (de coordination) : rejeté (p. 9343)

Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9345)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9345)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9347)

Soutient l'amendement n° 90 corrigé de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la possibilité de recours au vote bloqué sur les délibérations budgétaires) : rejeté (p. 9350)

Son sous-amendement oral (accord de la commission permanente pour la modification par le président du projet de budget initial) à l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 9351)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son intervention (p. 9352)

Soutient l'amendement n° 92 de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la publicité de la liste des signataires de la motion de renvoi) : rejeté (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Soutient l'amendement n° 94 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 9356)

Titre

Son amendement n° 84 (de coordination) : devenu sans objet (p. 9357)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9358)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11022)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 11022)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11022, 11023)

Partis et mouvements politiques : extrême gauche (p. 11024)

Régions : budget (p. 11023, 11024)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Son amendement n° 5 (seuil pour la participation à la répartition des sièges porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11034)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Valéry Giscard d'Estaing (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11035)

Son amendement n° 6 (droit de figurer sur une autre liste au second tour pour les candidats des listes ayant recueilli 5 % et non 3 % des suffrages exprimés au premier tour) : rejeté (p. 11036)

Son amendement n° 1 (suppression de l'article 21 relatif au vote du budget de la région) : rejeté (p. 11037)

Son amendement n° 2 (suppression de l'article 22 instituant une procédure particulière d'adoption des budgets régionaux) : rejeté (p. 11038)

Son amendement n° 3 (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) : rejeté (p. 11040)

Son amendement n° 4 (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) : rejeté (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11041)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11041)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10281)

Son intervention (p. 10288)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10288)

Droit pénal (p. 10282, 10289, 10290)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 10289, 10290)

Etrangers : immigration (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10281)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : opposition

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10282)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 520 de M. Jean-Jacques Weber (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions): rejeté (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. Hervé Morin (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1194)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1657)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture: "Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice") (p. 2102)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2747)

Thèmes :

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2747)

Justice : crédits (p. 2747)

Justice : magistrats : rôle (p. 2747)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1135 portant réforme des droits de succession entre frères et sœurs et entre personnes non parentes [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Pacte civil de solidarité (PACS). Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [13 octobre 1998] (p. 6471)

Travail. Durée du travail. Réduction, application [22 juin 1999] (p. 6267)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que la séance soit levée à une heure normale [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Regrette que l'ensemble des groupes de l'opposition n'ait pas pu s'exprimer avant la clôture de la discussion sur l'article 2 de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [2 décembre 1998] (p. 9916)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy : juge inacceptables les propositions du Président de séance [2 décembre 1998] (p. 9917)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : reproche au Président de séance de créer un précédent qui fera jurisprudence [2 décembre 1998] (p. 9963)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8374)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8375)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : immigration (p. 8375)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 8375)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8375)

Famille : concubinage (p. 8374, 8375)

Famille : mariage (p. 8374)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1^{er} décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Pierre Albertini (certificat de vie commune) (p. 8473)

Intervient sur le sous-amendement n° 1026 de M. Richard Cazenave (nullité du certificat délivré à une personne déjà titulaire d'un tel document) à l'amendement n° 169 de M. Pierre Albertini (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Christine Boutin (organisation par le seul mariage de la vie commune entre un homme et une femme, le PACS régissant les intérêts pécuniaires) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) (p. 8503)

Soutient l'amendement n° 628 de M. Renaud Dutreil (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Soutient l'amendement n° 620 de M. Renaud Dutreil (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 79 corrigé (suppression de l'organisation de la vie commune) : rejeté (p. 8524)

Soutient l'amendement n° 621 de M. Renaud Dutreil (PACS formalisant la mise en commun des ressources) : rejeté (p. 8525)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 86 de Mme Christine Boutin (cohabitation d'une durée d'un an) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 692 : non soutenu (p. 8555)

Soutient l'amendement n° 797 de M. Bernard Perrut (nullité du PACS conclu par une personne ayant adopté un enfant) : rejeté (p. 8557)

Son amendement n° 89 soutenu par M. François Goulard (nullité du PACS conclu entre personnes de même sexe dont l'une a la garde d'un mineur) : rejeté (p. 8557)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 92 (possibilité d'opposition des enfants majeurs à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) : rejeté (p. 8561)

Soutient l'amendement n° 96 de Mme Christine Boutin (possibilité d'opposition des créanciers à la conclusion d'un PACS par leurs débiteurs) : rejeté (p. 8562)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 97 de Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 115 (certificats médicaux produits par les partenaires) : rejeté (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Soutient l'amendement n° 117 de Mme Christine Boutin (ajout de l'obligation de fidélité) : rejeté (p. 9797)

Soutient l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Soutient l'amendement n° 615 de M. Renaud Dutreil (établissement du PACS devant un notaire) : rejeté (p. 9805)

Soutient l'amendement n° 627 de M. Renaud Dutreil (suppression de la solidarité en matière de dettes) : rejeté (p. 9807)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Renaud Dutreil (publicité des PACS conclus par des commerçants) (p. 9811)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 630 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Soutient l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) : rejeté (p. 9823)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Alain Tourret (régime de la séparation des biens) (p. 9826)

Soutient l'amendement n° 624 de M. Renaud Dutreil (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 30 (récompense à la dissolution du PACS au profit du partenaire ayant financé seul l'acquisition d'un bien) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 631 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) : rejeté (p. 9839)

Soutient le sous-amendement n° 1147 de M. Claude Goasguen (dépôt de la déclaration conjointe au tribunal d'instance ayant reçu le PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9845)

Soutient le sous-amendement n° 1146 de M. François Goulard (inscription de la déclaration conjointe sur le registre recensant les PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Soutient le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des

motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1123 (signification de la rupture unilatérale quinze jours après un entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)

Son sous-amendement n° 1126 soutenu par Mme Christine Boutin (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant trois mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9853) : rejeté (p. 9854)

Soutient le sous-amendement n° 1142 de M. François Goulard (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant un mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9857)

Soutient le sous-amendement n° 1143 de M. François Goulard (dissolution du PACS dans un délai de six mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)

Soutient le sous-amendement n° 1140 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif aux conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)

Soutient le sous-amendement n° 1131 de Mme Christine Boutin (conséquences patrimoniales et extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Soutient le sous-amendement n° 1141 de M. François Goulard (suppression de l'intervention du juge) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Reprend l'amendement n° 813 de M. Alain Tourret (insertion dans le livre 1er du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) (p. 9907) : rejeté (p. 9910)

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9913)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9916)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 636 de M. Renaud Dutreil (suppression de l'imposition commune des revenus) : rejeté (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Thierry Mariani (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9936)

Soutient l'amendement n° 122 de Mme Christine Boutin (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 123 (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Soutient l'amendement n° 635 de M. Renaud Dutreil (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 1150 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) (p. 9943)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Renaud Dutreil (suppression du paragraphe III relatif aux règles d'imposition et d'assiette) : rejeté (p. 9944)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS en vue de diminuer l'impôt sur le revenu passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende) (p. 9945)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy (cf. supra) (p. 9917)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 798 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la déductibilité des sommes versées aux enfants majeurs prévue par l'article 156 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 799 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la notion de personne à charge prévue par l'article 196 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 532 de M. Jean-François Mattei (exonération des droits d'enregistrement pour l'attestation civile de solidarité) : rejeté (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9951)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : s'élève contre l'utilisation de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution (p. 9957)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9968)

Soutient l'amendement n° 540 de M. François Goulard (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 10001)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayants droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) (p. 9974)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 541 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Christian Estrosi (étranger entré de façon régulière) : rejeté (p. 9996)

Soutient l'amendement n° 327 de M. Thierry Mariani (étranger entré de façon régulière) : rejeté (p. 9996)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 544 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 146 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux partenaires ayant la charge d'au moins un enfant) : rejeté (p. 10180)

Son amendement n° 145 (PACS conclu depuis au moins un an) : rejeté (p. 10181)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10185)

Intervient sur l'amendement n° 147 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 10188)

Soutient l'amendement n° 545 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 759 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Thierry Mariani (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) (p. 10189)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Charles de Courson (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) (p. 10189)

Son amendement n° 999 (PACS conclu depuis au moins trois ans) : rejeté (p. 10190)

Soutient l'amendement n° 647 de M. Renaud Dutreil (suppression des dispositions relatives au droit de reprise) : rejeté (p. 10191)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10195)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du terme solidarité qualifiant le PACS) : rejeté (p. 10207)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 809 de M. Claude Goasguen (contrôle du parlement sur les charges entraînées par la loi) : rejeté (p. 10217)

Soutient l'amendement n° 604 de M. Renaud Dutreil (rapport annuel sur le coût des PACS) : rejeté (p. 10217)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 71 précédemment réservé (union de biens) : rejeté (p. 10224)

Son amendement n° 62 précédemment réservé (contrat de concubinat) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 70 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 68 précédemment réservé (suppression du terme "civil") : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3049)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3057) : rejetée (p. 3068)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 3058)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3059, 3060)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3059)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3058 à 3060)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 3060)

Famille : concubinage (p. 3059)

Famille : vie commune (p. 3060, 3061)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3057, 3058)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106) ; [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son intervention (p. 3111)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Charles de Courson (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) (p. 3123)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Charles de Courson (déclaration commune et solidarité en matière d'ISF pour les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) (p. 3123)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) (p. 3123)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3124)

Intervient sur les amendements n°s 27 de la commission des affaires culturelles et 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Son sous-amendement n° 298 (contrat de concubinage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : retiré (p. 3133)

Son sous-amendement n° 299 (contrat de vie en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3133)

Son sous-amendement n° 301 (pacte de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3133)

Son sous-amendement n° 300 soutenu par M. Claude Goasguen (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3134) : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 303 (pacte de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3141)

Soutient le sous-amendement n° 350 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-1 du code civil

- définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)
- Soutient le sous-amendement n° 327 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de plusieurs personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)
- Soutient le sous-amendement n° 326 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de deux personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)
- Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Thierry Mariani (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3146)
- Soutient le sous-amendement n° 408 de M. Maurice Leroy (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3147)
- Soutient le sous-amendement n° 430 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)
- Son sous-amendement n° 429 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)
- Son sous-amendement n° 325 soutenu par M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150) : rejeté (p. 3152)
- Son sous-amendement n° 314 (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)
- Soutient le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)
- Son sous-amendement n° 317 (non existence du PACS en l'absence de consentement) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)
- Son sous-amendement n° 315 (prohibition de la dérogation aux lois relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)
- Soutient le sous-amendement n° 412 de M. Maurice Leroy (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)
- Soutient le sous-amendement n° 344 de M. Claude Goasguen (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)
- Soutient le sous-amendement n° 319 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la nullité du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)
- Son sous-amendement n° 320 (nullité absolue du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)
- Soutient le sous-amendement n° 349 de M. Claude Goasguen (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)
- Soutient le sous-amendement n° 413 de M. Maurice Leroy (rédactionnel) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)
- Soutient le sous-amendement n° 521 de Mme Christine Boutin (cohabitation d'au moins un an pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)
- Son sous-amendement n° 322 (cohabitation d'au moins un an pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)
- Son sous-amendement n° 321 (nullité du PACS conclu par un mineur) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)
- Soutient le sous-amendement n° 324 de M. Bernard Perrut (nullité du PACS lorsque l'un des partenaires a été autorisé à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)
- Son sous-amendement n° 323 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a la garde légale d'un mineur) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)
- Soutient le sous-amendement n° 523 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par toute personne) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)
- Soutient le sous-amendement n° 549 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par le ministère public) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)
- Soutient le sous-amendement n° 551 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les enfants des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)
- Soutient le sous-amendement n° 550 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les parents des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)
- Soutient le sous-amendement n° 548 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les ex-époux des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)
- Soutient le sous-amendement n° 552 de Mme Christine Boutin (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)
- Soutient le sous-amendement n° 553 de Mme Christine Boutin (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)
- Soutient le sous-amendement n° 554 de Mme Christine Boutin (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

- Son sous-amendement n° 297 (publicité du PACS dans les conditions de celle du mariage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)
- Son sous-amendement n° 296 (publication du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)
- Son sous-amendement n° 329 (examen médical dont les résultats sont communiqués à l'autre partenaire sur sa demande) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)
- Son sous-amendement n° 443 (devoir de fidélité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)
- Soutient le sous-amendement n° 347 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)
- Soutient le sous-amendement n° 621 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)
- Son sous-amendement n° 309 (devoir d'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 304 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Soutient le sous-amendement n° 531 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 302 (pacte établi devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)
- Soutient le sous-amendement n° 310 de M. Claude Goasguen (communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)
- Son sous-amendement n° 305 (atténuation de la solidarité en matière de dettes) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Son sous-amendement n° 307 (publicité du PACS dont l'un des partenaires est commerçant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 287 soutenu par Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3199) : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 313 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 293 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Son sous-amendement n° 341 soutenu par M. Thierry Mariani (remise par les partenaires ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 340 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise également au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 328 soutenu par M. Thierry Mariani (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 343 soutenu par M. Thierry Mariani (inscription de la déclaration conjointe mettant fin au PACS sur le registre recensant les pactes civils de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 342 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 428 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 335 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale après entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 444 soutenu par M. Thierry Mariani (publicité de la rupture unilatérale du PACS dans des conditions analogues à celles de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 334 soutenu par M. Thierry Mariani (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 445 soutenu par M. Thierry Mariani (mention de la rupture unilatérale du PACS sur les registres de l'état civil et en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 446 soutenu par M. Thierry Mariani (signification du mariage trois mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 333 soutenu par M. Thierry Mariani (signification du mariage un mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 332 soutenu par M. Thierry Mariani (effets de la rupture à l'égard des tiers après sa publication en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 339 soutenu par M. Thierry Mariani (cessation du PACS six mois après la

signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 338 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression du dernier alinéa de l'article 515-7 relatif à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 337 soutenu par M. Thierry Mariani (liquidation de l'indivision par le juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 290 soutenu par M. Thierry Mariani (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 289 soutenu par M. Thierry Mariani (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 288 soutenu par M. Thierry Mariani (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 291 soutenu par M. Thierry Mariani (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 3215)

Son sous-amendement n° 432 (suppression de l'imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 433 de M. Jean-François Mattei (acte de signature de l'attestation civile de solidarité exonéré de droits d'enregistrement) : rejeté (p. 3220)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes de base) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires ou surcomplémentaires) (p. 3221)

Article 2 bis (déduction des avantages consentis aux collatéraux dans le besoin)

Son intervention (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 3223)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3223)

Article 2 ter (régime de l'abattement au titre des enfants majeurs et personnes à faibles ressources rattachées au foyer fiscal)

Son intervention (p. 3223)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 3224)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Son sous-amendement n° 442 (majoration des taux) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Son sous-amendement n° 441 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Soutient le sous-amendement n° 598 de Mme Christine Boutin (taux et abattement applicables aux successions et aux donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Soutient le sous-amendement n° 642 de M. Pierre-Christophe Baguet (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Soutient le sous-amendement n° 404 de M. Maurice Leroy (bénéfice des taux et de l'abattement applicables aux donations après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3227)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 du Gouvernement (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3228)

Intervient sur le sous-amendement n° 600 de Mme Christine Boutin (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3228)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et

suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Article 3 bis (relèvement et aménagement de l'abattement sur les droits de succession des frères et sœurs)

Son intervention (p. 3229)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 3230)

Article 4 bis A (assouplissement du régime des contrats d'acquisition en commun)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3231)

Article 5 (droits à congés)

Son intervention (p. 3233)

Soutient le sous-amendement n° 434 de M. Claude Goasguen (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3235)

Soutient le sous-amendement n° 603 de Mme Christine Boutin (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 437 (fonctionnaire devant avoir au moins un enfant) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 3246)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 3248)

Titre

Soutient l'amendement n° 188 de M. Thierry Mariani ("pacte des célibataires sacrifiés") : rejeté (p. 3252)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3376)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3378)

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Sidérurgie. Usinor, emploi et activité [7 octobre 1998] (p. 6043)

Transports par eau. Transports fluviaux. Infrastructures, travaux, financement [25 mai 1999] (p. 4814)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 560, posée le 18 janvier 1999. Enseignement supérieur. DEUG (J.O. Questions p. 234). Suppléé par M. René Mangin. Appelée le 19 janvier 1999. Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc (p. 10)

n° 711, posée le 22 mars 1999. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie (J.O. Questions p. 1623). Suppléé par . Appelée le 23 mars 1999. Financement, taxe professionnelle, réforme, conséquences (p. 2708)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 58 (bureau du congrès)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (élection du président au scrutin majoritaire) : adopté (p. 10897)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) : adopté (p. 10897)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 247)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 247, 248)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 247)

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 1229) [15 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière (n° 825) [28 octobre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 7 mai 1999] (p. 6903)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Intérieur (collectivités locales) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 975) relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [28 octobre 1998] (n° 1152)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 825) portant diverses mesures relatives à la sécurité routière [28 octobre 1998] (n° 1153)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1142), rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [4 novembre 1998] (n° 1177)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi organique (n° 1229) relatif à la Nouvelle-Calédonie ;

- le projet de loi (n° 1228) relatif à la Nouvelle-Calédonie [16 décembre 1998] (n° 1275)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1278) relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse [22 décembre 1998] (n° 1286)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [9 février 1999] (n° 1373)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [9 février 1999] (n° 1374)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1385), portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs [10 mars 1999] (n° 1452)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs [6 mai 1999] (n° 1580)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : mines et carrières. Nickel, emploi et activité [17 février 1999] (p. 1555)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8006)

Thèmes :

Cultes (p. 8006)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8006)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jacky Darne

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 74 quater

Son amendement n° 252 (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) : adopté (p. 10759)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son intervention (p. 9266)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9266)

Parlement : Sénat (p. 9266)

Régions : budget (p. 9266, 9267)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9349)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (reprise d'amendements soutenus au cours de la discussion budgétaire) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 9351)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (déclaration de politique générale jointe à la motion de renvoi) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (vote par scrutin secret sur la motion de renvoi) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de précision) : adopté (p. 9355)

Article 22 quater (article L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales - délégation des fonctions du président du conseil régional)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9356)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté après modifications (p. 9357)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11019)

Thèmes :

Élections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11019, 11020)

Parlement : Sénat (p. 11019)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 11019)

Régions : budget (p. 11020)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10383)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10383)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 10384)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10383)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10383)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10384)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10384)

Sécurité routière : limitations de vitesse : poids lourds (p. 10383)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10383, 10384)

Sécurité routière : statistiques (p. 10383)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10384)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension de la mesure aux titulaires du permis de conduire depuis plus de trente ans) : retiré (p. 10412)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (stage obligatoire au titre des infractions sanctionnées par le retrait de plus de quatre points du permis de conduire) : adopté (p. 10412)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (suppression de l'amende) : adopté (p. 10412)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 corrigé précédemment réservé de la commission (de coordination) : retiré (p. 10413)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10419)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (agrément des associations d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) : adopté après modifications (p. 10420)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (modalités d'application des dispositions de l'article 2 aux auto-écoles existantes) : adopté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 12 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10423)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (suppression dans l'article L. 21-1 du code de la route

Article 9 (article 36 de la loi du 30 décembre 1982 : licence de transport intérieur ou licence communautaire pour le transport routier de personnes)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (contrôle de la sécurité des infrastructures routières) : adopté (p. 10444)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2463)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2464)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2464)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2464)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 2464)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2464)

Sécurité routière : statistiques (p. 2463, 2464)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 2464, 2465)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2482)

Article 15 supprimé par le Sénat (contrôle de la sécurité des infrastructures routières)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (contrôle de sécurité pour les infrastructures routières dont la réalisation a débuté plus de trois ans après la publication de la loi) : adopté (p. 2485)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4325)

Thèmes :

Départements : présidents de conseil général : sécurité routière (p. 4325)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 4325)

Parlement : commissions mixtes paritaires : sécurité routière (p. 4325)

Sécurité routière : accidents : responsabilité (p. 4325)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4325)

Sécurité routière : vélos (p. 4325)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4325)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4336)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10841)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : contrôle (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10842, 10843)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : justice (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10842, 10843)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statut des élus (p. 10844)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10842, 10843)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (organisation géographique, administrative et coutumière de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (intégration de l'île de Beautemps-Beaupré dans la province des îles Loyauté) : adopté (p. 10864)

Article 2 (institutions de la Nouvelle-Calédonie - Haut-commissaire - représentation au Parlement et au Conseil économique et social de la République)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10865)

Article 4 (signes distinctifs)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (terme "identitaires" substitué à "distinctifs") : adopté (p. 10865)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10865)

Article 6 (champ d'application de la coutume)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 9 (transmission du statut civil coutumier)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10866)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 10 (octroi du statut civil coutumier à un mineur)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (audition par le juge du mineur capable de discernement) : adopté (p. 10867)

Article 11 (octroi du statut civil coutumier aux jeunes majeurs)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 10867)

Article 12 (changement de statut civil)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10867)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10868)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10868)

Article 13 (juridiction compétente)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Article 17 (les terres coutumières)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10869)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 10871)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la possibilité de transfert du contrôle budgétaire et soumission de celui du régime comptable et financier à une loi organique ultérieure) : adopté (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour le congrès d'instituer des sanctions pour les infractions aux lois de pays et à ses règlements) : adopté après modifications (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10874)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la réglementation des professions commerciales) : adopté (p. 10875)

Article 23 (protection du marché du travail local)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : vote réservé (p. 10877)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10878)

Article 29 (négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 10879)

Article 30 (appartenance de la Nouvelle-Calédonie à des organisations internationales)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (qualité d'observateur auprès d'organisations internationales) : adopté (p. 10879)

Article 35 (casinos, cercles, jeux de hasard et loteries)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 10880)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 10880)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (suppression du renvoi au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 10890)

Article 43 (consistance du domaine de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (ajout des cours d'eau, lacs, eaux souterraines et sources) : adopté (p. 10891)

Article 46 (délégations de compétences en matière de réglementation, de gestion et de décisions individuelles)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (transfert des moyens nécessaires à l'exercice des compétences déléguées aux provinces par la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10891)

Article 47 (création du comité des finances locales)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (comité coprésidé par le Haut-commissaire et un président élu en son sein) : adopté (p. 10892)

Article 53 (conditions de création de syndicats mixtes)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10893)

Article 54 (modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'évaluation des charges transférées) : retiré (p. 10894)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (mention dans la loi de finances de chacune des dotations de compensation) : adopté (p. 10894)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (commission d'évaluation des charges de la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10894)

Article 59 (règles applicables au président du congrès)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (référence à l'article L.O. 135-1 du code électoral

relatif à la déclaration patrimoniale des députés) : devenu sans objet (p. 10898)

Article 60 (régime des sessions)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10898)

Article 65 (délégation de pouvoir au président - rôle d'ordonnateur des dépenses)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10899)

Article 67 (démission d'un membre du congrès)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté (p. 10899)

Article 69 (information des membres du congrès sur les affaires en discussion)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (information sur les projets ou propositions de loi de pays) : adopté (p. 10899)

Article 71 (procès-verbal des séances)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (compte rendu des séances publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10900)

Article 73 (constitution et moyens de fonctionnement des groupes politiques)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (suppression de la précision relative à la non modification du régime indemnitaire des élus par le biais des moyens affectés aux groupes) : retiré (p. 10900)

Article 83 (consultation du congrès sur les projets de loi autorisant la ratification de certains traités ou accords et sur certaines propositions d'actes communautaires)

Soutient l'amendement n° 62 rectifié de la commission (avis rendus dans le délai d'un mois réduit à quinze jours en cas d'urgence et émission d'avis par la commission permanente en dehors des sessions) : adopté (p. 10902)

Article 84 (consultation du congrès sur les textes législatifs concernant la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (suppression de la consultation du congrès sur les amendements ayant trait à la Nouvelle-Calédonie présentés sur des projets ou des propositions de loi qui ne lui ont pas été soumis) : adopté (p. 10902)

Article 86 (régime des délégations de service public)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (application des articles L. 1411-1 à L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales relatifs aux délégations de service public) : adopté (p. 10903)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté (p. 10903)

Article 91 (règlement intérieur du congrès)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (publication du règlement intérieur au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10904)

Article 92 (domaine des lois du pays)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (substitution du terme "identitaires" au mot "distinctifs") : adopté (p. 10904)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (ajout de l'approbation des conventions de résolution des conflits de lois) : retiré (p. 10904)

Article 93 (avis préalable du tribunal administratif sur les projets et propositions de loi du pays)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil d'Etat) : adopté (p. 10905)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (propositions de loi du pays soumises pour avis avant leur première lecture et non dès leur inscription à l'ordre du jour) : adopté (p. 10905)

Après l'article 94

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (désignation d'un rapporteur sur les projets ou propositions de loi du pays et publication d'un rapport écrit avant leur discussion) : adopté (p. 10905)

Article 95 (nouvelle délibération)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (nouvelle délibération à la demande de onze membres du congrès) : adopté (p. 10906)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (suppression de l'obligation faite aux groupes politiques de compter des élus dans deux provinces pour présenter une liste de candidats) : adopté (p. 10907)

Article 104 (régime des incompatibilités et des options)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10908)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (ajout de la référence à l'article L.O. 146 du code électoral relatif à l'interdiction d'exercice de fonctions dirigeantes dans des entreprises bénéficiant d'aides publiques ou faisant appel public à l'épargne) : adopté (p. 10908)

Article 110 (récupération du siège au congrès ou à une assemblée de province)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (récupération de son siège par le membre de l'assemblée de province ayant suppléé l'élu au congrès après son entrée au gouvernement) : adopté (p. 10909)

Article 111 (démission du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10909)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (expédition des affaires courantes) : adopté (p. 10909)

Article 112 (remplacement d'un membre du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10909)

Article 113 (réunions du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (terme "réunions" substitué aux mot "séances") : adopté (p. 10910)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (Haut-commissaire entendu à sa demande) : adopté (p. 10910)

Article 114 (ordre du jour des réunions du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (à la demande du Haut-commissaire, inscription de droit à l'ordre du jour de toute question relevant de la compétence de l'Etat) : adopté (p. 10910)

Article 115 (secret des réunions)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Article 116 (indemnités - dotation de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (plafonnement des indemnités) : adopté (p. 10911)

Article 117 (compétences attribuées au gouvernement)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (suppression de la détermination de la rémunération des groupes d'élus du congrès) : adopté (p. 10911)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (conclusion des conventions avec les délégués de service public) : adopté (p. 10912)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (référence à l'article 126 autorisant le président à déléguer certaines de ses attributions à un ou plusieurs membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (remplacement des membres du gouvernement avec l'accord de leurs groupes politiques) : adopté (p. 10912)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (recours devant le Conseil d'Etat contre les délibérations mettant fin aux fonctions de membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Article 123 (pouvoir de nomination)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10913)

Article 126 (délégations du président du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (vote du congrès à la majorité des trois cinquièmes de ses membres) : adopté (p. 10913)

Article 128 (composition et mode de désignation du sénat coutumier)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (élection des membres du sénat coutumier obligatoire à partir de 2005) : retiré (p. 10914)

Article 130 (désignation du président)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (désignation du président pour une durée d'un an) : adopté (p. 10914)

Article 131 (représentation dans les organes extérieurs et désignation des membres de l'académie des langues kanak)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10915)

Article 133 (avis sur certaines lois du pays)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (terme "identitaires" substitué au mot "distinctifs" qualifiant les signes de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10915)

Article 134 (avis sur les délibérations intéressant l'identité kanak)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10915)

Article 137 (indemnisation des membres du sénat coutumier)

Soutient l'amendement n° 95 rectifié de la commission (institution d'un plafond aux indemnités versées aux membres du sénat coutumier) : adopté (p. 10916)

Article 145 (mandat des membres du conseil économique et social et modalités de renouvellement)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (arrêté du gouvernement déterminant les indemnités versées aux membres du conseil en fonction de leur présence aux réunions) : adopté après modifications (p. 10917)

Article 146 (attributions)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (de précision) : adopté (p. 10917)

Article 147 (fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (vacations pour chaque jour de séance) : adopté (p. 10917)

Article 152 (élection du président et du bureau)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10918)

Article 154 (régime indemnitaire)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (plafonnement de l'indemnité) : adopté (p. 10919)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (modalités de retenue de l'indemnité déterminées par le règlement intérieur) : adopté (p. 10919)

Article 161 (dissolution)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (suppression de la consultation des présidents des deux autres assemblées de province) : retiré (p. 10920)

Article 162 (attributions)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie des actes ressortissant à la compétence de la province) : adopté (p. 10920)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10921)

Article 167 (participation au fonctionnement des services de province)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10921)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (imputation des emplois de contractuels sur les crédits de rémunération) : adopté (p. 10922)

Article 174 (effectif des assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (réduction du nombre des membres des assemblées de province par une délibération intervenant un an avant l'expiration du mandat) : adopté (p. 10924)

Article 176 (organisation des élections)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10924)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10925)

Article 195 (contrôle de légalité)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (contrôle de légalité sur les conventions de délégations de service public) : adopté (p. 10931)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (de précision) : adopté (p. 10931)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10931)

Article 197 (saisines pour avis du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (suppression de la demande d'avis au tribunal administratif) : adopté (p. 10932)

Après l'article 198

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que sur les établissements, sociétés, groupements et organismes relevant de sa compétence) : adopté (p. 10933)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes sur chaque compte de gestion du territoire) : adopté après modifications (p. 10933)

Article 199 (contrôle des marchés publics et des délégations de service public)

Soutient l'amendement n° 110 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10934)

Article 200 (budgets du territoire et des provinces)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de précision) : adopté (p. 10934)

Article 207 (organisation des consultations sur l'accèsion à la pleine souveraineté - date de ces consultations)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (date de la première consultation fixée par le congrès avant la fin de l'avant dernière année du mandat débutant en 2014) : adopté (p. 10935)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10935)

Article 208 (restriction du corps électoral)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (de précision) : adopté (p. 10936)

Article 209 (liste électorale - commission de contrôle - campagne à la radio et à la télévision)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 10937)

Après l'article 213

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (précisions relatives à l'application de l'accord minier du 1er février 1998 modifié par l'avenant du 4 juin 1998) : adopté (p. 10938)

Article 214 (modifications du code des juridictions financières)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (équilibre réel apprécié après déduction des subventions d'équipement) : adopté (p. 10939)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Soutient l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accèsion à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) : adopté (p. 10941)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1266)

Thèmes :

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 1266, 1267)

Parlement : Sénat (p. 1266, 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1267, 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1267)

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

**Discussion des articles [21 décembre 1998]
(p. 10942)**

Article 3 (cadre de l'action de l'Etat pour le développement économique)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10943)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10944)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1er janvier 2000), rectifié (au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (p. 10944)

Article 11 (articles L. 2-2, L. 2-5 et L. 2-6 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - fonctionnement du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article permettant de compléter le tribunal administratif pour l'exercice de sa fonction consultative) : adopté (p. 10945)

Article 22 (admission en Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10947)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Jacky Darne

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Ses interventions (p. 2673, 2680)

Thèmes :

Communes : gardes-champêtres : coopération intercommunale (p. 2673)

Gendarmerie : gendarmes : femmes (p. 2674)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2673, 2674)

Partis et mouvements politiques : opposition : police municipale (p. 2680)

Police : police municipale : armes (p. 2673)

Police : police municipale : contrôle (p. 2673)

Police : police municipale : coopération intercommunale (p. 2674)

Police : police municipale : personnels (p. 2673, 2674)

Police : police municipale : règlement (p. 2673)

Police : police municipale : sécurité routière (p. 2674)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Tron (amende de 100 000 F pour l'atteinte à la confidentialité des observations non définitives présentées par les chambres régionales des comptes) (p. 5128)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 25 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à un département) : adopté (p. 5130)

Soutient l'amendement n° 26 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à la région) : adopté (p. 5130)

Brigitte DOUAY

*Nord (18^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Cesse d'appartenir au commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [28 octobre 1998] (p. 7513)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 540, posée le 14 décembre 1998. Justice. Tribunaux pour enfants (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 2 février 1999. Création, Cambrai (p. 681)

Philippe DOUSTE-BLAZY

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Président du groupe de l'Union pour la Démocratie
française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1552 relative à la reconnaissance du droit d'usage de la langue des signes française et du braille [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1553 relative à l'obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille [28 avril 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

Proposition de résolution n° 1785 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques [23 juillet 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Cour de justice de la République. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2138)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3099)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3937)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 622, posée le 8 février 1999. Grandes écoles. Classes préparatoires (J.O. Questions p. 675). Appelée le 9 février 1999. Perspectives (p. 1066)

n° 800, posée le 10 mai 1999. TVA. Assujettissement (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Avocats (p. 4288)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la décision du Président de l'Assemblée nationale de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoir en application de l'article 54, alinéa 6 du règlement et l'estime contraire aux déclarations du Premier ministre sur le renforcement des pouvoirs du Parlement [7 novembre 1998] (p. 8361)

Condamne les qualificatifs appliqués par le Premier ministre à Mme Christine Boutin lors de la séance des questions au Gouvernement [2 décembre 1998] (p. 9897)

Regrette que l'ensemble des groupes de l'opposition n'ait pas pu s'exprimer avant la clôture de la discussion sur l'article 2 de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité et demande la convocation du Bureau [2 décembre 1998] (p. 9917)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. François Sauvadet (p. 5820) : rejetée (p. 5827)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Sa question préalable soutenue par M. François Sauvadet (p. 3391) : rejetée (p. 3399)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Jacques Jégou (p. 6513) : rejetée (p. 6529)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Yves Bur (p. 7399) : rejetée (p. 7411)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par Mme Christine Boutin (p. 7949) : rejetée au scrutin public (p. 8011)

Ses observations : condamne les pressions physiques exercées sur M. Arthur Paecht, président de séance [3 novembre 1998] (p. 7989)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur les observations de M. Jean-Louis Debré : s'élève contre l'attitude du Gouvernement qui, selon lui, aurait pour but d'empêcher l'opposition de s'exprimer (p. 8490)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9917)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le sous-amendement n° 1009 de M. Bernard Accoyer (taux unique de 59 %) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) (p. 9967)

Ses observations : déplore que l'on n'ait pas tenu compte de sa volonté de demander un scrutin public [2 décembre 1998] (p. 9967)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Goulard (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10001)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Henri Plagnol (p. 3081) : rejetée (p. 3088)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Charles de Courson (p. 5504) : rejetée (p. 5516)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Renaud Donnedieu de Vabres (p. 9267) : rejetée au scrutin public (p. 9270)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Son sous-amendement n° 49 soutenu par M. Hervé de Charette (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9573) : rejeté (p. 9577)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. François Sauvadet (p. 172) : rejetée (p. 183)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999]
(p. 4039)

Son exception d'irrecevabilité soutenue par
M. François Sauvadet (p. 4043) : rejetée (p. 4049)

**Proposition de loi n° 1301 créant les plans de
prévoyance retraite**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 539)

Son intervention (p. 541)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 541, 542)

Démographie : vieillissement de la population
(p. 541)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 541)

Retraites : généralités : retraites complémentaires
(p. 541)

Retraites : généralités : système par capitalisation
(p. 541, 542)

Retraites : généralités : système par répartition
(p. 541, 542)

**Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine
et à la simplification de la coopération intercom-
munale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999]
(p. 977)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Jean-Jacques Weher (p. 1000) : rejetée au
scrutin public (p. 1006)

**Projet de loi n° 1419 portant création d'une
couverture maladie universelle**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999]
(p. 3738)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Jacques Barrot (p. 3741) : rejetée (p. 3755)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999]
(p. 5870)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Jean-Pierre Foucher (p. 5889) : rejetée (p. 5897)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par
l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6703)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Yves Bur (p. 6708) : rejetée (p. 6709)

**Projet de loi n° 1187 portant modification du titre
III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif
au secteur public de la communication audiovisuelle
et transposant diverses dispositions de la directive
89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la
directive 97/36/CE du 30 juin 1997**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1999]
(p. 4596)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Rudy Salles (p. 4598) : rejetée (p. 4610)

**Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures
relatives à l'organisation d'activités physiques et
sportives**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999]
(p. 6059)

Sa motion de renvoi en commission soutenue par
M. Édouard Landrain (p. 6075) : rejetée (p. 6085)

**Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition
de directive du Conseil modifiant la directive
77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité
d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA
réduit sur les services à forte intensité de main-
d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)**

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999]
(p. 6192)

Son intervention (p. 6202)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6202)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6202,
6203)

TVA : harmonisation des taux (p. 6202)

TVA : taux réduit (p. 6203)

Union européenne : directives (p. 6203)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Sa question préalable soutenue par M. Henri Plagnol (p. 6295) : rejetée au scrutin public (p. 6304)

Raymond DOUYÈRE

Sarthe (2^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière (n° 1244) [9 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 9 : Culture et communication (culture) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1244) relatif à l'épargne et à la sécurité financière - Tome I : de la réforme des caisses d'épargne [3 mars 1999] (n° 1420)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [26 mai 1999] (n° 1621)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle

lecture, sur le projet de loi modifié par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1600), relatif à l'épargne et à la sécurité financière - Tome I : de la réforme des caisses d'épargne [27 mai 1999] (n° 1638)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi (n° 1689) relatif à l'épargne et à la sécurité financière - Tome I : de la réforme des caisses d'épargne [17 juin 1999] (n° 1719)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [2 février 1999] (p. 708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 494, posée le 23 novembre 1998. Prérétraites. Fonctionnaires et agents publics (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Agents ne totalisant pas quinze annuités (p. 9407)

n° 738, posée le 5 avril 1999. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Délivrance, délais (p. 3269)

n° 827, posée le 24 mai 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Police, effectifs de personnel, Le Mans (p. 4797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6605)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6606)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6606)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6605)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6605, 6606)

Marchés financiers : généralités (p. 6605)

Politique économique : conjoncture (p. 6605)

Politique économique : croissance (p. 6605)

Politique économique : libéralisme (p. 6605)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6606)

TVA : taux (p. 6606)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 14 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) (p. 6805)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 290 corrigé de M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6882)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6947)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6960)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6963)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7079)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7078)

Arts et spectacles : théâtres (p. 7078)

Culture : crédits (p. 7077)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7078)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET
DÉCENTRALISATION

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1524, 1525)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 1525)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1524, 1525)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1525)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1525)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1525)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2154)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2154 à 2156, 2162)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2156)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2155)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son sous-amendement n° 312 (limitation de la mission des caisses d'épargne en matière de logement social à la collecte des fonds) à l'amendement n° 266 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte du développement économique et régional et de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière) : adopté (p. 2200)

Son amendement n° 15 : devenu sans objet (p. 2200)

Son amendement n° 169 (financement des projets contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable du territoire) : adopté (p. 2201)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (relèvement du plafond de voix qu'un groupement local d'épargne peut détenir en vertu des statuts de la caisse régionale d'épargne à laquelle il est affilié) : adopté (p. 2207)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (représentation des salariés au sein des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Son amendement n° 168 (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) : adopté après rectification (p. 2247)

Soutient l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en matière de choix des projets d'économie locale et sociale) : adopté (p. 2248)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : adopté (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : adopté (p. 2275)

Son amendement n° 166 (de coordination) : retiré (p. 2276)

Article 19 (adaptation de la loi bancaire)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de précision) : adopté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (modalités de souscription des collectivités territoriales au capital des groupements locaux d'épargne) : adopté (p. 2283)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (modalités de remboursement des parts sociales des groupements locaux d'épargne excédant la limite de 10 % du capital détenues par les collectivités territoriales) : adopté (p. 2283)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Son amendement n° 167 (définition des salariés bénéficiaires des conditions préférentielles de souscription) : adopté (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) : adopté (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2288)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2288)

Soutient l'amendement n° 31 corrigé de la commission (abaissement à 500 sociétaires personnes physiques

ou 10 personnes morales du seuil nécessaire à la constitution d'un groupement local d'épargne) : adopté (p. 2288)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (information des souscripteurs de parts sociales) : adopté (p. 2289)

Article 27 (la mise en place de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2290)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Son amendement n° 172 (neutralité fiscale des opérations relatives à la mise en œuvre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (exonération de charges sociales sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (remplacement de la notion d'indemnité de fonction par celle de défraiement) : adopté (p. 2294)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Son intervention (p. 2538)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5190)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5190, 5191)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 5190)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5191)

Parlement : Sénat (p. 5190)

Discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5204)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté (p. 5205)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (maintien de la spécificité du livret A) : adopté (p. 5205)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5205)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5206)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers des sommes disponibles après la mise en réserve) : adopté (p. 5207)

Article 7 bis (la fixation des taux administrés)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5207)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du chapitre III) : adopté (p. 5208)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 87 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de la possibilité d'offrir une première part sociale à un prix préférentiel) : adopté (p. 5209)

Article 9 supprimé par le Sénat (le sociétariat des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de conditions relatives à la revente des parts sociales) : adopté (p. 5209)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (détenion par les caisses d'épargne de la majorité

absolue du capital de la Caisse nationale) : adopté (p. 5210)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5211)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5212)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (organisation de la formation des sociétaires) : adopté (p. 5212)

Article 18 (la protection des dénominations)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5214)

Article 17 supprimé par le Sénat, précédemment réservé (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'introduction d'une disposition relative à la garantie des droits des salariés des caisses d'épargne en matière d'accès aux retraites complémentaires) : adopté (p. 5221)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Son amendement n° 112 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5226)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (proportion minimale du capital de la Caisse nationale

détenu par les caisses d'épargne pendant la période de mutualisation) : adopté (p. 5226)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5226)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Soutient l'amendement n° 27 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5228)

Son sous-amendement n° 118 (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission : adopté (p. 5228)

Son sous-amendement n° 119 (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission : adopté (p. 5228)

Son amendement n° 131 (fixation d'un plancher pour les versements au fonds de mutualisation) : adopté (p. 5228)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5228)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5228)

Article 25 supprimé par le Sénat (la mise en place des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5229)

Son sous-amendement n° 110 (de conséquence) à l'amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 5229)

Article 25 bis (l'information des souscripteurs de parts sociales)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5229)

Article 26 (la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (délai d'installation de la Caisse nationale): adopté (p. 5230)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture): adopté (p. 5230)

Son amendement n° 111 (de précision): adopté (p. 5230)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture): adopté (p. 5231)

Son intervention (p. 5231)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6090)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6090)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6090)

Parlement : Sénat (p. 6090)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement de l'article 7 bis relatif à la fixation des taux administrés) (p. 6111)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi en ce qui concerne la composition de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance): adopté (p. 6111)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6166)

Thèmes :

Culture : crédits (p. 6166)

Entreprises : compétitivité (p. 6167)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6167)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 6167)

Impôts et taxes : politique fiscale : justice sociale (p. 6166)

Marchés financiers : généralités (p. 6167)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déclare qu'il défend depuis plusieurs années la baisse du taux de TVA applicable au secteur de la restauration et qu'il a combattu la hausse de deux points du taux normal de la TVA [17 juin 1999] (p. 6195)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6606)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6607, 6608)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6608)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6608)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6608)

Marchés financiers : généralités (p. 6606 à 6609)

Politique économique : conjoncture (p. 6607)

Politique économique : croissance (p. 6607)

Politique économique : libéralisme (p. 6606, 6607)

Politique économique : mondialisation (p. 6606, 6607)

Politique économique : politique monétaire (p. 6607)

TVA : taux (p. 6608)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846)

Après l'article 7

Son amendement n° 522 (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) : retiré (p. 6751)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Intervient sur le sous-amendement n° 557 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) (p. 6891)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : cantines scolaires : sécurité (p. 7164)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7237)

Transports urbains : RER (p. 7237, 7238)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9515)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9515)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9516)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9515)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9516)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9515)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1929)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1930)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1929)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5724)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6165)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues : quartiers défavorisés (p. 6165)

Elections et référendums : élections européennes (p. 6165)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6165)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6165)

Politique économique : croissance (p. 6165)

TVA : taux (p. 6165)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6195)

Tony DREYFUS

*Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 32 : Intérieur (sécurité) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999 - Annexe n° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8145)

Thèmes avant la procédure des questions :

Départements : préfetures : police (p. 8146)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8145)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8146)

Police : crédits (p. 8145, 8146)

Police : effectifs (p. 8145, 8146)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1167 relative à l'organisation d'une police intercommunale [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Rythmes et vacances scolaires.
Aménagement [18 novembre 1998] (p. 9157)

DÉBATS

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Renaud Muselier (Comité national olympique et sportif français) : rejeté (p. 9211)

Intervient sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (concours des fédérations sportives) (p. 9211)

Après l'article 3

Reprend le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) à l'amendement n° 65 du Gouvernement : adopté (p. 9218)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) : rejeté (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Renaud Muselier (gestion des contrôles antidopages) : rejeté (p. 9225)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Renaud Muselier (suppression des pouvoirs de sanction) : rejeté (p. 9226)

Article 11 (définition et prohibition du dopage)

Soutient l'amendement n° 82 de M. Renaud Muselier (substances et procédés de nature à nuire à la santé) : rejeté (p. 9228)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Patrick Leroy (contestation du procès-verbal) (p. 9230)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Alain Tourret (double examen) (p. 9231)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) (p. 9231)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Renaud Muselier (tests capillaires et sanguins) : rejeté (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) (p. 9245)

Article 20 (exercice par le comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Renaud Muselier (restriction de la responsabilité) : rejeté (p. 9250)

Ses explications de vote (p. 9257)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9258)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Avant l'article 12

Son amendement n° 2 soutenu par M. Thierry Mariani (coopération entre polices municipales) : rejeté (p. 657)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Édouard Landrain (rédactionnel) : rejeté (p. 6213)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Édouard Landrain (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 20 (constitution de sociétés anonymes) : rejeté (p. 6215)

Article 3 (établissement de la convention entre l'association sportive et la société commerciale)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 6217)

Son amendement n° 22 (exclusion des compétitions sportives) : rejeté (p. 6217)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Édouard Landrain (mineurs entre seize et dix-huit ans) (p. 6221) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 25 (décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 6222)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Édouard Landrain (modalité de l'engagement) (p. 6223) : rejeté (p. 6224)

Après l'article 9

Son amendement n° 27 soutenu par M. Édouard Landrain (exploitation de l'image des sportifs) : rejeté (p. 6228)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Personnel. Revendications [18 novembre 1998] (p. 9159)

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Concours, réforme [3 mars 1999] (p. 1970)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Personnel, revendications [9 mars 1999] (p. 2145)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 744, posée le 5 avril 1999. Associations. Non appelée (J.O. Questions p. 1944)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7422)

Son intervention (p. 7446)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7447)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7422)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7422)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7447)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7447)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7447)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3672)

Son intervention (p. 3725)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3672)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3725, 3726)

Professions de santé : médecins : hôpitaux (p. 3725)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 32

Son amendement n° 103 soutenu par M. Bernard Accoyer (prise en charge de l'aléa thérapeutique) (p. 3895) : rejeté (p. 3896)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 269 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 270 soutenu par M. Bernard Accoyer (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 271 soutenu par M. Bernard Accoyer (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 univies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son amendement n° 169 soutenu par M. Bernard Accoyer (allongement de la durée d'exercice préalable) (p. 6030) : rejeté (p. 6031)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Bernard Accoyer (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : rejeté (p. 6031)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Bernard Accoyer (avis des doyens de faculté) (p. 6031) : rejeté (p. 6032)

Son amendement n° 172 soutenu par M. Bernard Accoyer (validation par la loi de financement) : rejeté (p. 6032)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4175)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4176)

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4175)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4175)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Renaud Muselier (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4338)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Son intervention (p. 4342)

Article 3 (reconnaissance des soins palliatifs comme discipline hospitalière)

Son intervention (p. 4343)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4346)

Article 5 (prise en compte des soins palliatifs par le PMSI)

Son intervention (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4347)

Article 8 (compétence de l'ANAES en matière de soins palliatifs)

Son intervention (p. 4349)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4350)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Renaud Muselier (dépenses de formation et de coordination des bénévoles) : rejeté (p. 4351)

Soutient l'amendement n° 25 de M. Renaud Muselier (prise en charge par l'assurance maladie des frais d'encadrement et de formation des bénévoles) : rejeté (p. 4352)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 27 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4354)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4359)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5390)

Thèmes :

Entreprises : investissements : recherche (p. 5390, 5391)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5390, 5391)

Recherche : chercheurs : détachement (p. 5390)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5390, 5391)

Recherche : innovation (p. 5390)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la

recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son intervention (p. 5413)

Son amendement n° 82 (de précision) : adopté (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de M. Pierre Lasbordes (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : retiré (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 71 troisième correction de M. Pierre Lasbordes (possibilité de poursuite de travaux de recherche antérieurs) : rejeté (p. 5417)

Son amendement n° 83 (possibilité conférée aux chercheurs rejoignant leur corps d'origine de garder une participation dans le capital social de l'entreprise) : adopté (p. 5418)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 5420)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 96 (abaissement à 50 000 F du niveau minimum de capital social) à l'amendement n° 46 de la commission (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : rejeté (p. 5425)

Article 3 duodecies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 5437)

Ses explications de vote (p. 5444)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5444)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17398)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Espace. Politique spatiale. Perspectives [18 mai 1999] (p. 4498)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8308)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 8992, 8993)

Union européenne : euro (p. 8992)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 189)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 605 (procédure non applicable lorsqu'un syndicat mixte réunit la communauté et les communes susceptibles d'y être intégrées) à l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) : retiré (p. 1111)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1568)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1570)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1569, 1570)

Environnement : protection (p. 1569)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1569, 1570)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1570)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Jean-Pierre DUFU

*Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 752, posée le 26 avril 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Remboursement (p. 3604)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327, 6380)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6346)

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 6422)

Article 63 (développement agricole)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Jacob (maintien de l'emploi dans l'espace rural) (p. 6436)

Son sous-amendement oral (souci d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 412 de M. Christian Jacob : adopté (p. 6436)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7271)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8590)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8590)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8590)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2639)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2640)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2639)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2639)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (tutelle de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) (p. 2664)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2665)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4897)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4897)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4898)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4897)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 4906)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrick Malavieille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4907)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4898)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5371)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 5372)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 5372)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 5372)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5376)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5372)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6548)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 6548)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6548)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 6548)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6548)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (n° 1253) [9 décembre 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 26 : Equipement, transports et logement (logement) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1253) relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [10 février 1999] (n° 1383)

Proposition de loi n° 1709 relative aux sociétés coopératives de commerçants [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 524, posée le 7 décembre 1998. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Associations de logements d'urgence, statut (p. 10166)

n° 788, posée le 10 mai 1999. Industrie. Récupération (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Société RVA, déchets d'aluminium, importations, autorisation, Sainte-Menehould (p. 4291)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8017)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 8017)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8019)

Logement : crédits (p. 8018)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8018)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son sous-amendement n° 278 (application du "forfait" de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéficiaires non commerciaux) : retiré (p. 10626)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 215 (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 10665)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Son amendement n° 314 (assouplissement du dispositif d'option pour l'assujettissement à la TVA) : rejeté (p. 10673)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 167 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son intervention (p. 10749)

Ses explications de vote (p. 10763)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Kucheida (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10088)

Après l'article 16

Son amendement n° 72 (actualisation du tableau des valeurs de plancher hors œuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10130)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1484)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1486)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1484)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1484)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1486)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) : adopté (p. 1610)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 379 de la commission des finances (création dans chaque région administrative d'un comité régional de la distribution d'électricité) : rejeté (p. 1630)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 699 (contrôle de la comptabilité par un organisme indépendant désigné par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté après modifications (p. 1686)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Soutient l'amendement n° 587 de M. Michel Destot (objectifs en matière de cogénération) : rejeté (p. 1696)

Son amendement n° 700 (définition et autorisation des installations nouvelles de production) : adopté après modifications (p. 1700)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 380 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 381 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : devenu sans objet (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Soutient l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : rejeté (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 383 commission des finances (publicité des comptes assurée par la Commission de régulation) : adopté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 384 commission des finances (pouvoir d'engager des dépenses liées au fonctionnement du service gestionnaire du réseau public de transport) : adopté (p. 1737)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 706 (éligibilité des entreprises de transport ferroviaire) : retiré (p. 1757)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 386 (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) : devenu sans objet (p. 1768)

Avant l'article 28

Soutient l'amendement n° 387 de la Commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1773)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Son amendement n° 707 rectifié soutenu par M. Christian Bataille (rôle et composition de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776) : rejeté (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (composition de la commission) (p. 1777)

Son amendement n° 398 (composition de la commission) : devenu sans objet (p. 1777)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 388 de la commission des finances (association de la commission lors des négociations internationales dans le domaine de l'énergie) : adopté après rectification (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Soutient l'amendement n° 389 de la commission des finances (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) : rejeté (p. 1783)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Soutient l'amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1785)

Article 34 (respect du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 391 rectifié de la commission des finances (cessation d'office des fonctions) : retiré (p. 1787)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Soutient l'amendement n° 392 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1788)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Son amendement n° 710 (de précision) : adopté (p. 1791)

Son amendement n° 709 (de précision) : adopté (p. 1791)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 393 de la commission des finances (conciliation) : rejeté (p. 1791)

Article 37 (relations entre le Conseil et la concurrence et la CRE)

Son amendement n° 711 (avis de la commission transmis au Conseil de la concurrence) : retiré (p. 1792)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Soutient l'amendement n° 394 de la commission des finances (étendue des pouvoirs de sanction) : adopté après modifications (p. 1793)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Soutient l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) : retiré

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son sous-amendement n° 712 soutenu par M. Christian Bataille (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) (p. 1800) : adopté (p. 1802)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2185)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2185, 2186)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2186)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2186)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 2186)

Economie sociale : coopératives (p. 2185 à 2187)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237) ; [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 284 de M. Gilbert Mitterrand (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son intervention (p. 2240)

Son amendement n° 299 (suppression des dispositions relatives à la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) : retiré (p. 2244)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son amendement n° 300 (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 302 rectifié (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) : retiré (p. 2323)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5204)

Avant l'article 18

Soutient l'amendement n° 109 de M. Gérard Terrier (préservation de la spécificité des caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : retiré (p. 5213)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Laurence DUMONT

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Renault Véhicules Industriels (RVI). Emploi et activité [28 octobre 1998] (p. 7515)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8386)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8385 à 8387)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8386, 8387)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8387)

Parlement : rôle (p. 8386, 8387)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8386)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5315)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5315)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5315, 5316)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5315, 5316)

Marc DUMOULIN

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République
puis Non-inscrit*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'être apparenté au groupe du Rassemblement pour la République [17 décembre 1998] (p. 19077)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19077)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1290 modifiant l'article L. 71 du code électoral relatif au vote par procuration [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1339 étendant aux associations et aux artisans la possibilité d'utiliser le chèque service [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1489 tendant à limiter les recours abusifs exercés contre des déclarations d'utilité publique [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 851, posée le 7 juin 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Fonds structurels, Haut-Rhin (p. 5455)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 8598)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094) [11 février 1999] (p. 1347)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 256 : non soutenu (p. 1097)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 257 soutenu par M. Germain Gengenwin (alignement de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) (p. 1389) : rejeté (p. 1390)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2648)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2648)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2648)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2648)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 72 : non soutenu (p. 5120)

Dominique DUPILET

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural (n° 1080) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 (n° 1688) [9 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1080) de MM. Jean-Marc Ayrault et Dominique Dupilet, visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural [1^{er} octobre 1998] (n° 1101)

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Agriculture et pêche (pêche) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1688), portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 [17 juin 1999] (n° 1720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6154)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6154)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8771)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8771, 8772)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8771, 8772)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6637)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : Eurotunnel (p. 6637)

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : liaison Transmanche (p. 6637)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6638)
 Traités et conventions : liaison Transmanche
 (p. 6637)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
 République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et
 des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
 (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés.
 Allocations, montant, établissements, capacités
 d'accueil [25 mai 1999] (p. 4818)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'amé-
 nagement et le développement durable du territoire
 et portant modification de la loi n° 95-115 du
 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et
 le développement du territoire**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Après l'article 36

Son amendement n° 1117 soutenu par M. Yves
 Coussain (garantie de progression de la dotation
 globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
 République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles,
 familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
 (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire
 chargée de proposer un texte sur les dispositions
 restant en discussion du projet de loi relatif aux
 animaux dangereux et errants et à la protection des
 animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation
 [25 novembre 1998] (p. 9497)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 631, posée le 15 février 1999. Déchets, pollutions et
 nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 840).
 Appelée le 16 février 1999. Bruits, lutte et prévention,
 Orly (p. 1413)

n° 831, posée le 24 mai 1999. Police. Fonctionnement
 (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999.
 Effectifs de personnel, Essonne (p. 4797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de
 surveillance : contrats emploi-jeunes (p. 7152)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Transports aériens : bruit (p. 7200)

**Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux
 et errants et à la protection des animaux
 domestiques**

NOUVELLE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998]
 (p. 10301)**

Son intervention (p. 10303)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 10303)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens
 et concours (p. 10303)

LECTURE DÉFINITIVE

**Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998]
(p. 11042)**

Son intervention (p. 11043)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11043)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11043)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)**

Son intervention (p. 1949)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [12 mai 1999]
(p. 4370)**

Son intervention (p. 4381)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4381, 4382)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 1 (conditions de création du comité permanent) : devenu sans objet (p. 4450)

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [4 novembre 1998] (p. 8031)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides compensatoires, répartition [12 mai 1999] (p. 4421)

DÉBATS

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 53

Son amendement n° 287 soutenu par M. Dominique Baert (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2347) : adopté après modifications (p. 2349)

Yves DURAND

*Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire (n° 1140) [4 novembre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement (n° 1325) [27 janvier 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Education nationale, recherche et technologie (enseignement scolaire) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Claude Goasguen (n° 1140), visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [25 novembre 1998] (n° 1226)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1325) de M. Thierry Mariani tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conditions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement [10 février 1999] (n° 1379)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'enseignement scolaire en Guyane [18 mars 1999] (n° 1477)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la gestion des personnels enseignants du second degré [7 avril 1999] (n° 1535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [13 octobre 1998] (p. 6470)

Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 458)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 mars 1999] (p. 2139)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7125)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : pédagogie (p. 7125)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7126)

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7125)

Enseignement : personnel : œuvres sociales (p. 7126)

Enseignement secondaire : collège : sécurité (p. 7126)

Enseignement secondaire : lycées : contrats emploi-jeunes (p. 7125)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [10 février 1999] (p. 1208)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Marc-Philippe Daubresse (consultation des populations concernées sur les fusions de communes) (p. 1226)

Jean-Paul DURIEUX

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 28 mai 1999] (p. 7897)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5178)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8207, 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8208)

Philippe DURON

Calvados (1^{ère} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1071) [27 octobre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1071), d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [22 décembre 1998] (n° 1288)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1527) d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [7 avril 1999] (n° 1528)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges, en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1527 rectifié), d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [28 avril 1999] (n° 1562)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [1^{er} juin 1999] (n° 1648)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3291)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Son intervention (p. 7140)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : lycées : éducation spécialisée (p. 7140)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7192)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7192)

Environnement : crédits (p. 7192)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 7192)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8074)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8074)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8075)

Union européenne : fonds structurels (p. 8075)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10292)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10292)

Politique économique : investissement : aides (p. 10292)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10292)

Travail : plan social : licenciements (p. 10292)

Union européenne : fonds structurels (p. 10292, 10293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70)

Son intervention (p. 47)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 63)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 79)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 48)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 49)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 50, 51, 64)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 48, 49, 79)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 48, 79)

Secteur public : services publics (p. 48)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (objectifs de la loi) : adopté après modifications (p. 196)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) : adopté après modifications (p. 198)

Soutient l'amendement n° 240 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 255)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) : adopté (p. 258)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) : adopté après rectification et modifications (p. 299)

Soutient l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) : adopté (p. 301)

Soutient l'amendement n° 243 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 244 de la commission (soutien aux DOM-TOM) : adopté (p. 304)

Soutient l'amendement n° 248 de la commission (péréquation des ressources publiques) : adopté (p. 307)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (volet particulier des schémas de services collectifs pour les DOM-TOM) : adopté (p. 318)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (association du CNADT à la révision des schémas de services collectifs) : adopté (p. 377)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (rapport annuel au Parlement) : adopté (p. 378)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 379)

Soutient l'amendement n° 254 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 256 de la commission (charte régionale) : adopté (p. 385)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (référence à la notion de localisation des infrastructures dans les objectifs définis par les schémas régionaux) : adopté (p. 386)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (rôle des projets économiques porteurs d'investissements et d'emplois) : adopté (p. 387)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : adopté (p. 388)

Soutient l'amendement n° 1207 de la commission (prise en compte de la dimension interrégionale et transfrontière) : adopté (p. 390)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (cohérence des projets d'équipement avec les politiques de l'Etat et des collectivités territoriales dès lors que ces politiques ont une incidence sur l'aménagement et la cohésion du territoire régional) : adopté (p. 390)

Soutient l'amendement n° 262 de la commission (de précision) : adopté (p. 391)

Soutient l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) : adopté (p. 396)

Soutient l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus

dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté après modifications (p. 398)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Soutient le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) : adopté (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 415)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 269 de la commission (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : retiré (p. 421)

Son amendement n° 689 rectifié soutenu par M. Patrick Rimbert (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 420) : adopté (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) : adopté (p. 463)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (adoption du schéma de services collectifs sanitaires après avis rendu public de la section sanitaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale) : adopté (p. 463)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 469)

Soutient l'amendement n° 272 de la commission (offre de formation à un niveau régional ou interrégional) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (intégration du développement des services de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les objectifs du schéma) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (coopération entre les sites étendue à la recherche) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (valorisation de la recherche technologique et appliquée) : adopté (p. 471)

Soutient l'amendement n° 277 de la commission (thèmes reconnus internationalement) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 278 de la commission (double processus d'essaimage) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 279 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 280 de la commission (de précision) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 281 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 282 de la commission (accueil global des étudiants) : adopté (p. 475)

Soutient l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté après modifications (p. 475)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Soutient l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (développement de la création et accès à tous) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 286 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 288 de la commission (transferts de fonds patrimoniaux entre musées) : rejeté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 289 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (élargissement du champ de la politique d'intégration) : adopté (p. 485)

Soutient l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) : adopté après modifications (p. 486)

Soutient l'amendement n° 292 de la commission (modalités de mise en œuvre des schémas de services collectifs culturels) : adopté (p. 489)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en œuvre du schéma de services collectifs culturels)

Soutient l'amendement n° 293 de la commission (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) : adopté (p. 505)

Soutient l'amendement n° 295 de la commission (exigences de sécurité et d'efficacité) : adopté (p. 505)

Soutient l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Soutient l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 509)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 1221 (rédactionnel) : adopté (p. 527)

Son amendement n° 1222 (de précision) : adopté après rectification (p. 527)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Soutient l'amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 761)

Soutient l'amendement n° 304 deuxième rectification de la commission (ressources locales d'énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie) : adopté après correction (p. 761)

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (suppression de la référence à la politique énergétique régionale) : adopté (p. 763)

Soutient l'amendement n° 305 de la commission (stockage du gaz naturel exclusivement) : adopté (p. 763)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (élargissement de la référence à l'emploi et conditions dans lesquelles l'Etat et les collectivités locales peuvent mener des actions de maîtrise de l'énergie) : adopté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 308 de la commission (stockage du seul gaz naturel) : adopté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 766)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Soutient l'amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 779)

Soutient l'amendement n° 311 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 779)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (gestion équilibrée conciliant activités productives et préservation des espaces naturels) : adopté (p. 780)

Soutient l'amendement n° 313 de la commission (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) : adopté (p. 780)

Soutient l'amendement n° 314 de la commission (politique de prévention des risques) : adopté après rectification (p. 781)

Soutient l'amendement n° 315 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 781)

Soutient l'amendement n° 316 de la commission (identification reposant sur les mesures de gestion) : adopté (p. 782)

Soutient l'amendement n° 317 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 782)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) : adopté (p. 782)

Soutient l'amendement n° 318 de la commission (reconquête écologique des territoires dégradés) : adopté (p. 782)

Soutient l'amendement n° 319 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 783)

Soutient l'amendement n° 320 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 785)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Soutient l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) : adopté (p. 803)

Soutient l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : adopté après modifications (p. 806)

Soutient l'amendement n° 323 de la commission (introduction de la notion de périmètre d'étude du pays) : adopté (p. 808)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté après modifications (p. 809)

Soutient l'amendement n° 325 de la commission (élaboration du périmètre en deux temps) : adopté (p. 813)

Soutient l'amendement n° 326 corrigé de la commission (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Soutient l'amendement n° 328 de la commission (information du conseil de développement) : adopté (p. 817)

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté après modifications (p. 817)

Soutient l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : adopté après modifications (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : adopté après rectification (p. 833)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (contrat d'agglomération prenant en compte les orientations de la charte de pays afin d'éviter les risques d'une conception séparée du développement urbain et du développement rural) : adopté après rectification (p. 835)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 338 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Soutient l'amendement n° 339 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Soutient l'amendement n° 340 de la commission (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 341 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 882)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 344 de la commission (besoins en infrastructures nouvelles) : adopté (p. 910)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient l'amendement n° 348 de la commission (aspect prospectif de l'analyse des besoins de déplacement) : adopté (p. 915)

Soutient l'amendement n° 349 de la commission (suppression de la référence aux zones urbaines) : adopté (p. 915)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 351 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 924)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) : adopté (p. 924)

Soutient le sous-amendement n° 1190 de la commission (suppression de la référence à l'article 2 de la loi d'orientation des transports intérieurs) à l'amendement n° 754 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre du droit au transport) : adopté (p. 924)

Soutient l'amendement n° 353 de la commission (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Soutient l'amendement n° 1018 de M. Jean Proriol (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Soutient l'amendement n° 354 rectifié de la commission (développement des possibilités offertes par les transports maritimes) : adopté (p. 930)

Soutient l'amendement n° 355 corrigé de la commission (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : adopté (p. 931)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 357 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 934)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 358 de la commission (de précision) : adopté (p. 937)

Après l'article 36

Soutient le sous-amendement n° 1191 de la commission (suppression de la vérification préalable du maire) à l'amendement n° 763 de M. Augustin Bonrepaux (rénovation de bâtiments existants au sein de communes dotées d'un plan d'occupation des sols) : retiré (p. 942)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Son intervention (p. 1086)

. NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039)

Son intervention (p. 4042)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4062)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4042, 4043)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4042, 4043, 4064)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4063)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4043)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4043)

Postes : La Poste (p. 4043)

Secteur public : services publics (p. 4042, 4043, 4063)

Télécommunications (p. 4043)

Transports (p. 4042)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) : adopté après modifications (p. 4117)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : adopté (p. 4118)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la phrase relative à la prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations) : adopté (p. 4118)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : adopté (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : adopté après modifications (p. 4123)

Article 3 (coordination)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4123)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) : adopté (p. 4124)

Soutient l'amendement n° 7 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4124)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (cas de consultation du CNADT) : adopté (p. 4125)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (cas de consultation du CNADT) : adopté (p. 4125)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (débat du Conseil publics) : adopté (p. 4125)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) : adopté après modifications (p. 4127)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (désignation des associations) : adopté (p. 4129)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4129)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations comme contrepartie d'autofinancement) : adopté (p. 4130)

Article 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (élaboration des schémas à l'initiative des seules régions et mise en œuvre par des conventions conclues entre régions) : adopté (p. 4131)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : adopté après modifications (p. 4132)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4132)

Article 8 bis (délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (institution de suppléants et fin du mandat coïncidant avec le terme du mandat parlementaire) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (dénomination des schémas de services collectifs et délai dans lequel les délégations parlementaires devront se prononcer sur les projets de décrets mettant en œuvre ces schémas) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (autosaisine des délégations) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 4134)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) : adopté après modifications (p. 4136)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 4139)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission : adopté (p. 4139)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (dénomination du schéma) : adopté (p. 4140)

Soutient l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : adopté après modifications (p. 4144)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4144)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4144)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4145)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (articulation entre le schéma de services collectifs sanitaires et les schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 4147)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (intitulé du schéma) : adopté (p. 4148)

Soutient l'amendement n° 37 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4148)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4149)

Soutient l'amendement n° 39 corrigé de la commission (suppression de la référence à la couverture nationale par les opérateurs de téléphonie mobile) : adopté (p. 4149)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : adopté après modifications (p. 4197)

Article 15 bis B (prorogation de l'application de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (abrogation de l'article 2 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information) : adopté (p. 4197)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4200)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4203)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'énergie)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (dénomination des services) : adopté (p. 4204)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4204)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (dénomination du schéma) : adopté (p. 4205)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4205)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) : adopté (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté après modifications (p. 4223)

Soutient le sous-amendement n° 208 de M. Jean-Michel Marchand (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4217)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : adopté après modifications (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) : adopté (p. 4226)

Article 20 quater (coopération internationale des collectivités territoriales et de leurs groupements)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4226)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2427)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4227)

Soutient l'amendement n° 53 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4227)

Soutient l'amendement n° 153 de M. Jean Besson (non remise en cause des contrats d'objectifs et de progrès conclus entre La Poste et l'Etat) : adopté (p. 4228)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (accessibilité et proximité des services publics) : adopté après modifications (p. 4229)

Article 22 bis A (collectivité chef de file)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4230)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4231)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement) : adopté (p. 4231)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur de la région d'Île-de-France)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4232)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4232)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4233)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4233)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4234)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) : adopté (p. 4235)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4237)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 4244)

Article 31 supprimé par le Sénat (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4244)

Article 32 bis (coordination)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4247)

Article 32 ter (définition des schémas directeurs d'équipement)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4248)

Article 32 quater (contenu des schémas directeurs d'équipement)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4248)

Article 32 quinques (coordination)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4249)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Soutient l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4249)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4251)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : adopté après modifications (p. 4254)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une nouvelle rédaction du dernier alinéa) : adopté (p. 4255)

Article 35 bis (modification de l'intitulé de la section II du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4255)

Article 36 supprimé par le Sénat (dispositions relatives au Canal Rhin-Rhône)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4256)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté après modifications (p. 4258)

Article 39 (nouvel intitulé du titre IV du livre II du code rural)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4258)

Article 41 (article L. 123-4 du code de l'urbanisme : modalités de révision des POS dans les communes dotées d'un schéma directeur)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4259)

Article 42 (article L. 142-1 du code de l'urbanisme : extension des compétences des départements au titre de la protection des espaces naturels sensibles)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4259)

Article 43 (article L. 142-10 du code de l'urbanisme : exonération de la condition d'ouverture au public de terrains acquis par les départements lorsque ceux-ci sont donnés à bail à un agriculteur)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4260)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4262)

Article 49 (accompagnement local à la création d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4264)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Son intervention (p. 4313)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5832)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5832)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5832)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5832)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5832)

Transports urbains (p. 5832)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) : adopté (p. 5860)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (délai de constitution des délégations parlementaires) : adopté (p. 5860)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (procédure d'étude d'impact et de concertation en cas de suppression de services publics dans les zones urbaines sensibles et les zones de revitalisation rurale) : adopté (p. 5861)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (durée d'élaboration des plans urbains) : adopté (p. 5862)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Son intervention (p. 5950)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2544)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2545)

Union européenne : fonds structurels (p. 2545)

René DUTIN

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5905)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 850 soutenu par M. Félix Leyzour (cas de la liquidation judiciaire ou du redressement de l'exploitation agricole) à l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : adopté (p. 6118)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITÉ ET SANTÉ**

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Procédure des questions :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8652)

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4912)

Propriété : immeubles : protection (p. 4912)

Renaud DUTREIL <i>Aisne (5^{ème} circonscription)</i> <i>Démocratie libérale et indépendants</i> <i>puis Union pour la démocratie française-Alliance</i>
--

Aisne (5^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
puis Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe Démocratie libérale et indépendants [27 novembre 1998] (p. 17934)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 27 novembre 1998] (p. 17934)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 1998] (p. 18010)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1206 tendant à faciliter la gestion des impayés [17 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [15 décembre 1998] (p. 10481)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 867, posée le 7 juin 1999. Etablissements de santé. Non appelée (J.O. Questions p. 3356)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 720 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 719 (concours à l'entretien des paysages) : devenu sans objet (p. 5961)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 721 : non soutenu (p. 6006)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 722 soutenu par M. Jean Proriol (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6123) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 723 (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 724 soutenu par M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 725 soutenu par M. François Sauvadet (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) (p. 6339) : rejeté (p. 6340)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 726 soutenu par M. François Sauvadet (missions de l'enseignement) : rejeté (p. 6425)

Après l'article 64

Son amendement n° 728 soutenu par M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 727 soutenu par M. Charles de Courson (déduction pour investissements étendue aux

parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6281)

Son intervention (p. 6283)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6284)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6283)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 794 (respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance) : réservé à la demande du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article 12 (p. 8449) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 633 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 8461) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 628 soutenu par M. Dominique Dord (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) (p. 8516) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 620 soutenu par M. Dominique Dord (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) (p. 8516) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 621 soutenu par M. Dominique Dord (PACS formalisant la mise en commun des ressources) (p. 8524) : rejeté (p. 8525)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 612 (nullité du PACS conclu par un mineur non émancipé ou par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 622 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9801) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 615 soutenu par M. Dominique Dord (établissement du PACS devant un notaire) (p. 9804) : rejeté (p. 9805)

Son amendement n° 611 soutenu par Mme Bernadette Isaac-Sibille (modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires ne devant pas être contrares aux bonnes mœurs) (p. 9805) : rejeté (p. 9806)

Son amendement n° 627 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la solidarité en matière de dettes) : rejeté (p. 9807)

Son amendement n° 614 (publicité des PACS conclus par des commerçants) : rejeté (p. 9811)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 630 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9817) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 624 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 629 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 631 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9831) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 632 : non soutenu (p. 9832)

Après l'article 1er

Son amendement n° 791 soutenu par M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9903) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 792 soutenu par M. Dominique Dord (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9904) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 636 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9934) : rejeté (p. 9935)

Son amendement n° 635 soutenu par M. Dominique Dord (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Dominique Dord (suppression du paragraphe III relatif aux règles d'imposition et d'assiette) : rejeté (p. 9944)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 641 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 642 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 643 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 644 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 645 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 646 : non soutenu (p. 10188)

Son amendement n° 647 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des dispositions relatives au droit de reprise) : rejeté (p. 10191)

Après l'article 11

Son amendement n° 604 soutenu par M. Dominique Dord (rapport annuel sur le coût des PACS) : rejeté (p. 10217)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 794 précédemment réservé (respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 625 précédemment réservé (suppression du terme "civil") : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 416 soutenu par M. Bernard Accoyer (exclusion des contractuels du quota d'autorisations) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : adopté (p. 4016)

E

Charles EHRMANN

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
 Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
 [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale (n° 1649) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la Convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 (n° 1431) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagements du titre Ier de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 (n° 1430) [24 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1430) autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagement du titre Ier de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 ;
- (n° 1431) autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 ;
- (n° 1649) autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale [30 juin 1999] (n° 1752)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Exercice de la profession, sanctions disciplinaires, Montluçon [25 mai 1999] (p. 4815)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Union européenne : institutions communautaires (p. 7848)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8092, 8093)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8744)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : Nice : politique du sport (p. 8745)

Education physique et sportive : sports : animateurs (p. 8744, 8745)

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 8745)

Sports : crédits (p. 8744)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8745)

Sports : installations sportives (p. 8745)

Sports : politique du sport : collectivités territoriales (p. 8745)

Jean ESPILONDO

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Vice-président de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Rapporteur de la proposition de loi portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1259) [21 janvier 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1259), portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [3 février 1999] (n° 1362)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Sommet de Postdam [2 décembre 1998] (p. 9890)

Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [12 mai 1999] (p. 4421)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 510, posée le 30 novembre 1998. Marchés publics. Défense (J.O. Questions p. 6456). Suppléant de Mme Martine Lignières-Cassou. Appelée le 1^{er} décembre 1998. Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation (p. 9729)

n° 705, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1622). Suppléant de M. Jean Espilondo. Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, classes bilingues, langues régionales, basque (p. 2703)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 162, 163)

Aménagement du territoire : villes (p. 163)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 162)

Transports par eau : ports maritimes (p. 163)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 392)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 744 (développement du transport maritime) : adopté (p. 916)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 760 (accessibilité des ports maritimes) : adopté (p. 933)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 199 rectifié soutenu par M. Philippe Duron (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4215) : retiré (p. 4217)

Soutient le sous-amendement n° 198 de M. Gaëtan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4220)

Son sous-amendement n° 200 (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4220)

Son sous-amendement n° 201 (conclusion d'un contrat particulier entre un pays et un syndicat mixte) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4221)

Son sous-amendement n° 202 (groupements d'intérêt public autorisés à assurer une activité de maîtrise d'ouvrage) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4221)

Son sous-amendement n° 203 (contenu des conventions constitutives des groupements d'intérêt public) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté (p. 4222)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 995)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 995)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 995, 996)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 576 (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 575 (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) : rejeté après rectification (listes pouvant comporter moins de candidats que de sièges à pourvoir) (p. 1175)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1309)

Christian ESTROSI

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [16 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1508 imposant le port du casque aux enfants de moins de douze ans pour la pratique des sports d'hiver [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9419)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 366)

Police. Personnel. Revendications [7 avril 1999] (p. 3362)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4415)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 596, posée le 1^{er} février 1999. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Restructuration, effectifs de personnel, Alpes-Maritimes (p. 688)

FAIT PERSONNEL

Insiste pour que chaque ministre compétent vienne s'expliquer sur chaque schéma sectoriel prévu par le projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 741)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette les nombreuses modifications apportées à l'ordre du jour [9 décembre 1998] (p. 10276)

Regrette que M. le Secrétaire d'Etat à l'industrie ne soit pas resté pour la discussion des amendements sur le projet de loi sur l'aménagement du territoire et insiste pour que chaque ministre concerné vienne répondre aux amendements des députés de l'opposition [2 février 1999] (p. 725)

Se dit scandalisé de l'inscription à l'ordre du jour du vendredi 18 juin de la suite de la discussion de la proposition de loi relative à l'organisation d'activités physiques et sportives alors que le règlement dispose que l'Assemblée ne siège pas le vendredi et qu'en outre, le 18 juin est une date symbolique pour le mouvement gaulliste [17 juin 1999] (p. 6085)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole***PREMIÈRE LECTURE*

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901); [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003); [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078); [8 octobre 1998] (p. 6118); [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 228 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 227 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 229 (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 230 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 468 corrigé (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 467 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 543 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6060) : rejeté (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 231 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 232 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 233 (définition des activités accessoires) : non soutenu (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : rejeté (p. 6094)

*Article 16 (réforme du contrôle des structures)**Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle*

Son amendement n° 235 soutenu par M. Christian Jacob (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Après l'article 50

Son amendement n° 469 corrigé soutenu par M. Christian Jacob (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité*PREMIÈRE LECTURE*

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8393)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8393)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8394, 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8394)

Famille : mariage (p. 8394)

Famille : politique familiale (p. 8394)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525); [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792); [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931); [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 203 : non soutenu (p. 8458)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 198 soutenu par M. Richard Cazenave (conclusion du PACS entre plusieurs parents) (p. 8508) : rejeté (p. 8509)

Son amendement n° 189 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) (p. 8512) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 205 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : non soutenu (p. 8514)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 206 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Jacques Masdeu-Arus (inscription du PACS en marge de l'état civil des partenaires) (p. 9770)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 213 (ajout de l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 209 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 208 (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) : rejeté (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 211 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 190 (régime de la communauté de biens réduite aux acquêts) : retiré (p. 9825)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Henri Plagnol (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1108 de M. Bernard Accoyer (signification au partenaire des motifs exacts de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1103 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Après l'article 1er

Son amendement n° 188 (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 186 (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Soutient l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 185 (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 215 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9933)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 216 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 218 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9986, 9988) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Dominique Dord (étranger entré de façon régulière) (p. 9995) : rejeté (p. 9996)

Après l'article 6

Son amendement n° 224 (conclusion d'un PACS n'ouvrant aucun droit en matière de regroupement familial) : rejeté (p. 9999)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 225 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10177) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 227 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 10186) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 226 soutenu par M. Thierry Mariani (extension du droit de reprise à la personne vivant avec le propriétaire et atteinte d'une maladie grave et incurable) : rejeté (p. 10191)

Après l'article 11

Son amendement n° 228 soutenu par M. Henri Plagnol (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) (p. 10216) : rejeté (p. 10217)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 204 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3107)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3110)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 61 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par un étranger entré irrégulièrement sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3167)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8089, 8090)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8748)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8749)

Boissons et alcools : débits de boissons : stades (p. 8750)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 8749)

Jeunes : animateurs : création d'emplois (p. 8749)

Sports : crédits (p. 8748)

Sports : dopage (p. 8750)

TVA : taux réduit : activités physiques et sportives (p. 8750)

Procédure des questions :

Etat : Plan : sports (p. 8759)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9183)

Thèmes :

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 9184, 9185)

Sports : dopage : généralités (p. 9183)

Sports : fédérations (p. 9184)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Bruno Bourg-Broc (dispense de certificat pour les non-licenciés) (p. 9216)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Renaud Muselier (suppression des pouvoirs de sanction) (p. 9226)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 590)

Thèmes :

Sports : compétitions : contrôle médical (p. 591)

Sports : dopage : généralités (p. 590, 591)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 591)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Delnate (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Bernard Accoyer (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Aloyse Warhouver (attestation sur l'honneur) (p. 598)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1983)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 1984)

Sports : dopage : généralités (p. 1984)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9309, 9320)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9313)

Son intervention (p. 9329)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9313)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9313)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 9329)

Régions : budget (p. 9314, 9329)

Régions : conseillers régionaux : départements (p. 9313)

Régions : Rhône-Alpes (p. 9329)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Hunault (inéligibilité des personnes condamnées pour crime ou délit) : rejeté (p. 9341)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son intervention (p. 9341)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (seuil ramené de 10 à 5 % de suffrages exprimés pour participer au second tour) (p. 9343)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9348)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9350)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son intervention (p. 9352)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9358)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention (p. 161)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 181)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 161)

Aménagement du territoire : villes (p. 162)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 162)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 181)

Secteur public : services publics (p. 161)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 161)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183); [21 janvier 1999] (p. 255, 290); [26 janvier 1999] (p. 373, 408); [27 janvier 1999] (p. 461, 500); [2 février 1999] (p. 712, 749); [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (maintien des services publics existants dans les zones rurales) (p. 387)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean Proriot (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Jean Proriot (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Soutient l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Soutient le sous-amendement n° 564 de M. Éric Doligé (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437, 438, 440)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Soutient l'amendement n° 1120 de M. Yves Deniaud (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son sous-amendement n° 1219 (suppression de la référence au respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 511)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Après l'article 15

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

- Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)
- Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)
- Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)*
- Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)
- Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)
- Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)*
- Son intervention (p. 768)
- Soutient l'amendement n° 819 de M. Didier Quentin (prise en compte des acteurs gestionnaires de l'espace) : rejeté (p. 781)
- Intervient sur l'amendement n° 904 de M. Bernard Accoyer (concertation organisée par la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 785)
- Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)*
- Son intervention (p. 789)
- Son amendement n° 1144 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)
- Son amendement n° 1145 soutenu par M. Serge Poignant (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)
- Son amendement n° 1146 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)
- Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)*
- Son intervention (p. 861)
- Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)
- Soutient l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 872)
- Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)
- Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)
- Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)
- Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)
- Son amendement n° 1143 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 877) : devenu sans objet (p. 879)
- Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)*
- Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)
- Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Maurice Leroy (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)
- Intervient sur l'amendement n° 1115 corrigé de M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)
- Intervient sur l'amendement n° 1123 corrigé de M. Yves Deniaud (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)
- Après l'article 26*
- Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Michel Bouvard (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)
- Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Patrick Ollier (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)
- Son amendement n° 233 (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)
- Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Bouvard (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)
- Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Patrick Ollier (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)
- Son amendement n° 231 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)
- Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriol (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)
- Son amendement n° 235 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)
- Son amendement n° 229 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)
- Après l'article 36*
- Son amendement n° 236 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 613) : rejetée (p. 617)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 615)

Communes : maires : police (p. 616)

Départements : Alpes-Maritimes : sécurité (p. 613)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 614, 615)

Droit pénal : délinquance et criminalité : transports (p. 615)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 613)

Ordre public : personnels (p. 613, 614)

Police : police municipale (p. 615, 616)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2677)

Thèmes :

Communes : gardes-champêtres : coopération intercommunale (p. 2678)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2677)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 2677)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2678)

Police : police municipale : armes (p. 2678)

Police : police municipale : personnels (p. 2678)

Police : police municipale : règlement (p. 2678)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2678)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2027)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 93 soutenu par M. Georges Tron (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 92 soutenu par M. Georges Tron (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2081) : rejeté (p. 2082)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 94 soutenu par M. Georges Tron (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 95 soutenu par M. Georges Tron (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 96 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2091)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2866)
 Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2866)
 Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2866)
 Police (p. 2866)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 2866)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Son intervention (p. 4391)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Son amendement n° 106 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Son amendement n° 58 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Francis Delattre (délai de nomination du successeur) : adopté (p. 4395)

Son amendement n° 57 soutenu par M. Francis Delattre (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Son amendement n° 52 soutenu par M. Francis Delattre (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Son amendement n° 107 soutenu par M. Francis Delattre (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Francis Delattre (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 54 (dénomination de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4400)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) (p. 4400)

Son amendement n° 60 (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) : devenu sans objet (p. 4400)

Son amendement n° 59 (moyens de mesure du bruit) : rejeté (p. 4401)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Cochet (méthodes de mesure du bruit) (p. 4401)

Son amendement n° 55 deuxième correction soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (champ de compétence de l'Autorité) (p. 4402) : rejeté (p. 4403)

Son amendement n° 53 précédemment réservé (définitions des niveaux sonores admissibles) : rejeté (p. 4405)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aéroports)

Son amendement n° 62 (de suppression) : adopté (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aéroports les plus importants)

Son amendement n° 61 (de suppression) : adopté (p. 4457)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5329)

Son amendement n° 235 soutenu par M. Georges Tron (interdiction d'implantation d'aires permanentes d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) : rejeté (p. 5346)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5721)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5721)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5721)

Rapatriés : harkis (p. 5721)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5721)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6063)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6083)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6064, 6083)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6064, 6083)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6065)

Sports : politique du sport (p. 6064)

Sports : politique du sport : droit communautaire (p. 6065)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6065)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Son amendement n° 29 (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) : rejeté (p. 6216)

Article 4 (rétablissement des subventions publiques)

Son amendement n° 33 (relations entre actionnaires de sociétés exerçant dans le même domaine sportif) : rejeté (p. 6218)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Son sous-amendement n° 61 (rédactionnel) à l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) : rejeté (p. 6221)

Son sous-amendement n° 62 (contrôle de l'usage des subventions) à l'amendement n° 43 du Gouvernement : rejeté (p. 6221)

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 6221)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 6221)

Son amendement n° 35 (de conséquence) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 31 (activités artistiques) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 36 (droit du travail) : rejeté (p. 6222)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 32 (durée maximale de cinq ans) : rejeté (p. 6224)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6318)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6318)

Justice : indépendance (p. 6318)

Justice : procureurs généraux (p. 6318)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6318)

Police : police judiciaire (p. 6318)

Jean-Claude ÉTIENNE

*Marne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Claude EVIN

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer : explique comment la procédure qu'il avait initialement prévue a été modifiée [29 octobre 1998] (p. 7691)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999
--

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361)

Son intervention (p. 7375)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations (p. 7375)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7376)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7376)

Politique sociale : généralités : négociations (p. 7375)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7376)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7630)

Soutient l'amendement n° 40 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7640)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (avis de la CNIL) : adopté (p. 7640)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (statistiques) : adopté (p. 7642)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rapport) : adopté (p. 7642)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7643)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7643)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'un tiers payant) : adopté (p. 7645)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (promotion des actions d'évaluation) : adopté après rectification (p. 7646)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (cloisonnement des dépenses) : adopté (p. 7653)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (activité des médecins évaluateurs) : adopté (p. 7653)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (exploitation au niveau national des évaluations) : adopté (p. 7653)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (évaluation du dispositif) : adopté (p. 7665)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7666)

Soutient l'amendement n° 217 corrigé de la commission (déconcentration) : adopté (p. 7669)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7675)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (déclinaison par spécialité de l'objectif prévisionnel des dépenses médicales) : rejeté (p. 7685)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7685)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7687)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7687)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7688)

Après l'article 22

Son amendement n° 430 rectifié (rapport sur l'état bucco-dentaire de la population) : adopté (p. 7693)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7695)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Soutient l'amendement n° 399 de la commission (reconnaissance de la qualité de générique) : retiré (p. 7704)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7704)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (observations écrites du pharmacien) : adopté (p. 7705)

Soutient l'amendement n° 416 de la commission (caractère facultatif du recouvrement) : adopté (p. 7705)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (dispositif anti cadeaux) : adopté (p. 7706)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de précision) : adopté (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7717)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7721)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (élargissement de l'assiette) : adopté (p. 7724)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) : adopté (p. 7725)

Son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté (p. 7725)

Son amendement n° 75 rectifié (de précision) : adopté (p. 7725)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (exonérations) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de précision) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de précision) : adopté (p. 7727)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 85 rectifié de la commission (changement d'un lieu d'implantation) : adopté (p. 7727)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) : retiré (p. 7728)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son amendement n° 450 (titre) : adopté (p. 7752)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7754)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7756)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) : adopté après rectification (p. 7759)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) : adopté (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (droit des malades) : adopté (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Philippe Nauche (protection de la santé des sportifs) : retiré (p. 7778)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7779)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (pénibilité de certaines professions hospitalières) : adopté (p. 7783)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (de précision) : adopté (p. 7783)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9313) : adopté après modifications (p. 9634)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9650)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9660)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9668)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9670)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9671)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Soutient le sous-amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9685) : adopté (p. 9689)

Soutient le sous-amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement : adopté (p. 9690)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9693) : adopté après modifications (p. 9696)

Article 26 bis supprimé par le Sénat (pouvoirs des agences régionales de l'hospitalisation en cas de transfert d'une clinique privée)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9696)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation) : adopté (p. 9697)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9697)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (montant de l'ONDAM) : adopté après modifications (p. 9710)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9710)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8658)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10779)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10779)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10783)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 10783)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10783)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10982)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son amendement n° 325 (suppression du recours à un intermédiaire) : retiré (p. 3953)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Accoyer (substitution par des médicaments génériques) (p. 3970)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3979)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (protection du titre de psychologue) (p. 3992)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (création d'un groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier) : adopté (p. 3994)

Son amendement n° 358 (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 3995)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (engagements en cas de changement de lieu d'implantation) : adopté (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (constitution de syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (régime juridique des syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3999)

Soutient l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) : adopté après modifications (p. 4000)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) : adopté (p. 4003)

Son amendement n° 480 rectifié (mise en place d'une formation professionnelle conventionnelle) : adopté (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Éric Dolige (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Marcel Rogemont (compétence des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 6021)

F

Laurent FABIUS

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [14 décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale [11 mai 1999]

Proposition de loi n° 1725 tendant à modifier la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion [22 juin 1999]

Allocution prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (n° 1758)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Président***COMMUNICATIONS**

Déplore vivement les incidents qui ont émaillé la séance du 9 novembre 1998 présidée par M. Arthur Paecht. Il souligne l'estime générale dont il bénéficie et le respect qui lui est dû. Il rappelle enfin que la neutralité avec laquelle la présidence dirige les débats a sa contrepartie dans le fait que celle-ci ne puisse pas être prise à partie [10 novembre 1998] (p. 8710)

Exprime, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, la solidarité de l'Assemblée nationale à l'égard des malades et de leurs familles [1^{er} décembre 1998] (p. 9766)

COUR DES COMPTES

Accueille le premier président de la Cour des comptes et donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1998 [20 janvier 1999] (p. 127, 130)

ELOGES FUNÈBRES DE

M. Michel Péricard [6 avril 1999] (p. 3293)

M. Michel Crépeau [2 juin 1999] (p. 5291)

HOMMAGES

Aux victimes du naufrage de Catalogne [9 octobre 1998] (p. 6241)

A l'équipage de la mission spatiale STS-95 [20 janvier 1999] (p. 117)

A M. Michel Péricard, décédé le 2 février 1999 : observation d'une minute de silence [2 février 1999] (p. 702)

A M. Michel Crépeau, décédé le 30 mars 1999 : observation d'une minute de silence [30 mars 1999] (p. 3017)

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires finlandais [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires palestiniens [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires de la République démocratique populaire du Laos [17 novembre 1998] (p. 9100)

Aux présidents d'assemblées parlementaires d'Afrique [25 novembre 1998] (p. 9493)

A une délégation de parlementaires de la République socialiste du Viet-nam [9 décembre 1998] (p. 10234)

A une délégation de parlementaires du Royaume du Cambodge [19 janvier 1999] (p. 31)

A une délégation de parlementaires néerlandais [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires d'Arménie [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires du Gabon [6 avril 1999] (p. 3290)

A Madame Helle Degn, présidente de l'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [5 mai 1999] (p. 4071)

A une délégation de parlementaires du Burkina Faso [16 juin 1999] (p. 5940)

A une délégation du groupe d'amitié Québec-France, [18 mai 1999] (p. 4491)

A une délégation de parlementaires jordaniens [29 juin 1999] (p. 6531)

RÉPONSE AU FAIT PERSONNEL DE

M. Philippe Séguin : rappelle des déclarations de M. Philippe Séguin sur les prérogatives et le rôle du Président de l'Assemblée nationale et fait état d'un retrait de parole en application de l'article 54, alinéa 6 du règlement durant la présentation d'une exception d'irrecevabilité [7 novembre 1998] (p. 8354)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Louis Debré : rappelle les dispositions du règlement relatives à la clôture de la discussion (article 57) et au retrait de parole (article 54, alinéa 6) et indique que la liste des orateurs est établie par le Secrétariat général [8 novembre 1998] (p. 8457)

M. Gilbert Gantier : reconnaît que la commission est maîtresse de l'ordre du jour et indique qu'il se rapprochera du président de la commission des finances et de son rapporteur général pour régler cette affaire [22 décembre 1998] (p. 11017)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention : informe l'Assemblée de la non-application de l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi et souhaite que l'Assemblée montre le maximum de dignité au cours de son examen [3 novembre 1998] (p. 7938)

Son intervention : rappelle la tradition selon laquelle la présidence ne doit pas être mise en cause, annonce la convocation du Bureau de l'Assemblée nationale, indique que Mme Boutin dépassera son temps de parole fixé à titre indicatif et exprime son estime à M. Arthur Paecht, président de séance [3 novembre 1998] (p. 7989, 7990)

Son intervention : rappelle M. Jean-Claude Lenoir à la question (p. 8334), refuse qu'il cède la parole à M. Louis Mexandeau (p. 8338, 8339), souhaite que le vote sur la question préalable intervienne avant 13 h (p. 8340), demande à M. Jean-Claude Lenoir de ramasser son propos (p. 8344), de conclure avant 12h45, estime que l'Assemblée est tout à fait éclairée, refuse la parole à M. José Rossi pour un rappel au règlement (p. 8347), fait référence à deux précédents (p. 8348, 8349), invite M. Jean-Claude Lenoir à achever son intervention et considère que l'Assemblée est suffisamment éclairée (p. 8351), fait application de l'article 54, alinéa 6, du règlement (p. 8352) [7 novembre 1998]

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré (cf. supra) (p. 8456)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9282)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 9282)

Assemblée nationale : séances (p. 9276)

Allocution n° 1758 prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale

[30 juin 1999] (p. 6701)

Son intervention (p. 6701)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6702)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6701)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 6702)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : finances publiques (p. 6702)

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 6703)

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 6702)

Assemblée nationale : séances (p. 6701)

Pays étrangers : Iran : Assemblée nationale (p. 6702)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Assemblée nationale (p. 6702)

Pays étrangers : Turquie : Assemblée nationale (p. 6702)

Alain FABRE-PUJOL

*Gard (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Président de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 789, posée le 10 mai 1999. Associations. Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Financement (p. 4283)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 64 (*principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire*)

Son intervention (p. 6436)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10293)

Thèmes :

Agroalimentaire : entreprises (p. 10294)

Entreprises : délocalisations (p. 10294)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10294)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2567)

Albert FACON

*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement : aides et prêts. Prêt d'accession à la propriété (PAP). Taux, renégociation [14 octobre 1998] (p. 6577)

Santé. Saturnisme. Lutte et prévention [10 février 1999] (p. 1164)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 717, posée le 29 mars 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Médecins libéraux, utilisation de plateaux techniques hospitaliers (p. 2997)

Jean FALALA

*Marne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Nicole FEIDT

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteuse de la proposition de loi modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé (n° 1235) [2 décembre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Rapporteuse de la proposition de loi organique relative au statut de la magistrature (n° 1494) [26 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Rapporteuse du projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (n° 1692) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1235) de M. Gérard Gouzes modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé [3 février 1999] (n° 1361)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature [24 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 1494) relative au statut de la magistrature [2 juin 1999] (n° 1664)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7475)

Thème :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7475, 7476)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 8093)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : réserves (p. 8297)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléante de M. Jacques Floch

Ses interventions (p. 8843, 8851)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8844, 8851, 8852)

Droit pénal : peines (p. 8852)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8844)

Justice : carte judiciaire (p. 8844)

Justice : conciliation (p. 8843)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8844)

Justice : crédits (p. 8843, 8851)

Justice : jugements (p. 8843, 8844)

Justice : parquet (p. 8843)

Justice : réforme (p. 8843)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8844)

Justice : tribunaux d'instance : compétences (p. 8843)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8843)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8852)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1451)

Thèmes :

Constitution (p. 1451)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1452)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2867)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 2867)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2867)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2867)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5107)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5107)

Administration : maisons des services publics (p. 5107, 5108)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5107, 5108)

Administration : rapports avec les administrés : informatique (p. 5107)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5107)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5107)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5700)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5700)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5700, 5701)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5700, 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5694)

Thèmes :

Lois : validations législatives : personnel pénitentiaire (p. 5695)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5694)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5694)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité sociale. Caisses. Fraudes, lutte et prévention [28 octobre 1998] (p. 7509)

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Etudiants étrangers, accès [17 mars 1999] (p. 2527)

Alain FERRY

*Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1268 tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1438 tendant à l'allègement de la taxe d'habitation des contribuables ayant à leur charge une personne handicapée [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1790 rétablissant la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants d'eau de vie naturelle [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 605, posée le 1^{er} février 1999. Environnement. Carrières (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Aménagement en parc paysager, Saint-Nabor (p. 691)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 19

Son amendement n° 362 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) : rejeté (p. 6975)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT ET TRANSPORTS**

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Transports aériens : déréglementation (p. 7270)

Voirie : routes (p. 7260)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Procédure des questions :

Sports : installations sportives : TVA (p. 8760)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9382)

Thèmes :

Etat (p. 9382, 9383)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9383)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)

Son intervention (p. 10398)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10400)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10399)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10399)

Sécurité routière : motos : délits (p. 10399)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10399)

Sécurité routière : permis de conduire : personnes âgées (p. 10399)

Sécurité routière : statistiques (p. 10398)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10400)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 6

Son amendement n° 65 (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10430)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 66 de M. Pierre Micaut (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) : rejeté (p. 10436)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2466)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2467)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2466, 2467)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2466, 2467)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2466)

Transports urbains : chauffeurs : agressions (p. 2466)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Après les articles 6 et 7

Son amendement n° 24 (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 2481)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10371)

Thème :

Transports aériens : sécurité (p. 10371)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 80)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 80)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 80)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 315 soutenu par M. Léonce Deprez (budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présenté au conseil municipal par les représentants de la commune au sein de la structure intercommunale) (p. 1191) : retiré (p. 1192)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2015)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : indemnités (p. 2016)

Elections et référendums : élus : limite d'âge (p. 2016)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2016)

Parlement : parlementaires : maires (p. 2015, 2016)

Parlement : parlementaires : recrutement (p. 2016)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 7 (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4969)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5723)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 5723)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5723)

Daniel FEURTET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 30 avril 1999] (p. 6509)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 44 : Taxes parafiscales (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2419)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 608, posée le 8 février 1999. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Ligne de grande ceinture Nord, réouverture (p. 1055)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6545)

Son intervention (p. 6551)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6552)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6545, 6546)

Marchés financiers : généralités (p. 6551, 6552)

Politique économique : conjoncture (p. 6551)

Politique économique : croissance (p. 6545, 6546, 6551)

Politique économique : investissement (p. 6552)

Politique économique : politique monétaire (p. 6551)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6724); [16 octobre 1998] (p. 6846); [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) : retiré (p. 6669)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Christian Cuvilliez (suppression du dispositif de réduction du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6669)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 139 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux véhicules dont la consommation est inférieure à 4 litres pour 100 kilomètres) : rejeté (p. 6856)

Soutient l'amendement n° 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Soutient l'amendement n° 148 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) : retiré (p. 6862)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (doublement du plafond de l'impôt sur les opérations de bourse) : rejeté (p. 6883)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Christian Cuvilliez (exonération des locaux de stockage situés dans une zone portuaire) : retiré (p. 6892)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 194 rectifié de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privatif) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6901)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) : retiré (p. 6903)

Article 28 (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Christian Cuvilliez (extension aux particuliers de la réduction de l'avoir fiscal prévue pour les entreprises) : rejeté (p. 6903)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (réintégration dans le bénéfice net total de la société-mère d'une fraction forfaitaire des charges afférentes aux produits de participation perçus par cette même société-mère) : adopté (p. 6904)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6908)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la cotisation minimale pour les entreprises ayant comme raison sociale la gestion de participations dans des sociétés industrielles ou commerciales) : retiré (p. 6925)

Soutient l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) : rejeté (p. 6935)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6937)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (extension de la taxe au trafic privé d'aéronefs) : rejeté (p. 6942)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 104 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la taxe sur les surloyers) : retiré (p. 6949)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) : retiré (p. 6956)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Christian Cuvilliez (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) : retiré (p. 6956)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 106 de M. Christian Cuvilliez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : retiré (p. 6966)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Soutient l'amendement n° 195 corrigé de M. Christian Cuvilliez (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8981)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau (p. 8982)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8981, 8982)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8981, 8982)

Industrie : centres techniques industriels (p. 8982)

Taxes parafiscales (p. 8981)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 12

Son amendement n° 192 soutenu par M. Christian Cuvilliez (institution d'une allocation pour frais d'emploi de 50 000 F au profit des voyageurs et représentants de commerce) (p. 10629) : retiré (p. 10630)

Après l'article 18

Son amendement n° 194 soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement de 0,6 % des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 10642)

Après l'article 19

Son amendement n° 296 soutenu par M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au chocolat au lait) : rejeté (p. 10642)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 199 (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration du taux de la cotisation nationale de péréquation) : rejeté (p. 10679)

Après l'article 29

Son amendement n° 293 (modulation des bases de la taxe professionnelle en fonction du secteur d'activité de l'entreprise et de sa valeur ajoutée) : rejeté (p. 10680)

Son amendement n° 198 (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration de la cotisation minimale) : rejeté (p. 10680)

Après l'article 64

Son amendement n° 297 soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement des droits de fabrication applicables aux boissons alcoolisées) : rejeté (p. 10745)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10793)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10793)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 10793)

Parlement : Sénat (p. 10793)

Politique économique : croissance (p. 10793)

Politique sociale : généralités (p. 10793)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10793)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9374)

Thèmes :

Lois : rétroactivité des lois (p. 9374)

Lois : validations législatives (p. 9374)

Parlement : rôle (p. 9374)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9374, 9375)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9505)

Vote contre du groupe communiste (p. 9506)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10958)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 10958, 10959)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10958, 10959)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10959)

Politique économique : croissance (p. 10958)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10958, 10959)

Politiques communautaires : politique monétaire (p. 10958, 10959)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Son intervention (p. 10975)

Vote pour du groupe communiste (p. 10959)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2628)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2628)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2628)

Vote pour du groupe communiste (p. 2628)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5366)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5366, 5367)

Vote pour du groupe communiste (p. 5367)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4677)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4677)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4677)

Impôt sur les sociétés : calcul (p. 4677)

Secteur public : ouverture du capital (p. 4677)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4677, 4678)

Travail : licenciements (p. 4677)

Travail : plan social (p. 4677)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6152)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 6153)

Collectivités territoriales : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 6154)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6153)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6152 à 6154)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 6154)

Coopération intercommunale (p. 6154)

Environnement : protection : collectivités territoriales (p. 6154)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6153, 6154)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6153)

Postes : La Poste : impôts locaux (p. 6154)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6154)

Jean-Jacques FILLEUL

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation de certains services au transport aérien (n° 1186) [4 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre titulaire du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5279)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163) (n° 1646) [2 juin 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIV : Equipement, transports et logement (équipement et transports terrestres) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1186), relatif à l'organisation de certains services au transport aérien [25 novembre 1998] (n° 1216)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1646) de M. Didier Boulaud, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les propositions de directives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 480 final/n° E 1163) [9 juin 1999] (n° 1683)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10569)

Arts et spectacles. Intermittents. Statut [9 février 1999] (p. 1080)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 679, posée le 15 mars 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Educateurs (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Durée du travail, nuits en chambre de veille, prise en compte (p. 2389)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 7210)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7210)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7209, 7210)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7209)

Transports urbains : RATP (p. 7210)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10369)

Thèmes :

Finances publiques : budgets annexes : aviation civile (p. 10376)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10369)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10369 à 10371)

Transports aériens : sécurité (p. 10369 à 10371)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 137)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 137)

Régions : Ile-de-France (p. 138)

Transports : transport combiné (p. 137)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 741 (objectif de réduction de l'insécurité routière) : adopté (p. 909)

Soutient l'amendement n° 742 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif de réduction des nuisances sonores) : adopté (p. 909)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) : adopté (p. 911)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 745 (établissement de schémas de services de transport) : adopté (p. 915)

Son amendement n° 748 (coordination des actions pour les zones urbaines) : rejeté (p. 916)

Son amendement n° 746 (transport combiné pour les trajets de plus de 300 kilomètres) : retiré (p. 916)

Son amendement n° 747 (coordination assurée par le Conseil supérieur du service public ferroviaire) : retiré (p. 917)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 749 soutenu par M. Jacques Fleury (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté après modifications (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 919)

Son amendement n° 751 (définition des infrastructures de contournement ou de délestage) : adopté (p. 921)

Son amendement n° 752 (cohérence des schémas régionaux et des schémas nationaux de transport de voyageurs et de marchandises) : adopté (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (rédactionnel) (p. 924)

Son amendement n° 754 (mise en oeuvre du droit au transport) : adopté après modifications (p. 924)

Son amendement n° 755 (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) : adopté (p. 925)

Son amendement n° 756 (de précision) : adopté (p. 926)

Son amendement n° 758 rectifié (localisation des principales plates-formes multimodales de voyageurs et de marchandises) : adopté (p. 931)

Son amendement n° 759 rectifié (desserte des territoires urbains cumulant les handicaps économiques et sociaux) : adopté (p. 931)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4237)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Intervient sur le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (référence au soutien apporté par le fonds d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables) à l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4244)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 4247)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2619)

Thèmes :

- Secteur public : grève (p. 2619, 2620)
- Transports ferroviaires : SNCF (p. 2620)
- Transports urbains : RATP (p. 2620)
- Travail : droit de grève (p. 2619, 2620)
- Travail : droit de grève (p. 2620)
- Travail : négociations (p. 2620)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5314)

Thèmes :

- Gens du voyage : stationnement : Indre-et-Loire (p. 5314)
- Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5314)
- Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5314)

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)*Après l'article 3*

Son amendement n° 224 (droit de préemption du maire sur les terrains non constructibles et agricoles déterminés par le plan d'occupation des sols dans les communes ayant souscrit aux obligations du schéma départemental) : retiré (p. 6464)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5915)

Thèmes :

- Aménagement du territoire (p. 5916)
- Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5915)
- Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5915, 5916)
- Transports : transport combiné (p. 5916)
- Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5915, 5916)
- Transports par eau : transports maritimes (p. 5915)
- Transports routiers : transport de marchandises (p. 5915)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

François FILLON

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4305)

Défense. Politique de la défense. Perspectives
[2 juin 1999] (p. 5279)

Jacques FLEURY

*Somme (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS.

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [6 octobre 1998] (p. 5952)

Transports ferroviaires. Politiques communautaires. Libéralisation, conséquences [24 novembre 1998] (p. 9422)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7223)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7223)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7223, 7224)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7224)

Transports routiers (p. 7224)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 8045)

Logement : logements vacants (p. 8045)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8044, 8045)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8045)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 3

Son amendement n° 51 (attribution aux auto-écoles des places à l'examen du permis de conduire en fonction du volume d'heures d'enseignement effectuées) : retiré ; repris par M. François Rochebloine : rejeté (p. 10422)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10425)

Après l'article 11

Son amendement n° 49 (équipement des véhicules neufs d'un système de limitation de vitesse à partir de 2002) : retiré (p. 10442)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) : adopté (p. 913)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Soutient l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté après modifications (p. 918)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Son intervention (p. 1013)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Jacques FLOCH

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (n° 1261) [21 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux

infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1017), modifié par le Sénat, relatif au Conseil supérieur de la magistrature [1^{er} octobre 1998] (n° 1104)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Justice (administration centrale et services judiciaires) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" [22 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1261 corrigé) de M. Laurent Fabius tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [3 février 1999] (n° 1363)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1617), tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [16 juin 1999] (n° 1696)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363, 8399)

Son intervention (p. 8376)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8439)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 8439)

Cultes (p. 8377)

Famille (p. 8377)

Famille : concubinage (p. 8376)

Famille : mariage (p. 8378)

Femmes (p. 8376)

Parlement : rôle (p. 8377)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Birsinger (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent ou de même sexe) (p. 8518)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10177)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3049)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3088)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8211)

Thème avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8212)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par Mme Nicole Feidt

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Raymond Forni

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10485)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10485, 10486)

Associations : sectes : entreprises (p. 10486)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10486)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10486)

Associations : sectes : relations financières (p. 10486)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10485)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) : adopté (p. 10495)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

Thème :

Femmes : parité : Constitution (p. 10514)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1247)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1247)

Femmes : égalité des sexes (p. 1248)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1247)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1247)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1247, 1248)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1247)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son amendement n° 1 corrigé (représentation équilibrée des hommes et des femmes ainsi que des commissions permanentes et proportionnelle des groupes parlementaires) : adopté après rectification (p. 1260)

Son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 1261)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 6561)

Parlement : Sénat : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 6561)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2773)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : responsabilité (p. 2774)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2773)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2774)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2773)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2774)

Justice : victimes (p. 2774, 2775)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2773)

Presse et livres : presse : indépendance (p. 2774)

Presse et livres : presse : pluralisme (p. 2774)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Patrick Devedjian (information sur les charges et assistance d'un avocat dès l'arrestation) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2791)

Avant l'article 2

Son amendement n° 256 (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) : adopté après modifications (p. 2812)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

Ses explications de vote (p. 3355)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3355)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5712)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5713)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5713)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5713)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6301)

Son intervention (p. 6374)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable : justice (p. 6302)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6375)

Justice : indépendance (p. 6374, 6375)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6375)

Justice : réforme (p. 6375)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6302, 6375)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Soutient le sous-amendement n° 98 de Mme Christine Lazerges (suspension au seul bénéfice du ministère public) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) : adopté (p. 6429)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

Après l'article 11

Son amendement n° 41 deuxième rectification (entrée en vigueur des dispositions du chapitre 1er relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) : retiré (p. 6437)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6545)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6545)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 20 : Emploi et solidarité (affaires sociales) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 477, posée le 5 octobre 1998. Tourisme et loisirs. Guides (J.O. Questions p. 5341). Supplée par M. Jacky Darne. Appelée le 6 octobre 1998. Statut (p. 5942)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITÉ ET SANTÉ****Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : fiscalité : aides à domicile (p. 8606)

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8606)

Défense : objecteurs de conscience (p. 8606, 8607)

Emploi : jeunes (p. 8605)

Finances publiques : budget de l'Etat : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 8606)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8605)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8605)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 8606)

Politique sociale : aide sociale (p. 8606)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8605)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 8605)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8658)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)***Procédure des questions :*

Agriculture : montagne : aides communautaires (p. 8814)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Midi-Pyrénées (p. 8814)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Nicolas FORISSIER

*Indre (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [16 décembre 1998] (p. 10565)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT****Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)**

Son intervention (p. 8950)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8950)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8951)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8951)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8950)

Commerce extérieur : Comité de développement extérieur (CODEX) (p. 8952)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8951)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8950, 8951)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8951)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8974)

ECONOMIE ET FINANÇES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8986)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8987, 8988)

Commerce extérieur : Comité de développement extérieur (CODEX) (p. 8987)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8987, 8988)

Commerce extérieur : excédent (p. 8986)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8986, 8987)

Commerce extérieur : généralités (p. 8986 à 8988)

Politique économique : conjoncture (p. 8986)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 80)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 81)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 80)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 81)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Après l'article 9

Son amendement n° 224 soutenu par M. Christian Jacob (épandage des boues d'épuration des zones urbaines) : rejeté (p. 3480)

Article 29 quaterdecies (présidence du comité d'entreprise d'un organisme de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) : rejeté (p. 3511)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Son amendement n° 169 : non soutenu (p. 3560)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 168 : non soutenu (p. 3571)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 37 duodecies

Son amendement n° 101 : non soutenu (p. 6024)

Raymond FORNI

Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997 (n° 1037) [1^{er} octobre 1998]

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16368)

Cesse d'appartenir au délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société (n° 1337) [11 février 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) (n° 1577) [12 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse (n° 1581) [12 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 1584) [26 mai 1999]

Président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1037) de M. Jacques Kossowski tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques, de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997 [28 octobre 1998] (n° 1154)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1337) de M. Jacques Myard visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société [17 mars 1999] (n° 1471)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1577) de MM. Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy et José Rossi, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [19 mai 1999] (n° 1604)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1581) de M. François d'Aubert, visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse [19 mai 1999] (n° 1605)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1584) de M. Laurent Fabius, tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (n° 1744)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGES

A la mémoire du roi Hussein de Jordanie [9 février 1999] (p. 1074)

Aux victimes de l'avalanche de Chamonix [10 février 1999] (p. 1157)

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation parlementaire éthiopienne [2 mars 1999] (p. 1856)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Éric Doligé : estime que M. Eric Doligé met en cause la Présidence [8 novembre 1998] (p. 8496)

M. Henri Plagnol : communique les effectifs des députés de la majorité et de l'opposition et indique que cette dernière s'est exprimée trois fois plus longtemps que la majorité [8 novembre 1998] (p. 8498)

M. Bernard Accoyer : estime justifiée la demande de réserve des amendements de M. Bernard Accoyer formulée par le Gouvernement [8 novembre 1998] (p. 8504)

Mme Nicole Catala : indique que l'amendement n° 56 a été défendu par l'un de ses signataires et suggère à Mme Catala de lui demander la parole pour répondre au Gouvernement ou à la commission [25 novembre 1998] (p. 9582)

M. Jean-Luc Prétel : fait observer que le calendrier des débats a été décidé en conférence des présidents et que ces problèmes sont inhérents à une fin d'année particulièrement chargée [26 novembre 1998] (p. 9595)

M. Édouard Landrain : fait observer que le Gouvernement n'a fait qu'utiliser les possibilités que lui offre le règlement et souhaite que l'opposition fasse preuve de bonne volonté lors de la discussion. [17 juin 1999] (p. 6212)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention : fait des propositions pour organiser la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363, 8364)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [8 décembre 1998] (p. 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond aux observations de M. Jean-Louis Debré : rappelle que la réserve est de droit en vertu de l'article 95 du règlement (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Répond au rappel au règlement de M. Éric Doligé (cf. supra) (p. 8496)

Répond au rappel au règlement de M. Henri Plagnol (cf. supra) (p. 8497)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) (p. 8504)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Estime que le sous-amendement n° 1094 de M. Henri Plagnol n'a plus d'objet (p. 9859)

Refuse la suspension de séance demandée par M. Dominique Dord (p. 9861)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10217)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Répond au rappel au règlement de Mme Nicole Catala (cf. supra) (p. 9582)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prével (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Refuse que des sous-amendements soient déposés en séance sur un texte comportant huit cents amendements (p. 389)

Message au Parlement n° 1412 de M. le Président de la République, lu par M. Raymond Forni, Vice-président de l'Assemblée nationale

[2 mars 1999] (p. 1855)

Thèmes :

Politique économique : mondialisation (p. 1856)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 1856)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : drogue (p. 1856)

Politiques communautaires : Europe sociale : emploi (p. 1856)

Politiques communautaires : immigration (p. 1856)

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 1856)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1855)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1856)

Union européenne : élargissement (p. 1855)

Union européenne : institutions communautaires : Conseil européen (p. 1855)

Union européenne : institutions communautaires : euro (p. 1855)

Union européenne : institutions communautaires : généralités (p. 1855)

Union européenne : institutions communautaires : Parlement européen (p. 1855)

Union européenne : institutions communautaires : subsidiarité (p. 1855)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Répond au rappel au règlement de M. Édouard Landrain (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6212)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Ses observations lors de la discussion de l'amendement n° 1 de M. Edouard Landrain (p. 6225)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Cours d'assises. Réforme [21 octobre 1998] (p. 7120)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10274)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10280)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10274, 10275, 10281)

Assemblée nationale : question préalable (p. 10280)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10274, 10275)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jacques Floch

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jacques Floch (commission de quinze membres) : adopté (p. 10495)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3979)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4640)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : recevabilité (p. 4641)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4640)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4641)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4641)

Régions : Corse : police (p. 4641)

Régions : Corse : préfets (p. 4641)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) (p. 4655)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Ses interventions (p. 6574, 6582)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6582)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6575, 6583)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6574 à 6576, 6583)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6574, 6575)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6583)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6582, 6583)

Assemblée nationale : Règlement : opposition (p. 6582, 6584)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6574, 6575)

Parlement : Sénat : Règlement (p. 6575)

Jean-Pierre FOUCHER

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Education nationale, recherche et technologie (recherche) (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits (p. 7031)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7032)

Recherche : crédits : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7032)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ**Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)**

Son intervention (p. 8624)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 8625)

Santé : alcoolisme (p. 8625)

Santé : crédits (p. 8625)

Santé : prévention : suicide (p. 8625)

Santé : sida (p. 8625)

Santé : tabagisme (p. 8625)

Santé : veille sanitaire (p. 8624)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)**

Son intervention (p. 7457)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7486)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7457, 7458)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7457, 7458)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 7486)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7486)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son amendement n° 323 (médecine du travail) : retiré (p. 7634)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7694)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son amendement n° 305 soutenu par M. Jean-Luc Préel (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 845 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) : rejeté (p. 8508)

Soutient l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3684)

Son intervention (p. 3723)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3684)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3723)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3723)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3723)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3723, 3724)

Santé : tabagisme (p. 3724)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Soutient l'amendement n° 398 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Soutient l'amendement n° 300 de M. Yves Bur (suppression de la participation des communes) : rejeté (p. 3812)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) : rejeté (p. 3828)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son amendement n° 281 (formation continue) : rejeté (p. 3969)

Son amendement n° 280 (approbation de la convention) : rejeté (p. 3970)

Son amendement n° 279 (responsabilité des pharmaciens assistants) : rejeté (p. 3971)

Après l'article 35

Son amendement n° 282 (lutte contre le tabagisme) : rejeté (p. 3973)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 470 (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) : adopté (p. 4000)

Son sous-amendement n° 471 soutenu par M. Yves Bur (participation des pharmacies) à l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) (p. 4000) : rejeté (p. 4001)

Son amendement n° 278 rectifié (intégration scolaire des jeunes handicapés) : rejeté (p. 4009)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5889) : rejetée (p. 5897)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5890, 5892)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5876)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : contributions
(p. 5890)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : coût
(p. 5890, 5891)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil
(p. 5890)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : prestations
(p. 5892)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5891)

Politique sociale : exclusion (p. 5889)

Santé : accès aux soins (p. 5889)

Jean-Louis FOUSSERET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [9 février 1999] (p. 1079)

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [2 juin 1999] (p. 5283)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 769, posée le 3 mai 1999. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Desserte de Besançon (p. 3916)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7069)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : carrière (p. 7156)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Son intervention (p. 938)

Michel FRANÇAIX

*Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 804, posée le 17 mai 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Maternités, Méru (p. 4469)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public : crédits (p. 8919)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8919)

Presse et livres : presse nationale (p. 8920)

Presse et livres : presse régionale (p. 8920)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8920)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Son intervention (p. 4542)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4543, 4544)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4534)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4543, 4544)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4709)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Laurent Dominati (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) (p. 4729)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4757)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son intervention (p. 4856)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Frédérique Bredin (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) (p. 4875)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Noël Mamère (présentation des déclarations de candidature) (p. 4990)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Soutient l'amendement n° 491 de M. Jérôme Cahuzac (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) : adopté après rectification (p. 4992)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Olivier de Chazeaux (attribution des capacités de diffusion en numérique hertzien) (p. 4999)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Laurent Dominati (autorisation de diffusion de messages publicitaires lors des "décrochages" locaux de chaînes nationales) (p. 5010)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) : adopté (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) : adopté (p. 5019)

Son amendement n° 492 soutenu par M. Arnaud Montebourg (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : retiré (p. 5021)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission des finances (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Christian Cuvilliez (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Michel Bouvard (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5066)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Christian Kert (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Renaud Muselier (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Christian Kert (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Renaud Muselier (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Noël Mamère (alignement du régime des bouquets satellitaires sur celui du câble) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Olivier de Chazeaux (restriction des pouvoirs du CSA) (p. 5067)

Soutient l'amendement n° 614 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5067)

Soutient l'amendement n° 615 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (pouvoirs d'opposition du CSA) (p. 5068)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5068)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Laurent Dominati (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) (p. 5068)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Michel Herbillon (exploitation du numérique) (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (pouvoir de contrôle du Conseil d'Etat) : adopté (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 352 corrigé de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Noël Mamère (associations pouvant saisir le CSA) (p. 5071)

Son amendement n° 536 (associations pouvant saisir le CSA) : adopté (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Laurent Dominati (saisine du CSA par pétition) (p. 5071)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de correction) : adopté (p. 5071)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) : adopté (p. 5072)

Son amendement n° 535 (actions engagées sans intervention du CSA) : retiré (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Laurent Dominati (cas de retrait de l'autorisation) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (suppression de la procédure d'instruction par le Conseil d'Etat des décisions de sanction prononcées par le CSA) (p. 5073)

Article 16 précédemment réservé (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des

dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences téléphoniques)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (notion de "juste équilibre des paysages radiophoniques") (p. 5073)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 567 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (suppression du système de la déclaration préalable pour les sites Internet et les services télématiques) (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 616 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 5078)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Soutient l'amendement n° 617 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5079)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) : adopté (p. 5080)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5080)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 666 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 667 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 668 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 662 de M. Christian Kert (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 670 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 655 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 671 de M. Olivier de Chazeaux (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 656 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) : adopté après modifications (p. 5086)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (sanctions visant les fausses déclarations) : adopté (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Soutient l'amendement n° 619 de la commission (précision sur l'utilisation en mode analogique de la voie hertzienne terrestre) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 620 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 621 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 622 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Kert (développement des télévisions de proximité) (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 623 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 624 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 625 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5087)

Reprend l'amendement n° 357 de M. Laurent Dominati (de conséquence) : adopté (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Christian Kert (suppression de dispositions obsolètes sur la publication de sondages d'opinion) (p. 5088)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Noël Mamère (établissement d'un bilan de l'évolution des groupes audiovisuels) (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Noël Mamère (récupération par les propriétaires et bailleurs de charges liées à l'audiovisuel) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Noël Mamère (de précision) (p. 5089)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission : devenu sans objet (p. 5089)

Article 31 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 626 de la commission (délai de déclaration des opérateurs de bouquets satellites) : adopté (p. 5089)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Renaud Muselier (service minimum en cas de grève) (p. 5090)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) : adopté après modifications (p. 5091)

Son sous-amendement n° 664 (traitement équitable du câble et du satellite) à l'amendement n° 141 de la commission des finances : adopté (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Renaud Muselier (rapport annuel du CSA au Parlement) (p. 5092)

Ses explications de vote (p. 5094)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5095)

Roland FRANCISCI

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurances. Sinistres. Attentats, garantie, Corse [28 avril 1999] (p. 3701)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6786)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Régions : Corse (p. 8088, 8089)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10631)

Son amendement n° 185 (de suppression) : rejeté (p. 10638)

Christian FRANQUEVILLE

*Vosges (4^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1415)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 770, posée le 3 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Cours d'eau, étangs et lacs (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Lutte et prévention (p. 3909)

Roger FRANZONI

*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 septembre 1999] (p. 13830)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 septembre 1999] (p. 13831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 695, posée le 22 mars 1999. Travail. Durée du travail (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Réduction, aides de l'Etat, zones franches, cumul avec l'abattement de cotisations de sécurité sociale, Corse (p. 2694)

n° 836, posée le 31 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Lutte et prévention, Méditerranée (p. 5151)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)**

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6787)

*NOUVELLE LECTURE***Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)**

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son amendement n° 273 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 274 (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : rejeté (p. 10641)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)**Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)**

Son intervention (p. 4645)

Thèmes :

Gouvernement (p. 4646)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4645)

Régions : Corse : attentats (p. 4646)

Régions : Corse : population (p. 4645)

Régions : Corse : préfets (p. 4646)

Régions : Corse : Président (p. 4645)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Accès aux soins. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10571)

Industrie. Construction aéronautique. Restructuration, concertation [17 février 1999] (p. 1557)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5607)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7424)

Son intervention (p. 7435)

Thèmes :

Etablissements de santé : dotation globale de financement (p. 7437)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7437)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7437, 7438)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7437)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7436)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7436, 7438)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7425)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Son amendement n° 120 corrigé (taxation des placements financiers des entreprises) : rejeté (p. 7520)

Son amendement n° 121 corrigé (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) : rejeté (p. 7522)

Son amendement n° 122 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7522) : rejeté (p. 7524)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7636)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7674)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7695)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son amendement n° 125 (de suppression) : rejeté (p. 7733)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 118 (prélèvement sur les entreprises) : rejeté (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) (p. 7791)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7935)

Abstention du groupe communiste (p. 7936)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9602)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9602)

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9602)

Famille : aide à domicile (p. 9603)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9603)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9603)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9613)

Son amendement n° 74 (abrogation explicite de la loi sur les fonds de pension) : devenu sans objet (p. 9634)

Son amendement n° 75 (projet de loi sur les cotisations patronales) : devenu sans objet (p. 9634)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son amendement n° 76 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rétablissement des exonérations de charge) : retiré (p. 9642)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de M. François Goulard (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9696)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9756)

Abstention du groupe communiste (p. 9757)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Prével (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Ses explications de vote (p. 10084)

Abstention du groupe communiste (p. 10085)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1252)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1252)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1252)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1252)

Femmes : parité (p. 1252)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1252, 1253)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Son amendement n° 2 (effectif des délégations porté de trente-six à quarante-cinq membres) : rejeté (p. 1261)

Ses explications de vote (p. 1262)

Vote pour du groupe communiste (p. 1262)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1804)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3711)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3711)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3711)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3712)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3712)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son intervention (p. 3766)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 161 de Mme Muguette Jacquaint (formulaire de demande d'adhésion) : adopté (p. 3859)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Soutient l'amendement n° 163 de Mme Muguette Jacquaint (date de prise d'effet pour l'ensemble des organismes complémentaires) : adopté (p. 3866)

Soutient l'amendement n° 165 de Mme Muguette Jacquaint (autorité compétente en matière de litige) : retiré (p. 3866)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient l'amendement n° 166 de Mme Muguette Jacquaint (prolongation des droits auprès de la CNAM) : rejeté (p. 3870)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 168 (taxation des revenus financiers des entreprises) : rejeté (p. 3886)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Alain Veyret (dérogations pour des équipements lourds) (p. 3996)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 5899)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5959)

Soutient l'amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (conditions tarifaires préférentielles) : rejeté (p. 5962)

Soutient le sous-amendement n° 97 de Mme Muguette Jacquaint (extension du tiers payant) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5965)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient le sous-amendement n° 98 de Mme Muguette Jacquaint (adhésion à un tarif préférentiel à une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Soutient le sous-amendement n° 99 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité de résiliation du contrat passé avec une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission : rejeté (p. 5972)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 4 (cotisation sociale sur les revenus financiers) : rejeté (p. 5976)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5983)

Soutient l'amendement n° 2 de Mme Muguette Jacquaint (participation des communes) : retiré (p. 5987)

Soutient l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 5988)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6002)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) (p. 6047)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5041)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5041)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5042)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5041, 5042)

Conseil constitutionnel (p. 5041)

Constitution : article 40 (p. 5042)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5041, 5042)

Finances publiques : recettes (p. 5042)

Impôts et taxes : paiement (p. 5041)

Georges FRÊCHE

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [27 octobre 1998] (p. 7389)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7347)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7347)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7347, 7348)

Logement (p. 7348)

Matières premières (p. 7347)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7347)

Tourisme et loisirs (p. 7347)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10857)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10857)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : histoire (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10858)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 18 (compétences de droit commun des provinces)

Son amendement n° 126 (nouvelle rédaction de l'article énumérant les compétences) : retiré (p. 10870)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (référence à l'article 21, compétences de la Nouvelle-Calédonie, pour la collation et la délivrance des titres et diplômes) : adopté (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 127 (compétence pour l'attribution de diplômes au titre de la formation professionnelle) : rejeté (p. 10874)

Article 22 (transfert d'établissements publics à la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (compensation des charges afférentes aux établissements publics transférés) : adopté (p. 10876)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la possibilité de transfert des compétences liées à la recherche) : adopté (p. 10878)

Article 48 (fonctionnement des fonds de péréquation destinés aux communes)

Son amendement n° 129 (caractère obligatoire de la contribution de l'Etat au fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement) : rejeté (p. 10893)

Article 52 (conditions de création de sociétés d'économie mixte et de prise de participation au capital de sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (extension des dispositions de l'article aux provinces) : adopté (p. 10893)

Article 79 (entrée en vigueur des dispositions fiscales)

Son amendement n° 130 (de précision) : adopté (p. 10901)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (participation à la présentation d'une seule liste de candidats par les membres du congrès) : adopté (p. 10907)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10920)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province)

Son amendement n° 131 (recours à des fonctionnaires de l'Etat) : adopté (p. 10922)

Article 193 (conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens)

Son amendement n° 132 (maintien du statut des agents de la Nouvelle-Calédonie mis à disposition de l'Etat) : adopté après modifications (p. 10929)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1270)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1270)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1270)

Yves FROMION

*Cher (1^{re} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit
[30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeunes. Délinquance. Statistiques [19 janvier 1999]
(p. 38)

Santé. Politique de la santé. Classification des drogues
[3 mars 1999] (p. 1969)

Gendarmerie. GPS. Création, Corse [18 mai 1999]
(p. 4493)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC).
Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6270)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 811, posée le 17 mai 1999. Aménagement du
territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions
p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Fonds structurels,
Cher (p. 4474)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques
Godfrain : demande une suspension de séance
[6 novembre 1998] (p. 8289)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290)

Après l'article 30

Son amendement n° 795 (statut des sociétés
coopératives agricoles) : rejeté (p. 6300)

Son amendement n° 808 (statut des sociétés
coopératives agricoles) : rejeté (p. 6301)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802,
6846)**

Après l'article 18

Son amendement n° 325 soutenu par M. Michel
Bouvard (fixation du taux normal de la TVA à
19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

*Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la
valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la
fourniture de gaz et d'électricité)*

Son amendement n° 331 : non soutenu (p. 6839)

Après l'article 19

Son amendement n° 328 soutenu par M. Michel
Bouvard (application d'un taux de TVA de 15 % à la
fourniture de repas à consommer sur place) : retiré
(p. 6847)

Son amendement n° 327 (application du taux réduit de
la TVA à la fourniture de repas à consommer sur
place) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 323 : non soutenu (p. 6859)

Son amendement n° 329 soutenu par M. Gilles Carrez
(application du taux réduit de la TVA aux prestations
liées aux activités sportives et à l'utilisation des
équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Son amendement n° 330 (application du taux réduit de
la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de
rénovation et de réhabilitation de logements) : vote
réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Après l'article 22

Son amendement n° 330 précédemment réservé soutenu
par M. Philippe Auberger (application du taux réduit
de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de
rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré
(p. 6870)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

**Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235,
8290)**

Son intervention (p. 8261)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 8262)

Défense : avions (p. 8262)

Défense : crédits (p. 8262)

Défense : GIAT-Industries (p. 8262)

Défense : loi de programmation militaire :
professionnalisation (p. 8261)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8295)

**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité
sociale pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)

Après l'article 4

Son amendement n° 180 soutenu par M. Bernard
Accoyer (zones franches) : rejeté (p. 7573)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [1^{er} décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 729 de M. Patrice Martin-Lalande (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) : rejeté (p. 8551)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 785 (possibilité de réexamen du droit de garde lorsqu'un parent conclut un PACS avec une personne de même sexe) : rejeté (p. 8560)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 725 (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté au scrutin public (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 710 (aide mutuelle et matérielle compte tenu des obligations vis à vis des enfants des partenaires) : rejeté (p. 9800)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1118 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement par le greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9845)

Soutient le sous-amendement n° 1101 de M. Éric Doligé (copie de l'acte de décès adressée par le notaire chargé de la succession au greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9858)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 765 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Charles de Courson (suppression de la référence au troisième alinéa de l'article L. 226-1 du code du travail accordant un congé pour naissance ou adoption) : retiré (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 738 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 801 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 880 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 9989)

Son amendement n° 717 (PACS conclu avec un ressortissant français) : rejeté (p. 9990)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis plus de cinq ans) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe opposé) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Thierry Mariani (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins dix ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 719 (PACS pour le renouvellement d'un titre de séjour) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 772 (étranger entré régulièrement et partenaire ayant conservé la nationalité française) : rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Soutient l'amendement n° 221 de M. Christian Estrosi (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 334 de M. Thierry Mariani (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 407 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 519 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 543 de M. François Goulard (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 644 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 655 de M. Charles de Courson (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 739 de M. Jacques Kossowski (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 757 de M. Henri Plagnol (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 775 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 800 de M. Claude Goasguen (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 881 de M. Éric Doligé (de suppression) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 721 (non-application de l'article lorsque le motif de la séparation est le fait d'un des partenaires) : rejeté (p. 10182)

Son amendement n° 713 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Soutient l'amendement n° 779 de M. Patrice Martin-Lalande (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Son amendement n° 722 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 720 soutenu par M. Bernard Accoyer (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux personnes de nationalité française) (p. 10211) : rejeté (p. 10212)

Son amendement n° 714 soutenu par M. Bernard Accoyer (application de l'article lorsque l'un d'eux est handicapé ou sous la tutelle de son parent) : rejeté (p. 10212)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 782 précédemment réservé (terme d'union substitué à celui de solidarité) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 152)

Thème :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 152)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6751)

Thème :

Défense : réserves (p. 6751, 6752)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1er (principes généraux de la réserve)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Teissier (caractère "incontournable" des réserves) (p. 6760)

Son amendement n° 1 (de précision) : rejeté (p. 6760)

Son amendement n° 73 (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6761)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Bruno Bourg-Broc (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6762)

Son amendement n° 2 (fixation par décret de la qualité de "partenaire de la défense") : rejeté (p. 6763)

Article 2 (conditions d'admission dans la réserve)

Son amendement n° 3 (admission des ressortissants de l'Union européenne) : rejeté (p. 6764)

Article 4 (limites d'âge)

Son amendement n° 4 (conditions de report de la limite d'âge) : retiré (p. 6767)

Son amendement n° 5 (conditions de report de la limite d'âge fixée par décret) : devenu sans objet (p. 6767)

Article 8 (possibilité d'avoir recours à des spécialistes)

Son amendement n° 6 (spécialistes volontaires) : adopté (p. 6769)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 7 (cas des personnes en formation) : adopté (p. 6770)

Article 13 (personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Son amendement n° 8 (de précision) : rejeté (p. 6773)

Article 14 (convocation des personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Son amendement n° 9 corrigé (de précision) : rejeté (p. 6773)

Article 20 (rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Bruno Bourg-Broc (solde et accessoires attribués dans les mêmes conditions que pour les militaires "permanents") : rejeté (p. 6774)

Son amendement n° 13 (participation des entreprises pour le paiement des primes et avantages) : rejeté (p. 6775)

Article 28 (champ d'application des obligations du service de défense)

Son amendement n° 14 (ressortissants de l'Union européenne assujettis aux obligations de service de défense) : adopté (p. 6777)

Après l'article 38

Son amendement n° 15 (protection des étudiants ou stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement de service dans la réserve opérationnelle) : devenu sans objet (p. 6779)

Article 46 (modification du code du service national)

Son amendement n° 17 (disponibilité dans la réserve militaire des Français ayant accompli un volontariat dans les armées) : devenu sans objet (p. 6780)

Son amendement n° 16 (avantages accordés aux jeunes ayant suivi une préparation militaire) : rejeté (p. 6781)

Gérard FUCHS

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1415)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 8 mai 1999] (p. 6954)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1117 sur les recommandations de la Banque centrale européenne relatives aux réserves obligatoires, à la collecte d'informations statistiques et à ses pouvoirs en matière de sanctions :

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant l'application de réserves obligatoires par la BCE ;

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques par la BCE ;

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions (n° E 1145) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 septembre au 18 octobre 1998 (n°s E 1146 à E 1157 et E 1160), les propositions d'actes communautaires n°s E 926, E 1075, E 1076, E 1137, E 1142 et E 1145 [22 octobre 1998] (n° 1149)

Proposition de loi n° 1267 visant à la ratification du Traité de Rome créant une Cour Pénale Internationale [14 décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128) [18 février 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le renouvellement du cadre financier de l'Union européenne pour 2000-2006 [18 février 1999] (n° 1408)

Proposition de résolution n° 1435 sur le programme de travail de la Commission pour 1999 (COM (98) 604 final/n° E 1186, COM (98) 609 final/n° E 1187, SEC (98) 1901 final/n° E 1188) [4 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le programme de travail de la Commission européenne pour 1999 [4 mars 1999] (n° 1434)

Proposition de résolution n° 1538 sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) [8 avril 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la mise en place d'un minimum d'imposition des revenus de l'épargne à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) [8 avril 1999] (n° 1537)

Proposition de résolution n° 1676 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [3 juin 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [3 juin 1999] (n° 1675)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en application de l'article 145 du règlement sur le fonctionnement et le renforcement des fonds nationaux et départementaux de péréquation de la taxe professionnelle [7 juillet 1999] (n° 1779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [1^{er} juin 1999] (p. 5179)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6526)

Son intervention (p. 6558)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6526)
 Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6559)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 6558, 6560)
 Famille : politique familiale (p. 6526)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6560)
 Finances publiques : dépenses (p. 6526, 6559)
 Finances publiques : dette publique (p. 6560)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6526)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6560)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6526, 6560)
 Politique économique : consommation (p. 6559)
 Politique économique : croissance (p. 6526, 6559, 6560)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6559)
 TVA : taux (p. 6559)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683) ; [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6684)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6685, 6686)

Politique économique : conjoncture (p. 6686) ; généralités (p. 6686) ; politique monétaire (p. 6686)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 6685) ; politiques internes (p. 6686)

Politiques communautaires : budget (p. 6684, 6685) ; dépenses (p. 6685) ; recettes (p. 6685)

Recherche (p. 6685)

Union européenne : Banque centrale européenne (p. 6686) ; construction européenne (p. 6686) ; euro (p. 6685, 6686)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6872)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6909)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Didier Migaud (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers) (p. 6977)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 9075)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9933)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9463)

Son intervention (p. 9510)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9510, 9511)

Constitution : article 88-4 (p. 9511)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9511)

Partis et mouvements politiques : gauche : Union européenne (p. 9511)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 9463, 9464)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9510)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9510)

Union européenne : construction européenne (p. 9463)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9510)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9510, 9511)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) (p. 10975)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1932)

Intervient sur la motion d'ajournement : M. Georges Sarre (p. 1936)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1936, 1937)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1933)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1937)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2503)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2504)

Espace : politique spatiale (p. 2505)

Politiques communautaires : budget (p. 2505)

Union européenne : élargissement (p. 2504)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) (p. 2592)

Son amendement n° 4 (mobilisation des ressources financières de l'Union) : retiré (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) (p. 2593)

Son amendement n° 5 (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) : adopté après modifications (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6155)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire : Union européenne (p. 6156)

Impôts locaux : taxe professionnelle : péréquation (p. 6156)

Politique économique : généralités (p. 6156)

Politiques communautaires : politiques internes : innovation (p. 6156)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6156)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6197)

Thèmes :

Associations : fiscalité (p. 6198)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6198)

Impôts et taxes : politique fiscale : justice sociale (p. 6198)

TVA : taux normal (p. 6197, 6198)

TVA : taux réduit (p. 6198)

TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6198)

G

Robert GAÏA

*Var (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7402)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Surendettement. Revenus, insaisissabilité [2 décembre 1998] (p. 9888)

Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, création [3 mars 1999] (p. 1965)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Afrique du Nord (p. 8228)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8307)

**PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT**

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8967)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5722)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5723)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5723)

Rapatriés : harkis (p. 5723)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5723)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6748)

Thèmes :

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6748)

Défense : réserves (p. 6748)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Guy Teissier (enseignement de l'organisation générale de la réserve) (p. 6765)

Son sous-amendement oral (de précision) à l'amendement n° 61 de M. Guy Teissier : adopté (p. 6765)

Article 4 (limites d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (conditions de report de la limite d'âge) (p. 6767)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Yves Fromion (conditions de report de la limite d'âge) (p. 6767)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Fromion (cas des personnes en formation) (p. 6770)

Son amendement n° 84 (entraînement porté à dix jours) : retiré (p. 6770)

Article 20 (rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 57 (prime de fidélité égale pour tous les réservistes) : adopté (p. 6775)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire
--

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6785)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6785, 6786)

Défense : armée : professionnalisation (p. 6785)

Défense : secret défense (p. 6785)

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6786)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6785)

Claude GAILLARD

<i>Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription) Union pour la démocratie française-Alliance</i>

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Secrétaire de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1164 tendant à préciser le statut des experts traducteurs-interprètes, traducteurs jurés et traducteurs agréés [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Politiques communautaires. Regroupement d'entreprises [28 avril 1999] (p. 3702)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 760, posée le 26 avril 1999. Enseignement. Organisation (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Enfants malades (p. 3597)

n° 904, posée le 21 juin 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Restauration collective (p. 6245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999
--

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8879)

Entreprises (p. 8879)

Industrie : textile et habillement (p. 8879)

Postes (p. 8879)

Télécommunications : France Télécom (p. 8880)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire
--

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10296)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 10297)

Politique économique : investissement : aides (p. 10297)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 237)

Thèmes :

- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 238)
- Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 238)
- Energie et carburants : gaz (p. 238)
- Energie et carburants : pétrole (p. 239)
- Pays étrangers : Allemagne (p. 237)
- Transports (p. 238)
- Union européenne : directives : énergie électrique (p. 239)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6337)

Thèmes :

- Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6339)
- Audiovisuel et communication (p. 6339)
- Enfants : travail (p. 6338)
- Environnement (p. 6339)
- Industrie : textile et habillement (p. 6340)
- Marchés publics (p. 6340)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6338 à 6340)
- Politique économique : mondialisation (p. 6337, 6338, 6340)
- Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6338, 6339)

Robert GALLEY

*Aube (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, sur l'aval du cycle nucléaire - Tome II : les coûts de production de l'électricité [2 février 1999] (n° 1359)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe générale sur les activités polluantes, création, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10563)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 776, posée le 3 mai 1999. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Unité de formation et de recherche (UFR) de psychologie clinique, locaux, Paris VII (p. 3915)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Procédure des questions :

- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8903)
- Industrie : textile et habillement (p. 8899)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 72

Soutient l'amendement n° 157 de M. Philippe Auberger (extension des compétences de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : rejeté (p. 9088)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) (p. 9091)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 234)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 235)

Energie et carburants : charbon (p. 235)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 234)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 234, 235)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1570)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1571)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1571, 1572)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1571)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [25 mars 1999] (p. 2870)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4427)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4427, 4428)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4428)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4428)

Yann GALUT

*Cher (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3901)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Défense (air) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Politiques communautaires, restructuration [16 juin 1999] (p. 5943)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8412)

Thèmes :

Cultes (p. 8414)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 8414)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8413, 8414)

Etrangers : immigration (p. 8414)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999]
(p. 3057)

Son intervention (p. 3079)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 3080)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3080)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3079)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3080)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3080)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3079)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999]
(p. 5499)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5512)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5513)

Constitution : préambule : famille (p. 5513)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5513)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5513)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5513)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8188, 8189)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290))

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8244)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air (p. 8244)

Défense : avions (p. 8244, 8245)

Défense : porte-avions (p. 8245)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8309)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998]
(p. 9509)

Son intervention (p. 9518)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9519)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9518, 9519)

Union européenne : Parlement européen (p. 9519)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999]
(p. 1559)

Son intervention (p. 1566)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1566)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1567)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1567)

René GALY-DEJEAN

Paris (13^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Défense (dissuasion nucléaire) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 8238, 8239)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8239)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8238)

Traités et conventions : négociation : armes nucléaires tactiques (p. 8238)

Gilbert GANTIER

Paris (15^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 36 : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1493 visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque Nationale de France [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1626 visant à adapter le Plan d'épargne en actions (PEA) aux exigences de la monnaie unique [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [17 mars 1999] (p. 2529)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 670, posée le 8 mars 1999. Impôts et taxes. Intérêt de retard (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Taux (p. 2130)

n° 853, posée le 7 juin 1999. Impôts et taxes. Recouvrement (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Coût (p. 5463)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande, eu égard à la longueur des débats, que le président de séance fasse application de l'article 54, alinéa 6, du règlement [16 octobre 1998] (p. 6776)

Regrette que le délai de convocation de la commission des finances n'ait pas été respecté et déplore que le report de la réunion de la commission ne puisse pas être demandé [22 décembre 1998] (p. 11017)

Déplore les actes de vandalisme commis par les supporters de l'OM à Paris dans la nuit du 4 au 5 mai 1999 et demande au Gouvernement pourquoi la police n'est pas intervenue, quelles suites il entend donner aux interpellations et qui paiera pour les dégradations commises [5 mai 1999] (p. 4080)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6564)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6564, 6565)

Finances publiques : dépenses (p. 6565)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6564, 6565)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6565, 6566)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6565)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6565)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6566)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6565)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6565)

Politique économique : conjoncture (p. 6564)

Politique économique : croissance (p. 6564)

TVA : taux (p. 6565)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 6638)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Laurent Dominati (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) (p. 6662)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joaillers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) (p. 6668)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Laurent Dominati (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6727)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 344 (suppression de l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires annuel en deçà desquels les entreprises peuvent prétendre au régime des micro-entreprises, en remplaçant le régime du forfait des bénéfices industriels et commerciaux par celui des bénéfices non commerciaux) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 345 (suppression des taux forfaitaires d'abattement) : retiré (p. 6739)

Son amendement n° 346 (suppression de l'application de la franchise de TVA à toutes les entreprises concernées par le relèvement du seuil du régime des micro-entreprises) : rejeté (p. 6739)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6753)

Son amendement n° 255 (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Son amendement n° 254 (suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 167 deuxième correction de M. Yves Cochet (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1998] (p. 6776)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Son amendement n° 340 (de suppression) : rejeté (p. 6778)

Article 10 (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Son amendement n° 341 (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 342 (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Son amendement n° 347 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6779)

Son amendement n° 348 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Son amendement n° 349 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Philippe Auberger (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son amendement n° 350 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 6818)

Son amendement n° 351 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article) : rejeté (p. 6819)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 285 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6826)

Soutient l'amendement n° 292 corrigé de M. Laurent Dominati (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6836)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) : rejeté (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 288 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : devenu sans objet (p. 6839)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 287 (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) : rejeté (p. 6856)

Soutient l'amendement n° 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6886)

Son amendement n° 265 (de suppression) : rejeté (p. 6889)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Georges Sarre (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) : rejeté (p. 6891)

Son amendement n° 364 (exonération de certains locaux de stockage) : devenu sans objet (p. 6891)

Son amendement n° 363 (exonération des locaux de stockage) : rejeté (p. 6892)

Son amendement n° 299 soutenu par Mme Nicole Bricq (exonération des locaux de stockage) (p. 6892) : rejeté (p. 6893)

Son amendement n° 365 (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Son amendement n° 366 (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Article 28 (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Son amendement n° 266 : non soutenu (p. 6903)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 274 (suppression des dispositions prévoyant l'extinction de la réduction pour embauche et investissement sur deux ans) : rejeté (p. 6921)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Marc Laffineur (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 6923)

Son amendement n° 353 (maintien de la déduction des loyers pour déterminer la valeur ajoutée servant à la mise en oeuvre du plafonnement) : rejeté (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 272 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6926)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 352 (diminution de la progression des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 354 (réduction du plafond applicable au taux de la taxe professionnelle à une fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national pour chacun des différents niveaux des collectivités locales) : rejeté (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 355 de M. Marc Laffineur (mise en oeuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 356 de M. Marc Laffineur (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 271 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 555 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 6948)

Soutient l'amendement n° 289 de M. Marc Laffineur (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) : retiré (p. 6949)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) (p. 6952)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6960)

Soutient l'amendement n° 279 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Jean Proriol (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Soutient l'amendement n° 371 de M. Jean Proriol (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Jean Proriol (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 302 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 6989)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER****Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Philippe Auberger

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTERIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8991)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8991, 8992)

Finances publiques : dépenses (p. 8991, 8992)

Finances publiques : dette publique (p. 8991, 8992)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)***Avant l'article 64*

Son sous-amendement n° 233 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : retiré (p. 9035)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 177 : non soutenu (p. 9047)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) (p. 9049) : rejeté (p. 9050)

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 9054)

Après l'article 68

Son amendement n° 176 soutenu par M. Charles de Courson (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") : rejeté (p. 9055)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) : rejeté (p. 9056)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) : rejeté (p. 9056)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son amendement n° 172 (de suppression) : rejeté (p. 9078)

Après l'article 74

Son amendement n° 183 (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises) : rejeté (p. 9121)

Son amendement n° 174 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 9121)

Son amendement n° 184 (suppression de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 9121)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 220 : devenu sans objet (p. 10627)

Après l'article 22

Son amendement n° 225 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) : rejeté (p. 10650)

Son amendement n° 224 (application d'un taux de TVA de 14 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10650)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10655)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10672)

Son sous-amendement n° 226 (exonération des locaux commerciaux à vocation hôtelière) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 324 (exonération des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10671)

Son sous-amendement n° 325 (taxation à un tarif réduit des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10671)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Didier Migaud (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10667)

Son amendement n° 183 : devenu sans objet (p. 10672)

Son amendement n° 186 : devenu sans objet (p. 10672)

Son amendement n° 184 : devenu sans objet (p. 10672)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10794)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 10794)

Finances publiques : dépenses (p. 10794)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10794)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 10794)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10794)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10794)

Politique économique : croissance (p. 10794)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9507)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9507)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10013)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10013)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10014)

Politique économique : prévisions (p. 10013)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10013, 10014)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10034)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10035 à 10037)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10035)

Finances publiques : dépenses (p. 10035)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10035)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10035)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 10034)

Politique économique : croissance (p. 10035)

Politique économique : généralités (p. 10037)

Politique économique : inflation (p. 10035)

Secteur public : nationalisations (p. 10036)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 1er et état A (équilibre général)

Son amendement n° 61 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10093)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Son amendement n° 62 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 10137) : rejeté (p. 10139)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 décembre 1998]
(p. 10954)**

Son intervention (p. 10956)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10957)

Finances publiques : dette publique (p. 10956)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10956)

Finances publiques : recettes (p. 10956)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 10957)

Politique économique : croissance (p. 10956)

TVA : taux (p. 10956, 10957)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10957)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10321)**

Son intervention (p. 10328)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10328)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10328)

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10328)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10328)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10331)**

Son intervention (p. 10338)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10338)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 10339)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10338)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10339)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 mars 1999]
(p. 2049)**

Son intervention (p. 2054)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 2055)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : ressources (p. 2055)

Entreprises : allègement des charges (p. 2055)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2054)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2055)

LECTURE DÉFINITIVE

**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999]
(p. 6553)**

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 6557)

Formation professionnelle : formation continue (p. 6557)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6557)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6557)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998]
(p. 10572)**

Son intervention (p. 10577)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10577, 10578)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10577)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [21 décembre 1998]
(p. 10838)**

Son intervention (p. 10850)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10851)
 Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10850)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10850, 10851)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : emploi (p. 10851)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10850)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections cantonales (p. 10851)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10851)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 551)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 551, 552)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 551)
 Lois : application (p. 551)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 551, 552)
 Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 551)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 551)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1532)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1532)
 Banques et établissements financiers : généralités (p. 1532)
 Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1532)
 Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1532)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 1532)
 Union européenne : euro (p. 1532)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1641)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1641, 1642)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1641)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1642)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1642)
 Politique générale : libéralisme : esclavage (p. 1641)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 2159) : rejetée (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2161)
 Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2159 à 2161)
 Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2160, 2161)
 Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 2161)
 Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2161)
 Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2159 à 2161)
 Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2161)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Marc Laffineur (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son amendement n° 174 soutenu par M. Jean Proriol (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) (p. 2249) : rejeté (p. 2250)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 175 : non soutenu (p. 2258)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 176 soutenu par M. Jean Proriol (détention par plusieurs actionnaires de la fraction restante du capital de la Caisse nationale) (p. 2266) : rejeté (p. 2267)

Son amendement n° 177 soutenu par M. Jean Proriol (interdiction pour les actionnaires autres que les caisses d'épargne de détenir une part de capital égale ou supérieure à la minorité de blocage) : rejeté (p. 2267)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) (p. 2268) : rejeté (p. 2269)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 199 soutenu par M. Jean Proriol (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : retiré (p. 2275)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean Proriol (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean Proriol (présentation par la Fédération nationale des candidats représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance de la Caisse nationale) (p. 2276) : rejeté (p. 2277)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de la définition de la composition du capital social) : rejeté (p. 2280)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Jean Proriol (limitation du montant du capital social) : rejeté (p. 2281)

Son amendement n° 182 soutenu par M. Jean Proriol (restauration d'un droit de souscription préférentielle pour les souscripteurs initiaux de certificats coopératifs d'investissement) (p. 2281) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Jean Proriol (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 297 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'annulation des certificats coopératifs d'investissement non souscrits) : rejeté (p. 2283)

Son amendement n° 298 soutenu par M. Jean Proriol (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Jean Proriol (affectation partielle au fonds commun de garantie et de solidarité du réseau des sommes inscrites aux fonds centraux actuels) : rejeté (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 187 soutenu par M. Jean Proriol (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2286) : rejeté (p. 2287)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Son amendement n° 188 soutenu par M. Jean Proriol (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) (p. 2290) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Jean Proriol (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Son amendement n° 189 soutenu par M. Jean Proriol (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6091)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 6092)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 6092)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6091 à 6093)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6092, 6093)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6093)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2456)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : aviation civile (p. 2457)

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2457)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 2457)

Transports aériens : Air France (p. 2457)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3123)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5044)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5044, 5046)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5044 à 5046)

Conseil constitutionnel (p. 5045)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5044 à 5046)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5046)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5687)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5687)

Droit pénal : composition pénale (p. 5687)

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5687)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 5687)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 5687)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5687)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5687)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5688)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5702)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5703)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5702, 5703)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5703)

Justice : réforme (p. 5703)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5697)

Thèmes :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5698)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5698)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5698)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6154)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6154, 6155)

Emploi : jeunes (p. 6155)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6154)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6155)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6155)

Politique économique : conjoncture (p. 6154, 6155)

Politique économique : généralités (p. 6155)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6155)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6179)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6179, 6180)

Finances publiques : dépenses (p. 6180)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6179)

Finances publiques : recettes (p. 6180)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6180)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6180)

Lois de règlement (p. 6179)

Politique économique : croissance (p. 6179)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6180)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6196)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6197)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6197)

Sports : installations sportives : TVA (p. 6197)

TVA : taux normal (p. 6196, 6197)

TVA : taux réduit (p. 6197)

Union européenne : directives (p. 6197)

Ses explications de vote (p. 6205)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6205)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Soutient l'amendement n° 47 de M. François Goulard (participation de la société à des compétitions)

Soutient l'amendement n° 45 de M. François Goulard (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Soutient l'amendement n° 46 de M. François Goulard (entrée en vigueur de la convention) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) (p. 6215)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 51 de M. François Goulard (taux de TVA applicable) : retiré (p. 6223)

Ses explications de vote (p. 6229)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6229)

Roland GARRIGUES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisation d'ouverture [10 novembre 1998] (p. 8702)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5903)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 992)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 992)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 992)

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 993)

Impôts locaux : taux : coopération intercommunale (p. 992, 993)

Henri de GASTINES

Mayenne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Jean-Yves GATEAUD

Indre (1^{ère} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

Claude GATIGNOL

Manche (4^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [20 janvier 1999] (p. 119)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [8 octobre 1998] (p. 6198)

Après l'article 17

Son amendement n° 791 soutenu par M. Jean Proriol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6199) : rejeté (p. 6200)

Son amendement n° 790 soutenu par M. Jean Proriol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6199) : rejeté (p. 6200)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS****Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)**

Son intervention (p. 8880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8881)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8880)

Recherche (p. 8880, 8881)

Régions : Lorraine (p. 8881)

Procédure des questions :

Industrie : textile et habillement (p. 8900)

**Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par
M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie,
sur l'énergie****[21 janvier 1999] (p. 207)**

Son intervention (p. 241)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 242)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 242)

Energie et carburants : gaz (p. 241)

Energie et carburants : pétrole (p. 241)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 242)

**Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au
développement du service public de l'électricité****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 février 1999]
(p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)***Thèmes :*

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1576)

Entreprises : compétitivité (p. 1576)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1576)

**Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte
contre les termites****DEUXIÈME LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999]
(p. 4907)**

Son intervention (p. 4911)

Thèmes :

Bois et forêts (p. 4911)

Communes : maires : compétences (p. 4911)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4911)

Régions : Aquitaine (p. 4911)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4911)

Jean GAUBERT*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5803)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Thème :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5825)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)*Après l'article 7*

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

NOUVELLE LECTURE**Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)***Article 16 (réforme du contrôle des structures)*

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8795)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8796)

Élevage : porcins (p. 8795, 8796)

Jean de GAULLE

*Paris (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1303 tendant à la lutte contre la délinquance des mineurs et à la prévention de la violence juvénile [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1769 visant à favoriser le développement de l'emploi dans la restauration, par l'extension à l'ensemble de ce secteur du taux réduit de la TVA [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2854, 2855)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2855)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2855)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2855)

Famille (p. 2855, 2856)

Justice (p. 2855)

Police (p. 2855)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2856)

Hervé GAYMARD

*Savoie (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences, salaires [13 octobre 1998] (p. 6466)

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences [18 mai 1999] (p. 4494)

Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Création, conséquences [16 juin 1999] (p. 5947)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 618, posée le 8 février 1999. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Services publics, maintien, Albertville (p. 1062)

n° 777, posée le 3 mai 1999. Établissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Financement, fonctionnement, Savoie (p. 3923)

n° 881, posée le 14 juin 1999. Élections et référendums. Organisation (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Perspectives (p. 5802)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1521)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1523)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1523)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1523)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1522, 1523)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1522)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1522 à 1524)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1525)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1522)

Marchés financiers : généralités (p. 1524)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6348)

Thèmes :

Agriculture (p. 6349)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6348)

Audiovisuel et communication (p. 6348)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6348 à 6350)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6349)

Travail : conditions de travail (p. 6350)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6349)

Jean-Claude GAYSSOT

Ministre de l'équipement, des transports et du logement

DÉPÔT

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE

M. Jean Bardet. Transports urbains. Fonctionnement. Ile-de-France [6 octobre 1998] (p. 5952)

M. Yves Tavernier. Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7010)

M. François Goulard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports urbains, Ile-de-France [21 octobre 1998] (p. 7115)

M. Jacques Kossowski. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [28 octobre 1998] (p. 7510)

M. Michel Bouvard. Transports. Politique des transports. Perspectives [3 novembre 1998] (p. 7924)

M. Jean-Jacques Jégou. Transports. Transports de voyageurs. Grève, Ile-de-France [3 novembre 1998] (p. 7921)

M. Christian Cuvilliez. Transports par eau. Trafic trans-Manche. Fusion des compagnies P&O et Stena Line [3 novembre 1998] (p. 7927)

M. Alain Marleix. Voirie. A 75. Travaux, délais [10 novembre 1998] (p. 8708)

M. Francis Delattre. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9420)

M. Christian Estrosi. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9419)

M. Jacques Fleury. Transports ferroviaires. Politiques communautaires. Libéralisation, conséquences [24 novembre 1998] (p. 9422)

Mme Dominique Gillot. Transports par eau. Voies navigables. Projet Seine-Nord [1^{er} décembre 1998] (p. 9746)

M. Jean-Pierre Michel. Voirie. Autoroutes. Liaisons Langres Territoire de Belfort [9 décembre 1998] (p. 10232)

M. Jean-Jacques Filleul. Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10569)

- M. André Lajoinie. Transports ferroviaires. Transports de marchandises. Développement [26 janvier 1999] (p. 371)
- M. Roland Carraz. Industrie. Construction aéronautique. Emploi et activité [9 mars 1999] (p. 2142)
- M. Gilbert Biessy. Transports ferroviaires. Transports de marchandises. Développement [31 mars 1999] (p. 3098)
- M. Lionnel Luca. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [4 mai 1999] (p. 3946)
- Mme Françoise Imbert. Industrie. Construction aéronautique. Airbus, avions, gros porteurs, unités d'assemblage, implantation [18 mai 1999] (p. 4500)
- M. François Dosé. Transports par eau. Transports fluviaux. Infrastructures, travaux, financement [25 mai 1999] (p. 4814)
- M. Michel Bouvard. Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [26 mai 1999] (p. 4927)
- Mme Françoise de Panafieu. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [2 juin 1999] (p. 5280)
- M. Didier Boulaud. Transports ferroviaires. Transports de marchandises. Développement [22 juin 1999] (p. 6273)
- M. Gilbert Biessy. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Politiques communautaires [22 juin 1999] (p. 6266)
- M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Développement. Perspectives [30 juin 1999] (p. 6698)
- M. Patrick Ollier. Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [30 juin 1999] (p. 6694)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE*
- M. Alain Moyne-Bressand. Voirie. A 48. Construction, tronçon Ambérieu Grenoble [24 novembre 1998] (p. 9392)
- M. François Goulard. Transports par eau. Transports maritimes. Desserte des îles, politiques communautaires [24 novembre 1998] (p. 9393)
- M. Marius Masse. Voirie. Rocade L 2. Aménagement, Marseille [24 novembre 1998] (p. 9395)
- Mme Anne-Marie Idrac. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France [24 novembre 1998] (p. 9394)
- M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Crédits de la recherche civile, montant [8 décembre 1998] (p. 10164)
- M. Jacques Pélissard. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône. Bresse, Jura, desserte [8 décembre 1998] (p. 10165)
- M. Paul Dhaille. Transports routiers. Transports de marchandises. Lettres de voitures transports de lots, édition, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10163)
- M. Bernard Charles. Voirie. A 20. Construction, tronçon Cahors-Nord Cahors-Sud [8 décembre 1998] (p. 10162)
- Mme Odette Grzegorzulka. Transports par eau. Transports fluviaux. Aménagement, canal Seine Nord, calendrier [15 décembre 1998] (p. 10464)
- M. Michel Péricard. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France [15 décembre 1998] (p. 10466)
- M. Philippe Chaulet. DOM. Guadeloupe : transports routiers. Réglementation [15 décembre 1998] (p. 10465)
- M. Louis Mermaz. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Lyon-Satolas [26 janvier 1999] (p. 345)
- M. Paul Dhaille. Transports par eau. Manutention portuaire. Equipements, sécurité, Le Havre [26 janvier 1999] (p. 344)
- M. François Loos. Voirie. RN 62. Aménagement, contournement de Mertzwiller [26 janvier 1999] (p. 342)
- Mme Jacqueline Lazard. Audiovisuel et communication. Radio. Centre radiomaritime du Conquet, fermeture, conséquences [26 janvier 1999] (p. 343)
- M. Camille Darsières. DOM. Martinique : transports. Frêt aérien et maritime, coût, réglementation [9 février 1999] (p. 1059)
- M. Bernard Derosier. Personnes âgées. Hospices. Humanisation, Nord, Pas-de-Calais [9 février 1999] (p. 1055)
- M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Aéroport de Roissy. Zone aéroportuaire, développement [9 février 1999] (p. 1056)
- M. Daniel Feurtet. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Nord, réouverture [9 février 1999] (p. 1055)
- M. Christian Kert. Presse et livres. Presse. Diffusion, gares SNCF [16 février 1999] (p. 1412)
- M. Henry Jean-Baptiste. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Mayotte : transports aériens. Vol direct pour la France [16 février 1999] (p. 1411)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [16 février 1999] (p. 1413)
- M. Bernard Madrelle. Voirie. RN 137. Aménagement, Gironde [16 février 1999] (p. 1414)
- M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Avions ATR, exportations, COFACE, participation [2 mars 1999] (p. 1844)
- M. Jacques Rebillard. Transports ferroviaires. Tarifs réduits. Carte de travail, réglementation [2 mars 1999] (p. 1843)
- M. Robert Lamy. Transports ferroviaires. Gestion. Cession de terrains, Tarare [2 mars 1999] (p. 1844)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Voirie. A 65. Liaison Langon Pau, construction [9 mars 1999] (p. 2125)

- M. Maurice Ligo. Voirie. Routes et autoroutes. Désenclavement, Centre-Ouest [9 mars 1999] (p. 2123)
- Mme Marisol Touraine. Voirie. RN 143. Liaison Tours Loches, aménagement [9 mars 1999] (p. 2124)
- M. Hervé Morin. Transports ferroviaires. Développement. Normandie [16 mars 1999] (p. 2399)
- M. Jacques Desallangre. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs. Directions départementales, implantation, Soissons [16 mars 1999] (p. 2398)
- M. Léonce Deprez. Transports routiers. Transports de voyageurs. Réglementation [16 mars 1999] (p. 2398)
- M. Claude Jacquot. Transports routiers. Transports de marchandises. Bois, réglementation [27 avril 1999] (p. 3608)
- Mme Danielle Bousquet. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Conditions d'attribution [27 avril 1999] (p. 3611)
- M. Michel Meylan. Transports ferroviaires. Transports de marchandises. Combiné rail-route, massif alpin [27 avril 1999] (p. 3609)
- M. Yves Coussain. Voirie. RN 122. Tunnel du Lioran, rénovation [25 mai 1999] (p. 4791)
- M. Jean-Claude Lefort. Voirie. RN 19 et RN 305. Aménagement, Ivry-sur-Seine [25 mai 1999] (p. 4788)
- M. Jean-Claude Viollet. Voirie. RN 10 et RN 141. Aménagement, Charente [25 mai 1999] (p. 4786)
- M. Bernard Perrut. Voirie. A 6. Villefranche-sur-Saône, contournement [25 mai 1999] (p. 4785)
- M. Jean-Claude Mignon. Voirie. A 6. Rénovation, liaison Le Coudray-Montceau Fleury-en-Bière [25 mai 1999] (p. 4789)
- M. Patrick Ollier. Sécurité routière. Régulation du trafic. Circulation transalpine [8 juin 1999] (p. 5456)
- M. François Vannson. Voirie. RN 66. Aménagement, Vosges [8 juin 1999] (p. 5458)
- M. Jean-Antoine Léonetti. Transports ferroviaires. Gares. Rénovation, délais, Antibes [8 juin 1999] (p. 5459)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7239)

Ses réponses (p. 7257 à 7272)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 7247)

- Logement : crédits (p. 7241)
- Sécurité routière (p. 7251, 7252)
- Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7242)
- Transports : crédits (p. 7239)
- Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7240, 7243, 7245, 7252)
- Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7245, 7249)
- Transports aériens : Air France (p. 7245, 7248)
- Transports aériens : bruit (p. 7248)
- Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7245, 7246)
- Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7239, 7242, 7243)
- Transports ferroviaires : SNCF (p. 7239, 7242, 7243)
- Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7243)
- Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7249, 7250)
- Transports par eau : ports maritimes (p. 7240, 7249, 7250)
- Transports par eau : transports fluviaux (p. 7243, 7245)
- Transports par eau : transports maritimes (p. 7249 à 7251)
- Transports routiers (p. 7243, 7244)
- Transports urbains : Eole (p. 7243)
- Transports urbains : Météor (p. 7243)
- Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7242, 7243)
- Transports urbains : RATP (p. 7251)
- Transports urbains : RER (p. 7243)
- Urbanisme (p. 7242)
- Voirie (p. 7252, 7253)

Réponses aux questions :

- Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7266) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7266)
- Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7269) (M. Félix Leyzour) (p. 7269)
- Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7271) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 7271)
- DOM : Guadeloupe : transport de voyageurs (M. Ernest Moutoussamy) (p. 7258)
- Industrie : construction navale (p. 7267, 7268) (M. Jean-Yves Besselat) (p. 7267)
- Sécurité routière : accidents : passages à niveau (p. 7272) (M. Alain Calmat) (p. 7262)
- Sécurité routière : circulation routière (p. 7261, 7262) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 7261)
- Transports aériens : déréglementation (p. 7270, 7271) (M. Alain Ferry) (p. 7270)
- Transports par eau : ports maritimes (p. 7268) (M. Gilbert Biessy) (p. 7268)
- Transports par eau : transports fluviaux (p. 7257) (M. Jacques Brunhes) (p. 7257)
- Transports par eau : transports fluviaux : canaux (p. 7264) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7264)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 7272) (M. François Guillaume) (p. 7272)

Transports urbains : lignes (p. 7258) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 7258)

Transports urbains : lignes (p. 7271, 7272) (Mme Nicole Bricq) (p. 7271)

Transports urbains : RATP (p. 7257) (M. Jacques Brunhes) (p. 7257)

Voirie : autoroutes (p. 7259, 7260) (M. François Rochebloine) (p. 7259)

Voirie : autoroutes (M. Jérôme Lambert) (p. 7262, 7263)

Voirie : autoroutes (p. 7264) (M. Pierre Cardo) (p. 7264)

Voirie : autoroutes (p. 7266) (M. Yves Deniaud) (p. 7265)

Voirie : autoroutes (p. 7266, 7267) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7266)

Voirie : routes (p. 7259) (M. Yves Coussain) (p. 7259)

Voirie : routes (p. 7261) (M. Alain Ferry) (p. 7260)

Voirie : routes (p. 7262) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 7262)

Voirie : routes (p. 7263) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7263)

Voirie : routes (p. 7265) (M. Yves Nicolin) (p. 7265)

Voirie : routes (p. 7270) (M. François Rochebloine) (p. 7269)

Vote des crédits [22 octobre 1998] (p. 7273)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement (taxe d'aéroport au profit des exploitants de certains aérodromes) : adopté (p. 7275)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10379)

Sa réponse (p. 10407)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 10407, 10408)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10380, 10381, 10407 à 10409)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10408)

Parlement : Sénat (p. 10379, 10407)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10382, 10383, 10409)

Sécurité routière : accidents : médicaments (p. 10382)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10381, 10382, 10410, 10411)

Sécurité routière : circulation routière : droits de l'homme et libertés publiques (p. 10408)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10380, 10381, 10407, 10408)

Sécurité routière : code de la route : formation continue (p. 10381, 10407)

Sécurité routière : contraventions : pays étrangers (p. 10382)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10382, 10409, 10410)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10382, 10410, 10411)

Sécurité routière : limitations de vitesse : poids lourds (p. 10383)

Sécurité routière : permis à points (p. 10410)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10381)

Sécurité routière : radars (p. 10410)

Sécurité routière : statistiques (p. 10379)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 10380)

Sécurité routière : véhicules à deux roues (p. 10380, 10381)

Sécurité routière : vélos (p. 10411)

Union européenne : règlements : sécurité routière (p. 10409)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10381, 10408)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient le sous-amendement n° 87 du Gouvernement (suppression de la référence aux conditions d'aptitude physique) à l'amendement n° 69 de M. André Aschieri (conditions d'âge, d'ancienneté du permis de conduire, d'expérience professionnelle, de réactualisation des connaissances et d'aptitude physique pour gérer une auto-école) : adopté (p. 10418)

Après l'article 2

Soutient le sous-amendement n° 80 du Gouvernement (qualification des moniteurs des associations d'insertion enseignant la conduite) à l'amendement n° 11 de la commission (agrément des associations d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) : adopté (p. 10420)

Soutient le sous-amendement n° 81 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10424)

Soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10424)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) : adopté (p. 10440)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2461)

Sa réponse (p. 2475)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2462)
 Parlement : rôle : sécurité routière (p. 2462, 2463)
 Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2463)
 Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 2463, 2475)
 Sécurité routière : auto-écoles (p. 2463)
 Sécurité routière : circulation routière : coût (p. 2475)
 Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2463, 2475)
 Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2461)
 Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2462, 2463)
 Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2462, 2475)
 Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2462)
 Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2462, 2475)
 Sécurité routière : statistiques (p. 2461, 2462)
 Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 2461)
 Sécurité routière : véhicules à deux roues (p. 2461)
 Sécurité routière : vélos (p. 2475)
 Voirie : routes : sécurité routière (p. 2475)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4326)

Sa réponse (p. 4332)

Thèmes :

Constitution : article 34 : sécurité routière (p. 4332)
 Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 4326, 4327)

Parlement : commissions mixtes paritaires : sécurité routière (p. 4327, 4332, 4333)

Partis et mouvements politiques : opposition : sécurité routière (p. 4332, 4333)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 4326)

Risques professionnels : accidents de trajet : sécurité routière (p. 4326)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 4327, 4333, 4334)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4333, 4334)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4327)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 4326, 4334)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4334)

Sécurité routière : vélos (p. 4327, 4334)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4326, 4327, 4333)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté au scrutin public (p. 4336)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10368)

Sa réponse (p. 10375)

Thèmes :

Finances publiques : budgets annexes : aviation civile (p. 10375)

Transports aériens : aéroports (p. 10376)

Transports aériens : Air France (p. 10375)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10369, 10376)

Transports aériens : Orly (p. 10375)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10368, 10369, 10375, 10376)

Transports aériens : sécurité (p. 10369, 10376)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2454)

Sa réponse (p. 2458)

Thèmes :

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2454, 2459)

Transports aériens : Air France (p. 2459)

Transports aériens : déréglementation (p. 2454, 2459)

Transports aériens : sécurité (p. 2454, 2459)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4370)

Sa réponse (p. 4386)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4387)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4370, 4371, 4387, 4388)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Soutient le sous-amendement n° 130 du Gouvernement (droit de saisine des associations de protection de l'environnement ayant une représentativité nationale) à l'amendement n° 14 de la commission (droit de saisine des associations de protection de l'environnement) : rejeté (p. 4397)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Soutient l'amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) : adopté (p. 4405)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6642)

Sa réponse (p. 6649)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6643, 6649)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6643, 6649)

Transports aériens : Air France (p. 6643)

Transports aériens : Orly (p. 6643, 6650)

Transports aériens : Roissy (p. 6650)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6643, 6649)

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6650)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Sa réponse (p. 5928)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5929 à 5931)

Transports : transport combiné (p. 5930)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5929, 5930)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5930)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6635)

Sa réponse (p. 6641)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : Eurotunnel (p. 6637, 6642)

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : coût (p. 6642)

Politiques communautaires : directives : transport de marchandises (p. 6636)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6642)

Transports : Eurotunnel : augmentations de capital (p. 6637, 6642)

Transports : Eurotunnel : situation financière (p. 6635, 6636)

Germain GENGENWIN

*Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1706 visant à favoriser le placement d'épargne en actions [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Suppression. Terrains à bâtir, conséquences [18 novembre 1998] (p. 9159)

Formation professionnelle. Formation continue. Financement [19 mai 1999] (p. 4595)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 814, posée le 17 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 25 mai 1999. Traitement (p. 4792)

n° 914, posée le 28 juin 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : équipements (J.O. Questions p. 3877, 3878). Appelée le 29 juin 1999. Parc automobile, utilisation du GPL (p. 6508)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2056)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 2057)

Préretraites : allocation spéciale (p. 2057)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2056)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 6558)

Formation professionnelle : formation continue (p. 6559)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6558)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6559)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Son intervention (p. 5849)

Thèmes :

- Agriculture : aides (p. 5850)
- Agroalimentaire : labels (p. 5850)
- Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5825)
- Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5849)
- Impôt sur le revenu : bénéfiques agricoles (p. 5850)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5849)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5849)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Christian Jacob (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Pierre Micaut (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Yves Nicolin (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. François Sauvadet (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Soutient le sous-amendement n° 505 de M. François Sauvadet (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : rejeté (p. 5964)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Guillaume (acteurs habituels des services collectifs) (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 508 de M. François Sauvadet (prise en compte des zones forestières) : rejeté (p. 5971)

Intervient sur l'amendement n° 732 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (organismes chargés de la mise en œuvre de la politique agricole) (p. 5972)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) : rejeté (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 510 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Soutient l'amendement n° 512 de M. François Sauvadet (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)

Soutient l'amendement n° 511 de M. François Sauvadet (accord du propriétaire) : rejeté (p. 6021)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) (p. 6023)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Soutient le sous-amendement n° 492 de M. Jean Briane (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : rejeté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 518 de M. François Sauvadet (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat - type d'exploitation) : rejeté (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6072)

Soutient l'amendement n° 751 de M. Jacques Barrot (prise en compte des activités situées dans le prolongement de l'intervention dans le cycle biologique) : retiré (p. 6073)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 519 de M. François Sauvadet (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Soutient l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Maurice Adevah-Poeuf (sanctions) (p. 6094)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 504 de M. Léonce Deprez (cas des haux en cours) : retiré (p. 6110)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Christian Jacob (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 453 de M. Pierre Micaux (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 454 corrigé de M. Pierre Micaux (information du propriétaire dix-huit mois avant le départ de l'agriculteur) : retiré (p. 6129)

*Article 16 (réforme du contrôle des structures)**Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle*

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Soutient l'amendement n° 522 de M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Soutient le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : rejeté (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) (p. 6169)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Christian Jacob (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Jean Proriot (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaïze (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 874 de M. Charles de Courson (assouplissement du contrôle des structures décidé par le schéma directeur départemental) (p. 6183)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Soutient l'amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (de suppression) : rejeté (p. 6192)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6207)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6212)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient le sous-amendement n° 525 de M. François Sauvadet (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) à l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : devenu sans objet (p. 6228)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son intervention (p. 6290)

Intervient sur l'amendement n° 886 corrigé de M. Félix Leyzour (allongement du temps de formation) (p. 6291)

Avant l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions des organisations de producteurs) (p. 6300)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 346 de M. Jean-Claude Lemoine (déduction fiscale en cas d'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6451)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 526 de M. François Sauvadet (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : rejeté (p. 6313)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. François Guillaume (associations de consommateurs laissés à l'écart des interprofessions) (p. 6317)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Soutient l'amendement n° 465 de M. Jacques Le Nay (publication des comptes détaillés soit au Journal officiel soit dans un journal d'annonces légales) : retiré (p. 6331)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Après l'article 40

Soutient le sous-amendement n° 938 de M. François Sauvadet (non-application aux produits viticoles) à l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") : adopté après rectification (p. 6363)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Soutient le sous-amendement n° 940 rectifié de M. François Sauvadet (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6374)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Intervient sur l'amendement n° 481 du Gouvernement (calcul des cotisations) (p. 6381)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) (p. 6384)

Intervient sur le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (p. 6384)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 824 de Mme Béatrice Marre (représentation des organisations professionnelles agricoles à la délimitation des zones de préemption) (p. 6413)

Après l'article 50

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de M. Jean-Claude Chazal (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. Jean-Claude Chazal (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 985 de M. Jean-Claude Chazal (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Après l'article 59

Soutient l'amendement n° 706 de M. Jean Proriol (alignement des missions de l'enseignement supérieur agricole privé sur celles du secteur public) : rejeté (p. 6434)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 536 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 537 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Son intervention (p. 3410)

Thèmes :

Agriculture : associations syndicales (p. 3410)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3410)

Agriculture : installation (p. 3410)

Agroalimentaire : labels (p. 3411)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3410)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 210 (conditions de représentativité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat): retiré (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet): rejeté (p. 3450)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (interruption des aides en cas de non respect des clauses prévues par le contrat territorial d'exploitation) (p. 3460)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 3468)

Article 7 quater (travaux de déneigement)

Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié de M. Charles de Courson (détension du permis de conduire de catégorie B) (p. 3470)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son sous-amendement n° 218 (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (seuils): rejeté (p. 3494)

Soutient l'amendement n° 187 de Mme Sylvia Bassot (qualité d'exploitant réservée aux seules personnes physiques): rejeté (p. 3496)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Jacob (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Son amendement n° 215 (transmission des droits à primes): adopté après modifications (p. 3501)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à son amendement n° 215 (p. 3501)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) (p. 3504)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Jean Proriol (suppression du quatrième comité): rejeté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (suppression du quatrième comité): rejeté (p. 3524)

Son amendement n° 202 (de précision): adopté (p. 3527)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de codification) (p. 3528)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (conditions de demande d'enregistrement d'une attestation de spécificité fixées par décret en Conseil d'Etat): retiré (p. 3528)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) (p. 3535)

Article 44 quinquies (rhino-trachéite infectieuse)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Christian Jacob (nécessité d'un accord professionnel): rejeté (p. 3553)

Son amendement n° 197 (nécessité d'un accord professionnel): rejeté (p. 3553)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Soutient l'amendement n° 10 de M. François Sauvadet (formes des aides publiques): rejeté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imposition des transmissions): rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (fiscalité des transmissions): rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (exonérations des plus-values lors de la transmission à un jeune agriculteur): rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 14 de M. François Sauvadet (exonérations des charges sociales du jeune salarié appelé à reprendre l'exploitation): rejeté (p. 4967)

Soutient l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation): rejeté (p. 4968)

Son amendement n° 16 (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle): adopté (p. 4969)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Jean Proriol (personnes habilitées à l'identification des équidés): rejeté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683) ; [16 octobre 1998] (p. 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 2

Son amendement n° 538 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) (p. 6669) : rejeté (p. 6670)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 6675) : rejeté (p. 6676)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 513 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) : rejeté (p. 6708)

Après l'article 14 (suite)

Soutient l'amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) : rejeté (p. 6805)

Soutient l'amendement n° 500 précédemment réservé de Mme Christine Boutin (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 230 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 231 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux

travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son sous-amendement n° 558 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression du prélèvement de 0,20 %) à l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0,20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) : rejeté (p. 6882)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Son amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Après l'article 35

Son amendement n° 508 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) : rejeté (p. 6950)

Son amendement n° 509 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 6950)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8684)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8685)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8684)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8684)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8684)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8685)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : centres de formation : financement (p. 8717)

Formation professionnelle : contrats de qualification : financement (p. 8716)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Son amendement n° 72 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

Son amendement n° 20 (suppression de la condition de l'aide à l'embauche) : retiré (p. 8730)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Charles de Courson (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

Soutient l'amendement n° 23 de M. Léonce Deprez (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) : rejeté (p. 8732)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8968)

Travail : durée du travail (p. 8968)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 97 (institution d'un dispositif de déduction des sommes investies dans le capital des petites et moyennes entreprises) : rejeté (p. 9044)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 100 (réintégration des ascendants et des descendants dans le champ d'application du dispositif) : rejeté (p. 9048)

Son amendement n° 98 (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par les bailleurs privés) : rejeté (p. 9054)

Après l'article 68

Son amendement n° 101 (amortissement dégressif des bâtiments à usage professionnel) : rejeté (p. 9055)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Didier Migaud (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : devenu sans objet (p. 10667)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Soutient le sous-amendement n° 235 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe applicable au frêt) à l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10687)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son intervention (p. 10689)

Soutient l'amendement n° 167 de M. Jean-Louis Dumont (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Didier Migaud (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) (p. 10692)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : retiré (p. 10739)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Son sous-amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression des tarifs différenciés) à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10762)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7462)

Thèmes :

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7462)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7462)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7462)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7463)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Son amendement n° 307 (suppression de l'affectation de l'excédent de la C3S au fonds de réserve des pensions) : rejeté (p. 7550)

Soutient l'amendement n° 367 deuxième correction de M. Charles de Courson (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) : rejeté (p. 7550)

Son amendement n° 308 (ressources du fonds) : rejeté (p. 7552)

Après l'article 3

Son amendement n° 313 corrigé (exonération totale de cotisations patronales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7569)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Bernard Accoyer (plafonnement de l'exonération de charges pour première embauche) (p. 7572)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son amendement n° 311 (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7594)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) (p. 7608)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son amendement n° 326 (de suppression) : rejeté (p. 7639)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7743)

Son amendement n° 332 (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : retiré (p. 7745)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 7751)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son amendement n° 365 (suppression des possibilités d'emprunt de la CNRACL) : rejeté (p. 7762)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 337 (mécanismes d'épargne privée) : rejeté (p. 7773)

Son amendement n° 341 (rééquilibrage des aides aux familles avant le 1er mars 1999) : rejeté (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) (p. 7782)

Son amendement n° 357 (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) : rejeté (p. 7785)

Son amendement n° 358 (allocation de garde d'enfant à domicile) : rejeté (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) (p. 7792)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) (p. 7792)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) : rejeté (p. 9636)

Son amendement n° 131 (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Son amendement n° 124 (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 114 de M. Charles de Courson (exonération de la CSG et de la CRDS) : rejeté (p. 9639)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) (p. 9647)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 9556)

Après l'article 31

Son amendement n° 138 soutenu par M. Jean-Luc Prél (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Son amendement n° 139 soutenu par M. Jean-Luc Prél (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son sous-amendement n° 156 soutenu par M. Jean-Luc Prél (suppression de la contribution de la CNRACL) à l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9703)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Son amendement n° 1 (suppression du plafonnement de l'exonération de charges sociales) : rejeté (p. 10083)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 64 (institution d'un prélèvement libératoire optionnel sur les dividendes) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 65 (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 4 (application de la réduction d'impôt au titre des frais de scolarité aux contribuables dont les enfants fréquentent un centre de formation d'apprentis) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 55 (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts aux dons faits par les particuliers aux associations intervenant pour la libération des victimes de l'esclavage) : rejeté (p. 10087)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 10102)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) : rejeté (p. 10106)

Soutient l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (non-application aux bénéficiaires agricoles des dispositions relatives au dépôt des déclarations de résultat) : rejeté (p. 10106)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social pesant sur les revenus du patrimoine des ménages ayant des revenus modestes) : retiré (p. 10112)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (extension de la déduction pour investissement aux parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 10117)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ayant délégué tout ou partie de la collecte et du traitement des ordures ménagères) : rejeté (p. 10118)

Après l'article 16

Son amendement n° 46 (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 10124)

Son amendement n° 63 (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) : rejeté (p. 10124)

Intervient sur l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) (p. 10129)

Son amendement n° 3 corrigé (exonération du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement afférent à la CSG sur les revenus du patrimoine) : rejeté (p. 10132)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998)

Son intervention (p. 10135)

Son amendement n° 35 (détermination du montant de la compensation) : rejeté (p. 10135)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Son amendement n° 5 (prorogation des mandats jusqu'au 1er décembre 1999) : retiré (p. 10581)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 699 soutenu par M. Yves Coussain (date butoir du 1^{er} janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) (p. 184) : rejeté (p. 185)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 721 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) : rejeté (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 802 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 379)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 706 de M. Yves Coussain (représentation des associations par une délégation des membres du conseil économique et social régional) : rejeté (p. 409)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 436)

Son sous-amendement n° 1104 (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission : rejeté (p. 440)

Soutient l'amendement n° 496 corrigé de M. Jacques Barrot (présence du département) : rejeté (p. 441)

Son amendement n° 769 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 768 soutenu par M. Jean Proriol (prise en compte des orientations des schémas de services collectifs par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 462)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 771 soutenu par M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au financement) : rejeté (p. 489)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1186 soutenu par M. Yves Coussain (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820) : rejeté (p. 822)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) (p. 911)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 793 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux de services de transport) : rejeté (p. 929)

Soutient l'amendement n° 794 de M. Marc-Philippe Daubresse (développement du mode maritime) : retiré (p. 932)

Article 33 (coordination)

Soutient l'amendement n° 795 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux) : rejeté (p. 934)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 902 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation des populations) : rejeté (p. 934)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Soutient l'amendement n° 910 de M. Renaud Muselier (de suppression) : rejeté (p. 939)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Marc-Philippe Daubresse (redéfinition du schéma des services de transport) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4122)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) (p. 4124)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Yves Coussain (maintien des équipements privés industriels et commerciaux dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) (p. 4127)

Soutient le sous-amendement n° 122 de M. Yves Coussain (maintien des services publics dans les

zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 4127)

Article 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (élaboration des schémas à l'initiative des seules régions et mise en oeuvre par des conventions conclues entre régions) (p. 4131)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : rejeté (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Soutient le sous-amendement n° 137 corrigé de M. Dominique Baudis (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : rejeté (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Soutient le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4199)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient le sous-amendement n° 183 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4210)

Soutient le sous-amendement n° 179 de M. Léonce Deprez (rôle des commissions départementales de coopération intercommunale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Soutient le sous-amendement n° 182 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Soutient le sous-amendement n° 212 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté après rectification (p. 4212)

Soutient le sous-amendement n° 211 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4212)

Soutient le sous-amendement n° 191 de M. François Sauvadet (compétences des groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4213)

Soutient le sous-amendement n° 178 de M. Léonce Deprez (concertation avec les départements ou régions intéressés) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 192 de M. François Sauvadet (suppression de la référence aux orientations fondamentales de l'organisation spatiale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 193 de M. François Sauvadet (suppression du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 194 de M. François Sauvadet (caractère facultatif du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Soutient le sous-amendement n° 180 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Soutient le sous-amendement n° 143 de M. Dominique Caillaud (contrats particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4218)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (conditions de classement du périmètre d'un pays en "espace de reconquête paysagère") à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4222)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient le sous-amendement n° 144 de M. Yves Coussain (seuil des agglomérations) à l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : rejeté (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Soutient le sous-amendement n° 145 de M. Yves Coussain (non conclusion des contrats de ville dans le cadre des agglomérations ou des pays) à l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) : rejeté (p. 4226)

Après l'article 26

Son amendement n° 140 (date d'application) : rejeté (p. 4233)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Soutient le sous-amendement n° 146 de M. Marc-Philippe Daubresse (transports multimodaux) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4236)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient le sous-amendement n° 173 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Soutient le sous-amendement n° 174 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4246)

Soutient le sous-amendement n° 176 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4247)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Soutient le sous-amendement n° 177 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4249)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 4251)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Soutient le sous-amendement n° 147 de M. Yves Coussain (de précision) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : rejeté (p. 4254)

Article 36 supprimé par le Sénat (dispositions relatives au Canal Rhin-Rhône)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4256)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L. 161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Jean-Michel Marchand (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4257)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 27 (article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales - transformation)

Son amendement n° 457 (avis des conseils municipaux) : rejeté (p. 1194)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Hervé Morin (communes, départements et régions ne pouvant financer que les projets de leurs domaines de compétences) (p. 1224)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son intervention (p. 1316)

Son amendement n° 450 : devenu sans objet (p. 1321)

Son amendement n° 451 : devenu sans objet (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean-Jacques Weber (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1330)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 303 de M. Charles de Courson (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) : devenu sans objet (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 593 du Gouvernement (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 306 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) : rejeté (p. 1341)

Soutient l'amendement n° 305 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) : adopté après rectification (p. 1341)

Soutient l'amendement n° 304 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) : rejeté (p. 1341)

Après l'article 51

Son amendement n° 580 (rapport du Gouvernement au Parlement analysant les conséquences de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle sur la taxe professionnelle unique) : retiré (p. 1342)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 569 de M. Jean-Jacques Weber (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Soutient l'amendement n° 458 de M. Marc-Philippe Daubresse (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 581 (suppression du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1354)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 453 (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : retiré (p. 1360)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Son intervention (p. 1385)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 455 (suppression du prélèvement éventuel sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle prévu pour financer la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1387)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 299 de M. Charles de Courson (suppression de l'avantage accordé aux communautés urbaines à taxe professionnelle unique par rapport aux autres communautés urbaines) : rejeté (p. 1388)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Rudy Salles (durée de dix ans pour la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1388)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Marc Dumoulin (alignement de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 330 de M. Charles de Courson (suppression des paragraphes III, IV et V de l'article modifiant le mode de calcul des coefficients d'intégration fiscale, évaluant les dépenses de transfert et appliquant progressivement le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1391)

Après l'article 66

Son amendement n° 538 (alignement de la dotation des communautés de communes sur celle des communautés d'agglomération lorsqu'elles ont opté pour la taxe professionnelle unique et satisfont aux mêmes critères d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1395)

Article 68 (article 1648 B du code général des impôts - dotation de développement rural)

Son amendement n° 583 (maintien de la part communale de la dotation de développement rural) : rejeté (p. 1400)

Ses explications de vote (p. 1401)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1401)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2043)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2043)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2043)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2043)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2043)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2183)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2183)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2183)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2184)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2183)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2184)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2184)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2183)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237) ; [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son amendement n° 1 (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Pierre Hériaud (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2320) : retiré (p. 2323)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de conséquence) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Article 53 (mesures transitoires)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 2346)

Après l'article 53

Son sous-amendement n° 326 (suppression de la référence à la négociation des accords collectifs) à l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association

française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social): non soutenu; repris par M. Dominique Baert : adopté (p. 2349)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141); [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3153)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient le sous-amendement n° 501 de M. Charles de Courson (responsabilité du partenaire survivant en matière de dette fiscale) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3220)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 482 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes de base) : rejeté (p. 3221)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires ou surcomplémentaires) : rejeté (p. 3221)

Soutient l'amendement n° 479 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire exerçant l'autorité parentale) : rejeté (p. 3221)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853); [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Après l'article 19

Son amendement n° 301 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3827) : rejeté (p. 3828)

Avant l'article 20

Son amendement n° 302 soutenu par M. Jacques Barrot (crédit d'impôt pour les ménages modestes ne bénéficiant pas de la CMU) (p. 3828) : rejeté (p. 3829)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 304 soutenu par M. Jean-Luc Prél (plafond déterminé par la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3837) : rejeté (p. 3838)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son sous-amendement n° 324 soutenu par M. Jean-Luc Prél (caractère obligatoire de la cotisation d'adhésion) à l'amendement n° 64 de la commission (cotisation d'adhésion) (p. 3861) : devenu sans objet (p. 3862)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 310 soutenu par M. Jean-Luc Prél (plan de formation pour les personnels d'accueil) : rejeté (p. 3864)

Après l'article 34

Son amendement n° 315 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Soutient l'amendement n° 318 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 329 de M. Charles de Courson (représentation des caisses de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 3991)

Soutient l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Weber (rapport annuel au Parlement) : rejeté (p. 4022)

Son amendement n° 319 (retraités d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 4022)

Avant l'article 38

Son amendement n° 321 rectifié (cotisation sur les redevances de la location-gérance) : rejeté (p. 4024)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Avant l'article 20

Son amendement n° 221 (crédit d'impôt) : rejeté (p. 5956)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Jean-Luc Préal (cotisation forfaitaire) : rejeté (p. 5966)

Après l'article 37

Son amendement n° 121 soutenu par M. Jean-Luc Préal (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Yves Bur (régime local d'Alsace-Lorraine) : rejeté (p. 6020)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5042)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5042)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5042)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5042, 5043)

Baux : bailleurs : impôt sur le revenu (p. 5043)

Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5043)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5042)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5376)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5398)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5398)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5398, 5399)

Sociétés : sociétés par actions simplifiées (p. 5399)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Après l'article 2

Son amendement n° 16 (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : retiré (p. 5424)

Son amendement n° 17 (institution d'abattements de cotisations patronales pour les entreprises innovantes) : rejeté (p. 5425)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (de précision) (p. 5426)

Son amendement n° 18 (extension des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux entreprises du Second marché) : rejeté (p. 5427)

Son amendement n° 20 (obtention du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise pour les sociétés de technologie étrangères) : rejeté (p. 5428)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (octroi du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux dirigeants salariés des entreprises exclusivement) (p. 5428)

Son amendement n° 19 (pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 5428)

Après l'article 3

Son amendement n° 23 (introduction d'un différé de perception de l'ISF jusqu'à réception des dividendes) : rejeté (p. 5429)

Article 3 bis (article 92 B decies du code général des impôts : élargissement des possibilités de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME)

Son intervention (p. 5430)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 5430)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Son intervention (p. 5432)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Article 3 septies (article L. 242-1 du code de la sécurité sociale : exonération totale de cotisations sociales des plus-values réalisées sur stock options)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 5435)

Article 3 decies (relèvement du plafond de versement ouvrant droit à réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées)

Son intervention (p. 5436)

Son amendement n° 22 : devenu sans objet (p. 5436)

Article 3 duodecies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 5437)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Claude Birraux (non-application des 35 heures aux sociétés innovantes) (p. 5440)

Après l'article 7

Son amendement n° 25 (rapport au Parlement sur la réforme de la procédure de dépôt des brevets) : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 27 (rapport au Parlement sur l'instauration d'un brevet européen) : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 24 (rapport au Parlement sur la "fuite des cerveaux") : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 26 (rapport au Parlement sur les conséquences des délocalisations d'entreprises) : retiré (p. 5443)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Ses explications de vote [29 juin 1999] (p. 6586)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de Mme la Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [J.O. du 22 décembre 1998] (p. 19366)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 877, posée le 14 juin 1999. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Conditions d'attribution (p. 5796)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7471)

Thèmes :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation : Nord-Pas-de-Calais (p. 7471)

Etablissements de santé : services d'urgence (p. 7472)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 382 soutenu par M. Philippe Nauche (pratiques paramédicales) : retiré (p. 7781)

Son amendement n° 381 soutenu par M. Philippe Nauche (instances professionnelles des professions paramédicales) : retiré (p. 7781)

Son amendement n° 380 soutenu par M. Philippe Nauche (professions paramédicales) : retiré (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (pénibilité de certaines professions hospitalières) (p. 7783)

Son amendement n° 377 (place des services de médecine non spécialisées à l'hôpital) : adopté (p. 7784)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITÉ ET SANTÉ****Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)**

Son intervention (p. 8623)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : crédits : politique sociale (p. 8624)

Drogue : toxicomanie (p. 8623)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8624)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8623)

Santé : accès aux soins (p. 8623)

Santé : crédits (p. 8623)

Santé : prévention : suicide (p. 8624)

Santé : sida (p. 8623)

Santé : urgences (p. 8624)

Santé : veille sanitaire (p. 8624)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE**Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)**

Son intervention (p. 9264)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9264)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9264)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9264)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9264)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)**

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10425)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)**

Son intervention (p. 3729)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3729)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3729)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3729)

Professions de santé : chirurgiens dentistes (p. 3729)

Santé : accès aux soins (p. 3729)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE**Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)**

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (rôle des bénévoles accompagnants) (p. 4351)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs") (p. 4358)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Justice (services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1393 relative aux peines encourues pour l'incendie de voitures [16 février 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1722 relative au référendum d'initiative populaire [17 juin 1999]

Proposition de loi n° 1726 relative au référendum d'initiative populaire [22 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Pharmacie. Fusion Rhône-Poulenc-Hoechst [2 décembre 1998] (p. 9886)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [9 février 1999] (p. 1074)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la participation de la France à l'intervention au Kosovo alors qu'une déclaration du Gouvernement est prévue le 26 mars [24 mars 1999] (p. 2802)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8844)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8844, 8845)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8845)

Droit pénal : récidive (p. 8845)

Jeunes (p. 8845)

Justice : réforme (p. 8844)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8845)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8845)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8845)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2731)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2731)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2732)

Droit pénal : garde à vue (p. 2731)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2731, 3732)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2731)

Droit pénal : mise en examen (p. 2732)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2732)

Justice : crédits (p. 2731)

Justice : jugements : délais (p. 2732)

Justice : victimes (p. 2731)

Ordre public : sécurité (p. 2731)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2732)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Avant l'article 2

Son amendement n° 167 soutenu par M. Jean Vila (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Après l'article 2

Son amendement n° 168 soutenu par M. Pierre Goldberg (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2824) : devenu sans objet (p. 2825)

Après l'article 4

Son amendement n° 169 soutenu par M. Pierre Goldberg (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : adopté (p. 2828)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son amendement n° 40 : non soutenu (p. 2888)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 41 (suppression de la référence à l'ordre public) : adopté (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 2905)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Son amendement n° 43 (durée de la détention provisoire limitée à deux ans) : rejeté (p. 2905)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Son amendement n° 174 (nouvelle rédaction de l'article prévoyant l'institution d'une commission dans le ressort de chacune des cours d'appel et d'une commission nationale près la Cour de cassation statuant en appel) : retiré (p. 2916)

Après l'article 27

Son amendement n° 175 soutenu par M. Alain Tourret (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Avant l'article 29

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 2954)

Après l'article 31

Son amendement n° 310 soutenu par M. Alain Tourret (insertion d'un article 15-2 dans le code de procédure pénale enjoignant à la police judiciaire de recevoir les plaintes) : adopté (p. 2955)

Son amendement n° 315 soutenu par M. Alain Tourret (insertion d'un article 393-1 dans le code de procédure pénale - victime avisée de la date de l'audience) : adopté (p. 2957)

Avant l'article 32

Son amendement n° 177 soutenu par M. Alain Tourret (article 622 du code de procédure pénale - demande de révision même en l'absence de faits nouveaux) : rejeté (p. 2959)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Alain Tourret (rappel de la présomption d'innocence bénéficiant à la personne mise en examen) : rejeté (p. 2962)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3029)

Vote pour du groupe communiste (p. 3029)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Georges Hage (suppression de l'amende) (p. 3336) : rejeté (p. 3337)

Son amendement n° 50 soutenu par M. Georges Hage (possibilité de modification des mesures proposées) (p. 3338) : retiré (p. 3339)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Son amendement n° 52 soutenu par M. Georges Hage (réparation intégrale substituée à indemnisation) : rejeté (p. 3348)

Dominique GILLOT*Val d'Oise (2^{ème} circonscription)
Socialiste**puis Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Est nommée Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale. Décret du 28 juillet 1999 [J.O. du 29 juillet 1999] (p. 11304)

Cessation de son mandat de député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de députée***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**Transports par eau. Voies navigables. Projet Seine-Nord [1^{er} décembre 1998] (p. 9746)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 474, posée le 5 octobre 1998. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Rémunérations, écoles spécialisées (p. 5927)

n° 603, posée le 1^{er} février 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Effectifs de personnel, Val-d'Oise (p. 674)**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) [16 octobre 1998] (p. 6846)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Son intervention (p. 6642)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Son amendement n° 523 soutenu par M. Dominique Baert (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SOLIDARITÉ ET SANTÉ****Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)**

Son intervention (p. 8627)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8627)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8628)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8627)

Handicapés : sourds (p. 8628)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8627)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)**

Son intervention (p. 8690)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : ateliers protégés (p. 8691)

Handicapés : autisme (p. 8691)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8690)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 260 (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) : adopté (p. 10644)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361)

Son intervention (p. 7378)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7378)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 7379)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7380)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7379)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 7379)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 7380)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7378)

Travail : congé parental d'éducation (p. 7380)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585) ; [30 octobre 1998] (p. 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7613)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (soutien des parents dans leur rôle éducatif) : adopté (p. 7785)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale) : adopté (p. 7785)

Soutient l'amendement n° 392 de la commission (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) : adopté (p. 7786)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (majorations pour âge) : adopté (p. 7786)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9656)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son intervention (p. 9287)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 85 (équipement des bornes d'appel d'urgence des autoroutes permettant leur usage par les sourds et les malentendants) : retiré (p. 10446)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1462)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2235)

Thèmes :

Femmes : parité : Constitution (p. 2235, 2236)

Parlement : Sénat : parité (p. 2235, 2236)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802)

Avant l'article 9

Son amendement n° 263 (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Son amendement n° 264 (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Son amendement n° 425 (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) : devenu sans objet (p. 4627)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5545)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5547)

Famille : mariage (p. 5546, 5547)

Famille : politique familiale (p. 5546)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5545, 5546)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7807)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7808)

Etat : Plan (p. 7807, 7808)

Politique économique : prévisions (p. 7808)

Politique extérieure (p. 7807)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7808)

Michel GIRAUD

*Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Valéry GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Euro. Taux de conversion [25 novembre 1998] (p. 9493)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Comparant le mode de scrutin proposé pour les élections régionales aux apparentements de la IV^{ème} République, déplore le retour à un système qui a discrédité le régime parlementaire [19 novembre 1998] (p. 9315, 9316)

DÉBATS

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9309)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1998] (p. 9315, 9316)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) (p. 11034) : rejeté (p. 11035)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2981)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2982)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2981)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2981, 2982)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2981)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale
puis Ministre de l'agriculture et de la pêche*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Est nommé Ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 20 octobre 1998 [J.O. du 21 octobre 1998] (p. 15929)

Cessation de son mandat de député le 20 novembre 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 22 novembre 1998] (p. 17684)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE

- M. Philippe Vasseur. Agriculture. Politique agricole. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7395)
- M. Jean Delobel. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 novembre 1998] (p. 7928)
- M. Michel Suchod. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [10 novembre 1998] (p. 8705)
- M. Anicet Turinay. Politiques communautaires. Commerce extracommunautaire. Bananes, droits de douane, attitude des Etats-Unis [18 novembre 1998] (p. 9158)
- M. Christian Paul. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9423)
- M. François Sauvadet. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9425)
- Mme Béatrice Marre. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 novembre 1998] (p. 9499)
- M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Gardes-chasse. Réglementation [1^{er} décembre 1998] (p. 9752)
- M. Patrick Ollier. Agriculture. Indemnités spéciales de montagne. Montant [16 décembre 1998] (p. 10563)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Agriculture. Maïs. Maïs transgénique, production, contrôle [22 décembre 1998] (p. 11012)
- M. Didier Chouat. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [20 janvier 1999] (p. 124)
- M. Alain Tourret. Elevage. Bovins. Maladies du bétail, yache folle, lutte et prévention, Normandie [20 janvier 1999] (p. 117)
- Mme Monique Denise. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Porcs [9 février 1999] (p. 1078)
- M. Jacques Péliissard. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [9 février 1999] (p. 1083)
- M. Michel Suchod. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [2 mars 1999] (p. 1858)
- M. Gérard Saumade. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vin, réforme [17 mars 1999] (p. 2536)
- M. Daniel Boisserie. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [17 mars 1999] (p. 2531)
- M. Kofi Yamgnane. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [31 mars 1999] (p. 3105)
- M. André Vallini. Consommation. Sécurité des produits. Fromages [31 mars 1999] (p. 3105)
- M. Christian Paul. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 mars 1999] (p. 3104)

- M. André Angot. Commerce extérieur. Commerce extracommunautaire. Viandes hormonées, importations, Etats-Unis [6 avril 1999] (p. 3293)
- M. Charles Miossec. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 avril 1999] (p. 3361)
- M. René Leroux. Chasse et pêche. Pêche. Politiques communautaires [7 avril 1999] (p. 3366)
- M. François Brottes. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [5 mai 1999] (p. 4080)
- M. Pierre Petit. DOM. Martinique : agriculture. Filière ananas, aides de l'Etat [12 mai 1999] (p. 4424)
- M. Jean-Paul Dupré. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides compensatoires, répartition [12 mai 1999] (p. 4421)
- M. Jean Charroppin. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)
- M. Yves Cochet. Agroalimentaire. Produits. Organismes génétiquement modifiés, moratoire [26 mai 1999] (p. 4922)
- M. Léon Vachet. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Fruits et légumes [1^{er} juin 1999] (p. 5187)
- M. André Aschieri. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5186)
- M. Arnaud Montebourg. Agroalimentaire. Politiques communautaires. Appellations d'origine contrôlée (AOC), développement [2 juin 1999] (p. 5285)
- M. Philippe de Villiers. Consommation. Protection des consommateurs. Etiquetage informatif, organismes génétiquement modifiés [2 juin 1999] (p. 5289)
- M. François Sauvadet. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5601)
- Mme Monique Denise. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5609)
- M. Jean Rigal. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5603)
- M. Philippe Vuilque. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Sécurité des produits [16 juin 1999] (p. 5941)
- M. Yves Fromion. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6270)
- M. Jean-Luc Warsmann. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [30 juin 1999] (p. 6694)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE

- Mme Nicole Ameline. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins pêcheurs. Emploi et activité, Basse-Normandie [16 février 1999] (p. 1416)

- M. Henri Sicre. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vins doux naturels, organisation commune de marché [16 février 1999] (p. 1417)
- M. Bernard Madrelle. Agriculture. Asperges. Label rouge, conditions d'attribution, Blayais [16 mars 1999] (p. 2396)
- M. Gérard Voisin. Agroalimentaire. Vin. AOC, classement, Chénas et Beaujolais-villages [16 mars 1999] (p. 2397)
- M. Didier Quentin. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [27 avril 1999] (p. 3607)
- M. Marcel Dehoux. Frontaliers. Impôt sur le revenu. Assujettissement, Belgique [25 mai 1999] (p. 4802)
- M. René André. Handicapés. Institut médico-éducatif (IME). Statut, Avranches [25 mai 1999] (p. 4804)
- M. Marc Reymann. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires. Accès [25 mai 1999] (p. 4803)
- M. Jean-Pierre Brard. Logement. Logement social. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil [22 juin 1999] (p. 6240)
- M. Jérôme Lambert. Elevage. Porcs. Maladies du bétail, brucellose, indemnisation [22 juin 1999] (p. 6238)
- M. Jean-Pierre Abelin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6239)
- Mme Françoise Imbert. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, soja [29 juin 1999] (p. 6500)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Ses interventions (p. 8777, 8796)

Ses réponses (p. 8807 à 8820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8798, 8799)

Agriculture : crédits (p. 8797, 8798)

Agriculture : montagne (p. 8801)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8802)

Agriculture : primes (p. 8801)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8800)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8799)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8803, 8804)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8803)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8803)

DOM : La Réunion : agriculture (p. 8802)

Enseignement agricole (p. 8799)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8796)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8796, 8797)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8800, 8801)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8798)

Union européenne : élargissement (p. 8796)

Réponses aux questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 8811) (M. Antoine Carré) (p. 8810)

Agriculture : aides (p. 8820) (M. François Guillaume) (p. 8819)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8810) (M. Paul Patriarche) (p. 8810)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8812) (M. Philippe Martin) (p. 8812)

Agriculture : installation (p. 8808) (M. Jean-François Chossy) (p. 8808)

Agriculture : montagne : aides (p. 8817) (M. Jean Auclair) (p. 8817)

Agriculture : montagne : aides communautaires (p. 8815) (M. Pierre Forgues) (p. 8814)

Agriculture : primes (p. 8809) (M. Roger Lestas) (p. 8808)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 8817, 8818) (M. Philippe Martin) (p. 8817)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Midi-Pyrénées (p. 8814) (M. Pierre Forgues) (p. 8814)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8818) (M. Christian Jacob) (p. 8818)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Bretagne (p. 8813) (M. André Angot) (p. 8812)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8812) (M. Paul Patriarche) (p. 8811)

Aquaculture et pêche professionnelle : ports de pêche (p. 8813) (M. Louis Guédon) (p. 8813)

Elevage : porcins (p. 8809) (M. Claude Desbons) (p. 8809)

Enseignement privé : enseignement agricole (p. 8807) (M. Dominique Caillaud) (p. 8807)

Politique économique : libéralisme : agriculture (p. 8819) (M. François Guillaume) (p. 8818)

Retraites : régime agricole : cotisations (p. 8815) (M. Georges Colombier) (p. 8815)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8816) (M. André Angot) (p. 8815)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole : cotisations (p. 8819) (M. Jean Auclair) (p. 8819)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8821)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression, dans le code rural, des dispositions faisant référence aux dépenses de fonctionnement du BAPSA) (p. 8826)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

Soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles): adopté (p. 8831)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Charles de Courson (montant de la contribution sociale de solidarité) (p. 8832)

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (augmentation de crédits pour financer la revalorisation des retraites agricoles): adopté (p. 8832)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Sa réponse (p. 10300)

Thème :

Entreprises : délocalisations (p. 10300)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Soutient le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté (p. 10312)

Soutient le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard : adopté (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11042)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11044)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Sa réponse (p. 2558)

Thèmes :

- Agriculture : aides (p. 2560)
- Agriculture : céréales (p. 2559)
- Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2560)
- Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2559)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2559)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2559, 2560)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2566)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**NOUVELLE LECTURE****Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)**

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3387)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3395)

Sa réponse (p. 3416)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3426)

Thèmes :

- Agriculture : aides (p. 3388, 3396, 3419)
- Agriculture : associations syndicales (p. 3417, 3418)
- Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3388, 3418, 3427)
- Agriculture : pollution (p. 3418)
- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 3396)
- Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3396)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3387, 3388, 3397)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3445)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3454)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Soutient l'amendement n° 287 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3461)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 3513)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Soutient le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 81 corrigé de la commission (dispositif d'agrément et de commissionnement des agents de l'INAO) : adopté (p. 3526)

Article 41 bis (utilisation de l'indication d'origine ou de provenance et des mentions géographiques)

Soutient l'amendement n° 289 du Gouvernement (conditions d'application des dispositions du présent article fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3532)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Soutient le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (financement du fonds) à l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) : retiré (p. 3534)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 290 du Gouvernement (modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 102 de la commission (obligations incombant au distributeur et à l'utilisateur des produits OGN et décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3538)

Soutient le sous-amendement n° 246 du Gouvernement (obligation faite aux demandeurs de fournir la méthode d'analyse à mettre en oeuvre) à l'amendement n° 102 de la commission : adopté (p. 3538)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Soutient l'amendement n° 243 du Gouvernement (restrictions imposées à l'usage des médicaments chez les animaux) : adopté (p. 3548)

Soutient l'amendement n° 244 du Gouvernement (mesures de police administrative sur des animaux pour lesquels les indications d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament n'ont pas été respectées lors de l'administration) : adopté (p. 3548)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Soutient l'amendement n° 245 du Gouvernement (vétérinaires inspecteurs assistés par plusieurs corps d'agents vétérinaires) : adopté (p. 3552)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient le sous-amendement n° 288 du Gouvernement (simplification des procédures) à l'amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3556)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Soutient le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (application à l'ensemble des sociétés civiles à objet agricole) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions et pouvoirs des SAFER) : adopté (p. 3560)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 3563)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 285 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 143 de la commission (caractère des ateliers technologiques et des exploitations agricoles à vocation pédagogique) : adopté (p. 3564)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 3566)

Article 52 précédemment réservé (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 271 du Gouvernement (respect de la parité entre enseignement public et enseignement privé) : adopté (p. 3567)

*Seconde délibération**Article 17 ter (transfert des droits à prime par l'intermédiaire de la réserve nationale, en l'absence de demandes dans le département d'origine)*

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3573)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3575)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Sa réponse (p. 4943)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4943, 4944)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4943 à 4945)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 4945)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4944)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son intervention à l'issue du vote (p. 4973)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Claude GOASGUEN

*Paris (14^{ème} circonscription)
Démo­cratie libérale et indépen­dants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1792 relative aux rentes viagères à titre onéreux [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1811 relative à l'attribution automatique de la nationalité française aux légionnaires blessés au combat ou sur un théâtre d'opérations [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 818, posée le 17 mai 1999. Sports. Football (J.O. Questions p. 2897). Appelée le 18 mai 1999. Supporters, dégradations, lutte et prévention (p. 4485)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)

Son intervention (p. 7040)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : aide sociale (p. 7041)

Enseignement supérieur : crédits (p. 7040)

Enseignement supérieur : étudiants : grandes écoles (p. 7041)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7135)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7135)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8384)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8384, 8385)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8385)

Justice : Cour de cassation (p. 8385)

Pays étrangers : Suède (p. 8385)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 549 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 808 soutenu par M. François Goulard (de suppression) (p. 8494) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 807 (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) : rejeté (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Son amendement n° 805 (conclusion du PACS par deux personnes) : retiré (p. 8514)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Son amendement n° 553 (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Après l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 806 (conditions de conclusion d'un PACS par des mineurs) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 555 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 556 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous curatelle) : rejeté (p. 8542)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 558 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 560 (suppression de la référence à la nullité du PACS) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 559 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 562 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 563 (attestation civile de solidarité sous seing privé passée devant notaire et mention en marge de l'acte de naissance des partenaires) : rejeté (p. 8566)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Yves Fromion (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 9782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jacques Masdeu-Arus (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 567 (de suppression) : rejeté (p. 9793)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Son amendement n° 803 (référence à la communauté de vie) : rejeté (p. 9798)

Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Christine Boutin (possibilité de contraindre les partenaires à remplir leurs obligations) (p. 9806)

Son amendement n° 568 (atténuation de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) : rejeté (p. 9809)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 570 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 571 (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 572 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de

l'indivision les meubles meublants dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 574 (parts des partenaires réputées égales sur les biens dont l'origine ou le financement ne sont pas établis par l'un ou l'autre) : rejeté (p. 9827)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 575 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 576 (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 577 (de suppression) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 578 (intervention du notaire en de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1144 (de précision) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1145 (remise de la déclaration conjointe par les deux partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9840)

Son sous-amendement n° 1147 soutenu par M. Dominique Dord (dépôt de la déclaration conjointe au tribunal d'instance ayant reçu le PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9844) : rejeté (p. 9845)

Son sous-amendement n° 1148 (intervention du juge pour les conséquences de la dissolution du pacte à la suite d'une rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Après l'article 515-8 du code civil

Son amendement n° 561 : non soutenu (p. 9902)

Après l'article 1er

Répond aux observations de Mme Catherine Tasca : critique les conditions d'élaboration et d'examen en commission de la proposition de loi (p. 9909)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 579 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9922) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 580 (délai de cinq ans pour le bénéficiaire des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 581 (de suppression): rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 588 (imposition commune après un délai de cinq ans à compter de la conclusion du PACS): retiré (p. 9970)

Son amendement n° 802 (de suppression): vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970): rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 9974)

Son amendement n° 590 (de suppression): rejeté (p. 9976)

Son amendement n° 589 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux partenaires d'un PACS conclu depuis au moins cinq ans): retiré (p. 9977)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9983)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Estrosi (de suppression): rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 801 (de suppression): rejeté (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Bocquet (liens personnels avec la France créés par la conclusion du PACS) (p. 9989)

Soutient l'amendement n° 134 de M. Jacques Myard (PACS conclu depuis plus de trois ans): rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 593 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France): rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 592 (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis au moins cinq ans): rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 800 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000): adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 596 (de suppression): rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 597 (PACS conclu depuis au moins cinq ans): rejeté (p. 10181)

Soutient l'amendement n° 913 de M. Henri Plagnol (preuve d'une communauté de vie effective): rejeté (p. 10182)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 598 (PACS conclu depuis au moins cinq ans): non soutenu (p. 10190)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Son amendement n° 599 (de suppression): rejeté au scrutin public (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 600: non soutenu (p. 10214)

Après l'article 11

Son amendement n° 809 soutenu par M. Dominique Dord (contrôle du Parlement sur les charges entraînées par la loi): rejeté (p. 10217)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 601 (de suppression): retiré (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 550 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte): retiré (p. 10224)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10245)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10247)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3067)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3087)

Thèmes :

Assemblée nationale: commissions: pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3067)

Famille: concubinage (p. 3087)

Famille: couple: statuts (p. 3087)

Famille: mariage (p. 3067)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au "concupacsage") (p. 3116)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 300 de M. Dominique Dord (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 350 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'article 515-1 du code civil délimitant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 326 soutenu par M. Dominique Dord (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de deux personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)

Son sous-amendement n° 430 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3147) : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 325 de M. Dominique Dord (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3152)

Intervient sur le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 314 de M. Dominique Dord (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 515 de Mme Christine Boutin (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Son sous-amendement n° 318 (conditions de conclusion d'un PACS par des mineurs) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 330 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs en curatelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 331 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs en tutelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 344 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 319 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la référence à la nullité du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 349 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 347 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Son sous-amendement n° 310 soutenu par M. Dominique Dord (communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 306 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3184)

Son sous-amendement n° 348 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3198) : rejeté (p. 3199)

Son sous-amendement n° 286 soutenu par Mme Christine Boutin (communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3199) : rejeté (p. 3200)

Ses sous-amendements n° 311 et 312 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 346 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 345 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 294 (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et, en cas de dénonciation unilatérale, saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 292 soutenu par M. Thierry Mariani (production de ses effets à l'égard des signataires du PACS déclaré nul s'il a été contracté de bonne foi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 431 soutenu par Mme Christine Boutin (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3219)

Article 5 (droits à congés)

Son sous-amendement n° 434 soutenu par M. Dominique Dord (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3233) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3236)

Son sous-amendement n° 436 soutenu par M. Thierry Mariani (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 3238) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 435 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3242)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient le sous-amendement n° 605 de Mme Christine Boutin (fonctionnaire devant avoir au moins un enfant) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 438 (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 439 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Après l'article 11

Son amendement n° 440 (évaluation annuelle et vote des charges entraînées par la loi) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5513)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5527)

Son intervention (p. 5529)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5529)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : divorce (p. 5530, 5531)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5529, 5530)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5529, 5530)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5530)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 5529)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5531)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5531)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5529, 5530)

Justice : Conseil d'Etat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5527)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5513, 5514, 5527)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5527, 5529, 5531)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5531)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5557)

Son amendement n° 6 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 7 (contrat civil de solidarité) : rejeté (p. 5560)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 8 (de suppression) : rejeté (p. 5561)

Son amendement n° 9 (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire et délivrée à deux personnes physiques quel que soit leur sexe) : rejeté (p. 5562)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu devant un professionnel du droit) (p. 5564)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Patrick Delnatte (PACS rédigé devant notaire) (p. 5564)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (PACS conclu devant notaire) (p. 5565)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Thierry Mariani (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) (p. 5565)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Thierry Mariani (résidence en France de façon stable et régulière) (p. 5566)

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5566) : rejeté (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 241 de Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de même sexe) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Christine Boutin (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (organisation de la cohabitation substituée à celle de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 12 (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5570)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Bernard Accoyer (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) (p. 5572)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 13 (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Intervient sur l'amendement n° 247 de Mme Christine Boutin (nullité absolue du PACS) (p. 5575)

Son amendement n° 14 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) : rejeté (p. 5576)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Patrick Delnatte (nullité du PACS conclu avec une personne entrée et séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire de l'espace Schengen) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 15 (de suppression) : rejeté (p. 5583)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Thierry Mariani (attestation civile de solidarité passée sous seing privé devant notaire et mentionnée en marge de l'acte de naissance) (p. 5583) : rejeté (p. 5584)

Son amendement n° 17 (signature devant notaire d'une convention précisant les modalités du PACS) : rejeté (p. 5586)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 18 (de suppression) : rejeté (p. 5615)

Son amendement n° 36 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 5617)

Son amendement n° 19 (communauté de vie) : rejeté (p. 5618)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Son amendement n° 37 (régime de la communauté réduite aux acquêts) : rejeté (p. 5624)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 21 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 22 soutenu par M. Charles de Courson (de suppression) (p. 5628) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 23 (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) : rejeté (p. 5629)

Intervient sur l'amendement n° 296 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour des motifs graves, précis et concordants) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 297 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour faute) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (motifs exacts de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Intervient sur l'amendement n° 299 de Mme Christine Boutin (motifs de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (publicité de la rupture unilatérale du PACS analogue à celle de sa conclusion) : rejeté (p. 5637)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (pension alimentaire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 281 à 285 du code civil) (p. 5641) : rejeté (p. 5642)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (prestation compensatoire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 270 à 280-1 du code civil) : rejeté (p. 5643)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5659) : rejeté (p. 5660)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 25 (de suppression) : rejeté (p. 5662)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) (p. 5666) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son amendement n° 33 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 ter (interruption du droit à l'allocation de veuvage)

Son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté (p. 5672)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 28 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 29 (de suppression) : rejeté (p. 5678)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 5681)

Après l'article 11

Son amendement n° 35 (évaluation annuelle du coût de la loi par le ministre des finances et vote du Parlement) : rejeté (p. 5684)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5826)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5826)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10257)

Thèmes :

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10257, 10258)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10257)

Justice : aide juridique (p. 10258)

Justice : crédits (p. 10258)

Justice : réforme (p. 10257)

Parlement : Sénat (p. 10257)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Son amendement n° 17 (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) : rejeté (p. 10548)

Son amendement n° 16 (mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 10551)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1468)

Intervient sur le sous-amendement n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 1468)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1253)

Thèmes :

Etrangers : immigration : femmes (p. 1254)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1253)

Femmes : parité (p. 1254)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1254)

Ses explications de vote (p. 1262)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1262)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : moyens (p. 6562)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6562)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6561, 6562)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6562)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2044)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2045, 2046)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2044, 2045)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2045)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2749)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue (p. 2749)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2750)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2749)

Droit pénal : mise en examen (p. 2750)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2750)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2749)

Justice : réforme (p. 2749)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2785)

Après l'article 1er

Son amendement n° 179 soutenu par M. Philippe Houillon (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2803) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Philippe Houillon (motivation de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2803) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Philippe Houillon ("juge de l'instruction et des libertés" et "chambre de l'instruction et des libertés" substitués respectivement au juge d'instruction et à la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2806)

Après l'article 2

Son amendement n° 200 soutenu par M. Philippe Houillon (prolongation de la garde à vue après présentation de la personne au procureur) (p. 2822) : rejeté (p. 2823)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Philippe Houillon (nouvelle rédaction de l'article visant à accélérer l'instruction en organisant un débat d'orientation) : rejeté (p. 2827)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Son amendement n° 197 soutenu par M. Philippe Houillon (nouvelle rédaction des paragraphes I et II conférant un caractère contradictoire à l'expertise pénale) : rejeté (p. 2830)

Après l'article 5

Son amendement n° 199 soutenu par M. Philippe Houillon (article 80 du code de procédure pénale - justification du réquisitoire pris contre personne dénommée par le détail des indices) : rejeté (p. 2830)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Philippe Houillon (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Soutient l'amendement n° 191 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2971)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2973)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2973, 2974)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2973, 2974)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2972, 2973)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2972)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 43 soutenu par M. François Goulard (acceptation pénale substituée à la composition pénale) : rejeté (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son amendement n° 44 soutenu par M. François Goulard (composition pénale proposée directement par le procureur) (p. 3333) : rejeté (p. 3334)

Article 3 (articles 398 et 398-2 du code de procédure pénale - compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son amendement n° 45 : non soutenu (p. 3342)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Thierry Mariani (communication systématique aux parties des conclusions des examens) : rejeté (p. 3344)

Son amendement n° 47 : devenu sans objet (p. 3344)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Thierry Mariani (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à trois mois) : rejeté (p. 3346)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4681)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4683)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4683)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 4683)
 Politique économique : épargne (p. 4683)
 Secteur public : privatisations (p. 4682)
 Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4681 à 4683)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6379) : rejetée (p. 6388)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6383, 6385)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6384)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6382, 6384, 6385)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6382, 6383)

Justice : indépendance (p. 6379, 6380, 6384)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6383, 6384)

Justice : magistrats : statuts (p. 6381 à 6383, 6385)

Justice : parquet : rôle (p. 6380, 6381)

Justice : procureurs généraux (p. 6380, 6382, 6383)

Justice : réforme (p. 6380, 6385)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6380 à 6382)

Police : police judiciaire (p. 6383)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise (n° 1317) [17 février 1999]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1594 tendant à étendre le bénéfice des emplois-jeunes aux domaines de la coopération internationale et de l'aide humanitaire [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [16 février 1999] (p. 1441)

Pharmacie et médicaments. Médicaments. Politique et réglementation [23 juin 1999] (p. 6368)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se déclare indigné par les propos tenus par le Premier ministre sur les événements tragiques survenus au sein de l'armée française durant l'année 1917 et demande à ce dernier de venir s'expliquer devant la représentation nationale française [6 novembre 1998] (p. 8289)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7863)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : Royaume-Uni (p. 7863)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7864)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7863)

André GODIN

*Ain (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 472, posée le 5 octobre 1998. Politique sociale. Handicapés et personnes âgées (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Accueil par des particuliers, réglementation (p. 5938)

DÉBATS

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4381)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4381)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4381)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 108 corrigé (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) : adopté (p. 4401)

Son amendement n° 109 (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4403)

Son amendement n° 111 (pouvoir d'arbitrage) : adopté (p. 4405)

Son amendement n° 112 (de conséquence) : adopté (p. 4406)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Son amendement n° 114 (composition des commissions consultatives de l'environnement) : adopté (p. 4451)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Yves Cochet (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères)

Son sous-amendement n° 132 (limitation de certains vols d'hélicoptères) à l'amendement n° 38 de la commission (limitation de certains vols d'hélicoptères) : adopté (p. 4454)

Après l'article 4

Son amendement n° 115 (création d'une quatrième zone dans les plans d'exposition au bruit : possibilité de petits lotissements) : retiré (p. 4455)

Ses explications de vote (p. 4458)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4459)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6648)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6648)

Transports aériens : Roissy (p. 6648)

Pierre GOLDBERG

Allier (2^{ème} circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Doping. Lutte et prévention [3 février 1999] (p. 852)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 539, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Effectifs de personnel, équipements, Montluçon (p. 10454)

n° 793, posée le 10 mai 1999. Industrie. Caoutchouc et plastiques (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Dunlop, emploi et activité, Montluçon (p. 4288)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5986)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****COOPÉRATION****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)**

Son intervention (p. 7864)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7866)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7865)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7865)

Politique extérieure : zone franc (p. 7865)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 7865)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802)***Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)*

Son intervention (p. 2812)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) : devenu sans objet (p. 2825)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 169 de M. André Gerin (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : adopté (p. 2828)

Gaétan GORCE*Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM (98) 574 final - n° E 1171) (n° 1184) [19 novembre 1998]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur du projet de loi rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail (n° 1786 rectifié) [30 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Alain Barrau (n° 1184), sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM (98) 574 final/E 1171) [25 novembre 1998] (n° 1227)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail [10 mars 1999] (n° 1457)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [12 mai 1999] (n° 1599)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail [22 juin 1999] (n° 1731)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [6 octobre 1998] (p. 5959)

Sports. Football. Clubs, financement [20 octobre 1998] (p. 7015)

Travail. Durée du travail. Réduction, attitude du MEDEF [16 mars 1999] (p. 2410)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8686)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones d'aménagement du territoire : entreprises d'insertion (p. 8687)

Travail : licenciement économique (p. 8686, 8687)

Travail : précarité (p. 8686)

Travail : travail temporaire (p. 8686)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10282)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10283)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10282, 10283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10282, 10283)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 11

Son amendement n° 86 soutenu par M. Jean-Pierre Bacumler (rapport annuel du préfet au président du conseil général sur la sécurité dans les transports scolaires) : rejeté (p. 10445)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 198 soutenu par M. Jean Espilondo (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4219) : retiré (p. 4220)

François GOULARD

Morbihan (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Rapporteur de la proposition de loi visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics (n° 1404) [3 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1404) visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [10 mars 1999] (n° 1458)

Proposition de résolution n° 1493 visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque Nationale de France [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1549 tendant à la suppression de l'École nationale d'administration [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1554 relative à l'établissement d'une procédure judiciaire de fermeture des débits de boissons [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1629 tendant à modifier le principe d'incorporation des rivages de mer et des berges des fleuves au domaine public naturel [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports urbains, Ile-de-France [21 octobre 1998] (p. 7115)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11014)

Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Perspectives [3 février 1999] (p. 848)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4417)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 487, posée le 23 novembre 1998. Transports par eau. Transports maritimes (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Desserte des îles, politiques communautaires (p. 9393)

n° 733, posée le 5 avril 1999. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Soutien du marché (p. 3279)

n° 922, posée le 28 juin 1999. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Prise de participation dans l'entreprise Clemessy, légalité (p. 6521)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste pour que l'Assemblée ne siège pas dimanche 11 octobre pour débattre de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) [8 octobre 1998] (p. 6140)

Regrette de n'être pas plus informé sur la tenue ou non d'une séance sur le pacte civil de sécurité un dimanche après la réponse du président de séance [8 octobre 1998] (p. 6141)

Souhaite s'exprimer sur l'amendement qui vise à supprimer les plans d'épargne retraite qui vient d'être retiré à la suite de ce qu'il considère être une pantalonnade [28 octobre 1998] (p. 7529)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5858)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5858)

Enseignement agricole (p. 5858)

Retraites : régime agricole (p. 5858)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 686 de M. Jean Proriol (conclusion d'accords professionnels) : adopté (p. 6307)

Soutient l'amendement n° 689 de M. Jean Proriol (de précision) : devenu sans objet (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Jean-Michel Marchand (association des organisations de consommateurs) (p. 6309)

Soutient l'amendement n° 687 de M. Jean Proriol (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) : rejeté (p. 6315)

Soutient l'amendement n° 352 corrigé de M. Christian Jacob (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Soutient l'amendement n° 688 de M. Jean Proriol (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (de codification) (p. 6331)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 691 de M. Jean Proriol (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Soutient l'amendement n° 692 de M. Jean Proriol (homologation des contrats) : rejeté (p. 6336)

Intervient sur l'amendement n° 898 corrigé de M. Christian Jacob (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 676 de M. Jean Proriol (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 682 de M. Jean Proriol (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 714 de M. Jean-Luc Préel (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Jacques Rebillard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 678 de M. Jean Proriol (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Jacques Rebillard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Serge Poignant (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 680 de M. Jean Proriol (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 681 de M. Jean Proriol (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 677 de M. Jean Proriol (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Soutient l'amendement n° 927 de M. Jean Proriol (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 961 de M. Jean-Yves Le Déaut (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 697 de M. Jean Proriol (mise en valeur durable des potentialités et des

caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Soutient l'amendement n° 403 de M. Christian Jacob (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6156)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit (p. 8599)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8621)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8623)

Handicapés (p. 8622)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8622)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8682)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8682)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8682)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8683)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7411)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7477) : rejetée (p. 7487)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7479, 7480)

Famille : politique familiale (p. 7484)

Politique sociale (p. 7411)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7483)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7482)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 7479)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7479)

Santé : accès aux soins (p. 7481)

Sécurité sociale : assurance personnelle : secteur privé (p. 7482, 7483)

Sécurité sociale : comptes (p. 7483)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7478)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7477)

Sécurité sociale : prestations en espèces : mutuelles (p. 7480, 7481)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7478)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)*Avant l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7530)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Son amendement n° 223 (définition des missions du FSV) : rejeté (p. 7551)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (nature législative des décisions concernant les recettes du fonds) (p. 7553)

Après l'article 2

Son amendement n° 229 (création d'un fonds de pension) : rejeté (p. 7555)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7557)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7557)

Son amendement n° 224 (de précision) : adopté (p. 7558)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Son amendement n° 225 deuxième correction (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7568)

Son amendement n° 405 (exonération de charges) : rejeté (p. 7571)

Son amendement n° 406 (exonération de charges) : rejeté (p. 7572)

Son amendement n° 407 (exonération de charges) : retiré (p. 7573)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Bernard Accoyer (baisse des charges sur les bas salaires) (p. 7575)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son intervention (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 151 de M. Bernard Accoyer (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Son amendement n° 230 (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Article 6 (obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement)

Son intervention (p. 7585)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son amendement n° 231 (de suppression): rejeté (p. 7593)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile)

Son amendement n° 232 (non rétroactivité de la loi): rejeté (p. 7600)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie)

Son amendement n° 233 (de suppression): rejeté (p. 7601)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 432 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (contrôle par la Cour des comptes) (p. 7609)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son amendement n° 235 (rédactionnel): adopté (p. 7627)

Son amendement n° 236 (rédactionnel): rejeté (p. 7627)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7636)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Luc Prével (délégation de gestion) (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son amendement n° 237 (de simplification): rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 238 (de simplification): rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 240 (soins de ville): rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 239 (de simplification): rejeté (p. 7642)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (statistiques) (p. 7642)

Son amendement n° 241 (statistiques): adopté (p. 7642)

Son amendement n° 242 (de conséquence): adopté (p. 7643)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son amendement n° 243 (liberté de négociation): rejeté (p. 7646)

Son amendement n° 244 (liberté de négociation): retiré (p. 7651)

Intervient sur l'amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) (p. 7652)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7656)

Son amendement n° 246 soutenu par M. Jean-Luc Prével (report de la mise en application du MICA) (p. 7663): rejeté (p. 7664)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7666)

Intervient sur l'amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) (p. 7668)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7673)

Son amendement n° 372 (de suppression): rejeté (p. 7682)

Son amendement n° 248 (suivi périodique des dépenses médicales): rejeté (p. 7683)

Son amendement n° 206 corrigé (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs): rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 249 (montant prévisionnel des dépenses d'honoraires): rejeté (p. 7684)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7710)

Son amendement n° 208 (suppression des constats infra-annuels): rejeté (p. 7717)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7720)

Son amendement n° 209 (de suppression): rejeté (p. 7723)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (changement d'un lieu d'implantation) (p. 7727)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Soutient l'amendement n° 419 de M. Denis Jacquat (prorogation d'un an) : rejeté (p. 7745)

Après l'article 30

Son amendement n° 426 corrigé (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Intervient sur l'amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (excédents de trésorerie) (p. 7762)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 219 (mise en concurrence des caisses) : rejeté (p. 7774)

Son amendement n° 220 (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 221 (suppression des sanctions prévues) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 222 (déplafonnement du quotient familial) : rejeté (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Yves Nicolin (guichet unique pour les handicapés) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Bruno Bourg-Broc (de simplification) (p. 7791)

*Seconde délibération**Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)*

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 7795)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7933)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 7933)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9607)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9608)

Collectivités territoriales : action sociale : exonération (p. 9609)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 9608)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9608)

Famille : politique familiale (p. 9609)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9608)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 9609)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9608)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 9608)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)*Article 1er (approbation du rapport annexé)*

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Luc Préel (régionalisation par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9632)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9635)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9636)

Après l'article 2

Son amendement n° 107 (création de fonds de pension) : rejeté (p. 9640)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son intervention (p. 9640)

Intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 9644)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) (p. 9647)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9648)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9650)

Article 9 (taxation des boissons dites "prémix")

Son intervention (p. 9650)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son amendement n° 108 (automaticité de l'affiliation) : rejeté (p. 9653)

Intervient sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) (p. 9653)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Son intervention (p. 9655)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son sous-amendement n° 146 (représentation des assemblées parlementaires auprès du conseil) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 9658)

Son sous-amendement n° 147 (suppression de la notion de médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9659)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 9662)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 9663)

Son sous-amendement n° 159 (suppression des mesures d'ajustement des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9666)

Son sous-amendement n° 163 (suivi des dépenses médicales) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 9667)

Son sous-amendement n° 160 (application des nouveaux tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 9667)

Son sous-amendement n° 161 (modification des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : rejeté (p. 9668)

Son sous-amendement n° 162 (arrêté interministériel sur les tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : rejeté (p. 9668)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Son intervention (p. 9670)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Bernard Accoyer (accord avec les professionnels de santé) : rejeté (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 9673)

Son amendement n° 109 (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Son amendement n° 110 (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Son amendement n° 111 (définition du médicament de référence) : devenu sans objet (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9681)

Son sous-amendement n° 164 (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) : rejeté (p. 9690)

Son sous-amendement n° 157 (fréquence des constats) à l'amendement n° 30 de la commission (suivi des dépenses de médicaments) : devenu sans objet (p. 9691)

Son sous-amendement n° 158 (modification des prix) à l'amendement n° 30 de la commission : devenu sans objet (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9692)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9697)

Explications de vote et vote [1^{er} décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9758)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9759)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10057)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 10058)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10058)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10058)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Préel (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1^{er} décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1^{er} (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 537 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Myard (insertion du PACS dans le code de la consommation) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Charles de Courson (insertion du contrat civil de solidarité à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 825 de M. Éric Doligé (insertion du PACS à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Éric Doligé (insertion du contrat de vie commune à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "compromis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "contrats aléatoires") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 276 rectifié de M. Thierry Mariani (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Pierre-Christophe Baguet (insertion du PACS dans le livre deuxième du code civil) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 728 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du contrat civil de vie commune dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 727 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 808 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Soutient l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Yves Besselat (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) (p. 8537)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Thierry Mariani (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) (p. 8537)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Claude Goasguen (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) (p. 8551)

Intervient sur l'amendement n° 729 de M. Patrice Martin-Lalande (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) (p. 8551)

Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Christine Boutin (conclusion du PACS entre Français) (p. 8554)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Dominique Dord (nullité du PACS conclu entre personnes de même sexe dont l'une a la garde d'un mineur) : rejeté (p. 8557)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Bernard Accoyer (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) (p. 9800)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Fromion (aide mutuelle et matérielle compte tenu des obligations vis à vis des enfants des partenaires) (p. 9800)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Thierry Mariani (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un cahier de charges défini par décret en Conseil d'Etat) (p. 9804)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un modèle type faisant l'objet d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 9804)

Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Henri Plagnol (absence de solidarité entre partenaires sauf dans les cas prévus par la loi ou la convention) (p. 9808)

Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Christine Boutin (atténuation de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) (p. 9808)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son sous-amendement n° 1139 (de précision) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1146 soutenu par M. Dominique Dord (inscription de la déclaration conjointe sur le registre recensant les PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Son sous-amendement n° 1149 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9847)

Son sous-amendement n° 1142 soutenu par M. Dominique Dord (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant un mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9857)

Son sous-amendement n° 1143 soutenu par M. Dominique Dord (dissolution du PACS dans un délai de six mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1140 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'alinéa relatif aux conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)

Son sous-amendement n° 1141 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'intervention du juge) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 538 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9922) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 539 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9953) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 540 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9969) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 541 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9975) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 542 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 543 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 544 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 10177) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 545 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 10187) : rejeté (p. 10188)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 546 : non soutenu (p. 10198)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 547 : non soutenu (p. 10214)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 548 (de suppression) : retiré (p. 10218)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5541) : rejetée (p. 5550)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542, 5543)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5543)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 5543, 5544)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5545)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5543)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 5543)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5544)

Famille : couple : statuts (p. 5544)

Famille : mariage (p. 5543, 5544)

Famille : politique familiale (p. 5545)

Famille : vie commune : droits de l'enfant (p. 5543)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542, 5543)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)*Article 1er et état A (équilibre général)*

Soutient l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 10093)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 11052)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11052)

Finances publiques : recettes (p. 11052)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 11052)

Sécurité sociale : loi de financement (p. 11052)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10298)

Thème :

Entreprises : sous-traitance (p. 10298)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10302)

Thème :

Animaux : animaux dangereux (p. 10302)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) (p. 10307)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11044)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11044)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11044)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10362)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10363)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10362, 10363)

Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion sociale (PAS) (p. 10363)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10525)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : femmes (p. 10526)

Femmes : parité (p. 10525)

Femmes : parité : Constitution (p. 10526)

Lois (p. 10526)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10773)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10773)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10773)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10773)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4428)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4428)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4428)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10778)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10779)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10783)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10783)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10783)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 214)

Thèmes :

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 215)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 215)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 214, 215)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 215)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thème :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 580)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1488) : rejetée (p. 1498)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1494)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1490, 1492 à 1494)

Entreprises : compétitivité (p. 1493)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1488, 1489)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1605)

Son amendement n° 477 (possibilité pour tout client de se raccorder à un réseau de distribution de l'électricité) : rejeté (p. 1606)

Son amendement n° 478 (indépendance énergétique et sécurité d'approvisionnement) : rejeté (p. 1607)

Son amendement n° 479 (utilisation optimale des ressources énergétiques) : rejeté (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Franck Borotra (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Son amendement n° 480 (suppression de la référence à la défense et à la sécurité publique) : rejeté (p. 1610)

Son amendement n° 481 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Son amendement n° 482 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1611)

Son amendement n° 483 (rédactionnel) : rejeté (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Son amendement n° 484 (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Jacques Desallangre (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Son amendement n° 485 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 486 soutenu par M. Jean Proriol (de suppression partielle) : rejeté (p. 1625)

Son amendement n° 487 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son intervention (p. 1674)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Soutient l'amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Jean Proriol (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Pierre Micau (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Soutient l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) : rejeté (p. 1681)

Soutient l'amendement n° 443 de M. Jean Proriol (concertation avec le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son intervention (p. 1682)

Son amendement n° 488 (suppression de l'alinéa relatif aux surcoûts) : rejeté (p. 1683)

Intervient sur le sous-amendement n° 609 de M. Claude Billard (référence à la notion de coûts de production) à l'amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 1684)

Intervient sur le sous-amendement n° 764 du Gouvernement (souci d'esthétique et d'insertion dans l'environnement) à l'amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut (surcoûts liés à la recherche et au développement) (p. 1685)

Son amendement n° 489 (contrôle de la comptabilité par un commissaire aux comptes) : rejeté (p. 1686)

Son amendement n° 490 (choix de l'établissement chargé de gérer le fonds par appel d'offres) : rejeté (p. 1686)

Son sous-amendement n° 729 (de précision) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : retiré (p. 1687)

Soutient l'amendement n° 445 de M. Jean Proriol (exclusion des producteurs ne livrant pas de clients finals) : retiré (p. 1687)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Claude Birraux (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) : rejeté (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Alain Cacheux (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 491 (de suppression) : rejeté (p. 1692)

Soutient l'amendement n° 537 de M. François d'Aubert (de suppression partielle) : rejeté (p. 1692)

Son amendement n° 492 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Claude Birraux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Alain Cacheux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 674 de M. Jacques Péliard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 475 (suppression de l'obligation de présenter un rapport) : rejeté (p. 1695)

Son amendement n° 493 (exploitation des nouvelles installations par les personnes autorisées après appel d'offres) : rejeté (p. 1696)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (définition et autorisation des installations nouvelles de production) (p. 1700)

Intervient sur le sous-amendement n° 761 du Gouvernement (publicité assurée par le ministère chargé de l'énergie) à l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (p. 1700)

Son amendement n° 531 (nouvelles installations sorties de la programmation pluriannuelle) : rejeté (p. 1700)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son intervention (p. 1700)

Son amendement n° 494 (de suppression) : rejeté (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Micaut (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Jean Proriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François d'Aubert (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1702)

Soutient l'amendement n° 544 de M. Jean Proriol (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Claude Birraux (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)

Intervient sur l'amendement n° 118 corrigé de M. Pierre Micaut (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Jean Proriol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 450 de M. Jean Proriol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : rejeté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Jean Proriol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en œuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Article 8 (appels d'offres)

Son intervention (p. 1707)

Son amendement n° 495 (appel d'offres lancé par le gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 496 (suppression des conditions restrictives pour participer à un appel d'offres) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 497 (limitation du rôle du ministre chargé de l'énergie) : rejeté (p. 1708)

Soutient l'amendement n° 539 de M. François d'Aubert (désignation des candidats retenus après décision de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1708)

Son amendement n° 498 (suppression de l'alinéa relatif à la confidentialité) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 499 (de suppression) : rejeté (p. 1710)

Soutient l'amendement n° 451 de M. Jean Proriol (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Son amendement n° 500 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 541 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (de précision) (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 452 de M. Jean Proriol (cas des contrats en cours) : devenu sans objet (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son intervention (p. 1716)

Son amendement n° 532 (autorisations) : rejeté (p. 1716)

Son amendement n° 533 soutenu par M. Franck Borotra (puissance maximale des centrales hydroélectriques) : rejeté (p. 1717)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Claude Birraux (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Son amendement n° 501 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Son sous-amendement n° 730 (avis de la Commission de régulation de l'électricité pour la nomination du directeur) à l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : rejeté (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 457 de M. Jean Proriol (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 458 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Jean Proriol (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) : rejeté (p. 1738)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1738)

Reprend l'amendement n° 757 de M. Jean-Yves Le Déaut (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1739)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Son intervention (p. 1740)

Son amendement n° 502 (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) : rejeté (p. 1743)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son intervention (p. 1744)

Son amendement n° 503 (de suppression) : rejeté (p. 1745)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 504 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1750)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 505 (de suppression) : rejeté (p. 1750)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 506 (de suppression) : rejeté (p. 1752)

Article 21 (mesures de sauvegarde)

Son intervention (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son intervention (p. 1754)

Son amendement n° 507 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1755)

Son amendement n° 529 (détermination du site de consommation annuelle) : retiré (p. 1756)

Soutient l'amendement n° 460 de M. Jean Proriol (de cohérence) : rejeté (p. 1757)

Soutient l'amendement n° 461 de M. Jean Proriol (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) : rejeté (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (durée du cadre contractuel) (p. 1760)

Intervient sur le sous-amendement n° 747 de la commission (durée de trois ans) à l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (p. 1760)

Son amendement n° 508 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Soutient l'amendement n° 669 de M. Michel Meylan (rédactionnel) : rejeté (p. 1762)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 535 précédemment réservé de M. François d'Aubert (approvisionnement auprès d'un fournisseur de l'Union européenne) : rejeté (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son intervention (p. 1763)

Son amendement n° 509 corrigé (de suppression partielle) : rejeté (p. 1764)

Article 24 (lignes directes)

Son intervention (p. 1766)

Son amendement n° 510 (élargissement des critères d'autorisation) : rejeté (p. 1767)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 511 : non soutenu (p. 1769)

Son sous-amendement n° 581 soutenu par M. Franck Borotra (distinction comptable entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) à l'amendement n° 260 de la commission (de précision) (p. 1769) : rejeté (p. 1770)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 512 (non accès des ministres aux informations d'ordre comptable) : rejeté (p. 1771)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 464 de M. Jean Proriol (établissement d'un code de déontologie par les entreprises commercialisant de l'électricité en France) : retiré (p. 1772)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1774)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Son intervention (p. 1776)

Son amendement n° 513 (composition de la commission) : rejeté (p. 1777)

Son amendement n° 514 (qualité de la commission) : retiré (p. 1779)

Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE)

Son amendement n° 515 (de suppression) : rejeté (p. 1779)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 540 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : retiré (p. 1780)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Claude Birraux (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 671 de M. Michel Meylan (de précision) : rejeté (p. 1784)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Son intervention (p. 1785)

Son amendement n° 516 (enquêtes par la commission et non par le ministère chargé de l'énergie) : retiré (p. 1785)

Son amendement n° 517 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1786)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 518 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1789)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Son amendement n° 530 : non soutenu (p. 1792)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre)

Son intervention (p. 1793)

Son amendement n° 519 (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Soutient l'amendement n° 536 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Reprend l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) : rejeté (p. 1795)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1796)

Son sous-amendement n° 586 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : rejeté (p. 1801)

Son sous-amendement n° 585 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission : rejeté (p. 1801)

Son sous-amendement n° 584 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission : rejeté (p. 1801)

Son amendement n° 520 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 521 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 522 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Claude Birraux (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1803)

Soutient l'amendement n° 534 de M. François d'Aubert (statut du personnel des unités de production et de distribution) : rejeté (p. 1803)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 1806)

Soutient l'amendement n° 473 de M. Jean Proriot (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Son amendement n° 523 (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Son amendement n° 524 : non soutenu (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 525 : non soutenu (p. 1809)

Son amendement n° 476 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 526 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son sous-amendement n° 731 à l'amendement n° 316 de la commission (délai pour dénoncer le contrat porté à deux ans) : non soutenu (p. 1811)

Son amendement n° 527 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 528 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son sous-amendement n° 732 à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : non soutenu (p. 1813)

Son sous-amendement n° 733 à l'amendement n° 318 de la commission : non soutenu (p. 1814)

Son sous-amendement n° 734 à l'amendement n° 318 de la commission : non soutenu (p. 1814)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1868)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1868)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1536)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1537)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1537)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1537)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2007)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : chambres consulaires (p. 2008)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2008)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2007, 2008)

Parlement : Sénat (p. 2007 à 2009)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son sous-amendement n° 47 (cumul avec le mandat de maire) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2022)

Son sous-amendement n° 48 (cumul avec le mandat de maire d'une commune de moins de 100 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Son sous-amendement n° 49 (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Son sous-amendement n° 50 (non prise en compte dans les mandats de celui de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Après l'article 2

Son amendement n° 37 (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) : rejeté (p. 2024)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Son sous-amendement n° 46 (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2027)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Son sous-amendement n° 51 (possibilité de démissionner du mandat acquis en dernier lieu) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2030)

Ses explications de vote (p. 2072)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2072)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 82 (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Son sous-amendement n° 83 (à défaut d'option, libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 2077)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Son sous-amendement n° 90 (incompatibilité limitée aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2079)

Son sous-amendement n° 91 (incompatibilité limitée aux chambres de commerce et des métiers) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 2079)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 84 (libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 85 (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 86 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 88 (suppression des incompatibilités relatives à des mandats locaux) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 87 (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de maire) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 89 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Seconde délibération

Article 2 bis (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (extension aux chambres de commerce et de métiers) (p. 2103)

Ses explications de vote (p. 2103)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2103)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2150)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2150)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires : intermittents (p. 2150)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2150)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2603)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2604)

Secteur public : service minimum (p. 2603, 2604)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2604)

Transports urbains : RATP (p. 2604)

Travail : droit de grève (p. 2603, 2604)

Travail : négociations (p. 2603, 2604)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3303)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3304)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3303)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3304)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3303)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3304)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3303)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 3303)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3328)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3329)

Droit pénal : composition pénale (p. 3329)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3328)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 3328, 3329)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3329)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3328)

Justice : juge unique : procédure pénale (p. 3329)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 43 de M. Claude Goasguen (acceptation pénale substituée à la composition pénale) : rejeté (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 44 de M. Claude Goasguen (composition pénale proposée directement par le procureur) : rejeté (p. 3334)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3722)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3722)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3722)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3722, 3723)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme (p. 3722)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3834)

Article 27 (habilitation des caisses d'assurance maladie à la mise en place d'un fichier informatisé de données nominatives)

Son amendement n° 253 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) : rejeté (p. 3891)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 256 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Son amendement n° 257 soutenu par M. Denis Jacquat (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) : rejeté (p. 4007)

Avant l'article 38

Son amendement n° 258 soutenu par M. Denis Jacquat (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) : rejeté (p. 4024)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5870) : rejetée (p. 5873)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : cotisations : recouvrement (p. 5871)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5870)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : concurrence (p. 5871)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5871)

Santé : accès aux soins (p. 5871)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5872)

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) (p. 6012)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6674)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 6680) : rejetée (p. 6685)

Son intervention (p. 6705)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : concurrence (p. 6675, 6683)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 6681, 6682)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 6675, 6683)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6682)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 6681)

Professions de santé : assistants : statuts (p. 6705)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6674, 6680, 6681)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 6684)

Sécurité sociale : cotisations : recouvrement (p. 6705)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6682)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 8 (création d'une allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6723)

Son amendement n° 7 (Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 14 (caisse des Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 13 (régime agricole) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 18 (modalités d'application du droit à l'accès aux soins) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 22 (cotisation proportionnelle des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 32 (forfait hospitalier) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 35 (ressources du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 38 (ressources du Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 70 (ressources des assurances maladie, maternité, invalidité et décès) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Bernard Accoyer (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) (p. 6726) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 41 ("allocation personnalisée à la santé") : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 44 (montant de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 49 (droit à l'allocation personnalisée à la santé pour les RMIstes) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 54 soutenu par M. Bernard Accoyer (détermination du panier de soins) (p. 6728) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 58 (choix de l'organisme servant les prestations) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 87 (contribution du bénéficiaire) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 67 (contrôle de la déclaration de ressources du demandeur) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 88 (pénalités) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 92 (obligation de négociations annuelles) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 95 (accords collectifs et régime de prévoyance maladie) (p. 6731)

Son amendement n° 98 (maintien du taux de la taxe au profit du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 25 (tarif des médecins conventionnés) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 119 (dépenses du Fonds) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 117 (assurances complémentaires régies par le code rural) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 115 (crédit d'impôts pour les entreprises redevables de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 122 (contribution due par les organismes de la protection complémentaire) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 112 (défiscalisation de la contribution) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 130 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 131 (soins palliatifs) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 134 (définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 135 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 142 (secret des informations portées sur la carte) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 144 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 145 (vérification des connaissances des aides opératoires) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 150 (litiges en cours) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 152 (évaluation des établissements de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 156 (objectifs du schéma d'organisation sanitaire) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 157 (bassins de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 161 (transfert de cliniques privées) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 163 (participation des pharmacies hospitalières) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 166 (établissements publics de santé interhospitaliers) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 170 (tarification à la pathologie) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 173 (formation médicale conventionnelle) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 177 (pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6070)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6084)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6071)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6072)

Sports : politique du sport : concurrence (p. 6071)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Gilbert Gantier (participation de la société à des compétitions) : rejeté (p. 6214)

Son amendement n° 48 : devenu sans objet (p. 6214)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Gilbert Gantier (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Gilbert Gantier (entrée en vigueur de la convention) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Article 4 (rétablissement des subventions publiques)

Son amendement n° 50 (de suppression): rejeté (p. 6218)

Après l'article 6

Son amendement n° 51 soutenu par M. Gilbert Gantier (taux de TVA applicable) (p. 6222): retiré (p. 6223)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 52 (de suppression): rejeté (p. 6223)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6579)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6579, 6580)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6580)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6579, 6580)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6579)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6579)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6580)

Parlement : prérogatives (p. 6579)

Ses explications de vote (p. 6585)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6586)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6784)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6784)

Défense : secret défense (p. 6784)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6784)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 559 soutenu par M. François Patriat (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole): adopté (p. 6128)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE**

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Son intervention (p. 7056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : recherche industrielle : délocalisations (p. 7057)

Télécommunications : France Télécom : recherche industrielle (p. 7056)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises (p. 8889)

Recherche (p. 8889)

Télécommunications : France Télécom (p. 8889)

Procédure des questions :

Télécommunications : France Télécom : taxe professionnelle (p. 8897)

Gérard GOUZES

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale (n° 1155) [2 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à

la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8318)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé [1^{er} décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1155) relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [28 janvier 1999] (n° 1356)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [22 juin 1999] (n° 1724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [20 janvier 1999] (p. 126)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)***Article 7 (registre de l'agriculture)*

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Christian Jacob (notion de carte professionnelle) (p. 6086)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaux (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9473)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9473)

Constitution : article 88-4 (p. 9474)

Etat : souveraineté (p. 9473, 9474)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9474)

Union européenne : Parlement européen (p. 9473)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9763)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9764)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 373 : non soutenu (p. 828)

Son amendement n° 681 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 372 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 954)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1002)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1002, 1003)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 955, 1002)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 957, 1003)

Communes (p. 955)

Coopération intercommunale (p. 955 à 957)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 955, 956)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 956, 1002)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 957)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 956)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 956)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (introduction de la notion de solidarité entre les communes constituant la communauté) : adopté (p. 1022)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (terme de notification substitué à celui de publication pour l'arrêté fixant le périmètre de la communauté) : adopté (p. 1026)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Son amendement n° 595 (attribution d'un siège à chaque commune, aucune d'entre elles ne pouvant détenir plus de la moitié des sièges) : adopté (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (élargissement à la politique de l'environnement de la compétence optionnelle relative à la collecte et au traitement des déchets) : adopté (p. 1034)

Soutient l'amendement n° 63 deuxième correction de la commission (efficacité énergétique et maîtrise des consommations d'énergie ajoutées à la liste des compétences optionnelles) : adopté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 506 précédemment réservé de la commission (exercice d'au moins trois des cinq compétences optionnelles) : adopté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 507 de la commission (interdiction faite aux communes de contracter avec le département lorsque celui-ci a conclu une convention avec la communauté transférant à cette dernière tout ou partie des compétences du département en matière d'aide sociale) : retiré (p. 1037)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1039)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de cohérence rédactionnelle) : adopté (p. 1039)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1039)

Article 5216-9 du code général des collectivités territoriales : dissolution de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (renforcement des majorités requises pour la dissolution) : adopté (p. 1041)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 69 deuxième rectification de la commission (extension du périmètre des

communautés d'agglomération par une procédure dérogatoire) : réservé (p. 1142)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de cohérence rédactionnelle) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 72 rectifié de la commission (extension de la compétence de la communauté aux réseaux d'équipements et d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs) : adopté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 146 de Mme Marie-Hélène Aubert (de coordination) : rejeté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) : adopté (p. 1101)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de précision) : adopté (p. 1108)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1109)

Soutient l'amendement n° 314 de M. Alain Cacheux (de conséquence) : adopté (p. 1109)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) : adopté (p. 1111)

Article 5 (articles L. 5215-21, L. 5215-22 et L. 5215-23 du code général des collectivités territoriales - superposition et interférence entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté urbaine)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1111)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1112)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1112)

Soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de précision) : adopté après deuxième rectification (p. 1112)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (renforcement des majorités requises pour la dissolution) : adopté (p. 1120)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1122)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1123)

Soutient l'amendement n° 95 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1123)

Son amendement n° 603 (de coordination) : adopté (p. 1124)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Son amendement n° 609 (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) : adopté (p. 1129)

Article 7 précédemment réservé (articles L. 5215-6 et L. 5215-7 du code général des collectivités territoriales - nomination des délégués au sein du conseil de la communauté urbaine)

Soutient l'amendement n° 88 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1130)

Soutient l'amendement n° 91 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1131)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 597 de la commission (conditions d'exercice du mandat de membre du conseil des communautés de communes) : adopté (p. 1131)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1131)

Son sous-amendement oral (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) : retiré (p. 1137)

Son sous-amendement oral (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand : retiré (p. 1137)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 1138)

Article 12 (article L. 5214-28 du code général des collectivités territoriales - dissolution de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1138)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1138)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (retrait d'un syndicat de communes d'une commune adhérent à une communauté de communes) : adopté (p. 1139)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (retrait d'un syndicat mixte d'une commune adhérent à une communauté de communes) : adopté (p. 1140)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (répartition des sièges au sein du comité syndical d'un syndicat mixte dit "ouvert" interdisant à un membre de détenir la majorité) : adopté (p. 1141)

Article 15 (articles L. 5212-33, L. 5721-7 et L. 5811-1 du code général des collectivités territoriales - dissolution des syndicats)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1141)

Article 16 (articles L. 5721-4 et L. 5722-1 du code général des collectivités territoriales - règles applicables aux syndicats mixtes "ouverts" en matière budgétaire)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de précision) : adopté (p. 1141)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 69 troisième rectification précédemment réservé de la commission (extension du périmètre des communautés d'agglomération par une procédure dérogatoire) : adopté (p. 1142)

Article 20 (articles L. 5211-1 à 5211-4 du code général des collectivités territoriales - règles générales)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1143)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1149)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1149)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1149)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de précision) : adopté (p. 1170)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) : adopté (p. 1175)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (possibilité d'être délégué dans plusieurs établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (association du bureau des établissements publics de coopération intercommunale aux décisions les plus importantes prises par le président) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de précision) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (majorité des membres présents ou représentés de l'assemblée délibérante substituée à la majorité absolue pour le prononcé du huis-clos) : adopté (p. 1178)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) (p. 1181)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (suppression du remboursement automatique des frais de déplacement lorsque l'intéressé ne perçoit pas d'indemnité) : adopté (p. 1181)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (réduction du tiers au quart des conseils municipaux de la minorité de blocage interdisant le retrait d'une commune) : adopté (p. 1187)

Article 25 (articles L. 5211-26 et L. 5211-27 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Soutient l'amendement n° 125 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (possibilité pour le président de l'établissement public de coopération intercommunale d'être entendu à sa demande par le conseil municipal de chaque

commune membre) : adopté après modifications (p. 1189)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (consultation des maires par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à la demande du tiers et non de la majorité des maires) : adopté (p. 1192)

Article 27 (article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales - transformation)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1194)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1194)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1195)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (extension du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 1195)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (compétences de la commission) : adopté (p. 1197)

Article 30 (article L. 5211-56 du code général des collectivités territoriales - dispositions diverses)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1202)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 612 de la commission (possibilité d'extension des compétences des syndicats d'agglomération nouvelle et des communautés d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 1209)

Soutient l'amendement n° 614 de la commission (introduction d'une précision relative aux services publics attachés aux équipements gérés par les communes et adhésion de communes) : adopté (p. 1209)

Article 35 (transformation des districts en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 509 de la commission (possibilité pour les districts d'acquérir, pendant la période transitoire, les compétences autorisant leur transformation en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines) : adopté (p. 1211)

Article 36 (dispositions transitoires applicables aux districts)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1211)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1213)

Article 38 (coordination et abrogation)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1213)

Article 39 (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (possibilité pour les communautés de villes, d'acquérir, pendant la période transitoire, les compétences autorisant leur transformation en communautés d'agglomération ou en communautés de communes) : réservé (p. 1237)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) : réservé (p. 1237)

Après l'article 41

Son amendement n° 604 (suppression des conditions démographiques pour la transformation des districts et des communautés de villes en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1217)

Soutient l'amendement n° 157 troisième rectification de la commission (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : adopté après modifications (p. 1220)

Soutient l'amendement n° 510 de la commission (possibilité d'extension du périmètre des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle lors de leur transformation en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1220)

Avant l'article 33

Soutient l'amendement n° 151 précédemment réservé de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1220)

Article 2 précédemment réservé (articles L. 5814-1, L. 2333-67, L. 5212-33 et L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales - application aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - dispositions diverses)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (conditions de majorité pour l'exercice par la communauté d'agglomération des compétences relatives aux bâtiments affectés aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat) : adopté (p. 1221)

Soutient l'amendement n° 508 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1221)

Soutient l'amendement n° 564 de M. Jacques Guyard (de coordination) : adopté (p. 1221)

Article 43 (articles L. 1412-1 et L. 1412-2 du code général des collectivités territoriales - gestion directe des services publics)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (exploitation en régie d'un service public industriel et commercial par un syndicat mixte) : adopté (p. 1222)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (exploitation en régie d'un service public administratif par un syndicat mixte) : adopté (p. 1222)

Article 44 (transfert de personnels)

Soutient l'amendement n° 511 de la commission (de précision) : adopté après rectification (p. 1222)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 160 rectifié de la commission (interdiction de l'érection en commune séparée d'une portion de territoire d'une commune) : adopté (p. 1224)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (augmentation de l'effectif des conseils municipaux des communes associées) : adopté (p. 1226)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1226)

Soutient l'amendement n° 598 de la commission (élection du maire-délégué des communes associées et participation des électeurs des communes associées à l'élection du conseil municipal de la commune centre) : adopté (p. 1229)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (facturation de l'utilisation des équipements collectifs d'une collectivité locale) : adopté (p. 1231)

Soutient l'amendement n° 599 de M. Jean Codognès (actions en justice des contribuables des établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 1231)

Soutient l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) : adopté (p. 1232)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 513 de la commission (maintien du régime de la taxe professionnelle unique pour les syndicats et les communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (suppression d'une précision inutile) : adopté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1321)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1326)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (délai porté de un an à deux ans pour la prise de délibération modifiant la période de réduction des écarts de taux) (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 180 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 181 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (commission chargée d'évaluer les transferts de charges composée de conseillers municipaux, chaque conseil municipal y disposant d'au moins un représentant) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (président et vice-président de la commission chargée d'évaluer les transferts de charges) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 514 de la commission (attribution de compensation pour les communes des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 188 troisième rectification de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1329)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1331)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (gel de la dotation de solidarité communautaire des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique autres que les communautés urbaines après leur transformation s'ils ont opté pour la fiscalité additionnelle sur les ménages) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Article 6 précédemment réservé (article L. 5215-32 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (perception par les communautés urbaines des taxes correspondant aux compétences transférées et du versement transport) : adopté (p. 1332)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1333)

Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1334)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires) : adopté (p. 1335)

Article 49 précédemment réservé (articles 1609 quinquies, 1609 quinquies A et 1609 quinquies B du code général des impôts - régime fiscal des districts)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1335)

Soutient l'amendement n° 171 rectifié de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les districts comptant plus de 500 000 habitants) : adopté (p. 1336)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les communautés de communes comptant plus de 500 000 habitants) : adopté (p. 1341)

Article 53 (article 1639 A ter du code général des impôts - passage du régime de taxe professionnelle de zone au régime de taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1347)

Article 54 (articles 1411, 1518, 1609 quater, 1609 nonies D, 1636 B sexies, 1636 B nonies, 1638 quater, 1639 A ter et 1648 A du code général des impôts - coordination)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1348)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (de conséquence) : adopté après rectification (p. 1349)

Article 55 (articles L. 5211-27, L. 3333-1 et L. 5722-6 du code général des collectivités territoriales - perception de la taxe de séjour)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1349)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1349)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1356)

Son amendement n° 611 (de coordination) : adopté (p. 1358)

Soutient l'amendement n° 207 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1358)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1360)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : adopté (p. 1360)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (prise en compte des taux de la fiscalité additionnelle sur les ménages des établissements publics de coopération intercommunale pour la détermination du taux maximum de la taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1362)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1364)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1371)

Soutient l'amendement n° 209 corrigé de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1372)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (suppression du renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour la fixation et la répartition de la dotation de solidarité) : adopté (p. 1379)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1380)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1380)

Article 61 (article L. 1211-2 du code général des collectivités territoriales - composition du comité des finances locales)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Article 63 (article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales - effort fiscal des communes membres de groupements)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (de coordination) : retiré (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (définition d'une troisième catégorie de communautés de communes pour l'attribution et la répartition de la dotation d'intercommunalité) : retiré (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (indexation de la dotation des communautés d'agglomération au minimum sur l'évolution prévisionnelle des prix hors tabac) : adopté après rectification (p. 1388)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (fiscalité additionnelle des groupements à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1390)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (fiscalité additionnelle des groupements à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1391)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission des finances (extension aux communautés d'agglomération de l'abattement de 50 % sur leur dotation au titre de l'année de leur création) (p. 1397)

Article 68 (article 1648 B du code général des impôts - dotation de développement rural)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (période d'harmonisation portée de cinq à douze ans) : adopté (p. 1400)

Titre

Soutient l'amendement n° 234 de la commission (projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale) : adopté (p. 1401)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6587)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 6589)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6588)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6588)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 6587)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 6588)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6588)

Etat : décentralisation : rôle (p. 6588)

Fonction publique territoriale (p. 6588)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6588)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6587, 6588)

Parlement : Sénat : coopération intercommunale (p. 6587)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6588)

Texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6598)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2776)

Droit pénal : détention provisoire : lois (p. 2776)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2776)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2775)

Justice : jugements : délais (p. 2776)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)*Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)*

Son intervention (p. 2787)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Intervient sur l'amendement n° 238 corrigé de M. Alain Tourret (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2883)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire) (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire susceptible d'être ordonné si la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement correctionnel) (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Philippe Houillon (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) (p. 2893)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) (p. 2900)

Après l'article 31

Son amendement n° 250 (article 138 du code de procédure pénale - suspension de l'activité professionnelle des avocats au titre du contrôle judiciaire décidée par le conseil de l'ordre) : adopté (p. 2957)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Alain Tourret (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3327)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3327)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3328)

Droit pénal : composition pénale (p. 3327, 3328)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 3327)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3327)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3328)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3327)

Justice : réforme (p. 3328)

Justice : victimes (p. 3327)

Police : police judiciaire : douanes (p. 3328)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 3327)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son sous-amendement n° 61 (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) : rejeté (p. 3336)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5688)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 5688)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5689)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5689)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5689)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son intervention (p. 3815)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 3815) : rejeté (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Son amendement n° 32 (suppression des majorations et pénalités de retard) (p. 3820) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 35 (restriction de la procédure de notification à tiers détenteur) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 29 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3822)

Son amendement n° 31 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 28 (créances conditionnelles ou à terme) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 30 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 287 (dispositions relatives aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs) : retiré (p. 3824)

Son amendement n° 44 (saisie attribution à l'encontre des employeurs de main d'œuvre agricole et des personnes physiques non salariées agricoles) : retiré (p. 3824)

Après l'article 14

Son amendement n° 34 (recherche des adresses des organismes auprès desquels un compte est ouvert au nom du débiteur) : retiré (p. 3825)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 195 (délais de paiement) : non soutenu ; repris par M. Bernard Accoyer : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 194 : non soutenu (p. 5905)

Son amendement n° 196 (notification de l'avis au débiteur) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 197 (avis au débiteur) : rejeté (p. 5908)

Son amendement n° 198 (délai de validité de l'opposition) : rejeté (p. 5908)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5703)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5703)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5703)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5703)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5703)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5703)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5696)

Thème :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5696, 5697)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Son amendement n° 9 (conseils de discipline des barreaux - quatrième alinéa de l'article 22 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) : adopté (p. 5699)

Son amendement n° 10 (transaction en matière civile - deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991) : adopté (p. 5699)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6373)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6374)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6374, 6375)

Justice : indépendance (p. 6373, 6374)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6374)

Justice : magistrats : statuts (p. 6373)

Justice : procureurs généraux (p. 6374)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6374)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6374)

Joël GOYHENEIX

*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [27 janvier 1999] (p. 457)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 826, posée le 24 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Traitement, aides de l'Etat (p. 4793)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son intervention (p. 6108)

Bernard GRASSET

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Défense (espace, communication et renseignement) (n° 1114) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les relations entre la Nation et son armée [10 février 1999] (n° 1384)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du Groupement de fait dit "Département Protection et Sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [26 mai 1999] (n° 1622)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Ecrit antisémite d'un haut magistrat [2 décembre 1998] (p. 9888)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3695)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 514, posée le 30 novembre 1998. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Moteurs marins, Cummins Wartsila, emploi et activité (p. 9728)

n° 736, posée le 5 avril 1999. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Aménagement, Charente-Maritime (p. 3277)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8240)

Espace (p. 8239, 8240)

Procédure des questions :

Défense : marine : Rochefort (p. 8298)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"**Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)**

Son intervention (p. 10290)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10291)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10291)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)**

Son intervention (p. 10860)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10860)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10860)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10860, 10861)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1272)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1272, 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1273)

Michel GRÉGOIRE

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Aides communautaires. Grands travaux d'infrastructures [30 juin 1999] (p. 6697)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 478, posée le 5 octobre 1998. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. EDF et GDF : politique à l'égard des retraités (J.O. Questions p. 534). Appelée le 6 octobre 1998. Agents placés en inactivité et veuves (p. 5923)

n° 917, posée le 28 juin 1999. Mort. Chambres funéraires (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Réglementation (p. 6515)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5843)

Agroalimentaire : labels (p. 5843)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5843)

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6158)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaize (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) : rejeté (p. 6181)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3428)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3429)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3428)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8079)

Coopération intercommunale (p. 8079)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10773)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10773, 10774)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10773, 10774)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10774)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6167)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 6167, 6168)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6168)

Aménagement du territoire : pays (p. 6168)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6168)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6168)

Collectivités territoriales : finances locales : investissement (p. 6168)

Coopération intercommunale (p. 6168)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6168)

Union européenne : fonds structurels (p. 6168)

Maxime GREMETZ

*Somme (1^{ère} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans (n° 1236) [3 décembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Anciens combattants (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1236) de M. Alain Belviso tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans [8 décembre 1998] (n° 1251)

Proposition de loi n° 1392 relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc [16 février 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat (n° 1375), tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [3 mars 1999] (n° 1415)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat en deuxième lecture (n° 1588), tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [19 mai 1999] (n° 1608)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive, sur la proposition de loi (n° 1728) tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans [29 juin 1999] (n° 1745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [7 octobre 1998] (p. 6044)

Retraites : généralités. Age de la retraite. Assurés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [25 novembre 1998] (p. 9498)

Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [2 février 1999] (p. 707)

Travail. Contrats de travail. Précarisation, lutte et prévention [10 mars 1999] (p. 2218)

Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [7 avril 1999] (p. 3368)

Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [26 mai 1999] (p. 4923)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 642, posée le 1^{er} mars 1999. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Dénomination (p. 1828)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Condamne les actions militaires américaines contre l'Irak [17 décembre 1998] (p. 10767)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7456)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7487)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7456, 7457)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7456)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7487)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585) ; [30 octobre 1998] (p. 7702)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) : retiré (p. 7529)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7536)

Intervient sur l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7552)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7720)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7736)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES***ANCIENS COMBATTANTS**

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Ses interventions (p. 8201, 8214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8201, 8202, 8215, 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8202)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8202, 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8201)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8201)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8202, 8203)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8230)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficiaire pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) (p. 8230)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8680)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8680)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8680)

Travail : inspection du travail (p. 8679)

Travail : licenciements (p. 8680)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)**

Ses interventions (p. 10331, 10345)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10331)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10332, 10333, 10345)

Emploi : convention de conversion (p. 10333)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 10332)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10333)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 10346)

Retraites : régime général : annuités liquidables : taux plein (p. 10332)

Travail : licenciements (p. 10331)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10333)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10333)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 10346)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une autre entreprise) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) (p. 10348)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)**

Ses interventions (p. 2051, 2060)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2051, 2060)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2052)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

NOUVELLE LECTURE**Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)**

Suppléé par Mme Mugette Jacquaint

LECTURE DÉFINITIVE**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)**

Son intervention (p. 6554)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 6554)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 6554)

Emploi : chômage de longue durée (p. 6554)

Emploi : convention de conversion (p. 6554)

Préretraites : allocation spéciale (p. 6554)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6554)

Travail : précarité (p. 6555)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10771)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10772)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10772)

Vote pour du groupe communiste (p. 10772)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2041)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2042)

Enseignement supérieur : œuvres universitaires (p. 2042)

Enseignement supérieur : œuvres universitaires : régime de rattachement (p. 2042)

Vote pour du groupe communiste (p. 2042)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son intervention (p. 2651)

Son sous-amendement n° 43 (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) : rejeté au scrutin public (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 16 de M. Patrick Malavieille (utilisation possible dans un autre pays de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 2661)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (montant de la contribution de l'employeur) à l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) (p. 2663)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2665)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (promotion et publicité pour les chèques-vacances) (p. 2667)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Patrick Malavieille (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : devenu sans objet (p. 2667)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote pour du groupe communiste (p. 2668)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3673)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3684)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3673, 3674)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3685)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 20 bis supprimé par le Sénat (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation annuelle sur la création d'un régime de prévoyance pour les entreprises qui en sont dépourvues)

Son amendement n° 30 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5970)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Alain Clary (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5726) : adopté (p. 5727)

Après l'article 1er

Son amendement n° 3 soutenu par M. Alain Clary (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") : rejeté (p. 5728)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 36

Son amendement n° 96 (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6963)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7320)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chasse et pêche : pêche (p. 7321, 7322)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7320)

DOM-TOM : généralités (p. 7320, 7321)

DOM-TOM : institutions (p. 7321, 7322)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7320)

Lois : lois d'orientation (p. 7322)

Matières premières (p. 7321, 7322)

Politique extérieure (p. 7322)

Retraites : généralités (p. 7322)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7320 à 7322)

Union européenne (p. 7321)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10846)

Thèmes :

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10846)

DOM-TOM : institutions (p. 10848)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 10848)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10846)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10846)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10846, 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 10848)

Ses explications de vote (p. 10942)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10942)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3758)

Hubert GRIMAUULT

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [16 juin 1999] (p. 5940)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10980)

Odette GRZEGRZULKA

*Aisne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1504 portant création d'une Agence française de sécurité sanitaire environnementale [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [3 février 1999] (p. 850)

Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [12 mai 1999] (p. 4420)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 541, posée le 14 décembre 1998. Transports par eau. Transports fluviaux (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Aménagement, canal Seine Nord, calendrier (p. 10464)

n° 635, posée le 15 février 1999. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Quentin (p. 1415)

n° 806, posée le 17 mai 1999. Enseignement technique et professionnel. Instituts Universitaires Professionnels (IUP) (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Institut supérieur des sciences et techniques (INSSET), transformation en école d'ingénieurs, Saint-Quentin (p. 4481)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : culture (p. 7913)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3706)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3753)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3706)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3753)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3707)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3707)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3707)

Constitution : préambule : santé (p. 3706)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806) ; [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3832)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Son intervention (p. 5883)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5883)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6703)

Son intervention (p. 6703)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6704)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4743)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 432 : non soutenu (p. 4753)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Jean Le Garrec (modalités de conservation) : adopté (p. 4753)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8789)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8789, 8790)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8789)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : ports de pêche (p. 8813)

Jean-Claude GUIBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Accès, étudiants des pays membres de l'Union européenne [10 février 1999] (p. 1163)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585)

Après l'article 11

Son amendement n° 141 soutenu par M. Bernard Accoyer (exercice d'une activité dans un Etat de l'Union européenne) : rejeté (p. 7606)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5039)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5039, 5041)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5040)
 Baux : bailleurs : imposition (p. 5039 à 5041)
 Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5040)
 Conseil constitutionnel (p. 5039, 5040)
 Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe
 additionnelle au droit de bail (p. 5039, 5041)
 Finances publiques : recettes (p. 5040, 5041)

Lucien GUICHON

*Ain (2^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
 République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des
 échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Élisabeth GUIGOU

Garde des Sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre
 VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la
 Cour pénale internationale [11 mars 1999]
 Projet de loi constitutionnelle n° 1624 relatif à la
 Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie
 [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
 DE**

M. Dominique Dord. Famille. Pacte civil de solidarité
 (PACS). Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée
 nationale [13 octobre 1998] (p. 6471)
 M. Jacky Darne. Justice. Tribunaux de commerce.
 Réforme [14 octobre 1998] (p. 6575)
 M. Raymond Forni. Justice. Cours d'assises. Réforme
 [21 octobre 1998] (p. 7120)
 M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité
 des biens et des personnes. Délinquance, lutte et
 prévention [21 octobre 1998] (p. 7117)

M. Jean-Claude Lefort. Droit pénal. Procédure pénale.
 Demande d'extradition du général Pinochet
 [27 octobre 1998] (p. 7397)
 M. Pascal Clément. Justice. Magistrats. Déplacement
 d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998]
 (p. 7511)
 M. Pierre Méhaignerie. Justice. Magistrats. Dépla-
 cement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octo-
 bre 1998] (p. 7516)
 Mme Véronique Neiertz. Politique extérieure. Droits de
 l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [3 novem-
 bre 1998] (p. 7927)
 M. Michel Crépeau. Famille. Divorce. Prestation
 compensatoire, réforme [3 novembre 1998] (p. 7923)
 Mme Yvette Roudy. Esotérisme. Sectes. Eglise de
 scientologie, dossier, disparition, palais de justice,
 Paris [10 novembre 1998] (p. 8704)
 M. Bernard Grasset. Droits de l'homme et libertés
 publiques. Lutte contre le racisme. Ecrit antisémite
 d'un haut magistrat [2 décembre 1998] (p. 9888)
 M. André Vallini. Justice. Fonctionnement. Réforme,
 calendrier [2 décembre 1998] (p. 9889)
 Mme Monique Collange. Justice. Magistrats. Invitation
 au Gabon [9 décembre 1998] (p. 10240)
 Mme Yvette Benayoun-Nakache. Esotérisme. Sectes.
 Enfants, scolarisation [9 décembre 1998] (p. 10239)
 M. Dominique Baudis. Jeunes. Délinquance. Lutte et
 prévention [22 décembre 1998] (p. 11006)
 M. Christian Estrosi. Jeunes. Délinquance. Lutte et
 prévention [26 janvier 1999] (p. 366)
 Mme Muguette Jacquaint. Femmes. Egalité des sexes.
 Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle
 [26 janvier 1999] (p. 370)
 M. Jean-Luc Warsmann. Jeunes. Délinquance. Lutte et
 prévention [26 janvier 1999] (p. 364)
 Mme Martine Lignières-Cassou. Femmes. Egalité des
 sexes. Fonctions électives, projet de loi
 constitutionnelle [27 janvier 1999] (p. 456)
 M. Guy Teissier. Sécurité publique. Sécurité des biens
 et des personnes. Perspectives [2 février 1999]
 (p. 711)
 M. Pierre-Christophe Baguet. Famille. Politique
 familiale. Perspectives [2 février 1999] (p. 712)
 M. Gérard Hamel. Jeunes. Délinquance. Lutte et
 prévention [2 février 1999] (p. 706)
 M. Yves Cochet. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions
 électives, projet de loi constitutionnelle
 [2 février 1999] (p. 704)
 M. René André. Justice. Procédures. Ecoutes
 téléphoniques, législation, respect, Corse
 [3 février 1999] (p. 855)
 M. Roland Blum. Elections et référendums. Elections
 législatives. Annulation, Aubagne [16 février 1999]
 (p. 1444)
 M. Jean Codognès. Justice. Tribunaux de commerce.
 Réforme [16 février 1999] (p. 1438)

M. Dominique Paillé. Justice. Tribunaux de grande instance. Fermeture, Bressuire [17 février 1999] (p. 1556)

M. Jacques Myard. Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [2 mars 1999] (p. 1859)

M. Guy Teissier. Elections et référendums. Elections législatives. Opérations de vote, fraudes, Aubagne [3 mars 1999] (p. 1963)

M. Philippe Douste-Blazy. Justice. Cour de justice de la République. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2138)

M. Franck Dhersin. Etat. Conseil constitutionnel. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2143)

M. Alain Vidalies. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 mars 1999] (p. 2222)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. Enfants. Divorce, enlèvement, lutte et prévention [31 mars 1999] (p. 3099)

M. Lucien Degauchy. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats [7 avril 1999] (p. 3362)

M. Christian Estrosi. Police. Personnel. Revendications [7 avril 1999] (p. 3362)

M. François Huwart. Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [28 avril 1999] (p. 3703)

M. Bernard Gasset. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3695)

M. Christian Paul. Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [4 mai 1999] (p. 3939)

M. Édouard Landrain. Mer et littoral. Domaine public maritime. Construction de paillotes, réglementation, Corse [12 mai 1999] (p. 4422)

M. François Goulard. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4417)

M. Bernard Deflesselles. Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [18 mai 1999] (p. 4499)

Mme Véronique Neiertz. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [9 juin 1999] (p. 5611)

M. Lucien Degauchy. Droit pénal. Agressions sexuelles. Lutte et prévention, fichier génétique, création [15 juin 1999] (p. 5820)

M. Jean Codognès. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [15 juin 1999] (p. 5816)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Brard. Propriété. Meubles et immeubles. Biens confisqués aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation [6 octobre 1998] (p. 5937)

Mme Brigitte Douay. Justice. Tribunaux pour enfants. Création, Cambrai [2 février 1999] (p. 681)

INTERVENTIONS SUR LES RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Patrick Devedjian : fait observer que le Gouvernement est en droit, en vertu de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution, de s'opposer à l'examen de sous-amendements déposés tardivement ; indique qu'un problème analogue s'est déjà posé au Sénat et que le Conseil constitutionnel, par une décision du 3 juin 1986, s'est déjà prononcé sur cette question et souligne que le Conseil ne s'interdit pas de porter une appréciation sur l'interprétation des règlements des assemblées parlementaires [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

M. Robert Pandraud : indique que le ministère de la justice fait diligence et a toujours communiqué aux commissions d'enquête les informations qu'elles sollicitaient [24 mars 1999] (p. 2768)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 octobre 1998]
(p. 6241, 6281)**

Ses interventions (p. 6249, 6284)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6268)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6253, 6254)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : baux (p. 6250, 6251, 6253, 6268)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6353, 6354)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 6254 à 6256)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 6252, 6253, 6284)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : successions (p. 6250, 6251)

Droit civil : pacte d'intérêt commun (p. 6252)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6252, 6256, 6269)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6249, 6250, 6268, 6269)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6250, 6251, 6270)

Famille : concubinage (p. 6249, 6252)

Famille : mariage (p. 6254, 6269, 6270)

Justice : Cour de cassation (p. 6251, 6269)

Santé : sida (p. 6250)

Union européenne : Cour de justice (p. 6269)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965)

Son intervention (p. 7944)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8006)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8006)

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 7946, 7947)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 7945, 7946, 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 7944)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : lois (p. 7944, 7945)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : projets de loi (p. 7944)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7945)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 7947)

Enfants (p. 7945 à 7947)

Famille (p. 7945, 7946)

Famille : concubinage (p. 7944, 7945, 7948)

Famille : mariage (p. 7945, 7946)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 8449)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : adopté après modifications (p. 9967)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayants droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) : adopté (p. 9974)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 698 rectifié du Gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté (p. 10216)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10218)

Soutient l'amendement n° 1174 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10218)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Son intervention (p. 10242)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3034)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3062)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3085)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3036, 3037)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Parlement (p. 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3034 à 3036 et 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fraude fiscale (p. 3048)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3036)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 3035)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 3037)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3036, 3037)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3035)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3034)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 3062)

Famille : concubinage (p. 3037)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3034, 3037)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3062)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1^{er} supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (inversion des deuxième et troisième alinéas de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : adopté (p. 3174)

Soutient le sous-amendement n° 135 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS établissant une distinction entre les meubles meublants et les autres biens et instituant une présomption d'indivision par moitié) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : adopté après rectification (p. 3200)

Soutient le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (application de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS aux éléments mobiliers nécessaires à l'exploitation agricole) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : adopté (p. 3201)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3227)

Soutient le sous-amendement n° 278 du Gouvernement (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Soutient le sous-amendement n° 279 du Gouvernement (suppression du gage) à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 3229)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 285 du Gouvernement (droit au capital décès) : adopté (p. 3235)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention (p. 3370)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8837)

Son intervention (p. 8840)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur (p. 8840, 8841)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 8841)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : nomination (p. 8840)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8855)

Ses réponses (p. 8860 à 8863)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil : procédure civile (p. 8857)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8858)

Droit pénal : détention provisoire (p. 8857)

Droit pénal : médiation pénale (p. 8857)

Droit pénal : peines (p. 8857)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8855)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8855, 8856)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 8855)

Justice : aide juridictionnelle (p. 8856)

Justice : carte judiciaire (p. 8857)

Justice : conciliation (p. 8857)

Justice : crédits (p. 8855)
 Justice : frais de justice (p. 8857)
 Justice : indépendance (p. 8855)
 Justice : jugements (p. 8855, 8856)
 Justice : magistrats : carrières (p. 8856)
 Justice : réforme (p. 8855, 8860)
 Justice : tribunaux (p. 8859)
 Justice : tribunaux : construction (p. 8856)
 Justice : tribunaux administratifs (p. 8857)
 Justice : tribunaux d'instance : compétences (p. 8857)
 Justice : tribunaux de commerce (p. 8859)
 Justice : victimes (p. 8857)
 Ministères et secrétariats d'Etat : administrations centrales (p. 8857, 8859)
 Système pénitentiaire (p. 8858, 8859)
 Système pénitentiaire : détenus (p. 8858, 8859)
 Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 8859)
 Système pénitentiaire : établissements (p. 8859)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8859)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8859)

Réponses aux questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8862) (M. Jean-Pierre Balduyck) (p. 8862)
 Justice : carte judiciaire (p. 8863) (M. Marcel Dehoux) (p. 8862, 8863)
 Justice : jugements (p. 8862) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8861, 8862)
 Justice : tribunaux : Lons le Saunier (p. 8861) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8861)
 Régions : Alsace (p. 8860) (M. Émile Blessig) (p. 8860)
 Système pénitentiaire : établissements : Fleury-Mérogis (p. 8862) (M. René Rouquet) (p. 8862)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8861) (M. Christian Kert) (p. 8860, 8861)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9428)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9450)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9461)

Sa réponse (p. 9520)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9430)
 Constitution : préambule (p. 9451)
 Constitution : révision (p. 9451)

Etat : souveraineté (p. 9450, 9451)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9429, 9430, 9520, 9521)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 9461)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9428)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9428)

Union européenne : citoyenneté (p. 9461)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9428, 9429, 9462)

Union européenne : construction européenne (p. 9461, 9462, 9520, 9521)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9428)

Union européenne : Cour de justice (p. 9430)

Union européenne : Cour de justice (p. 9526)

Union européenne : droit communautaire (p. 9430, 9520, 9521)

Union européenne : institutions communautaires : police (p. 9451)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9428 à 9430)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9462)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9428, 9429, 9451)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) (p. 9540)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Baumel (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. François Guillaume (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Myard (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Thierry Mariani (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Baumel (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Myard (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage) (p. 9552)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9553)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9555)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Myard (reprise de compétences exercées en commun) (p. 9556)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Guillaume (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communauté européennes et à l'Union européenne) (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 9561)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. François Guillaume (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. François Guillaume (détermination des règles relatives à la circulation des personnes et non à leur libre circulation) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Guillaume (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionnel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Lionnel Luca (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Xavier Deniau (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) (p. 9569)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. François Guillaume (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Baumel (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. René André (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9583)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9585)

Explications de vote et vote [1^{er} décembre 1998] (p. 9760)

Son intervention (p. 9760)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10250)

Sa réponse (p. 10258)

Thèmes :

Droit pénal : médiation pénale (p. 10251, 10252)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10250 à 10252)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10251)

Justice : conciliation (p. 10251)

Justice : crédits (p. 10251, 10252)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 10251, 10252, 10259)

Justice : réforme (p. 10250, 10253)

Parlement : Sénat (p. 10251, 10252)
 Partis et mouvements politiques : opposition
 (p. 10258)
 Politique sociale : exclusion (p. 10250, 10251)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats
 (p. 10258)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10496)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité :
 Conseil constitutionnel (p. 10500)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité :
 femmes (p. 10496, 10500)
 Elections et référendums : femmes (p. 10497)
 Elections et référendums : femmes : majorité
 (p. 10497)
 Elections et référendums : modes de scrutin :
 représentation proportionnelle (p. 10500)
 Etat : Premier ministre : déclarations (p. 10496,
 10499, 10500)
 Femmes : égalité des sexes : Union européenne
 (p. 10500)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 10501)
 Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10499)
 Femmes : parité : Constitution (p. 10496, 10498,
 10499)
 Femmes : parité : histoire (p. 10496, 10498)
 Langue française : usage : femmes (p. 10499)
 Parlement : rôle : parité (p. 10500, 10501)
 Partis et mouvements politiques : financement
 public : femmes (p. 10500)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1447)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité :
 femmes (p. 1448 à 1450)
 Elections et référendums : modes de scrutin : parité
 (p. 1447)
 Femmes : égalité des sexes : pays étrangers (p. 1449)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques
 (p. 1447)

Parlement : Sénat : parité (p. 1447)

Partis et mouvements politiques : financement
 public : parité (p. 1448)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2225)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 2226)
 Femmes : parité : Gouvernement (p. 2225, 2226)
 Femmes : parité : partis et mouvements politiques
 (p. 2225, 2226)
 Parlement : Sénat : parité (p. 2225)
 Partis et mouvements politiques : financement
 public : femmes (p. 2226)
 Son intervention à l'issue du vote (p. 2236)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1638)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1639, 1640)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage :
 codification (p. 1639)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage :
 histoire (p. 1639)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage :
 information (p. 1640)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1659)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2721)

Sa réponse (p. 2781)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : présomption d'innocence (p. 2723 à 2726)

Assemblée nationale : commissions : victimes (p. 2727)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2781)

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2782)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2724, 2781)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2725)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2723, 2724, 2781, 2782)

Droit pénal : enquêtes : délais (p. 2725)

Droit pénal : garde à vue (p. 2722, 2724, 2781)

Droit pénal : instruction (p. 2726)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2724)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2724)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2726)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2727, 2782)

Droit pénal : mise en examen : indemnisation (p. 2725)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2722, 2726)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2726)

Droit pénal : procédure accusatoire (p. 2722, 2723, 2783, 2784, 3028)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2722, 2783, 3028)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2783)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2724)

Justice : carte judiciaire (p. 2728, 2783)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parquet (p. 2781)

Justice : indépendance (p. 2721)

Justice : juge d'instruction (p. 2723, 3028)

Justice : jugements : délais (p. 2725, 2726))

Justice : magistrats : effectifs (p. 2727, 2781, 2783)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2784, 3028)

Justice : réforme (p. 2721, 2722, 2784, 2785, 3027)

Justice : réforme : Président de la République (p. 2784)

Justice : tribunaux de commerce (p. 2782)

Justice : victimes (p. 2722, 2726, 2727, 2781, 3028)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2727)

Justice : victimes : médias (p. 2727)

Justice : victimes : procédures (p. 2727)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits de la défense (p. 2781)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2723, 2726, 2784)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2782)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : adopté après rectification (p. 2810)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient le sous-amendement n° 307 du Gouvernement (suppression de la limitation à deux ans de la détention provisoire pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans) à l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la détention provisoire à quatre mois si la peine encourue est inférieure à cinq ans et en l'absence de condamnation antérieure, à un an dans les autres cas et à deux ans pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans et portant les délais d'un an et de deux ans à respectivement deux ans et trois ans en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté (p. 2904)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 308 du Gouvernement (absence de limitation de la détention provisoire pour trafic de stupéfiants, terrorisme, proxénétisme, extorsion de fonds ou crime commis en bande organisée) : adopté après modifications (p. 2906)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2935)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 309 du Gouvernement (insertion d'un article 800-2 dans le code de procédure pénale - prise en charge par l'Etat des frais irrépétibles en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement) : adopté (p. 2958)

Seconde délibération

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (trouble à l'ordre public - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (informations nominatives figurant dans les

communiqués du procureur - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2965)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Son intervention (p. 3027)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Ses interventions (p. 2847, 2868)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : droit pénal (p. 2849)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2847, 2848)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2851)

Droit pénal : mineurs : détention provisoire (p. 2848, 2849)

Droit pénal : mineurs : garde à vue (p. 2849)

Droit pénal : mineurs : Gouvernement (p. 2850, 2851)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2850)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2848, 2869)

Famille (p. 2849, 2869)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2848, 2868)

Justice : juge des enfants (p. 2849, 2850)

Mort : suicide : jeunes (p. 2869)

Ordre public : sécurité : collectivités locales (p. 2868, 2869)

Politique sociale : exclusion (p. 2848)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2849, 2850)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3295)

Sa réponse (p. 3312)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3298, 3299)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3295, 3296, 3299, 3300)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3296, 3312, 3313)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3297, 3298)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3296)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3297)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3298, 3313)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3297, 3298)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 3297)

Pays étrangers : Irak : Cour pénale internationale (p. 3313)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 3300)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3318)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3318 à 3320)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3319)

Droit pénal : composition pénale (p. 3319)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3318)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3318, 3319)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3319)

Droit pénal : procédure pénale : relations internationales (p. 3319)

Emploi : jeunes : justice (p. 3320)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 3320)

Justice : réforme (p. 3318)

Police : police judiciaire (p. 3320)

Police : police judiciaire : douanes (p. 3319, 3320)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (possibilité de transmission par un officier de police

judiciaire de la proposition de compensation pénale faite par le procureur) : adopté (p. 3338)

Soutient le sous-amendement n° 56 corrigé du Gouvernement (composition pouvant être proposée dans un tribunal ou dans une maison de justice et du droit) à l'amendement n° 10 de la commission (composition pénale devant être proposée dans un tribunal ou dans une maison de justice et du droit) : adopté (p. 3338)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (extension de l'aide juridique à la composition pénale) : adopté (p. 3342)

Article 20 (article 803-1 nouveau du code de procédure pénale - généralisation des notifications aux avocats par télécopie)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (récépissé émis par le télécopieur d'envoi substitué à l'avis de réception devant être retourné par l'avocat) : adopté (p. 3349)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (recrutement d'emplois-jeunes par le ministère de la justice) : adopté (p. 3353)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6274)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6288)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6299)

Sa réponse (p. 6376)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6386)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6275, 6539)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6278)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6278, 6299, 6301)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6277 à 6280, 6288, 6300, 6376, 6377, 6540)

Droit pénal : politique pénale : Premier ministre (p. 6275, 6276)

Droit pénal : procédure pénale : élus (p. 6299, 6300)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6377)

Etrangers : extradition : magistrats (p. 6300)

Justice : crédits (p. 6379)

Justice : indépendance (p. 6275 à 6281, 6299, 6376, 6540)

Justice : magistrats : discipline (p. 6280, 6281, 6378)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6278, 6280, 6281, 6378, 6379, 6386, 6540)

Justice : magistrats : statuts (p. 6300, 6378)

Justice : parquet : rôle (p. 6276 à 6279)

Justice : procureurs généraux (p. 6278, 6386)

Justice : réforme (p. 6275, 6539, 6540)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6299)

Justice : victimes (p. 6540)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6276, 6277, 6288, 6300, 6376, 6377, 6386, 6540)

Police : police judiciaire (p. 6278, 6279, 6377)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Son intervention (p. 6539)

François GUILLAUME

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
Apparté au groupe du Rassemblement pour la
République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14914)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Précise que trois amendements plafonnant le montant des aides accordées aux jeunes agriculteurs lors de la conclusion d'un contrat territorial d'exploitation ont été votés et par les députés de l'opposition et aussi par certains membres de la majorité après avis favorable du rapporteur [12 octobre 1998] (p. 6327)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5892) : rejetée (p. 5901)

Thèmes :

- Agriculture : aides (p. 5893)
- Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5894)
- Environnement : espace rural (p. 5895)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5894)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5893 à 5895)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 285 (de suppression) : rejeté (p. 5907)

Intervient sur le sous-amendement n° 845 de M. Félix Leyzour (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) (p. 5909)

Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Félix Leyzour (maintien des exploitations de type familial) (p. 5910)

Son amendement n° 296 corrigé (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) : devenu sans objet (p. 5917)

Son amendement n° 291 (acteurs habituels des services collectifs) : rejeté (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Alain Veyret (coexistence équilibrée entre le monde agricole et les autres activités) (p. 5969)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 300 (activité agricole respectueuse de l'environnement) : adopté (p. 6009)

Son amendement n° 301 (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) : rejeté (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 314 (maintien des autres aides) : rejeté (p. 6067)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 322 (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) : rejeté (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-amendement n° 849 corrigé de M. Félix Leyzour (définition de l'exploitant agricole) à l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement)

Son amendement n° 324 (gestion "en bon père de famille") : rejeté (p. 6098)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Son amendement n° 325 (rédactionnel) : rejeté (p. 6098)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Léonce Deprez (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) (p. 6099)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Léonce Deprez (cessibilité du bail) (p. 6101)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriot (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son amendement n° 765 (indemnisation des calamités agricoles) : rejeté (p. 6110)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 330 soutenu par M. Christian Jacob (référence à la notion de productions) : rejeté (p. 6122)

Son amendement n° 329 soutenu par M. Christian Jacob (impossibilité de fonder des installations sur des ateliers hors sol) : rejeté (p. 6122)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 334 soutenu par M. François Sauvadet (interrogation des exploitants agricoles par les services administratifs un an avant l'âge de la retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Son amendement n° 366 (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) : rejeté (p. 6147)

Son amendement n° 361 (déclaration préalable à la préfecture) : rejeté (p. 6148)

Son amendement n° 363 soutenu par M. Christian Jacob (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6168)

Son amendement n° 370 (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitations et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : rejeté (p. 6170)

Son amendement n° 371 (suppression du franchissement du seuil de 50 % du capital social) : rejeté (p. 6171)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Christian Jacob (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) : rejeté (p. 6174)

Son amendement n° 374 (dispenses lors des transmissions familiales) : rejeté (p. 6175)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. François Patriat (transparence des vacances de superficies significatives) (p. 6178)

Son amendement n° 375 (suppression des nouvelles contraintes imposées aux SAFER) : rejeté (p. 6179)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Félix Leyzour (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Jacob (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 377 (vérification avec les orientations du schéma départemental des structures) : rejeté (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Jean-Michel Marchand (respect des espaces naturels) (p. 6190)

Article L. 331-5 du code rural : communication des informations nécessaires au contrôle des structures

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Félix Leyzour (contrôle des structures par la Mutualité sociale agricole) (p. 6191)

Article L. 331-6 du code rural : nullité du bail en cas d'exploitation irrégulière

Son amendement n° 347 (avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés avant toute publication) : rejeté (p. 6191)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 6192)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Christian Jacob (libre choix du bailleur) (p. 6193)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) (p. 6193)

Après l'article 17

Son amendement n° 335 (soumission aux prix du fermage des biens publics mis en location à titre précaire) : retiré (p. 6200)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6208)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Félix Leyzour (protection des salariés agricoles) (p. 6225)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (interdiction faite aux groupements d'employeurs d'imposer de longs déplacements à leurs salariés) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'œuvres sociales et culturelles)

Son amendement n° 344 (de suppression) : rejeté (p. 6230)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son amendement n° 345 (de suppression) : rejeté (p. 6291)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6297)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 6304)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Christian Jacob (renforcement de la sécurité alimentaire) (p. 6307)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (de précision) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Jean Proriol (de précision) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Jean-Michel Marchand (information des consommateurs) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Christian Jacob (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Jean Proriol (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Son amendement n° 353 (associations de consommateurs laissés à l'écart des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Intervient sur l'amendement n° 528 rectifié de M. Didier Quentin (durée maximale des accords de crise) (p. 6333)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (durée maximale des accords de crise) (p. 6333)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de M. Jacques Rebillard (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Joseph Parrenin (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 529 rectifié de M. Didier Quentin (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Robert Lamy (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Christian Jacob (non représentation des associations de consommateurs et des associations de protection de l'environnement au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Article 42 (appellation "montagne")

Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de la commission (de codification) (p. 6370)

Après l'article 42

Intervient sur le sous-amendement n° 939 de M. François Sauvadet (financement du fonds) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 402 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6405) : rejeté (p. 6406)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Christian Jacob (formation aux métiers de la gestion de l'eau et de l'environnement) : adopté (p. 6424)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Christian Jacob (suppression de la référence au caractère laïc de l'enseignement) : retiré (p. 6424)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Christian Jacob (formation à la protection de l'eau) : adopté (p. 6430)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Christian Jacob (diplômes) : rejeté (p. 6433)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 7272)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 8819)

Politique économique : libéralisme : agriculture (p. 8818)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 41 (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) : rejeté (p. 9540)

Son amendement n° 39 (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) : rejeté (p. 9545)

Son amendement n° 35 (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communautés européennes et à l'Union européenne) : rejeté (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 18 (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) : rejeté (p. 9562)

Son amendement n° 32 (détermination des règles relatives à la circulation des personnes et non à leur libre circulation) : rejeté (p. 9562)

Son amendement n° 33 (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Après l'article unique

Son amendement n° 34 (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) : rejeté (p. 9577)

Son amendement n° 38 (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) : rejeté (p. 9578)

Son amendement n° 36 (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) : rejeté (p. 9583)

Son amendement n° 40 (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9585)

Son amendement n° 37 (absence d'effet contraignant des actes des Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) : rejeté (p. 9585)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 567 : non soutenu (p. 1388)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 713 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son intervention (p. 1812)

Intervient sur le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1814)

Son amendement n° 736 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Son intervention (p. 1951)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2441)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2564)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2580)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son intervention (p. 2590)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1131 tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1183 sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) [9 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1343 relative au contrôle technique obligatoire des installations domestiques de gaz et d'électricité [27 janvier 1999]

Proposition de résolution n° 1788 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les risques sanitaires induits par la fabrication des farines animales [30 août 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8418)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8419)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8419, 8420)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Sa motion de renvoi en commission (p. 9523) : rejetée au scrutin public (p. 9533)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9525)

Etat : souveraineté (p. 9523 à 9525, 9527)

Etat : souveraineté : politique économique (p. 9524, 9525)

Politiques communautaires : directives (p. 9526)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9527)

Union européenne : Commission (p. 9525 à 9527)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9525)

Union européenne : construction européenne (p. 9523, 9524, 9527, 9528)

Union européenne : droit communautaire (p. 9526)

Union européenne : subsidiarité (p. 9525, 9526)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9528, 9529)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9526, 9527)

Union européenne : Traité de Maastricht : Premier ministre (p. 9524)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son sous-amendement n° 595 (de précision) à l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1748)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 596 : non soutenu (p. 1788)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Son intervention (p. 1951)

Paulette GUINCHARD-KUNSTLER

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale [J.O. du 19 janvier 1999] (p. 971)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 650, posée le 1^{er} mars 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Effectifs de personnel, psychiatres (p. 1837)

n° 862, posée le 7 juin 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 5470)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Recherche : innovation : délocalisations (p. 7063)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : médecins scolaires : médecine scolaire et universitaire (p. 7162)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Travail : réduction du temps de travail : travail de nuit (p. 8724)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7476)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7476, 7477)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7476)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 379 (politique gérontologique) : adopté (p. 7780)

Son amendement n° 378 (de cohérence) : adopté (p. 7787)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Son intervention (p. 937)

Jacques GUYARD

Essonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1192) [25 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 17 : Education nationale, recherche et technologie (éducation nationale) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 1192) relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction [2 décembre 1998] (n° 1242)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'enseignement scolaire en Guyane [18 mars 1999] (n° 1477)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la gestion des personnels enseignants du second degré [7 avril 1999] (n° 1535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Conditions de travail, carrière [21 octobre 1998] (p. 7121)

Enseignement supérieur. Politique et réglementation. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6363)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551, 6613)

Son intervention (p. 6600)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 6601)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6600, 6601)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6600, 6601)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6601)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études (p. 7123)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7124)

Enseignement : pédagogie (p. 7123)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 7124)

Enseignement : personnel : auxiliaires : surveillants (p. 7124)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 7124)

Enseignement secondaire : lycées : contrats emploi-jeunes (p. 7122)

Enseignement secondaire : personnel (p. 7123)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

Après l'article 79

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'École nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) : adopté (p. 7168)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8020)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 8021)

Procédure des questions :

Urbanisme : établissements publics d'aménagement (p. 8050, 8051)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8885)
 Grandes écoles (p. 8885)
 Postes (p. 8885)
 Télécommunications : France Télécom (p. 8885)
 Télécommunications : tarifs (p. 8885)

Procédure des questions :

Télécommunications : tarifs (p. 8897)

NOUVELLE LECTURE

**Discussion des articles [16 décembre 1998]
(p. 10612)**

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 10673)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10353)**

Son intervention (p. 10356)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10356)
 Logement : Union d'économie sociale (p. 10357)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10357)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10356)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

**Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998]
(p. 10485)**

Son intervention (p. 10492)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10493)
 Associations : sectes : contentieux (p. 10492)
 Associations : sectes : entreprises (p. 10493)

Associations : sectes : exercice illégal de la médecine (p. 10493)

Associations : sectes : relations financières (p. 10493)

Associations : sectes : Union européenne (p. 10492)

Cultes : associations cultuelles (p. 10493)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10492)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1208)*Après l'article 41*

Son amendement n° 565 soutenu par M. Daniel Vachez (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1219)

Article 2 précédemment réservé (articles L. 5814-1, L. 2333-67, L. 5212-33 et L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales - application aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - dispositions diverses)

Son amendement n° 564 soutenu par M. Gérard Gouzes (de coordination) : adopté (p. 1221)

H**Georges HAGE***Nord (16^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin (n° 1319) [17 février 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Affaires étrangères (relations culturelles, internationales et francophonie) (n° 1113) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1319), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin [16 juin 1999] (n° 1700)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11010)

Risques professionnels. Maladies professionnelles et accidents du travail. Lutte et prévention [17 février 1999] (p. 1557)

Sports. Politiques communautaires. Perspectives [9 juin 1999] (p. 5612)

Travail. Conditions de travail. Harcèlement psychologique, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6696)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 502, posée le 30 novembre 1998. Entreprises. Institutions représentatives du personnel (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Réforme (p. 9717)*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Cite Sénégal à propos des horaires de séance de l'Assemblée [2 décembre 1998] (p. 9900)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6271)

Thèmes :

Constitution (p. 6271)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 6272, 6273)

Etat (p. 6273)

Famille (p. 6272)

Femmes : égalité des sexes (p. 6272)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7823)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7824)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7823, 7824)

JUSTICE**Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)**

Son intervention (p. 8847)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil (p. 8847)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8847, 8848)
 Droit pénal : peine de mort (p. 8847)
 Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8847)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8847)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 8847)
 Justice : crédits (p. 8847)
 Justice : erreurs judiciaires (p. 8847)
 Justice : indépendance (p. 8847)
 Justice : réforme (p. 8847)
 Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 8847)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)*Procédure des questions :*

Industrie : haute couture (p. 8900)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8008)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8008)
 Cultes (p. 8008, 8009)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9477)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9478)
 Etat : souveraineté (p. 9477 à 9479)
 Parlement : rôle : Union européenne (p. 9478)
 Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9478)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9478)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10255)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10255)
 Justice : aide à l'accès au droit (p. 10255)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 10255)
 Justice : maisons de justice et du droit (p. 10255)
 Politique sociale : exclusion (p. 10255)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10265)

Thème :

Politique extérieure : coopération (p. 10265)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10357)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10357)
 Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10357)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2149)

Thèmes :

- Arts et spectacles : généralités (p. 2149)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 2149)
 Arts et spectacles : spectacles : associations (p. 2149, 2150)
 Vote pour du groupe communiste (p. 2149)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3324)

Thèmes :

- Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3325)
 Droit pénal : composition pénale (p. 3325)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 3324)
 Droit pénal : emprisonnement (p. 3324)
 Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3325)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 3324, 3325)
 Justice : juge unique : procédure pénale (p. 3325)
 Justice : réforme (p. 3324)
 Politique sociale : exclusion : délinquance et criminalité (p. 3324)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 49 de M. André Gerin (suppression de l'amende) : rejeté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 50 de M. André Gerin (possibilité de modification des mesures proposées) : retiré (p. 3339)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Soutient l'amendement n° 52 de M. André Gerin (réparation intégrale substituée à indemnisation) : rejeté (p. 3348)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5688)

Thèmes :

- Droit pénal : composition pénale (p. 5688)
 Emploi : jeunes : justice (p. 5688)
 Justice : juge unique : procédure pénale (p. 5688)

Justice : réforme (p. 5688)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5688)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5688)

Vote pour du groupe communiste (p. 5688)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4172)

Thèmes :

- Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4172)
 Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4172)
 Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4172)
 Travail : congé d'accompagnement (p. 4172)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5702)

Thèmes :

- Justice : jugements : délais (p. 5702)
 Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5702)
 Justice : magistrats : recrutement (p. 5702)
 Justice : réforme (p. 5702)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6640)

Thèmes :

- Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6640)
 Traités et conventions : liaison Transmanche (p. 6640)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Prestations familiales. Allocations familiales. Mise sous tutelle, enfants délinquants [14 octobre 1998] (p. 6580)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 706)

DÉBATS**Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5316)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5316, 5317)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 5316)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 113 (schéma national d'accueil des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 114 (répartition équilibrée des aires d'accueil dans une zone géographique donnée) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 115 (schéma départemental prévoyant le type d'aire d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 111 (obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre public et de la salubrité publique précisées par le schéma départemental) : rejeté (p. 5349)

Son amendement n° 119 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 118 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 120 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 117 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 116 : non soutenu (p. 6446)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (consultation des commissions des départements limitrophes par la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 122 : non soutenu (p. 6457)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (fixation par la commission consultative du délai de réalisation des obligations des communes après l'approbation du schéma départemental) : rejeté (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 125 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (respect des obligations imposées par le schéma départemental aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale) (p. 6462) : rejeté (p. 6463)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 129 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (fixation par la commission consultative d'une redevance au profit de la commune ayant réalisé l'aire d'accueil) : rejeté (p. 6467)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 72 : non soutenu (p. 6470)

Francis HAMMEL

*Somme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 novembre 1998] (p. 9156)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 825, posée le 24 mai 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Psychomotriciens, nomenclature des actes (p. 4801)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7474)

Thème :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7474, 7475)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : contrats de qualification : contrats de plan Etat-régions (p. 8726)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8726)

Guy HASCOËT

*Nord (7^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1121 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1266 autorisant la ratification du traité de Rome du 17 juillet 1998 portant création de la Cour pénale Internationale [14 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7012)

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Négociation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1080)

Consommation. Sécurité des produits. Organismes génétiquement modifiés (OGM), politiques communautaires [16 juin 1999] (p. 5944)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Contraception, Interruption volontaire de grossesse (IVG) [23 juin 1999] (p. 6371)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 906, posée le 28 juin 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Peignage Amédée, emploi et activité, Roubaix (p. 6502)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Son intervention (p. 6283)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : cultes (p. 6275, 6276)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6276)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 6276)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6276)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Son intervention (p. 7091)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7091)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 7091)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7092)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7092)

ENVIRONNEMENT**Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)**

Son intervention (p. 7188)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences : assainissement (p. 7189)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7189)

Environnement : crédits (p. 7189)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7189)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS**Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)**

Son intervention (p. 7224)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7224)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7225)

Transports routiers (p. 7225)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363, 8399)**

Son intervention (p. 8382)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8441)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 8441)

Communes : maires : pétitions (p. 8383)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 8384)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mairies (p. 8383, 8384)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8382, 8383)

Enfants (p. 8384)

Famille : concubinage (p. 8382)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8441)

Santé : sida (p. 8383)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900)*Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)*

Demande la clôture de la discussion sur l'article 1er, en application de l'article 57 du règlement [8 novembre 1998] (p. 8455)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 708 de M. Bernard Accoyer (perte du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne du même sexe) (p. 8535)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 176 (déclaration écrite déposée en mairie) : rejeté (p. 8566)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 9914)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3067)

Son intervention (p. 3070)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : cultes (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 3070)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3068)

Famille : mariage (p. 3067)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141) ; [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 471 (nouvelle rédaction de l'article 515-3 prévoyant l'enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3171)

Son sous-amendement n° 468 (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3172)

Ses sous-amendements n°s 470 et 469 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 473 à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 3219)

Son sous-amendement n° 472 (prise en compte de la vie commune antérieure à la conclusion du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : non soutenu ; repris par M. Thierry Mariani : rejeté (p. 3220)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9320)

Son intervention (p. 9326)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9326)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9327)

Partis et mouvements politiques : écologistes : élections et référendums (p. 9326)

Régions : budget (p. 9326, 9327)

Régions : compétences (p. 9326)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9480)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 9480, 9481)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9480)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9480)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 212)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 212)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 213)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 213)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 213)

Secteur public : services publics (p. 213, 214)

Transports (p. 213)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 552)

Thèmes :

Démographie (p. 552)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 553)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 552)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 553)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1173)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1255)

Thèmes :

Famille : contraception (p. 1255, 1256)

Femmes : mères célibataires (p. 1256)

Travail : précarité : femmes (p. 1255)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1600)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1601)

Environnement : protection (p. 1601)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1600)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1604)

Son amendement n° 563 (utilisation de l'énergie la plus adaptée aux besoins) : adopté après rectification (p. 1609)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 564 de M. Jean-Michel Marchand (rôle des établissements publics régionaux) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 565 (mise en oeuvre d'installations de production de proximité) : rejeté (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 567 de M. Jean-Michel Marchand (mise en oeuvre des systèmes de production locale) : retiré (p. 1625)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 604 de M. Claude Billard (structure des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) : rejeté (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Jean-Michel Marchand (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Jean-Michel Marchand (constitution d'établissements publics régionaux de distribution) : retiré (p. 1630)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son intervention (p. 1682)

Son amendement n° 572 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Intervient sur le sous-amendement n° 640 de M. Jacques Desallangre (de précision) à l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) (p. 1695)

Intervient sur le sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1698)

Intervient sur le sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)

Article 8 (appels d'offres)

Son intervention (p. 1706)

Son amendement n° 573 (compétences de la Commission de régulation pour enclencher une diminution de la demande d'électricité) : retiré (p. 1709)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur le sous-amendement n° 617 de M. Claude Billard (maintien du seuil de 8 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Son sous-amendement n° 578 (seuil de 25 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission : devenu sans objet (p. 1714)

Son sous-amendement n° 579 (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission : rejeté (p. 1714)

Soutient le sous-amendement n° 591 de M. Michel Destot (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 574 (suspension par décret de l'obligation d'achat ramenée à cinq ans maximum) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 552 de M. Jean-Michel Marchand (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) : rejeté (p. 1718)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Soutient l'amendement n° 554 de M. Jean-Michel Marchand (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 555 de M. Jean-Michel Marchand (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) : rejeté (p. 1751)

Soutient l'amendement n° 556 de M. Jean-Michel Marchand (consultation obligatoire des usagers au niveau local) : rejeté (p. 1751)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 557 (information des collectivités locales concédantes) : adopté (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 558 de M. Jean-Michel Marchand (éligibilité des communes) : rejeté (p. 1757)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son sous-amendement n° 597 (droit d'accès des structures dépendant directement d'elles) à l'amendement n° 254 de la commission (droit d'accès des collectivités territoriales) : adopté (p. 1765)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 559 : non soutenu (p. 1768)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Soutient l'amendement n° 560 de M. Jean-Michel Marchand (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) : rejeté (p. 1771)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 561 de M. Jean-Michel Marchand (avis de la commission sur la politique commerciale et publicitaire des opérateurs) : retiré (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Soutient l'amendement n° 562 de M. Jean-Michel Marchand (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son intervention (p. 1812)

Son sous-amendement n° 575 (de suppression partielle) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : retiré (p. 1814)

Intervient sur le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission (p. 1814)

Son sous-amendement n° 577 (rédactionnel) à l'amendement n° 318 de la commission : retiré (p. 1814)

Son sous-amendement n° 576 corrigé (rédactionnel) à l'amendement n° 318 de la commission : retiré (p. 1814)

Son sous-amendement n° 780 (reconduction des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : rejeté (p. 1815)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2779)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2779)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2780)

Droit pénal : garde à vue (p. 2779)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2779)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2779)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2785)

Son amendement n° 301 (suppression des procédures de convocation par procès-verbal et de comparution immédiate) : rejeté (p. 2794)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 291 de M. Jack Lang (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 292 de M. Jack Lang (droit de la personne placée en garde à vue de faire prévenir sans délai sa famille ou son employeur) : adopté (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2812)

Son amendement n° 302 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant de la criminalité organisée) : retiré (p. 2820)

Son amendement n° 303 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant du terrorisme ou du trafic de stupéfiants) : retiré (p. 2820)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Son amendement n° 304 : non soutenu (p. 2830)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3031)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3031)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 2854)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2854)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2853, 2854)

Emploi : chômage : jeunes (p. 2853)

Mort : suicide : jeunes (p. 2854)

Politique sociale : exclusion (p. 2853, 2854)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2854)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3302)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3302)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3302, 3303)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Son amendement n° 42 : non soutenu (p. 5119)

Après l'article 8

Son amendement n° 43 : non soutenu (p. 5126)

Article 14 A (définition de la notion d'autorité administrative)

Son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 5130)

Son amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 5130)

Son amendement n° 46 : devenu sans objet (p. 5130)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 168 (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) : non soutenu ; repris par M. Jean-Luc Warsmann : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 165 (communes participant à l'habitat des gens du voyage) : rejeté (p. 5335)

Son amendement n° 169 : non soutenu (p. 6449)

Son amendement n° 170 : non soutenu (p. 6452)

Après l'article 1er

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 6456)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 172 : non soutenu (p. 6459)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 173 : non soutenu (p. 6463)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Son amendement n° 174 : non soutenu (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 6472)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 177 : non soutenu (p. 6490)

Après l'article 9

Son amendement n° 178 (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : devenu sans objet (p. 6491)

Titre

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 6492)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5927)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5928)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5928)

Transports : transport combiné (p. 5928)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5928)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5928)

Union européenne : élargissement (p. 5928)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6375)

Thèmes :

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6376)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6376)

Justice : magistrats : statuts (p. 6376)

Justice : parquet : rôle (p. 6376)

Justice : réforme (p. 6375)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6376)

Police : police judiciaire (p. 6376)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Avant l'article 4

Son amendement n° 49 (poursuite des infractions lorsque la peine encourue est inférieure à cinq ans si les conditions de la médiation ou de la compensation pénales ne sont pas réunies et obligation de poursuivre lorsque la peine encourue est de cinq ans ou plus) : rejeté (p. 6423)

Après l'article 10

Son amendement n° 50 (constitution auprès de chaque tribunal de grande instance d'unités composées d'officiers et d'agents de police judiciaire) : rejeté (p. 6432)

Cécile HELLE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [22 décembre 1998] (p. 11013)

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [30 mars 1999] (p. 3022)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 559, posée le 18 janvier 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité personnel (J.O. Questions p. 234). Appelée le 19 janvier 1999. Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, coordonnateurs emploi-formation, statut (p. 19)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 50

Son amendement n° 821 : non soutenu (p. 6418)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7055)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : action sociale (p. 7055)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits : contrats emploi-jeunes (p. 7068)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Entreprises : investissements : recherche (p. 5389, 5390)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5389, 5390)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5389, 5390)

Recherche : innovation (p. 5388, 5389)

Ses explications de vote (p. 5445)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5445)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Démodatit libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1124 relative au consentement du consommateur dans les contrats de vente et de crédit [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1630 visant à ramener à 0 gramme le taux d'alcoolémie pour les conducteurs néophytes, titulaires du permis de conduire depuis moins de 2 ans [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1631 tendant à modifier les conditions de remboursement de contributions représentatives du droit de bail [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1714 visant à prévenir les situations de surendettement [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [25 novembre 1998] (p. 9500)

TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration [16 juin 1999] (p. 5945)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 703, posée le 22 mars 1999. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Réglementation (p. 2710)

n° 846, posée le 31 mai 1999. Santé. Soins et maintien à domicile (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Personnel, qualification (p. 5167)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585, 7660)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7672)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806) ; [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Gérard Gouzes (signification de l'opposition) (p. 3822)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Intervient sur l'amendement n° 180 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction de copie des informations contenues sur la carte) (p. 3955)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3980)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4316)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4317)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4188)

Michel HERBILLON

*Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 369)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 640, posée le 15 février 1999. Enseignement supérieur. Architecture (J.O. Questions p. 841). Appelée le 16 février 1999. Ecoles, réforme, conséquences, Charenton-le-Pont (p. 1425)

n° 715, posée le 29 mars 1999. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Institut de veille sanitaire, implantation, Saint-Maurice (p. 2995)

RAPPEL AU RÉGLEMENT

Condamne les propos tenus par M. Roger Franzoni sur M. José Rossi [19 mai 1999] (p. 4648)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Son intervention (p. 7081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7082)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 7082)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7082)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7082)

Patrimoine culturel : objets d'art : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7082, 7083)

Patrimoine culturel : œuvres d'art : TVA (p. 7083)

ANCIENS COMBATTANTS**Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)**

Procédure des questions :

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8225)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)**

Procédure des questions :

Travail : durée du travail (p. 8965)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)**

Son intervention (p. 2864)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2864)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2864, 2865)

Partis et mouvements politiques : majorité : délinquance et criminalité (p. 2865)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2865)

Ses explications de vote (p. 2870)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4535)

Son intervention (p. 4540)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4609)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4541, 4542)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4540, 4541)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4521, 4535, 4540 à 4543, 4608, 4609)

DOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4608)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4634)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Kert (maintien de la banque publique de programmes et de services) (p. 4714)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Laurent Dominati (programmes de promotion en faveur du savoir) : rejeté (p. 4714)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Laurent Dominati (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) : rejeté (p. 4714)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Olivier de Chazeaux (désignation des membres du conseil d'administration) (p. 4723)

Soutient l'amendement n° 342 de M. Laurent Dominati (désignation des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4723)

Soutient l'amendement n° 387 de M. Laurent Dominati (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 522 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4733)

Après l'article 27

Son amendement n° 475 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (exploitation du numérique) : rejeté (p. 5070)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 mai 1999] (p. 4648)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4688)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4689)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 1998] (p. 19239)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 38 : Premier ministre (Secrétariat général de la défense nationale) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5865)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5865)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5865)

Agroalimentaire : labels (p. 5865)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5865)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)*Après l'article 40*

Soutient l'amendement n° 807 de M. Pierre Micaut (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Son amendement n° 926 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6569)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : finances locales (p. 6570)
- Emploi : allègement des charges sociales (p. 6569)
- Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6569)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6569)
- Finances publiques : dépenses (p. 6569)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 6569, 6570)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6569)
- Politique économique : croissance (p. 6569)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)**

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Charles de Courson (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7805)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Institut des hautes études et de défense nationale (IHEDN) (p. 7806)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 7805, 7806)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8988)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Commerce extérieur : exportations (p. 8989)
- Commerce extérieur : généralités (p. 8989)
- Finances publiques : charges communes (p. 8988, 8989)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8989)
- Finances publiques : dépenses (p. 8989, 8990)
- Finances publiques : dette publique (p. 8988, 8989)
- Politique économique : conjoncture (p. 8989)
- Politique économique : croissance (p. 8988, 8989)
- Politique économique : emprunts russes (p. 8989)

Procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 9006)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9006)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**[17 novembre 1998] (p. 9064)***Après l'article 73*

Soutient l'amendement n° 14 de M. Serge Poignant (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) : rejeté (p. 9092)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son amendement n° 181 (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) : retiré (p. 2323)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6152)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 6152)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6152)

Finances publiques : dépenses (p. 6152)

Politique économique : conjoncture (p. 6152)

Politique économique : croissance (p. 6152)

Politique économique : investissement (p. 6152)

Guy HERMIER

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1390 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1487 tendant à réprimer la contestation de l'existence des génocides et notamment du génocide du peuple arménien [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Réforme. Débat parlementaire, inscription à l'ordre du jour [13 octobre 1998] (p. 6467)

Emploi. Chômeurs. Revendications [9 décembre 1998] (p. 10232)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7132)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 7133)

Enseignement secondaire : lycées (p. 7134)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10287)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10287, 10288)

Droit pénal (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10287)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Union européenne : euro (p. 1926)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1926)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Edmond HERVÉ

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 15 : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8873, 8874)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8872)

Télécommunications : France Télécom (p. 8872, 8873)

Télécommunications : tarifs (p. 8873)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Jacques HEUCLIN

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876)

Après l'article 10

Son amendement n° 266 deuxième rectification (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces; article 142-2 relatif à la restitution du cautionnement) : adopté (p. 2895)

Claude HOARAU

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XVI : Outre-mer (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1302 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

DOM. La Réunion : logement. Fonds de solidarité logement, crédits, répartition [16 mars 1999] (p. 2420)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER**

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Ses interventions (p. 7294, 7329)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7295, 7296)

Commerce extérieur (p. 7295, 7296)

Défense : service national (p. 7295)

DOM : La Réunion (p. 7329 à 7331)

DOM : La Réunion : agriculture (p. 7330)

DOM : La Réunion : audiovisuel et communication (p. 7331)

DOM : La Réunion : commerce extérieur (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : informatique (p. 7331)

DOM : La Réunion : jeunes (p. 7330)

DOM : La Réunion : politique extérieure (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : télécommunications (p. 7331)

DOM : La Réunion : transports (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : Union européenne (p. 7330, 7331)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7295)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7295)

DOM-TOM : généralités : Etat (p. 7296)

Emploi (p. 7294, 7295)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7294)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7330)

Logement (p. 7295)

Politique économique (p. 7296)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7295)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8676)

Thème avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : La Réunion (p. 8676, 8677)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Son intervention (p. 8787)

Thème avant la procédure des questions :

DOM : La Réunion : agriculture (p. 8787)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Henry Jean-Baptiste (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9036)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Gérard Saumade (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) : adopté (p. 9039)

Seconde délibération

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10620, 10699)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 272)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Michel Tamaya (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) (p. 410)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 1157 (dispositions spécifiques aux DOM) : retiré (p. 414)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 370 (cas des départements d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 887)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Après l'article 9

Son amendement n° 5 deuxième correction (exonération des conditions de continuité territoriale et d'absence d'enclave pour les communautés de communes des départements d'outre-mer se transformant en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1122)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 7 corrigé (compétence liée du préfet pour la création et la fixation du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale en cas d'unanimité des conseils municipaux) : rejeté (p. 1149)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 8 corrigé : non soutenu (p. 1171)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 1178)

Après l'article 46

Son amendement n° 316 : non soutenu (p. 1224)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1657)

Son amendement n° 8 (nouvelle rédaction de l'article faisant référence à toutes les populations victimes de l'esclavage) : retiré (p. 1658)

Article 4 (comité de personnalités qualifiées chargé de proposer des lieux et des actions de mémoire)

Son amendement n° 10 (comité comprenant des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves) : adopté (p. 1664)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2552)

Thèmes :

DOM : La Réunion (p. 2553)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2552)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2552)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2569)

Élie HOARAU

*La Réunion (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1302 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Comores. Aide humanitaire [2 décembre 1998] (p. 9892)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7337)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7337)
 DOM : La Réunion : institutions (p. 7338)
 Lois : lois d'orientation (p. 7337, 7338)
 Politique sociale : exclusion (p. 7338)
 Union européenne (p. 7338)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7862)

Thème avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : aides (p. 7862)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 215)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 217)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 216)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 216)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 216)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 216)

Environnement : protection (p. 216)

Transports (p. 216)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2516)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2518)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2518)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2518)

Environnement (p. 2517)

Politiques communautaires : budget (p. 2517, 2518)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2517)

Union européenne : élargissement (p. 2517)

Union européenne : fonds structurels (p. 2518, 2519)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3624)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3624, 3625)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3626)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3625)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3625, 3626)

Pays étrangers : Albanie (p. 3626)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3624, 3625)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3625)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3626)

Robert HONDE

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
 Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1212 soutenu par M. François Huwart (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) à l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté (p. 817)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 239)

Thèmes :

Energie et carburants : charbon (p. 240)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 239 à 241)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 240)

Energie et carburants : gaz (p. 240)

Energie et carburants : pétrole (p. 239)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention (p. 1500)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1501)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1501)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1500)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 548 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Secrétaire de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [19 mai 1999] (p. 4586)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8403)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8403)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8403)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8403)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8404)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8848)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Conseil constitutionnel (p. 8848)
- Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8848)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8848)
- Justice : carte judiciaire (p. 8848)
- Justice : crédits (p. 8848)
- Justice : jugements (p. 8848)
- Justice : parquet (p. 8848)
- Justice : réforme (p. 8848, 8849)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2736)

Thèmes :

- Droit pénal : détention provisoire (p. 2736)
- Droit pénal : garde à vue (p. 2736)
- Droit pénal : instruction : défense (p. 2737)
- Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2737)
- Droit pénal : instruction : publicité (p. 2737)
- Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2737)
- Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2737)
- Justice : jugements : délais (p. 2738)
- Justice : magistrats : responsabilité (p. 2738)
- Justice : parquet : détention provisoire (p. 2737)
- Presse et livres : liberté de la presse (p. 2738)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2798)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Patrick Devedjian (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Claude Goasguen (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Goasguen (motivation de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des

diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Claude Goasguen ("juge de l'instruction et des libertés" et "chambre de l'instruction et des libertés" substitués respectivement au juge d'instruction et à la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2806)

Avant l'article 2

Soutient le sous-amendement n° 234 de M. Patrick Devedjian (qualité de témoin conférée aux personnes non suspectées) à l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) : rejeté (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Patrick Devedjian (personne placée en garde à vue informée de l'existence et de la nature des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction) : devenu sans objet (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Patrick Devedjian (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : retiré (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2813)

Son amendement n° 181 (avocat pouvant assister aux interrogatoires) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 195 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 200 de M. Claude Goasguen (prolongation de la garde à vue après présentation de la personne au procureur) : rejeté (p. 2823)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction de l'article visant à accélérer l'instruction en organisant un débat d'orientation) : rejeté (p. 2827)

Son amendement n° 196 (demandes d'actes par lettre recommandée avec accusé de réception) : devenu sans objet (p. 2827)

Après l'article 4

Son amendement n° 182 (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : devenu sans objet (p. 2828)

Son amendement n° 183 (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) : rejeté (p. 2829)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Alain Tourret (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) (p. 2829)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction des paragraphes I et II conférant un caractère contradictoire à l'expertise pénale) : rejeté (p. 2830)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 199 de M. Claude Goasguen (article 80 du code de procédure pénale - justification du réquisitoire pris contre personne dénommée par le détail des indices) : rejeté (p. 2830)

Son amendement n° 205 (article 81 du code de procédure pénale - information par le juge d'instruction de la victime d'une atteinte à la personne) : rejeté (p. 2830)

Son amendement n° 185 (article 152 du code de procédure pénale - information du juge d'instruction sur les perquisitions envisagées par les officiers de police judiciaire) : rejeté (p. 2831)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté)

Son amendement n° 184 (témoin assisté informé qu'il peut bénéficier des droits reconnus aux personnes mises en examen) : retiré (p. 2832)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Patrick Devedjian (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2882)

Son amendement n° 186 (saisine du juge de la détention par le procureur) : rejeté (p. 2889)

Son amendement n° 187 (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) : rejeté (p. 2893)

Son amendement n° 188 (suppression de l'article 137-4 du code de procédure pénale relatif aux décisions du juge d'instruction susceptibles de ne pas être rendues par ordonnance) : rejeté (p. 2893)

Son amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 2893)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 2895) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Son amendement n° 191 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) (p. 2896) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (délai des commissions rogatoires et des expertises) (p. 2930)

Son amendement n° 204 (sanction de l'absence de jugement dans un délai raisonnable et prise en compte dans le prononcé de la peine) : rejeté (p. 2932)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son intervention (p. 2945)

Son amendement n° 202 (suppression de l'article 11 du code de procédure pénale relatif au secret de l'instruction) : rejeté (p. 2946)

Son amendement n° 203 : retiré (p. 2946)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Patrick Devedjian (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Son amendement n° 193 (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (ordonnance motivée statuant sur le caractère public de l'audience pour le placement en détention provisoire) : adopté (p. 2948)

Son amendement n° 194 : devenu sans objet (p. 2948)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3031)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3032)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6321)

Thèmes :

- Justice : indépendance (p. 6321, 6322)
 Justice : magistrats : responsabilité (p. 6322)
 Justice : procureurs généraux (p. 6322)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6322)

Robert HUE

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
 Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Relations internationales. Commerce international. AMI, négociations [14 octobre 1998] (p. 6578)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10520)

Thèmes :

- Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10521)
 Elections et référendums : statut des élus : femmes (p. 10521)
 Femmes : parité (p. 10522)
 Femmes : parité : Constitution (p. 10521)
 Femmes : parité : Parti communiste (p. 10520, 10521)
 Femmes : parité : politique économique (p. 10521, 10522)
 Femmes : parité : politique sociale (p. 10521, 10522)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 10521)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1885) : rejetée (p. 1892)

Thèmes :

- Constitution : révision (p. 1888)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1888)
 Politiques communautaires : politiques internes (p. 1886, 1887)
 Union européenne : élargissement (p. 1887)
 Union européenne : fonds structurels (p. 1888)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1885, 1886)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2982)

Thèmes :

- Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 2983, 2984)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2983, 2984)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2983, 2984)
 Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2983)
 Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2982, 2983)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3628)

Thèmes :

- Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3630)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3629, 3630)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3628 à 3630)
 Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3628, 3629)
 Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3629)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Vice-président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1168 rendant obligatoire l'aménagement de 5 % de logements adaptés aux handicapés dans toute nouvelle construction [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1761 visant à établir la parité dans les scrutins municipaux [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Ordre public. Maintien. Rave parties [25 mai 1999] (p. 4816)

Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [22 juin 1999] (p. 6271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 534, posée le 7 décembre 1998. Handicapés. Maisons d'accueil spécialisées pour adultes handicapés (MAS) (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Capacités d'accueil (p. 10148)

n° 597, posée le 1^{er} février 1999. Elevage. Chevaux de course (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Entraîneurs, statut social et fiscal (p. 684)

n° 688, posée le 15 mars 1999. Transports ferroviaires. Ligne Nantes-Bordeaux (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 23 mars 1999. Modernisation (p. 2690)

n° 796, posée le 10 mai 1999. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Capacités d'accueil, contrats de plan Etat-régions, inscription (p. 4281)

n° 893, posée le 21 juin 1999. Aménagement du territoire. Financement (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Prime à l'aménagement du territoire (PAT), fonds structurels européens, Chateaubriant (p. 6247)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)**

Procédure des questions :

Régions : Bretagne : transports aériens (p. 8099)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)**

Procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8718)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux**NOUVELLE LECTURE****Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)**

Après l'article 3

Son amendement n° 25 soutenu par M. Christian Estrosi (inélégibilité des personnes condamnées pour crime ou délit) : rejeté (p. 9341)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes**PREMIÈRE LECTURE****Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)**

Article unique

Son amendement n° 7 : non soutenu (p. 10552)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Yves Coussain (desserte des agglomérations) (p. 749)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2776)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2777)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2777)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2777)

Droit pénal : garde à vue (p. 2777)

Droit pénal : mise en examen (p. 2777)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2777)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2777)

Justice : crédits (p. 2777)

Justice : victimes (p. 2777)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 2776)

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Patrick Devedjian (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) : rejeté (p. 2900)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4576)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 4575, 4576)

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4575, 4576)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 4577)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4576, 4577)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4577)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4577)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

François HUWART

Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)

Radical, Citoyen et Vert puis

puis Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Est nommé Secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Décret du 28 juillet 1999 [J.O. du 29 juillet 1999] (p. 11304)

Cessation de son mandat de député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Défense (titre III et personnels de la défense) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [28 avril 1999] (p. 3703)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : droit de grève (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 8121)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8121)

Secteur public : services publics (p. 8121)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8122)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8245)

Défense : crédits (p. 8245, 8246)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8245, 8246)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9469)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9470)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9470)

Union européenne : construction européenne (p. 9469, 9470)

Union européenne : subsidiarité (p. 9470)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9470)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 96)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 96)

Aménagement du territoire : villes (p. 97)

Environnement : protection (p. 97)

Secteur public : services publics (p. 96)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 671 (nécessité de l'existence du schéma national) : rejeté (p. 326)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1215 (rédactionnel) à l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : adopté (p. 806)

Son amendement n° 672 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 673 (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) : adopté (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Jean-Claude Lenoir (accord des conseils régionaux) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils régionaux) (p. 807)

Soutient le sous-amendement n° 1212 de M. Robert Honde (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) à l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté (p. 817)

Son intervention (p. 825)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4086)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4086)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4086)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4086)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4086)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5841)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 5841)

Emploi (p. 5842)

Environnement (p. 5841)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5841)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9469)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9470)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9470)

Union européenne : construction européenne (p. 9469, 9470)

Union européenne : subsidiarité (p. 9470)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9470)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Ses explications de vote [19 mai 1999] (p. 4655)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4655)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5114)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5114, 5115)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5114)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 5114)

Etat : réforme (p. 5115)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5114)

Ses explications de vote (p. 5144)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5144)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5715)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5715)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5716)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6128)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6129)

Finances publiques : dépenses (p. 6129)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6128, 6129)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6128, 6129)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6129)

Politique économique : conjoncture (p. 6128)

Politique économique : croissance (p. 6128)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6128)

Politique sociale : généralités (p. 6129)

Union européenne : euro (p. 6129)

I

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 30 : Equipement, transports et logement (transports terrestres) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999 - Annexe n° 1 - la politique autoroutière [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 578, posée le 25 janvier 1999. Fonction publique territoriale. Filière sportive (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Educateurs des activités physiques et sportives, exercice de la profession, enseignement maternel et primaire (p. 336)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6598)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6600)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6600)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6600)

Enseignement : crédits (p. 6600)

Finances publiques : dépenses (p. 6599)

Finances publiques : dette publique (p. 6599)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6599, 6600)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6599)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6600)

Impôt sur le revenu (p. 6600)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6599)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6599)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6600)

Logement : logement social (p. 6600)

Politique économique : conjoncture (p. 6598)

Politique économique : généralités (p. 6598, 6599)

Politique sociale : exclusion (p. 6600)

TVA (p. 6599)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 6970)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 6970)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Son amendement n° 499 (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7024)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7024)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur spécial de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7207)

Transports : Fonds d'investissement des transports
terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7207)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France
(p. 7208)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7208)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7208)

Transports urbains : RATP (p. 7208)

Voirie (p. 7208, 7209)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET
MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR -
TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives
(p. 8990, 8991)

Commerce extérieur : douanes (p. 8991)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de
l'économie, des finances et de l'industrie :
fonctionnement (p. 8990, 8991)

Politique économique : emprunts russes (p. 8991)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (taxe
communale facultative sur les activités saisonnières à
caractère commercial) : adopté (p. 9073)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre
Brard (renforcement de la coopération entre les
agents de la direction générale des impôts et ceux des
douanes) (p. 9083)

Après l'article 71

Soutient l'amendement n° 155 de M. Kofi Yamgnane
(représentation des élus locaux au sein de la

commission départementale des impôts directs et des
taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 9087)

Seconde délibération

*Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses
ordinaires des services civils)*

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement
(majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 2 et 28 du
Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 3 à 27 du
Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 29 à 33 du
Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

*Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en
capital des services civils)*

Intervient sur les amendements n°s 34 à 50 du
Gouvernement (majoration des autorisations de
programme et des crédits de paiement) (p. 9172)

*Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de
l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et
les pensionnés)*

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement
(de suppression) (p. 9172)

*Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à
l'investissement outre-mer)*

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement
(application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002)
(p. 9172)

*Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la
déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou
des résultats imposables)*

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement
(agrément réservé aux investissements d'un montant
supérieur à 2 millions de francs) (p. 9172)

*Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à
l'investissement outre-mer pour les contribuables
passibles de l'impôt sur les sociétés)*

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement
(remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession
de l'investissement avant l'expiration de sa durée
normale d'utilisation) (p. 9172)

*Article 64 E (élargissement du champ d'application du
régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au
secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)*

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement
(de suppression) (p. 9172)

*Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs
privés pour les locations de logements de caractère
intermédiaire)*

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement
(suppression de l'avantage fiscal à l'investissement
locatif dans les résidences de tourisme classées)
(p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9172)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9170)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9171)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10595)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10595)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10595)

Parlement : Sénat (p. 10595)

TVA : taux (p. 10595)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 30

Son amendement n° 264 (non-application de la surtaxe de 50 % aux déchets transportés par le rail ou par la voie fluviale) : retiré ; repris par M. Michel Bouvard : rejeté (p. 10685)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10595)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10794)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10795)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10795)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10795)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 10795)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10795)

Politique économique : croissance (p. 10795)

TVA : taux (p. 10794, 10795)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9507)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9508)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10037)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 10038)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10038)

Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 10038)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10037)

Finances publiques : dépenses (p. 10037)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10037)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10037)

Politique économique : croissance (p. 10037)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 10037)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 14

Son amendement n° 69 (relèvement du seuil d'écrêtement des établissements exceptionnels dans les communes où le taux de chômage dépasse de moitié la moyenne nationale) : retiré (p. 10119)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 70 de M. Alain Veyret (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) : retiré (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté après modifications (p. 10130)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10957)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10957)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10957)

Politique économique : croissance (p. 10957)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10957)

TVA : taux (p. 10957)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10957)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11052)

Thème :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 11052)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11052)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10574)

Thème :

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10574)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Didier Quentin (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Après l'article 36

Son amendement n° 762 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6136)

Thèmes :

Elections et référendums : élections européennes (p. 6136)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6137)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6137)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6137, 6138)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6137)

Politique économique : généralités (p. 6137)

Politique économique : investissement (p. 6138)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6138)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6138)

TVA : taux (p. 6137, 6138)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6178)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 6178, 6179)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6179)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6178, 6179)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6179)

Politique économique : croissance (p. 6179)

Politique économique : généralités (p. 6178, 6179)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6179)

Anne-Marie IDRAC

Yvelines (3^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 488, posée le 23 novembre 1998. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France (p. 9394)

n° 913, posée le 28 juin 1999. Voirie. A 86 (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Projet de tunnel, sécurité, tronçon ouest (p. 6512)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***ENVIRONNEMENT****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)**

Son intervention (p. 7184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 7185)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 7185)

Environnement : crédits (p. 7185)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7184 à 7186)

NOUVELLE LECTURE**Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)**

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 288 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10658) : rejeté (p. 10659)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE**Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9320)**

Son intervention (p. 9327)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9327)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 9328)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9327, 9328)

Partis et mouvements politiques : opposition : élections régionales (p. 9328)

Régions : budget (p. 9328)

Régions : présidents de conseil régional (p. 9328)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son amendement n° 90 corrigé soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la possibilité de recours au vote bloqué sur les délibérations budgétaires) : rejeté (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son amendement n° 91 (de suppression) : rejeté (p. 9353)

Son amendement n° 92 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la publicité de la liste des signataires de la motion de renvoi) (p. 9353) : rejeté (p. 9354)

Son amendement n° 93 : non soutenu (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Son amendement n° 94 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)**

Son intervention (p. 2614)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2614, 2615)

Secteur public : service minimum (p. 2615)

Transports urbains : RATP (p. 2615)

Travail : droit de grève (p. 2614, 2615)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2616)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4678)

Thèmes :

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 4679)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4678, 4679)

Françoise IMBERT

Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8567)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra [16 février 1999] (p. 1437)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, avions, gros porteurs, unités d'assemblage, implantation [18 mai 1999] (p. 4500)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 919, posée le 28 juin 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Aides, soja (p. 6500)

Michel INCHAUSPÉ

Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 30 octobre 1998] (p. 16415)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1289 tendant à créer une région Adour-Pyrénées [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle la position de principe prise par le président de la commission des finances à propos de l'application de l'article 40 de la Constitution à toute création d'une identité nouvelle ; constatant que la proposition de loi instituant un médiateur des enfants a pour objet de créer un nouvel organisme, demande que le bureau de la commission des finances se réunisse pour dire si l'article 40 ne s'applique pas à cette nouvelle entité ; souligne qu'en application de l'article 92 du règlement tout député peut invoquer l'article 40 [19 novembre 1998] (p. 9296)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7235)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7235)

Voirie (p. 7235, 7236)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9337)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 454 : non soutenu (p. 301)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 455 soutenu par M. Michel Bouvard (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 456 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son amendement n° 457 (desserte des zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 1068 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 458 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 459 soutenu par M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 900) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 714 : non soutenu (p. 1683)

Son amendement n° 715 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 716 : non soutenu (p. 1696)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 717 soutenu par M. Franck Borotra (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 718 soutenu par M. Claude Birraux (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 719 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 720 : non soutenu (p. 1714)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 721 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Article 40 (dispositions pénales)

Son amendement n° 723 soutenu par M. Franck Borotra (non-application des dispositions du présent article aux petites installations) : rejeté (p. 1795)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 722 soutenu par M. Franck Borotra (statut des personnels des petits producteurs) : rejeté (p. 1807)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 724 soutenu par M. Franck Borotra (secteur hydraulique) : rejeté (p. 1815)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2184)

Thèmes :

Assurances : fonds de garantie (p. 2185)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2184, 2185)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2184, 2185)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2184, 2185)

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 2185)

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (instauration d'une sanction pour les établissements de crédit qui réalisent des opérations de crédit à des taux inférieurs à ceux du marché monétaire) : retiré (p. 2313)

Son sous-amendement n° 318 (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 44 de la commission : retiré (p. 2312)

Son sous-amendement n° 319 (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) : retiré (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Avant l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Marc Laffineur (déductibilité fiscale de la part des cotisations non couverte par le crédit d'impôt institué par le projet de loi) (p. 2339)

Son amendement n° 128 (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : retiré (p. 2340)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au

fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 124 corrigé (suppression de la contribution des institutions financières à compter du 1er janvier 2002) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 129 (réduction de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 171 corrigé (relèvement progressif du taux du crédit d'impôt pour le rendre équivalent au montant total des versements au fonds de garantie) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 130 (relèvement du taux du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Après l'article 53

Intervient sur le sous-amendement n° 326 de M. Germain Gengenwin (suppression de la référence à la négociation des accords collectifs) à l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2348)

Intervient sur l'amendement n° 304 du Gouvernement (validation des visas apposés par la Commission des opérations de bourse sur les offres publiques d'acquisition de titres et sur les opérations d'achat par une société de ses propres titres) (p. 2350)

Article 56 (interventions de la Commission bancaire en cas de difficultés d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement)

Son amendement n° 8 (subrogation du fonds de garantie dans le droit des bénéficiaires de son intervention) : rejeté (p. 2358)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (détention de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Son amendement n° 11 (fixation par décret des règles de détention des obligations foncières par les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) : rejeté (p. 2364)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 12 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) : retiré (p. 2367)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 13 (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : rejeté (p. 2369)

Article 71 (information des débiteurs)

Son amendement n° 127 corrigé (recouvrement des prêts par le cédant) : retiré (p. 2370)

Son amendement n° 14 (renvoi à l'article 69 du projet de loi) : retiré (p. 2370)

Après l'article 73

Son amendement n° 125 (exonération de droits d'enregistrement des cessions de créances à une société de crédit foncier) : retiré (p. 2372)

Après l'article 78

Son sous-amendement n° 320 (prise en compte des prêts immobiliers accordés avant l'entrée en vigueur de la présente loi) à l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (conditions de modification d'un prêt immobilier) : adopté (p. 2377)

Son amendement n° 126 (conditions de modification d'un prêt immobilier) : devenu sans objet (p. 2377)

Article 64 précédemment réservé (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres actions sans annulation) (p. 2379)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 79 (renégociation de prêts)

Son sous-amendement n° 96 (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission (indication des conditions et des modalités de variation du taux lorsque le prêt est à taux variable) : adopté (p. 5271)

Bernadette ISAAC-SIBILLE

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteuse de la proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) (n° 1183) [25 novembre 1998]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation (n° 1197) [2 décembre 1998]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part (n° 1313) [17 février 1999]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part (n° 1314) [17 février 1999]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part (n° 1315) [17 février 1999]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part (n° 1316) [17 février 1999]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1655) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1183 sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) [9 novembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution de M. Jean-Jacques Guillet et Mme Bernadette Isaac-Sibille (n° 1183), sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final/n° E 1147) [2 décembre 1998] (n° 1239)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1315) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part ;
- (n° 1316) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part ;
- (n° 1314) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part ;
- (n° 1313) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés

européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Géorgie, d'autre part [7 avril 1999] (n° 1530)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1197), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation [7 avril 1999] (n° 1534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Ouverture de classes, réglementation [29 juin 1999] (p. 6537)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 886, posée le 14 juin 1999. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Chèque d'accompagnement personnalisé, mise en place (p. 5797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7126)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7127)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8400)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8441)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8441)

Enfants (p. 8400, 8401)

Famille : mariage (p. 8400)

Discussion des articles [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 611 de M. Renaud Dutreil (modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires ne devant pas être contraires aux bonnes mœurs) : rejeté (p. 9806)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9283)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9283)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9283)

Assemblée nationale : Président (p. 9283)

Départements : présidents de conseil général : enfants (p. 9283)

Etat : Médiateur de la République (p. 9283)

Famille (p. 9283)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son amendement n° 18 (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) : rejeté (p. 9288)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Serge Blisko (faculté pour le médiateur des enfants d'informer les parents de sa saisine par l'enfant mineur) (p. 9290)

Article 2 (nomination et mandat du médiateur des enfants)

Son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 9291)

Son amendement n° 19 (de coordination) : devenu sans objet (p. 9291)

Article 3 (compétences du médiateur des enfants)

Son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 9292)

Son amendement n° 21 (suppression de l'information de l'autorité judiciaire par le médiateur des enfants) : rejeté (p. 9292)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant par le médiateur des enfants et rapport d'activité)

Son amendement n° 22 : devenu sans objet (p. 9293)

Article 6 (transmission de réclamations au médiateur des enfants par le médiateur de la République)

Son amendement n° 24 : devenu sans objet (p. 9293)

Article 7 (délégués départementaux)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Serge Blisko (de suppression) (p. 9294)

Son amendement n° 25 : devenu sans objet (p. 9294)

Article 9 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections cantonales sauf exercice du mandat de conseiller général antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 26 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 10 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections municipales sauf exercice du mandat de conseiller municipal antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 27 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 11 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections régionales sauf exercice du mandat de conseiller régional antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 12 (dispositions relatives au médiateur de la République applicables au médiateur des enfants)

Son amendement n° 29 : devenu sans objet (p. 9295)

Titre

Son amendement n° 30 : devenu sans objet (p. 9295)

Ses explications de vote (p. 9295)

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9276)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants et de la proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants (voir Enfants 1144)

Discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9296)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 9296)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 9296)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

Rapporteuse de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Ses interventions (p. 4439, 4443)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4440)

Enfants : droits de l'enfant (p. 4440, 4443)

Politiques communautaires : coopération et développement (p. 4439, 4440)

J**Christian JACOB***Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5841)

Son intervention (p. 5845)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5899)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5846)

Agriculture : installation (p. 5845, 5846, 5900)

Agroalimentaire : labels (p. 5846)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5847, 5900)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5841)

Environnement : espace rural (p. 5900)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5906)

Intervient sur l'amendement n° 746 de M. François Sauvadet (prise en compte de la politique forestière) (p. 5908)

Son amendement n° 287 (revenus agricoles) : rejeté (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) (p. 5911)

Son amendement n° 288 (sécurité sanitaire) : rejeté (p. 5913)

Son amendement n° 37 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) (p. 5915)

Son amendement n° 289 (de précision) : devenu sans objet (p. 5916)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) (p. 5917)

Son amendement n° 290 (de suppression partielle) : retiré (p. 5917)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Son amendement n° 38 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Pierre Micaut (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Gérard Voisin (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean Proriol (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Son amendement n° 39 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Son amendement n° 294 (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Avant l'article 2

Son amendement n° 298 (modification de l'intitulé du titre Ier) : rejeté (p. 5978)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 299 (de suppression) : rejeté (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Pierre Micau (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Son amendement n° 303 (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) : rejeté (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 747 de M. François Sauvadet (information du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité) (p. 6008)

Intervient sur l'amendement n° 735 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (recherche d'un niveau élevé de sécurité et de qualité des biens alimentaires et non alimentaires) (p. 6010)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Serge Poignant (développement de projets collectifs de production agricole) (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Lamy (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Son amendement n° 40 corrigé (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Estrosi (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Pierre Micau (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Soutient l'amendement n° 302 de Mme Hélène Mignon (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gérard Voisin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 748 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Son amendement n° 305 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 304 (engagements de l'exploitant et du propriétaire du fonds) : adopté (p. 6020)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) : rejeté (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 317 (de suppression) : retiré (p. 6072)

Son amendement n° 318 (de suppression partielle) : rejeté (p. 6074)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6084)

Son amendement n° 321 (notion de carte professionnelle) : rejeté (p. 6086)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Serge Poignant (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6093)

Article 8 (champ d'application du statut du fermage)

Son amendement n° 323 (de suppression) : rejeté (p. 6096)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 658 de M. Jean Proriol (épandage des boues des stations d'épuration) (p. 6097)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Son intervention (p. 6098)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 814 de M. Gérard Bapt (cas de résiliation de plein droit du bail) (p. 6099)

Son amendement n° 932 (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6102)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriol (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Son amendement n° 851 (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 852 (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Son amendement n° 853 (fixation du loyer des bâtiments d'exploitation) : rejeté (p. 6106)

Son amendement n° 854 (indemnité pour travaux imposés) : rejeté (p. 6107)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son intervention (p. 6108)

Soutient l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (contenu du rapport) : rejeté (p. 6108)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Soutient l'amendement n° 804 de M. Serge Poignant (rapport au Parlement sur la réforme de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Jean Proriol (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Micaux (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6121)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 330 de M. François Guillaume (référence à la notion de productions) : rejeté (p. 6122)

Soutient l'amendement n° 329 de M. François Guillaume (impossibilité de fonder des installations sur des ateliers hors sol) : rejeté (p. 6122)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Son amendement n° 767 corrigé (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 331 (de suppression) : rejeté (p. 6126)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Son amendement n° 332 soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6127) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 333 (de suppression) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6136)

Soutient l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Léonce Deprez (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Renaud Dutreil (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 363 de M. François Guillaume (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 360 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Jean Proriot (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jean-Michel Marchand (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son amendement n° 362 (de suppression partielle afin de garantir la sécurité juridique des membres d'une entreprise agricole) : rejeté (p. 6161)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Son amendement n° 364 (suppression de l'autorisation provisoire) : rejeté (p. 6166)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) : rejeté (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) (p. 6169)

Son amendement n° 365 (suppression des contrôles pour les participations nouvelles dès lors que la personne a déjà la qualité d'exploitant agricole) : rejeté (p. 6171)

Son amendement n° 369 (suppression du dixième alinéa relatif à l'autorisation provisoire) : rejeté (p. 6173)

Son amendement n° 373 soutenu par M. François Guillaume (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6173) : rejeté (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. François Guillaume (suppression des nouvelles contraintes imposées aux SAFER) (p. 6179)

Son amendement n° 376 (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) : rejeté (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaïze (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Soutient l'amendement n° 792 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les sociétés lorsque la superficie divisée par le nombre d'associés n'exécède pas le seuil fixé) : rejeté (p. 6184)

Soutient l'amendement n° 793 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) : rejeté (p. 6185)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte des productions biologiques) (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Jean-Michel Marchand (respect des espaces naturels) (p. 6190)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Son amendement n° 378 (suppression des sanctions) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 379 (suppression des sanctions) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-8 du code rural : contestation de la sanction

Son amendement n° 380 (suppression des pénalités) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Son amendement n° 384 (libre choix du bailleur) : rejeté (p. 6193)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 794 de M. François Baroin (création de sections spécialisées au sein des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6198)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 790 de M. Claude Gatignol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6200)

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Jérôme Cahuzac (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Intervient sur l'amendement n° 385 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Article 20 (retraite proportionnelle des conjoints collaborateurs)

Son amendement n° 337 (possibilité pour les conjoints de racheter des points à taux préférentiel) : rejeté (p. 6211)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6217)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 341 (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 6222) : devenu sans objet (p. 6454)

Article 26 (coordination)

Son amendement n° 342 : retiré (p. 6222)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Son amendement n° 343 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) : rejeté (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'œuvres sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 6230)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Félix Leyzour (obligation de prévoir dans la création du comité des activités sociales et culturelles) (p. 6231)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Félix Leyzour (de cohérence) (p. 6232)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 348 de M. Jacques Masdeu-Arus (organisations de producteurs pour les maraîchers) : rejeté (p. 6303)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 354 (conclusion d'accords professionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 355 (conclusion d'accords interprofessionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 349 (renforcement de la sécurité alimentaire) : rejeté (p. 6307)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) (p. 6312)

Soutient l'amendement n° 916 de M. Jacques Péliard (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : devenu sans objet (p. 6313)

Son amendement n° 350 (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) : rejeté (p. 6315)

Son amendement n° 351 corrigé (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : devenu sans objet (p. 6316)

Son amendement n° 352 corrigé soutenu par M. François Goulard (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 387 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 388 corrigé (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Son amendement n° 898 corrigé (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) : rejeté (p. 6337)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 389 (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 390 de M. François Guillaume (non représentation des associations de consommateurs et des associations de protection de l'environnement au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Robert Lamy (représentation des associations œuvrant dans le domaine de l'environnement au sein du Conseil supérieur d'orientation) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Son amendement n° 429 (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : retiré (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 393 corrigé (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 394 (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 395 (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Serge Poignant (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 396 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 397 (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) : rejeté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Serge Poignant (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 398 (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 51 de M. Serge Poignant (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Son amendement n° 399 (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Son amendement n° 914 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Soutient le sous-amendement n° 974 de M. Serge Poignant (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) (p. 6399)

Intervient sur le sous-amendement n° 950 de la commission (de précision) à l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (p. 6399)

Soutient le sous-amendement n° 980 de M. Philippe Vasseur (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

Intervient sur le sous-amendement n° 935 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 402 de M. François Guillaume (de suppression) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 403 soutenu par M. François Goulard (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Pierre Micaux (coexistence entre les différentes activités du monde rural) (p. 6407)

Après l'article 45

Son amendement n° 417 corrigé (condition de distance pour l'implantation de nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Robert Lamy (condition de distance pour l'implantation de nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Intervient sur l'amendement n° 639 rectifié de M. Léonce Deprez (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6409)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 444 corrigé de M. Jean Charroppin (avis des maires concernés) : adopté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 404 de M. François Guillaume (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Son amendement n° 405 (application aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite, dès lors qu'elles sont susceptibles d'entraîner une réduction des espaces agricoles ou forestiers) : rejeté (p. 6414)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Jacques Rebillard (missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (p. 6416)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 283 corrigé de M. Michel Bouvard (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 326 corrigé (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 469 corrigé de M. Christian Estrosi (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 766 corrigé de M. Jean Charroppin (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Intervient sur l'amendement n° 908 de M. Félix Leyzour (qualification de l'enseignement agricole) (p. 6424)

Soutient l'amendement n° 406 de M. François Guillaume (formation aux métiers de la gestion de l'eau et de l'environnement) : adopté (p. 6424)

Soutient l'amendement n° 407 de M. François Guillaume (suppression de la référence au caractère laïc de l'enseignement) : retiré (p. 6424)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son amendement n° 408 (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : retiré (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

Soutient l'amendement n° 711 de M. Yves Coussain (intégration du projet départemental agricole dans le projet d'établissement) : rejeté (p. 6428)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Félix Leyzour (autorité académique de l'enseignement agricole) (p. 6429)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Soutient l'amendement n° 409 de M. François Guillaume (formation à la protection de l'eau) : adopté (p. 6430)

Son amendement n° 410 (évaluation de l'enseignement supérieur agricole) : rejeté (p. 6430)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 411 de M. François Guillaume (diplômes) : rejeté (p. 6433)

Article 63 (développement agricole)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Charles de Courson (maintien de l'emploi dans l'espace rural) : adopté après modifications (p. 6436)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Charles de Courson (rappel du rôle des chambres d'agriculture) : rejeté (p. 6437)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. François Sauvadet (fiscalité des transmissions) (p. 6440)

- Son amendement n° 428 (fiscalité agricole) : rejeté (p. 6441)
- Son amendement n° 919 (régime fiscal des sociétés agricoles) : retiré (p. 6442)
- Son amendement n° 904 (régime de la déduction pour investissements) : rejeté (p. 6442)
- Son amendement n° 921 corrigé (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)
- Son amendement n° 895 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)
- Son amendement n° 922 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)
- Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Sauvadet (création d'une réserve spéciale d'auto-financement) (p. 6447)
- Son amendement n° 894 (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)
- Son amendement n° 907 (fiscalité des sociétés agricoles) : rejeté (p. 6448)
- Son amendement n° 923 (fiscalité des cessions de gré à gré de parts de sociétés civiles agricoles) : rejeté (p. 6449)
- Son amendement n° 903 (régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun) : rejeté (p. 6449)
- Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Charles de Courson (régime fiscal des cessions de parts de groupements fonciers agricoles qui donnent l'ensemble de leurs immeubles en location par bail à long terme) (p. 6449)
- Son amendement n° 924 (droits de mutation lorsque le donataire s'engage à exploiter personnellement les biens) : rejeté (p. 6450)
- Son amendement n° 896 (imposition des acquisitions foncières) : rejeté (p. 6451)
- Après l'article 30*
- Soutient l'amendement n° 346 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (déduction fiscale lors de l'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : adopté (p. 6451)
- Après l'article 64*
- Son amendement n° 906 (création d'un fonds agricole avec possibilité de nantissement) : rejeté (p. 6452)
- Son amendement n° 900 (création d'un bail d'entreprise cessible) : rejeté (p. 6452)
- Son amendement n° 443 (résiliation du bail sur une partie des terres pour permettre la construction d'une maison d'habitation) : retiré (p. 6452)

Son amendement n° 446 (contrats de location de biens agricoles en dehors du statut du fermage) : rejeté (p. 6453)

Soutient le sous-amendement n° 801 de M. François Baroin (étude des mécanismes les plus appropriés pour constituer une assurance-revenu) à l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : retiré (p. 6453)

Son amendement n° 423 (présentation au Parlement des mesures d'harmonisation fiscale) : retiré (p. 6454)

Son amendement n° 424 (rapport au Parlement sur les conditions et les modalités d'harmonisation du régime fiscal et social des primes liées à l'adhésion à une assurance complémentaire de prévoyance) : rejeté (p. 6454)

Soutient l'amendement n° 430 de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement sur les modalités d'un aménagement du régime d'imposition afin de distinguer les revenus de l'entreprise de ceux des personnes qui y travaillent) : rejeté (p. 6454)

Article 25 précédemment réservé (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 341 précédemment réservé (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) : devenu sans objet (p. 6454)

Après l'article 25

Reprend l'amendement n° 623 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (prestation compensatoire pour les conjoints divorcés) : rejeté (p. 6454)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6477)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6478)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3398)

Son intervention (p. 3404)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3398)

Agriculture : associations syndicales (p. 3404)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3398)

Agriculture : installation (p. 3405, 3406)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 3405)

Impôt sur le revenu : bénéfiques agricoles (p. 3407)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3390)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3406)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Germain Gengenwin (conditions de représentativité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) (p. 3441)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 de M. Félix Leyzour (représentation effective) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3448)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3450)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 217 de M. Charles de Courson (non plafonnement des aides) à l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) (p. 3458)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean Prioriol (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3462)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Sauvadet (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3463)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 224 de M. Nicolas Forissier (épandage des boues d'épuration des zones urbaines) : rejeté (p. 3480)

Article 12 (assurance-récolte)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de mise en œuvre d'un mécanisme d'assurance récolte) (p. 3482)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Jean Auclair (exonération des charges sociales relatives au jeune salarié amené à reprendre l'exploitation) : rejeté (p. 3484)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Patriat (définition de l'exploitation agricole) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (portée et objectifs du contrôle des structures) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Patriat (contrôle des structures des sociétés et des associations) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (seuils) (p. 3494)

Intervient sur le sous-amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Prioriol (seuils) (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) (p. 3495)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 191 (transmission des droits à primes) : adopté après modifications (p. 3501)

Soutient le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) : adopté (p. 3501)

Article 29 quaterdecies (présidence du comité d'entreprise d'un organisme de mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Nicolas Forissier (de suppression) : rejeté (p. 3511)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) (p. 3513)

Après l'article 30 bis

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Charles de Courson (compensation de la perte de recettes pour l'Etat) (p. 3516)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (critères d'accès aux indications géographiques protégées) (p. 3521)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 3525)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de codification) (p. 3528)

Article 42 (appellation montagne)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (suppression de l'exigence du conditionnement en zone de montagne pour l'accès à la dénomination "montagne") (p. 3533)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) (p. 3535)

Article 44 quinquies (rhino-trachéite infectieuse)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Germain Gengenwin (nécessité d'un accord professionnel) : rejeté (p. 3553)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6887)

Son sous-amendement n° 557 (exonération des cantons ruraux) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) : rejeté (p. 6891)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8784)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 8784)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8784)

Agriculture : installation (p. 8784, 8785)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8784)

Enseignement agricole (p. 8784)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8818)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 8820)

Son amendement n° 105 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 77 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 78 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 106 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Ses amendements n°s 79 à 95 (réduction des crédits) : rejetés (p. 8823, 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 170 (exonération des cantons ruraux d'Ile-de-France) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10661)

Son sous-amendement n° 171 (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 10665)

Son sous-amendement n° 172 (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10667)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son sous-amendement n° 33 (exonération de la contribution représentative du droit de bail pour les locations qui ont déjà supporté ce droit) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) : rejeté (p. 10972)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 631 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (associations agréées associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son sous-amendement n° 1206 deuxième correction (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) : rejeté (p. 874)

Son sous-amendement n° 1200 (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 337 de la commission (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 877)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2510, 2511)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2510)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2510, 2511)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2563)

Ses explications de vote (p. 2570)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2570)

Muguette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Bangladesh. Droits des femmes [28 octobre 1998] (p. 7518)

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9426)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [26 janvier 1999] (p. 370)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire diplomatique et humanitaire [5 mai 1999] (p. 4072)

Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant [15 juin 1999] (p. 5818)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 912, posée le 28 juin 1999. Etablissements de santé. Centres de santé (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Réglementation (p. 6503)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que, pour des questions d'emploi et de carrières, les agents de l'assemblée nationale se sont mis en grève à l'appel de deux organisations syndicales et souhaite, au nom des députés communistes, que des négociations s'engagent pour répondre aux revendications exprimées [26 mai 1999] (p. 4932)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)**

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) : retiré (p. 6864)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**TRAVAIL ET EMPLOI****Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)**

Son intervention (p. 8685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Travail : précarité (p. 8685, 8686)

Travail : travail à temps partiel (p. 8685, 8686)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7410)

Son intervention (p. 7448)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7448)

Politique sociale (p. 7410)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 7448)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) : rejeté (p. 7524)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7568)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7611)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Accoyer (suspension sur décision de justice des allocations familiales) (p. 7624)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7629)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7709)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 7751)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7754)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7756)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 7765)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7772)

Intervient sur l'amendement n° 437 du Gouvernement (soins dentaires) (p. 7779)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9609)

Thèmes :

Risques professionnels : accidents de trajet (p. 9609, 9610)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9609)

Travail : médecine du travail (p. 9610)

Travail : précarité (p. 9610)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)*Article 1er (approbation du rapport annexé)*

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Jean-Luc Prél (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9623)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9635)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (rétablissement des exonérations de charge) : retiré (p. 9642)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9708)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10176)*Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)*

Soutient l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (bénéfice de l'article 62 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique prévoyant le changement de corps pour les

fonctionnaires d'Etat à défaut de possibilité de mutation) : rejeté (p. 10183)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10186)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3050)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3066)

Son intervention (p. 3073)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3088)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3073)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 3073)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3050, 3066, 3073)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3074)

Famille : concubinage (p. 3050, 3073)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3073, 3074)

Discussion des articles [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient le sous-amendement n° 237 de M. Patrick Braouezec (abattement porté de 300 000 à 400 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3227)

Soutient le sous-amendement n° 238 de M. Patrick Braouezec (abattement porté à 500 000 F à compter du 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient le sous-amendement n° 240 de M. Patrick Braouezec (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers partenaires d'un PACS justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 467 (bénéfice de l'article 62 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique prévoyant le changement de corps pour les fonctionnaires d'État à défaut de possibilité de mutation) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3245)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5515)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5515, 5516)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5659)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 5673)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (bénéfice immédiat des dispositions de l'article pour les étrangers justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 5677)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9301)

Thèmes :

Enfants : travail : généralités (p. 9302)

Enfants : travail : labels (p. 9302)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : enfants (p. 9302)

Traités et conventions : conférences internationales : travail (p. 9302)

Vote pour du groupe communiste (p. 9303)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5057)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 5057)

Enfants : travail : généralités (p. 5057)

Vote pour du groupe communiste (p. 5058)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10513)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 10513)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parti communiste (p. 10513, 10514)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10550)

Son amendement n° 4 (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : retiré (p. 10550)

Ses explications de vote (p. 10554)

Vote pour du groupe communiste (p. 10554)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1456)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1456, 1457)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1457, 1458)

Femmes : parité : élections européennes (p. 1457)

Femmes : parité : élections régionales (p. 1457)

Parlement : Sénat : parité (p. 1456)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1457)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 564)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 564, 565)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 564, 565)

Sécurité sociale : cotisations (p. 565)

Sécurité sociale : protection sociale : cumul emploi retraite (p. 564)

Vote pour du groupe communiste (p. 565)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 984)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 986)

Départements (p. 985)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 984)

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 527 de M. Michel Vaxès (exonération du second prélèvement pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) : retiré (p. 1374)

Après l'article 60

Soutient l'amendement n° 489 de M. Jean Vila (versement aux communes et à leurs établissements de coopération intercommunale des impôts locaux acquittés par France Télécom) : rejeté (p. 1381)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2616)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2616, 2617)

Transports urbains : grèves (p. 2616, 2617)

Travail : droit de grève (p. 2616, 2617)

Vote contre du groupe communiste (p. 2617)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3753)

Thème :

Politique sociale : exclusion (p. 3754)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3761)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 153 (rédactionnel) : rejeté (p. 3767)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3807)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Bernard Accoyer (réduction du prélèvement compensatoire sur les départements) (p. 3811)

Son amendement n° 154 (suppression de la participation des communes) : rejeté (p. 3812)

Son amendement n° 155 (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 3813)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3828)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3833)

Après l'article L. 861-1 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 156 (dispositif de lissage de l'effet de seuil) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 160 soutenu par M. Claude Billard (dispense de l'avance de frais) (p. 3844) : rejeté (p. 3845)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 161 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (formulaire de demande d'adhésion) : adopté (p. 3859)

Son amendement n° 162 (délais de décision) : rejeté (p. 3860)

Article L. 861-6 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes d'assurance maladie

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (prise d'effet des droits) : adopté (p. 3862)

Son amendement n° 188 (agrément des associations) : retiré (p. 3863)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 163 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (date de prise d'effet pour l'ensemble des organismes complémentaires) (p. 3865) : adopté (p. 3866)

Son amendement n° 164 (interdiction de conditions annexes) : adopté (p. 3866)

Son amendement n° 165 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (autorité compétente en matière de litige) : retiré (p. 3866)

Après l'article 20

Son amendement n° 457 (obligation de négociations annuelles dans les entreprises dont la convention collective ne dispose pas d'un régime de prévoyance maladie) : adopté (p. 3868)

Son amendement n° 458 (obligation de négociations annuelles dans les entreprises dont la convention

collective ne dispose pas d'un régime de prévoyance maladie) : adopté (p. 3868)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son amendement n° 166 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (prolongation des droits auprès de la CNAM) : rejeté (p. 3870)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (remboursement des cotisations) : adopté (p. 3871)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (qualité des soins) : adopté (p. 3875)

Son amendement n° 167 (qualité des soins) : rejeté (p. 3875)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son sous-amendement n° 438 (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) : rejeté (p. 3886)

Son sous-amendement n° 439 (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission : rejeté (p. 3886)

Son amendement n° 169 (taux modulable) : rejeté (p. 3887)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Son amendement n° 171 (aide médicale pour les étrangers) : retiré (p. 3893)

Son amendement n° 459 (aide médicale pour les étrangers sans papiers) : adopté (p. 3893)

Son amendement n° 172 : devenu sans objet (p. 3893)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) (p. 3894)

Son amendement n° 173 (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 3894)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son sous-amendement n° 174 (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) : rejeté (p. 3950)

Son sous-amendement n° 175 (de simplification) à l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 3951)

Son amendement n° 176 (coordonnées des praticiens consultés) : rejeté (p. 3952)

Son amendement n° 177 (suppression du code secret) : rejeté (p. 3952)

Son amendement n° 178 (de cohérence) : rejeté (p. 3954)

Son amendement n° 179 (de cohérence) : retiré (p. 3955)

Son amendement n° 180 (interdiction de copie des informations contenues sur la carte) : rejeté (p. 3955)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Son sous-amendement n° 420 (plan de formation) à l'amendement n° 12 de la commission : adopté après rectification (p. 3964)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 428 (reconnaissance des diplômes étrangers) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 429 (suppression de la mention relative à la tutelle d'un médecin) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 430 (autorisation automatique) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 431 (autorisation définitive) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 432 (recrutement des personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 433 (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 434 (possibilité de se représenter après deux échecs) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 435 (de cohérence) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4017)

Son sous-amendement n° 436 (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4018)

Son sous-amendement n° 437 (dispense de vérification pour les apatrides, les réfugiés et les personnes ayant

regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4018)

Ses explications de vote (p. 4028)

Vote pour du groupe communiste (p. 4028)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Son intervention (p. 5877)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5897)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5872, 5876)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5877)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 5878)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5878)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5897)

Son amendement n° 1 (étendue de la protection sociale) : rejeté (p. 5898)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 100 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (conditions tarifaires préférentielles) : rejeté (p. 5962)

Son sous-amendement n° 97 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (extension du tiers payant) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5965)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son sous-amendement n° 98 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (adhésion à un tarif préférentiel à une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Son sous-amendement n° 99 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (possibilité de résiliation du contrat passé avec une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission : rejeté (p. 5972)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 2 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (participation des communes) : retiré (p. 5987)

Son amendement n° 3 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 5988)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6010)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 6013)

Article 37 quinquies supprimé par le Sénat (article L. 712-9 du code de la santé publique : dérogation à la carte sanitaire en faveur d'activités ou d'équipements matériels lourds)

Son amendement n° 102 (autorisation d'équipements lourds hospitaliers) : rejeté (p. 6023)

Article 37 univies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son sous-amendement n° 103 (durée ramenée à trois ans) à l'amendement n° 83 rectifié de la commission (extension aux personnes ayant exercé pendant six ans une fonction hospitalière) : rejeté (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote pour du groupe communiste (p. 6048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6674)

Son intervention (p. 6706)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6674)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 6706)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6706)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Roger Mei (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4353) : rejeté (p. 4356)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléante de M. Maxime Gremetz

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5061)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 5061)

Emploi : chômage de longue durée (p. 5061)

Emploi : convention de conversion (p. 5061)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 5061)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5061)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6564)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 6564)

Femmes : parité (p. 6564)

Parlement : prérogatives : femmes (p. 6564)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : femmes (p. 6564, 6565)

Vote pour du groupe communiste (p. 6565)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
[J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

Proposition de loi n° 1445 instaurant au profit des élus des locataires siégeant au sein des Conseils

d'administration des différents organismes HLM, un régime d'autorisation d'absences [9 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la prise en charge de la démence sénile en Europe [30 juin 1999] (n° 1749)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7430)

Ses interventions (p. 7376, 7438)

Thèmes :

Emploi : cumul emploi retraite (p. 7377)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : préretraites (p. 7377)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7377)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7377)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7377)

Retraites : généralités : pensions de réversion : veuves (p. 7377)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7439)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622) ; [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7540)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Luc Prél (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Bernard Accoyer (affectation du prélèvement à la CADES) (p. 7549)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par

l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) (p. 7549)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'affectation de l'excédent de la C3S au fonds de réserve des pensions) (p. 7550)

Intervient sur l'amendement n° 367 deuxième correction de M. Charles de Courson (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) (p. 7550)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 7550)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. François Goulard (définition des missions du FSV) (p. 7551)

Soutient l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) : adopté (p. 7552)

Son sous-amendement n° 428 (représentation des retraités) à l'amendement n° 424 de la commission : rejeté (p. 7552)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (conditions de l'équilibre financier du FSV) : adopté (p. 7552)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Germain Gengenwin (ressources du fonds) (p. 7552)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonération de cotisations sociales) (p. 7553)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 7553)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (nature législative des décisions concernant les recettes du fonds) : adopté (p. 7553)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7612)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7657)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son amendement n° 419 soutenu par M. François Goulard (prorogation d'un an) : rejeté (p. 7745)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (ressources affectées au fonds de réserve) : adopté (p. 9638)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8617)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8617)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8617)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8617)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8617)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 8617)

Santé : politique de la santé : jeunes (p. 8617)

Procédure des questions :

Handicapés : enfants : éducation spécialisée (p. 8647)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8752)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : associations et clubs : financement (p. 8752)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9181)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9181)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (production du certificat médical) : adopté (p. 9213)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (formation des médecins diplômés de médecine sportive) (p. 9214)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son intervention (p. 9215)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) à l'amendement n° 65 du Gouvernement (p. 9218)

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9220)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Patrick Leroy (contestation du procès-verbal) (p. 9230)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Alain Tourret (double examen) (p. 9231)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) (p. 9245)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Leroy (caractère suspensif de la saisine) (p. 9247)

Reprend l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) : rejeté (p. 9248)

Article 19 (sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (caractère intentionnel de la prescription) (p. 9250)

Ses explications de vote (p. 9259)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9259)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 585)

Thèmes :

Drogue : trafic : sanctions (p. 586)

Sports : dopage : généralités (p. 586)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 40 (contrôle médical systématique) : rejeté (p. 596)

Son amendement n° 41 (qualification en médecine sportive) : rejeté (p. 596)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Delnatte (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Bernard Accoyer (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Aloyse Warhouver (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Article 4 (contributions des fédérations sportives à la prévention du dopage)

Son amendement n° 42 (limitation du nombre de compétitions) : rejeté (p. 600)

Son amendement n° 43 (internationalisation de la liste des produits dopants) : rejeté (p. 600)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) (p. 604)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1987)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 1987)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1987)

Sports : dopage : prévention (p. 1987)

Sports : médecine du sport (p. 1987)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9263, 9264)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9264)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9264)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263, 9264)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2630)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2630)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2630)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2638)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2639)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2638)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2639)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3675)

Son intervention (p. 3716)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3754)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3716)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3675, 3716)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3717, 3754)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3718)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3716)

Santé : accès aux soins (p. 3717, 3718)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3758)

Son amendement n° 233 (de suppression) : rejeté (p. 3759)

Article 2 (article L. 111-1, chapitre 1er du titre IV du livre VII et article L. 741-11 du code de la sécurité sociale : principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle)

Son intervention (p. 3760)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3761)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Jean-François Mattei (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3807)

Son amendement n° 234 (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) : rejeté (p. 3811)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son intervention (p. 3815)

Son amendement n° 235 (de suppression) : rejeté (p. 3819)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3828)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3832)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 236 (aide financière) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 238 (maintien d'une cotisation) : rejeté (p. 3842)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Son amendement n° 239 (adhésion à une mutuelle ou à un organisme semblable) : rejeté (p. 3856)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 240 (de suppression) : rejeté (p. 3857)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Jean-François Mattei (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 3858)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Jean-François Mattei (aide à la constitution des dossiers par des associations) : rejeté (p. 3859)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 241 corrigé (de précision) : rejeté (p. 3864)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 242 (prise d'effet de la couverture) : rejeté (p. 3865)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Soutient l'amendement n° 371 de M. Jean-François Mattei (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Soutient l'amendement n° 369 corrigé de M. Jean-François Mattei (versement unique par les mutuelles ou les assurances) : rejeté (p. 3867)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Son amendement n° 243 (prolongation) : rejeté (p. 3870)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son amendement n° 245 (de conséquence) : retiré (p. 3874)

Son amendement n° 246 (absence d'accord) : rejeté (p. 3875)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 249 (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires) : adopté (p. 3887)

Soutient l'amendement n° 364 de M. Jean-François Mattei (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 363 (crédit d'impôt pour les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3888)

Son amendement n° 250 (recouvrement de la contribution) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 251 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 252 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-16 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Article 27 (habilitation des caisses d'assurance maladie à la mise en place d'un fichier informatisé de données nominatives)

Soutient l'amendement n° 253 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 3891)

Article 32 (article L. 355-23 du code de la santé publique : réforme des consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH)

Son intervention (p. 3895)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3897)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean Le Garrec (objectifs de la carte de santé) (p. 3901)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) (p. 3950)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) (p. 3951)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Son amendement n° 254 (avis des professions de santé) : rejeté (p. 3954)

Son amendement n° 255 rectifié (sanctions pénales) : adopté (p. 3956)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3956)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Soutient l'amendement n° 256 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 257 de M. François Goulard (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) : rejeté (p. 4007)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Jean-Michel Dubernard (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4014)

Avant l'article 38

Soutient l'amendement n° 258 de M. François Goulard (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) : rejeté (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4026)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4026)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Son intervention (p. 5878)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5896)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5879, 5896)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 5880)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 5879)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5879)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : prestations (p. 5880)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5898)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5959)

Article 20 bis supprimé par le Sénat (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation annuelle sur la création d'un régime de prévoyance pour les entreprises qui en sont dépourvues)

Son intervention (p. 5970)

Claude JACQUOT

*Vosges (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 612, posée le 8 février 1999. Enseignement maternel et primaire. Ecoles (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Structures d'accueil, zones rurales (p. 1066)

n° 751, posée le 26 avril 1999. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Bois, réglementation (p. 3608)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [22 décembre 1998] (p. 11010)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [10 mars 1999] (p. 2217)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8026)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8026)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8027)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8027)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8026)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)

Rapporteuse pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléante de M. Félix Leyzour

Son intervention (p. 8059)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8059)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8060)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8059)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8059)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2227)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 2227)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2228)

Femmes : égalité des sexes (p. 2227, 2228)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2228)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 442 de M. Jean Vila (lien entre les taux des impositions votées par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1342)

Après l'article 57

Soutient l'amendement n° 444 de M. Michel Vaxès (nouvelle rédaction de l'article L 2531-14 du code général des collectivités territoriales relatif aux communes tributaires du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4580)

Thèmes :

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4580)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4580)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 4580)

Union européenne : institutions communautaires (p. 4580)

Maurice JANETTI

*Var (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Décédé le 22 juillet 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 24 juillet 1999] (p. 11023)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 809, posée le 17 mai 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Effectifs de personnel, centre de formation des aides-soignants, maintien, centre hospitalier Jean-Marcel, Brignoles (p. 4471)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5982)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Emploi et solidarité (action sociale et lutte contre l'exclusion) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1172 relative à la cessation d'activité des salariés ayant acquis 160 trimestres de cotisation d'assurance vieillesse en contrepartie d'embauches [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [26 janvier 1999] (p. 364)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7622)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7565)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Accoyer (suspension sur décision de justice des allocations familiales) (p. 7624)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITÉ ET SANTÉ**

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8607)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8608)

Emploi : jeunes (p. 8608)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8608)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8609)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8609)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8609)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8608)

Personnes âgées : aide sociale (p. 8608)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8608)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 8608)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8608)

Retraites : régime général : pensions de réversion (p. 8608)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2440)

Jacky JAULNEAU

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Devient député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

Henry JEAN-BAPTISTE

*Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1628 tendant à organiser la consultation de la population de Mayotte sur le choix de son statut définitif dans la République [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 627, posée le 15 février 1999. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Mayotte : transports aériens (J.O. Questions p. 839). Suppléant de M. Henry Jean-Baptiste. Appelée le 16 février 1999. Vol direct pour la France (p. 1411)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6157)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6157)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)**

Son intervention (p. 7303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7303)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7304, 7305)

Commerce extérieur (p. 7304)

Culture (p. 7306)

DOM-TOM : institutions (p. 7303 à 7305)

Elections et référendums : référendums (p. 7306)

Emploi (p. 7303)

Jeunes (p. 7305)

Lois : lois d'orientation (p. 7305)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7305)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 7305)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7305)

Union européenne (p. 7304)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**[16 novembre 1998] (p. 9022)***Avant l'article 64*

Son sous-amendement n° 189 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : retiré (p. 9035)

Son sous-amendement n° 190 (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) : rejeté (p. 9036)

Son sous-amendement n° 229 (possibilité d'option en ce qui concerne la déduction de l'investissement du résultat de l'entreprise après réfaction du tiers) à

l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 9038)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1273)

Thèmes :

DOM-TOM : institutions (p. 1275)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 1274, 1275)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance nationale (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1274)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1647)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : coopération (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Dom (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1647, 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1647, 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Mayotte (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1648)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte) (p. 2101)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Rudy Salles (statut et vocations de RFO) (p. 4666) : rejeté (p. 4667)

Son amendement n° 222 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4698)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 232 : devenu sans objet (p. 4722)

Son amendement n° 233 : devenu sans objet (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 234 : devenu sans objet (p. 4730)

Son amendement n° 235 : devenu sans objet (p. 4731)

Son amendement n° 236 : devenu sans objet (p. 4733)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 237 : devenu sans objet (p. 4743)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 238 : devenu sans objet (p. 4744)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 245 : devenu sans objet (p. 4761)

Son amendement n° 246 : devenu sans objet (p. 4764)

Son amendement n° 247 : devenu sans objet (p. 4765)

Son amendement n° 248 : non soutenu (p. 4766)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Après l'article unique

Son amendement n° 23 soutenu par M. François Rochebloine (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) (p. 5760) : adopté (p. 5761)

Jean-Jacques JÉGOU

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 novembre 1998] (p. 17206)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6582)

Transports. Transports de voyageurs. Grève, Ile-de-France [3 novembre 1998] (p. 7921)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 368)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [9 février 1999] (p. 1076)

TVA. Taux. Collecte et traitement des déchets [2 mars 1999] (p. 1857)

Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : personnel. Gardiens de musées, grève [2 juin 1999] (p. 5287)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Collecte et traitement [15 juin 1999] (p. 5823)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6513) : rejetée (p. 6529)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6636)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6520, 6636)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6517, 6518)
 Collectivités territoriales : finances locales (p. 6517, 6518, 6522, 6523)
 Emploi : allègement des charges sociales (p. 6518)
 Famille : politique familiale (p. 6518, 6519)
 Finances publiques : dépenses (p. 6514 à 6516, 6522)
 Finances publiques : dette publique (p. 6512)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6513 à 6515)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6515, 6518)
 Finances publiques : recettes (p. 6516)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 6521, 6522)
 Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 6520, 6636)
 Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6636)
 Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6519)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6518, 6519)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6520, 6521)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6516 à 6518, 6636)
 Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6514, 6515)
 Politique économique : conjoncture (p. 6515)
 Politique économique : croissance (p. 6515)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 6522)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6522)
 Union européenne : euro (p. 6516)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 418 (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement du quotient familial pour les familles n'ayant qu'un seul enfant) : rejeté (p. 6657)

Soutient l'amendement n° 434 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Son amendement n° 374 (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Son amendement n° 375 (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) : rejeté (p. 6662)

Son amendement n° 376 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes, musiciens, choristes, chefs d'orchestre et régisseurs de théâtre) : rejeté (p. 6663)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) : rejeté (p. 6665)

Soutient l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 388 (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 377 (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 380 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 381 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 385 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais

- d'emploi à certains ouvriers horlogers) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joailliers) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 384 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 378 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 383 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 382 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 379 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 387 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) : rejeté (p. 6668)
- Son amendement n° 386 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) : rejeté (p. 6668)
- Soutient l'amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) : rejeté (p. 6668)
- Après l'article 2*
- Soutient l'amendement n° 538 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) : rejeté (p. 6670)
- Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)
- Soutient l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 6675)
- Son amendement n° 487 soutenu par M. Philippe Auberger (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6674) : rejeté (p. 6675)
- Soutient l'amendement n° 229 de M. Germain Gengenwin (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) : rejeté (p. 6676)
- Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)
- Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)
- Soutient l'amendement n° 513 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) : rejeté (p. 6708)
- Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6710)
- Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)
- Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6727)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 92 de M. Léonce Deprez (maintien du bénéfice du régime fiscal des micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 403 (appréciation des seuils de chiffres d'affaires au niveau de chaque entreprise et non par foyer fiscal) : retiré (p. 6738)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 504 de M. Charles de Courson (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cu villiez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6778)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6781)

Article 12 (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit)

Son amendement n° 405 (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6783)

Son amendement n° 406 (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit) : rejeté (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de

défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

Article 14 précédemment réservé (suite) (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son amendement n° 419 (de suppression) : retiré (p. 6803)

Après l'article 14 (suite)

Soutient l'amendement n° 529 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6808)

Soutient l'amendement n° 448 précédemment réservé de M. Charles de Courson (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux couples hétérosexuels ayant ou ayant eu à charge au moins un enfant pendant 10 ans) : rejeté (p. 6808)

Soutient l'amendement n° 530 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son amendement n° 222 (de suppression) : rejeté (p. 6817)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 411 de M. Charles de Courson (suppression du paragraphe IV relatif aux dispositions particulières pour les transporteurs routiers) : rejeté (p. 6828)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 334 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : adopté (p. 6857)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Intervient sur l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6864)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) : retiré (p. 6864)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 415 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des travaux réalisés dans les logements locatifs bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 231 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 333 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux opérations de construction des logements-foyers mises en œuvre entre le 1er octobre 1996 et le 2 juillet 1998) : retiré (p. 6868)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 286 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 335 de M. Jacques Barrot (suppression jusqu'au 31 décembre 1999 de la limite d'âge pour bénéficier de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : retiré (p. 6875)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéfice de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) (p. 6876)

Après l'article 23

Son amendement n° 416 (relèvement de l'abattement applicable aux donations aux petits-enfants) : rejeté (p. 6877)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6879)

Soutient l'amendement n° 185 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : retiré (p. 6880)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6882)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 420 (de suppression) : rejeté (p. 6889)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) : rejeté (p. 6915)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Gilles Carrez (réduction de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 6921)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Gilles Carrez (maintien de la réduction pour embauche et investissement au taux de 35 %) (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Soutient l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégrèvement) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6938)

Soutient l'amendement n° 422 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) (p. 6944)

Reprend l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946) : rejeté (p. 6947)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 508 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 509 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 510 de M. Charles de Courson (suppression de l'obligation de réintégration de la déduction pour investissement affectée à des éléments amortissables au fur et à mesure que l'amortissement est effectué) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 511 de M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les exploitations agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 505 de M. Charles de Courson (application des droits réduits de 1 % aux cessions de parts réalisées par des groupements fonciers agricoles louant leurs terres par bail à long terme) : rejeté (p. 6955)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6958)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son intervention (p. 6958)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6960)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 540 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6961)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6963)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Alain Ferry (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) : rejeté (p. 6975)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 414 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) : rejeté (p. 6990)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7022)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 7023)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8946)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8948)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8947)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8947)

Entreprises : financement (p. 8948)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8949)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8948)

Travail : durée du travail (p. 8947)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9030)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Pierre Méhaignerie (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) : rejeté (p. 9044)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement)

Soutient l'amendement n° 203 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement des plafonds annuels de déduction) : rejeté (p. 9045)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 207 (relèvement du taux et allongement de la durée de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) : rejeté (p. 9047)

Son amendement n° 191 (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % des dépenses de reconstruction ou d'agrandissement pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Son amendement n° 206 (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % du prix d'acquisition pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) : rejeté (p. 9050)

Après l'article 68

Son amendement n° 204 (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") : rejeté (p. 9055)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) : rejeté (p. 9056)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) : rejeté (p. 9056)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son amendement n° 192 (de suppression) : rejeté (p. 9078)

Son amendement n° 193 (sursis d'imposition jusqu'à la perception effective des revenus provenant d'organismes établis hors de France) : rejeté (p. 9079)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) (p. 9081)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (établissement d'une liste des personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 9084)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 194 de M. Charles de Courson (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant à des syndicats mixtes ou à des établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 9090)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'abattement de 16 % sur les bases d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 9093)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques injustifiés ou à des licenciements sans cause réelle ni sérieuse) (p. 9119)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) : rejeté (p. 9120)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Léonce Deprez (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) : rejeté (p. 9120)

Son amendement n° 10 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 9125)

Son amendement n° 1 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 9125)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu pour les retraités) (p. 9126)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)*Après l'article 19*

Soutient l'amendement n° 286 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10643)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10645)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jacques Pélissard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 288 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Son sous-amendement n° 233 (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10665)

Soutient le sous-amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10667)

Soutient le sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (exonération des locaux des hôtels, restaurants, cafés et discothèques) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 231 (exonération des locaux appartenant à des centres de congrès et d'expositions) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Léonce Deprez (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Didier Migaud (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) (p. 10697)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (pérennisation au niveau fixé pour

l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : retiré (p. 10739)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 238 (application du dispositif aux maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes) : retiré (p. 10750)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (prise en compte du taux de taxe professionnelle voté en 1997 si le taux voté en 1998 est nul pour le calcul de la compensation consécutive à la suppression de la part salariale de cette taxe) : rejeté (p. 10758)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) : rejeté (p. 10758)

Après l'article 74 quater

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. René Dosièrè (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) (p. 10759)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Soutient le sous-amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression des tarifs différenciés) à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10762)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10795)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 10795)

Etat : réforme (p. 10796)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10795, 10796)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10796)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10796)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10796)

Parlement : Sénat (p. 10796)

Politique économique : croissance (p. 10795)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10010)

Thèmes :

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10011)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10010, 10011)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Desallangre (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10042)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10045)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10043)

Entreprises : allègement des charges (p. 10044)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10043)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10043 à 10045)

Finances publiques : dépenses (p. 10043 à 10045)

Finances publiques : recettes (p. 10043, 10044)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : effectifs (p. 10044)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 10044)

Politique économique : conjoncture (p. 10043)

Politique économique : croissance (p. 10043)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10045)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 10044)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Article 1er et état A (équilibre général)

Son amendement n° 82 : devenu sans objet (p. 10095)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Son amendement n° 83 (réduction des crédits du chapitre 34-90) : rejeté (p. 10096)

Son amendement n° 87 (réduction des crédits du chapitre 37-01) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 88 (réduction des crédits du chapitre 34-98) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 89 (réduction des crédits du chapitre 34-01) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 84 (réduction des crédits du chapitre 44-10) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 85 (réduction des crédits du chapitre 43-20) : rejeté (p. 10098)

Son amendement n° 90 (réduction des crédits du chapitre 43-90) : rejeté (p. 10098)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Son amendement n° 91 corrigé (réduction des crédits du chapitre 65-23) : rejeté (p. 10101)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (institution d'une provision pour variation des prix des matières premières) : retiré (p. 10107)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (suppression de la condition relative à l'attribution d'un avoir fiscal pour les titres pris en compte pour la détermination du seuil permettant d'éviter la taxation des écarts de valeur liquidative des OPCVM détenus par les sociétés) : retiré (p. 10111)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (perception d'une fiscalité additionnelle aux impôts locaux par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 10119)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Article 16 (obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers)

Son amendement n° 48 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10122)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10124)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10139)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10957)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10957, 10958)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10958)

Finances publiques : dépenses (p. 10958)

Finances publiques : recettes (p. 10957)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10958)

Politique économique : croissance (p. 10958)

Politique économique : inflation (p. 10958)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)*Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)*

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) (p. 11002)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10958)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11052)

Thèmes :

Boissons et alcools : alcools : stades (p. 11052)

Politique économique : prévisions (p. 11052)

Union européenne : euro (p. 11053)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11052)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1517)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 1517)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 1518)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1519, 1520)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1518)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1519)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1517, 1518)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1518)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1517, 1518, 1520)

Marchés financiers : généralités (p. 1519)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1518, 1519)

Postes : La Poste : activités bancaires (p. 1520)

Union européenne : euro (p. 1520)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2171)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 2172)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2170 à 2173)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2171)

Banques et établissements financiers : Commission bancaire (p. 2172)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2172)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2172)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2170)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2172)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2172)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2172)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son amendement n° 131 (suppression de la référence à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions) : retiré (p. 2199)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Son intervention (p. 2201)

Son amendement n° 132 (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) : rejeté (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Brard (respect du principe d'organisation et de fonctionnement démocratique inhérent au statut coopératif) (p. 2206)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction pour les banques à statut coopératif de lever des fonds sur les marchés financiers) (p. 2206)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 133 (définition des sociétaires qui seront détenteurs des parts des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 2207)

Après l'article 4

Son amendement n° 134 (participation des investisseurs institutionnels et des caisses d'épargne européennes au capital des caisses d'épargne) : retiré (p. 2208)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 135 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence à l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 2242)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Raymond Douyère (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en matière de choix des projets d'économie locale et sociale) (p. 2248)

Avant l'article 8

Son amendement n° 136 (de conséquence) : retiré (p. 2256)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 137 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2256)

Son amendement n° 138 (de conséquence) : retiré (p. 2257)

Son amendement n° 139 : devenu sans objet (p. 2257)

Son amendement n° 140 : devenu sans objet (p. 2257)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 141 (de suppression) : rejeté (p. 2258)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 237 (abaissement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2266)

Son amendement n° 142 (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2269)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 143 (de conséquence) : retiré (p. 2270)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 144 (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Article 18 (la protection des dénominations)

Son amendement n° 145 (de conséquence) : retiré (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 146 (de conséquence) : retiré (p. 2282)

Son amendement n° 147 (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 148 (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Christian Cabal (allongement de la période initiale de souscription) : rejeté (p. 2285)

Son amendement n° 151 (allongement de la période initiale de souscription) : rejeté (p. 2285)

Son amendement n° 149 (de conséquence) : retiré (p. 2285)

Son amendement n° 150 : devenu sans objet (p. 2285)

Son amendement n° 152 (de conséquence) : retiré (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 153 (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Son amendement n° 154 (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Son amendement n° 239 : devenu sans objet (p. 2287)

Son amendement n° 238 (adaptation des versements au fonds de mutualisation en fonction des ventes des parts sociales) : rejeté (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 155 (de suppression) : retiré (p. 2288)

Son sous-amendement n° 323 (réduction du nombre minimal de personnes morales) à l'amendement n° 31 corrigé de la commission (abaissement à 500 sociétaires personnes physiques ou 10 personnes morales du seuil nécessaire à la constitution d'un groupement local d'épargne) : rejeté (p. 2288)

Article 26 (la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 156 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2290)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 157 (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Louis Dumont (de suppression) (p. 2307)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) (p. 2315)

Intervient sur le sous-amendement n° 319 de M. Michel Inchauspé (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 158 (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2319)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Article 48 (consultation par la Commission bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie des dépôts) (p. 2324)

Avant l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 160 (déductibilité du revenu imposable de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2342)

Son amendement n° 159 (suppression de la contribution des institutions financières à compter du 1^{er} janvier 2002) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 161 (réduction de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Germain Gengenwin (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (de conséquence) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2349)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (application du privilège aux ressources autres que les obligations foncières) (p. 2360)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Michel Inchauspé (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 240 (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 241 (détention de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Michel Inchauspé (détention de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 242 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) : vote réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 311 portant article additionnel après l'article 53 lui-même réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 78 (p. 2367) : retiré (p. 2379)

Article 65 (privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 243 (paiement à leur échéance normale des intérêts résultant des contrats de prêts en cas de procédure collective) : adopté (p. 2368)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 244 corrigé (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : retiré (p. 2369)

Après l'article 73

Son amendement n° 162 (exonération de droits d'enregistrement des cessions de créances à une société de crédit foncier) : retiré (p. 2372)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (suppression de la référence à l'article 107 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2376)

Après l'article 78

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (conditions de modification d'un prêt immobilier) (p. 2377)

Son amendement n° 163 (conditions de modification d'un prêt immobilier) : devenu sans objet (p. 2377)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5193)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5193 à 5195)

Banques et établissements financiers : Crédit agricole (p. 5195)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5194)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 5195)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 5194, 5195)

Parlement : Sénat (p. 5193, 5194)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5206)

Son amendement n° 78 : devenu sans objet (p. 5206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 79 (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers de l'intérêt servi aux parts sociales) : rejeté (p. 5207)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (application du régime fiscal des sociétés "mères-filles") : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5209)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Marc Laffineur (détention du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Marc Laffineur (interdiction de détention d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) (p. 5211)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 92 (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) : rejeté (p. 5224)

Son amendement n° 80 (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) : rejeté (p. 5224)

Son intervention (p. 5232)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (création d'un Haut Conseil du secteur financier public et semi-public) (p. 5234)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 83 (relèvement du taux du crédit d'impôt) : rejeté (p. 5256)

Article 53 quinquies A (compensation d'opérations sur instruments financiers)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (compensation généralisée entre professionnels) (p. 5258)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Son amendement n° 84 (de suppression) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 85 (suppression du versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) : rejeté (p. 5266)

Son amendement n° 86 (suppression de versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) : adopté après modifications (p. 5267)

Ses explications de vote (p. 5271)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6097)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6097, 6098)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 6097, 6098)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6097)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 6097)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 6097)

Logement : aides et prêts : prêts : remboursement (p. 6097)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Son amendement n° 1 corrigé (rétablissement de l'article 7 bis relatif à la fixation des taux administrés) : rejeté (p. 6111)

Son amendement n° 2 (voix consultative du représentant de l'organisme professionnel ou de l'organe central au sein du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : rejeté (p. 6111)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6098)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6159)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 6160)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6159, 6160)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6160)

Finances publiques : recettes (p. 6160)

Politique économique : généralités (p. 6160)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Charles de Courson (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) (p. 6189)

Lionel JOSPIN

Premier ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999 [7 octobre 1998]

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [28 octobre 1998]

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729

- du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]
- Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]
- Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]
- Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [10 novembre 1998]
- Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]
- Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]
- Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]
- Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [2 décembre 1998]
- Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière [2 décembre 1998]
- Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]
- Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]
- Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]
- Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [3 février 1999]
- Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle [3 mars 1999]
- Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale [11 mars 1999]
- Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [26 mars 1999]
- Lettre rectificative n° 1541 au projet de loi (n° 1187) portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [21 avril 1999]
- Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [27 avril 1999]
- Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive [5 mai 1999]
- Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage [12 mai 1999]
- Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [26 mai 1999]
- Projet de loi constitutionnelle n° 1624 relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie [26 mai 1999]
- Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [8 juin 1999]
- Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail [28 juillet 1999]
- Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000 [15 septembre 1999]
- Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales [22 septembre 1999]
- Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [29 septembre 1999]
- Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998 [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Jean-Marc Ayrault. Politique économique. Marchés financiers. Crises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5951)
- M. Didier Quentin. Parlement. Questions au Gouvernement. Réponses ministérielles, qualité [7 octobre 1998] (p. 6036)

- M. Robert Hue. Relations internationales. Commerce international. AMI, négociations [14 octobre 1998] (p. 6578)
- M. François Loncle. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Pörschach [27 octobre 1998] (p. 7390)
- M. Pierre Lequiller. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [17 novembre 1998] (p. 9100)
- M. Valéry Giscard d'Estaing. Union européenne. Euro. Taux de conversion [25 novembre 1998] (p. 9493)
- M. Renaud Muselier. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9893)
- M. Jean Espilondo. Politique extérieure. Allemagne. Sommet de Postdam [2 décembre 1998] (p. 9890)
- M. José Rossi. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [9 décembre 1998] (p. 10234)
- M. Georges Sarre. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11007)
- M. Pierre Lellouche. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [20 janvier 1999] (p. 123)
- M. Michel Herbillon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 369)
- M. Pierre Albertini. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Financement [2 février 1999] (p. 702)
- M. Joseph Parrenin. Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1077)
- Mme Michèle Alliot-Marie. Femmes. Egalité professionnelle. Fonction publique de l'Etat [16 février 1999] (p. 1439)
- M. Alain Barrau. Politiques communautaires. Bilan. Agenda 2000, négociations [2 mars 1999] (p. 1861)
- M. Robert Gaïa. Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, création [3 mars 1999] (p. 1965)
- M. Pascal Clément. Elections et référendums. Elections législatives. Modes de scrutin [10 mars 1999] (p. 2219)
- M. Jean-Marc Ayrault. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2411)
- M. François Léotard. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [23 mars 1999] (p. 2715)
- M. André Lajoinie. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3017)
- Mme Béatrice Marre. Union européenne. Conseil européen. Berlin, bilan [30 mars 1999] (p. 3021)
- Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3096)
- M. Jean Pontier. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3287)
- M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)
- M. Jack Lang. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3285)
- M. Denis Jacquat. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)
- M. René André. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)
- M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, attitude de la France [6 avril 1999] (p. 3287)
- M. Jean-François Mattei. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3584)
- M. Georges Sarre. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)
- M. Pierre Lellouche. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)
- M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3582)
- M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3583)
- M. François Léotard. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3579)
- M. José Rossi. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3693)
- M. Patrick Devedjian. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3945)
- M. Michel Vaxès. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3936)
- M. Philippe Douste-Blazy. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3937)
- Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire diplomatique et humanitaire [5 mai 1999] (p. 4072)
- M. Bernard Roman. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4304)
- M. Hervé de Charette. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4307)
- Mme Martine David. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [18 mai 1999] (p. 4496)
- M. Gérard Fuchs. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [1^{er} juin 1999] (p. 5179)
- M. Jean-Yves Le Drian. Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [23 juin 1999] (p. 6364)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo**[26 mars 1999] (p. 2969)**

Son intervention (p. 2969)

Sa réponse (p. 2984)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2970, 2986)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 2969, 2971, 2986)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2970, 2985, 2986)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2970, 2971, 2985, 2986)

Pays étrangers : Albanie (p. 2971)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2969 à 2971)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2969, 2971, 2985, 2986)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo**[27 avril 1999] (p. 3621)**

Son intervention (p. 3621)

Sa réponse (p. 3642)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3644, 3646, 3647)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3621 à 3624, 3642, 3645)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 3623, 3643, 3645)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 3645, 3646)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3623)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3621 à 3623, 3642, 3644, 3645)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3622 à 3624, 3643, 3647)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3622)

Pays étrangers : Albanie (p. 3622, 3623)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3621, 3642 à 3644)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3642, 3646)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3623)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3624, 3645, 3647)

Union européenne : élargissement (p. 3647)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée**[25 mai 1999] (p. 4819)**

Sa réponse (p. 4841)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 4846)

Etat : réforme (p. 4845)

Justice : réforme (p. 4845)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 4845)

Parlement : prérogatives (p. 4841)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4845)

Politique économique (p. 4845)

Régions : Corse : délinquance et criminalité (p. 4844)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4842)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4842)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4841 à 4844)

Régions : Corse : préfets (p. 4841)

Régions : Corse : statuts (p. 4844)

Travail : droit du travail (p. 4846)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo**[8 juin 1999] (p. 5477)**

Son intervention (p. 5477)

Sa réponse (p. 5496)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 5477, 5497)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 5478)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 5479)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5499)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5477, 5478, 5480, 5499)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5477 à 5480, 5497, 5498)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5498)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 5480)

Pays étrangers : Albanie (p. 5478, 5479)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5477 à 5480, 5496 à 5499)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5478, 5480, 5497)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 5498)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5498)

Union européenne : Conseil européen (p. 5479)

Union européenne : élargissement (p. 5498)

Charles JOSSELIN

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Odette Trupin. Ministères et secrétariats d'Etat. Coopération : budget. Crédits, francophonie [13 octobre 1998] (p. 6472)

Mme Mugette Jacquaint. Politique extérieure. Bangladesh. Droits des femmes [28 octobre 1998] (p. 7518)

M. Louis Mermaz. Politique extérieure. Soudan. Aide alimentaire [18 novembre 1998] (p. 9156)

M. Élie Hoarau. Politique extérieure. Comores. Aide humanitaire [2 décembre 1998] (p. 9892)

M. Gérard Charasse. Politique extérieure. Congo. Situation politique, attitude de la France [3 mars 1999] (p. 1971)

M. Bernard Deflesselles. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3024)

M. Michel Voisin. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3019)

M. Alain Madelin. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3363)

M. Serge Blisko. Etrangers. Kosovars. Accueil en France [28 avril 1999] (p. 3696)

M. Noël Mamère. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [4 mai 1999] (p. 3943)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [20 mai 1999] (p. 4930)

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Antilles-Guyane : politique extérieure. Association des Etats de la Caraïbe, attitude de la France [1^{er} juin 1999] (p. 5186)

M. René Mangin. Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6363)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrick Delnatte. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, académie de Lille [30 mars 1999] (p. 3012)

M. Jean-Jacques Denis. Politique extérieure. Congo. Attitude de la France [30 mars 1999] (p. 3011)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7870)

Sa réponse (p. 7878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits (p. 7870, 7871, 7877)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7874)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7873, 7876)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7873, 7874)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 7875)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7872)

Politique extérieure : zone franc (p. 7874)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 7872)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : aides (p. 7875)

Réponses aux questions :

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 7878) (M. Pierre Lequiller) (p. 7878)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4573)

Sa réponse (p. 4581)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4574, 4575)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4574, 4575)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4574, 4575)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 4581)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4574, 4575)

Union européenne : Cour de justice (p. 4574)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1389 relative aux conditions de versement de l'allocation de vétéranisme aux sapeurs-pompiers volontaires [16 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10505) : rejetée (p. 10515)

Thèmes :

Constitution (p. 10507)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 10506, 10508)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10507)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10506)

Etat : Gouvernement : politique générale (p. 10508, 10509)

Femmes : égalité des sexes : Union européenne (p. 10508)

Femmes : parité : histoire (p. 10505)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 10509, 10510)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10509)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 10507)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1464)

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 558, posée le 18 janvier 1999. Jeunes. Office franco-allemand pour la jeunesse (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1999. Financement (p. 5)

n° 841, posée le 31 mai 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg (p. 5162)

DÉBATS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10404)

Thèmes :

Sécurité routière : cyclistes (p. 10404, 10405)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10404)

Sécurité routière : piétons (p. 10404)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2474)

Thèmes :

Sécurité routière : circulation routière : coût (p. 2474, 2475)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2474)

Sécurité routière : statistiques (p. 2474)

Sécurité routière : vélos (p. 2474)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Soutient l'amendement n° 18 corrigé de M. René Mangin (marquage des vélos à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 2485)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2457)

Thème :

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2457, 2458)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4386)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4386)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6074)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6075)

Sports : politique du sport : concurrence (p. 6074)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (quota spécifique en Alsace-Moselle) (p. 6739)

Alain JUPPÉ

*Gironde (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

K**Jean-Noël KERDRAON***Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 858, posée le 7 juin 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest (p. 5460)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES***DÉFENSE****Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)***Procédure des questions :*

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8296)

Aimé KERGUERIS*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)**

Son intervention (p. 8782)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8782, 8783)

Agriculture : crédits (p. 8782)

Agriculture : installation (p. 8782, 8783)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8783)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8783)

Enseignement agricole (p. 8782)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8782)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8782)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8783)

Bertrand KERN*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français (n° 1338) [10 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1338) de M. Bernard Accoyer tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la caisse autonome de retraite des médecins français [24 mars 1999] (n° 1484)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Stages. Contrôle [2 juin 1999] (p. 5286)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 604, posée le 1^{er} février 1999. Fonction publique territoriale. Rémunérations (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Protocole d'accord Durafour, application (p. 687)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7461)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7461, 7462)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7461, 7462)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les techniques de prévision et de prévention des risques naturels en France [12 avril 1999] (n° 1540)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9887)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 628, posée le 15 février 1999. Presse et livres. Presse (J.O. Questions p. 839). Suppléé par M. Henry Jean-Baptiste. Appelée le 16 février 1999. Diffusion, gares SNCF (p. 1412)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore la façon hachée et discontinuée dont se déroule le débat qui empêche l'opposition de travailler de façon normale et demande une suspension de séance pour que son groupe puisse prendre position sur l'amendement n° 647 [25 mai 1999] (p. 4880)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8860, 8861)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8916)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte : La Cinquième (p. 8916, 8917)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 8918)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8917)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : dopage (p. 8926)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10327)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10327, 10328)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10327, 10328)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10327)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10327)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10340)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 10341)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10340)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10342)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 16

Reprend l'amendement n° 28 de M. Gérard Bapt (confirmation de la suspension des poursuites et de la non-intégration des effacements et remises en bénéfices fiscaux pour les rapatriés pouvant bénéficier des dispositions de l'article 44 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1986) : rejeté (p. 10995)

Reprend l'amendement n° 25 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) : adopté (p. 10995)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1584)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1584, 1585)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1585)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1585)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2150)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2150)

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles : droit du travail (p. 2150)

Arts et spectacles : intermittents (p. 2150)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2150)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4520)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4535)

Son intervention (p. 4536)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4538, 4539)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4537, 4538)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4537)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4520, 4521, 4535 à 4537)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4536 à 4538)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 213 (introduction de la notion de "support de communication audiovisuelle") : rejeté (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 215 (introduction de la notion de "dignité humaine") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 217 (restrictions visant les scènes de violence et de pornographie) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 219 (modalités d'avertissement des émissions de nature à heurter certaines sensibilités) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (règles relatives à la reconstitution de faits vécus) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 214 (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) : rejeté (p. 4622)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (vocation des sociétés nationales de programme de télévision) (p. 4622) : rejeté (p. 4623)

Son amendement n° 250 (caractéristiques de l'offre diversifiée de programme) : rejeté (p. 4623)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4633)

Son amendement n° 228 (champ de responsabilités des directeurs généraux des chaînes en matière de programmes) : rejeté (p. 4660)

Son amendement n° 224 corrigé (mise en valeur des créations de production télévisuelles originales) : rejeté (p. 4662)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Renaud Muselier (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 221 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4698)

Son amendement n° 68 soutenu par M. Rudy Salles (gratuité des programmes de RFO pour France Télévision) : adopté après modifications (p. 4702)

Son amendement n° 225 (patrimoine et création artistique dans le domaine musical) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4709)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Rudy Salles (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Son amendement n° 230 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (maintien de la banque publique de programmes et de services) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 231 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (ouverture du capital de France Télévision) : rejeté (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 242 soutenu par M. Rudy Salles (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 239 (nombre des membres du conseil d'administration porté à neuf) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Rudy Salles (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 509 soutenu par M. Rudy Salles (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 596 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4749) : rejeté (p. 4750)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 244 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (structure et missions de l'INA) (p. 4752) : rejeté (p. 4753)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (contrats d'objectifs entre l'Etat, France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 261 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (contrats d'objectifs et de moyens : durée) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 260 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (examen préalable des projets par le conseil d'administration de France Télévision) : rejeté (p. 4765)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4767) : rejeté (p. 4770)

Son sous-amendement n° 258 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : rejeté (p. 4774)

Son sous-amendement n° 599 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777) : adopté (p. 4778)

Après l'article 6

Son amendement n° 263 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4853) : rejeté (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 252 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (de coordination) : rejeté (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 436 rectifié de M. Patrick Bloche (déplacement de la programmation des émissions religieuses) (p. 4857)

Son amendement n° 262 rectifié (répartition de la programmation des émissions religieuses) : rejeté (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 570 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Son amendement n° 251 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son intervention (p. 4868)

Son amendement n° 253 (protection des mineurs contre les programmes comportant des scènes de pornographie ou de violence gratuite) : rejeté (p. 4870)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 396 de M. Laurent Dominati (de coordination) : rejeté (p. 4873)

Après l'article 10

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 mai 1999] (p. 4880)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 203 (notion d'accès du public à l'information politique et générale) : rejeté (p. 4979)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 211 (de précision) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) : rejeté (p. 4995)

Son amendement n° 204 (de précision) : rejeté (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4998)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 507 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (prévision d'obligations particulières) (p. 5004) : rejeté (p. 5005)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 206 (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Renaud Muselier (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Noël Mamère (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (réseaux de diffusion micro-ondes sur le territoire de la Polynésie française) : adopté (p. 5027)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (critères d'intérêt public) : adopté (p. 5029)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de précision) : rejeté (p. 5066)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (pouvoirs d'opposition du CSA) : adopté (p. 5068)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 541 de M. Laurent Dominati (cas de retrait de l'autorisation) : rejeté (p. 5072)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini : devenu sans objet (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) : rejeté (p. 5078)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 666 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 667 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 668 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Son sous-amendement n° 662 (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 670 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 655 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Son amendement n° 257 (développement des télévisions de proximité) : rejeté (p. 5087)

Son amendement n° 663 (suppression de dispositions obsolètes sur la publication de sondages d'opinion) : rejeté (p. 5088)

Après l'article 30

Son amendement n° 210 : devenu sans objet (p. 5089)

Ses explications de vote (p. 5092)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5093)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Appartenance au groupe du Rassemblement pour la République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'actionnariat des salariés (n° 1513) [5 mai 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1347 tendant à ramener l'âge de la majorité pénale à seize ans et modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante [27 janvier 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1513) de M. Edouard Balladur relative à l'actionnariat des salariés [12 mai 1999] (n° 1591)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [28 octobre 1998] (p. 7510)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 566, posée le 18 janvier 1999. Communes. Personnel (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Associations locales assurant une mission de service public, statut (p. 16)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8405)

Thèmes :

Communes : maires (p. 8406)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8405)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8406)

Enfants (p. 8406)

Famille : politique familiale (p. 8405, 8406)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 734 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 737 (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) : rejeté (p. 8508)

Son amendement n° 735 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 738 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 739 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1366)

Son amendement n° 276 (de suppression) : rejeté (p. 1371)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Ses interventions (p. 4673, 4687)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4673, 4674)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4673, 4688)

Secteur public : privatisations (p. 4673, 4674)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4673, 4674, 4687, 4688)

Bernard KOUCHNER

*Secrétaire d'Etat à la santé
puis Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale*

Est nommé Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale (voir indications préliminaires). Décret du 17 novembre 1998 [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17360)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 7 juillet 1999 [J.O. du 8 juillet 1999] (p. 10102)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE

M. Alain Calmat. Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6041)

M. Bernard Charles. Mort. Euthanasie. Législation [7 octobre 1998] (p. 6039)

M. Bernard Accoyer. Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6037)

M. Maurice Adevah-Poeuf. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités [13 octobre 1998] (p. 6469)

M. Jean Rigal. Etablissements de santé. Sécurité sanitaire. Perspectives [13 octobre 1998] (p. 6465)

M. Léonce Deprez. Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réglementation [4 novembre 1998] (p. 8038)

M. Jean-Claude Lemoine. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes [17 novembre 1998] (p. 9105)

M. Jean Proriol. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Brioude [18 novembre 1998] (p. 9160)

M. Jean-Michel Dubernard. Etablissements de santé. Personnel. Revendications [18 novembre 1998] (p. 9159)

M. Francis Hammel. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 novembre 1998] (p. 9156)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [25 novembre 1998] (p. 9497)

Mme Odette Trupin. Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Statut [25 novembre 1998] (p. 9501)

M. Patrick Malavieille. Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9747)

M. Jean-Michel Marchand. Politique sociale. RMI. Extension aux jeunes [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

M. Rudy Salles. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

M. Jean-Marc Nudant. Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [1^{er} décembre 1998] (p. 9749)

M. Philippe Nauche. Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9745)

M. Jacques Masdeu-Arus. Professions de santé. Infirmiers libéraux. Exercice de la profession, établissements d'accueil pour personnes âgées [1^{er} décembre 1998] (p. 9750)

M. Jean Auclair. Santé. Alcoolisme. Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application, conséquences, associations [15 décembre 1998] (p. 10479)

Mme Jacqueline Fraysse. Santé. Accès aux soins. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10571)

- Mme Huguette Bello. DOM. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion, minima sociaux [16 décembre 1998] (p. 10566)
- M. Jean-Luc Préel. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11016)
- Mme Nicole Bricq. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Ile-de-France [22 décembre 1998] (p. 11013)
- M. Jean-Paul Bacquet. Enseignement supérieur. Professions de santé. Etudiants en chirurgie dentaire, statut [27 janvier 1999] (p. 459)
- M. Philippe Nauche. Santé. Politique de la santé. Etats généraux, bilan et perspectives [10 février 1999] (p. 1166)
- M. Albert Facon. Santé. Saturnisme. Lutte et prévention [10 février 1999] (p. 1164)
- M. Roger-Gérard Schwartzberg. Santé. Maladies. Soins palliatifs, euthanasie [17 février 1999] (p. 1552)
- M. Yves Fromion. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [3 mars 1999] (p. 1969)
- M. Jean-Michel Dubernard. Etablissements de santé. Etablissements publics. Personnel, revendications [9 mars 1999] (p. 2145)
- M. André Angot. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, autorisation [9 mars 1999] (p. 2144)
- M. Victor Brial. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale. Personnes âgées et handicapés, allocations et ressources [31 mars 1999] (p. 3100)
- Mme Yvette Benayoun-Nakache. Bioéthique. Génétique. Réglementation [7 avril 1999] (p. 3367)
- M. Gérard Charasse. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [4 mai 1999] (p. 3942)
- M. François Liberti. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [11 mai 1999] (p. 4311)
- Mme Huguette Bello. DOM. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI), montant [18 mai 1999] (p. 4492)
- M. Jean-Luc Préel. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [25 mai 1999] (p. 4811)
- M. Jean-Pierre Dupont. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Allocations, montant, établissements, capacités d'accueil [25 mai 1999] (p. 4818)
- Mme Danielle Bousquet. Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [25 mai 1999] (p. 4814)
- M. Philippe Nauche. Etablissements de santé. Services d'urgence. Réforme [26 mai 1999] (p. 4931)
- M. Patrick Leroy. Etablissements de santé. Services d'urgence. Effectifs de personnel, médecins urgentistes [1^{er} juin 1999] (p. 5185)
- M. Jean-François Mattei. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5184)
- M. Alfred Recours. Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5180)
- Mme Jacqueline Fraysse. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5607)
- Mme Christine Boutin. Santé. Soins et maintien à domicile. Perspectives [15 juin 1999] (p. 5822)
- M. Bernard Outin. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône Alpes [16 juin 1999] (p. 5939)
- M. François Patriat. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [16 juin 1999] (p. 5941)
- M. Jean-Luc Préel. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, financement [22 juin 1999] (p. 6268)
- M. Bernard Charles. Santé. Protection. Sécurité sanitaire [30 juin 1999] (p. 6692)

*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE*

- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Postes. La Poste. Restructuration, conséquences, Haute-Vienne [24 novembre 1998] (p. 9403)
- M. Jean Pontier. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [24 novembre 1998] (p. 9400)
- M. Michel Vaxès. Justice. Conseils de prud'hommes. Fonctionnement, Martigues [24 novembre 1998] (p. 9399)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Mort. Suicide. Lutte et prévention [24 novembre 1998] (p. 9402)
- M. Bernard Accoyer. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Radiologues, nomenclature des actes [1^{er} décembre 1998] (p. 9720)
- M. Jean-Claude Perez. Emploi. Chômage. Lutte et prévention, bassin d'emploi de Carcassonne [1^{er} décembre 1998] (p. 9722)
- Mme Véronique Neiertz. Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [1^{er} décembre 1998] (p. 9724)
- M. Georges Hage. Entreprises. Institutions représentatives du personnel. Réforme [1^{er} décembre 1998] (p. 9717)
- M. Marcel Rogemont. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création, Ille-et-Vilaine [1^{er} décembre 1998] (p. 9721)
- M. Michel Hunault. Handicapés. Maisons d'accueil spécialisées pour adultes handicapés (MAS). Capacités d'accueil [8 décembre 1998] (p. 10148)
- M. Gérard Revol. Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins, internat, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10150)

- M. Pierre Bourguignon. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, équipements, Bois-Petit, Sotteville-les-Rouen [8 décembre 1998] (p. 10149)
- M. Jean-Pierre Michel. Etablissements de santé. Centres de moyens et long séjour. Programme de médicalisation du système d'information [15 décembre 1998] (p. 10453)
- M. Robert Lamy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Equilibre financier, Tarare [15 décembre 1998] (p. 10457)
- M. François Vannson. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Gérardmer [15 décembre 1998] (p. 10456)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Etablissements de santé. Equipements. Scanner, installation, Fougères [15 décembre 1998] (p. 10458)
- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, équipements, Montluçon [15 décembre 1998] (p. 10454)
- M. Didier Quentin. Contributions indirectes. Accises. Pincau des Charentes [19 janvier 1999] (p. 22)
- M. Dominique Baert. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [19 janvier 1999] (p. 18)
- M. Jean-Marie Aubron. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [19 janvier 1999] (p. 20)
- M. André Berthol. Assurance maladie maternité : prestations. Conditions d'attribution. Ressortissants de l'Union européenne [19 janvier 1999] (p. 21)
- Mme Cécile Helle. Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité personnel. Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, coordonnateurs emploi-formation, statut [19 janvier 1999] (p. 19)
- M. Jean-Marie Bockel. Industrie. Machines et équipements. Cummins Wartsila et Texunion, emploi et activité, Mulhouse [2 février 1999] (p. 675)
- M. Michel Suchod. Etablissements de santé. Personnel. Aides opératoires, qualification, attachés des hôpitaux, carrière [2 février 1999] (p. 677)
- Mme Nicole Catala. Emploi. Politique de l'emploi. Missions locales, aides de l'Etat, Paris [2 février 1999] (p. 679)
- M. Jacques Basco. Sécurité sociale. Contribution sociale de solidarité des sociétés. Exonération, coopératives viticoles [2 février 1999] (p. 678)
- M. André Aschieri. Etablissements de santé. Hôpitaux. Capacités d'accueil, agglomération de Cannes, Grasse, Antibes [16 février 1999] (p. 1423)
- M. Patrick Malavieille. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine. Centres de soins, financement [16 février 1999] (p. 1422)
- M. Philippe Vuilque. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Gites thérapeutiques, agrément [16 février 1999] (p. 1425)
- M. François Sauvadet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, praticiens, Côte-d'Or [2 mars 1999] (p. 1841)
- Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, psychiatres [2 mars 1999] (p. 1837)
- M. Jean-Paul Bret. Santé. Soins et maintien à domicile. Personnel, qualification [2 mars 1999] (p. 1832)
- M. Michel Meylan. Décorations, insignes et emblèmes. Médaille d'honneur du travail. Conditions d'attribution [2 mars 1999] (p. 1831)
- M. Damien Alary. Handicapés. Etablissements. Foyers à double tarification, statut, financement [2 mars 1999] (p. 1836)
- M. Bernard Schreiner. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [2 mars 1999] (p. 1834)
- Mme Michèle Rivasi. Sang et organes humains. Organes humains. Moelle osseuse, centre de prélèvement de l'hôpital de Valence, statut [2 mars 1999] (p. 1838)
- M. Maurice Leroy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Services de chirurgie, fermeture, Vendôme [2 mars 1999] (p. 1839)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Handicapés. Etablissements. Fonctionnement, Bellac [2 mars 1999] (p. 1835)
- M. Jean-Jacques Filleul. Institutions sociales et médico-sociales. Educateurs. Durée du travail, nuits en chambre de veille, prise en compte [16 mars 1999] (p. 2389)
- M. Yves Bur. Etablissements de santé. Personnel. Durée du travail, réduction, application [16 mars 1999] (p. 2390)
- M. Louis Mermaz. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône-Alpes [16 mars 1999] (p. 2391)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Handicapés. Centre d'aide par le travail public (CAT). Fonctionnement, durée du travail [16 mars 1999] (p. 2388)
- M. Pierre Morange. Préretraites. Professions de santé. Médecins [30 mars 1999] (p. 2999)
- M. Émile Blessig. Eau. Qualité. Contrôle, Laboratoire d'étude des matériaux, agrément, Saverne [30 mars 1999] (p. 3000)
- M. Michel Herbillon. Santé. Politique de la santé. Institut de veille sanitaire, implantation, Saint-Maurice [30 mars 1999] (p. 2995)
- M. Dominique Paillé. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, ordonnances sécurisées, coût [30 mars 1999] (p. 2996)
- M. Albert Facon. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux. Médecins libéraux, utilisation de plateaux techniques hospitaliers [30 mars 1999] (p. 2997)
- M. Michel Lefait. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3260)

M. Édouard Landrain. Etablissements de santé. Etablissements publics. Plateaux techniques, médecins libéraux, accès [6 avril 1999] (p. 3262)

M. Bernard Perrut. Etablissements de santé. Services d'urgence. Restructuration, Villefranche-sur-Saône [6 avril 1999] (p. 3265)

M. Félix Leyzour. Handicapés. Instituts médico-éducatifs (IME). Effectifs de personnel, Côtes-d'Armor [6 avril 1999] (p. 3264)

M. Jean-Michel Marchand. Pharmacie et médicaments. Plantes médicinales. Commercialisation, politiques communautaires [6 avril 1999] (p. 3261)

M. Jacques Desallangre. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, retraites, suivi médical [6 avril 1999] (p. 3259)

M. Gérard Saumade. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [4 mai 1999] (p. 3928)

M. Jacques Brunhes. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Hauts-de-Seine [4 mai 1999] (p. 3929)

M. Jean-Pierre Michel. Système pénitentiaire. Détenus. Minima sociaux, attribution [4 mai 1999] (p. 3921)

M. Jean-Pierre Kucheida. Emploi. Contrats emploi solidarité. Réglementation [4 mai 1999] (p. 3918)

M. Hervé Gaymard. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, fonctionnement, Savoie [4 mai 1999] (p. 3923)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Etablissements de santé. Hôpitaux. Médecins étrangers, prescription de substances vénéneuses [4 mai 1999] (p. 3925)

M. Laurent Dominati. Drogue. Etablissements de soins. Capacités d'accueil, Paris [4 mai 1999] (p. 3926)

M. Yves Nicolin. Chômage : indemnisation. ASSEDIC. Régionalisation, conséquences, Roanne [4 mai 1999] (p. 3920)

M. Bernard Schreiner. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [4 mai 1999] (p. 3922)

M. Michel Françaix. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Méru [18 mai 1999] (p. 4469)

M. Maurice Janetti. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, centre de formation des aides-soignants, maintien, centre hospitalier Jean-Marcel, Brignoles [18 mai 1999] (p. 4471)

M. Alain Cousin. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Granville [18 mai 1999] (p. 4473)

M. Maurice Ligot. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [18 mai 1999] (p. 4468)

M. Jacques Desallangre. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Calcul, chômeurs [18 mai 1999] (p. 4467)

Mme Odette Trupin. Santé. Dyslexie et dysphasie. Lutte et prévention [25 mai 1999] (p. 4798)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Professions de santé. Chirurgiens. Qualification, chirurgie plastique, réparatrice et esthétique [25 mai 1999] (p. 4802)

M. Francis Hammel. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Psychomotriciens, nomenclature des actes [25 mai 1999] (p. 4801)

M. René Leroux. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Loire-Atlantique [25 mai 1999] (p. 4800)

M. Alain Marleix. Agroalimentaire. Lait et produits laitiers. Pasteurisation, politiques communautaires [1^{er} juin 1999] (p. 5166)

M. Pierre Hellier. Santé. Soins et maintien à domicile. Personnel, qualification [1^{er} juin 1999] (p. 5167)

M. Jean-Pierre Baeumler. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [29 juin 1999] (p. 6501)

M. Gérard Revol. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Bagnols-sur-Cèze [29 juin 1999] (p. 6506)

Mme Muguette Jacquaint. Etablissements de santé. Centres de santé. Réglementation [29 juin 1999] (p. 6503)

M. Jean Pontier. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Psychomotriciens, nomenclature des actes [29 juin 1999] (p. 6505)

M. Guy Hascoët. Industrie. Textile et habillement. Peignage Amédée, emploi et activité, Roubaix [29 juin 1999] (p. 6502)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7369)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7418)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7481)

Sa réponse (p. 7495)

Thèmes :

Démographie : mortalité : enfants (p. 7495)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7500, 7501)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7371, 7498)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7420)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7499, 7500)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7421)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7420)

Santé : cancer (p. 7370, 7419, 7499)

Santé : hépatite C (p. 7371, 7419)
 Santé : médecine préventive (p. 7369, 7502)
 Santé : politique de la santé : jeunes (p. 7371, 7372)
 Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7371)
 Santé : sida (p. 7420)
 Santé : soins palliatifs (p. 7372, 7499)
 Santé : tabagisme (p. 7370)
 Santé : veille sanitaire (p. 7371)
 Sécurité sociale : prestations en espèces : mutuelles (p. 7481, 7496)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7590)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Soutient l'amendement n° 431 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7597)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7631)

Soutient l'amendement n° 411 corrigé du Gouvernement (médecine du travail) : adopté après rectification (p. 7634)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient l'amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) : adopté (p. 7652)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7655)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7667)

Soutient l'amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) : adopté (p. 7668)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7702)

Soutient le sous-amendement n° 446 du Gouvernement (sanctions pénales) à l'amendement n° 171 de M. Jacques Barrot (plafonnement des remises et ristournes) : adopté après rectification (p. 7707)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7722)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Soutient l'amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) : adopté (p. 7753)

Soutient l'amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) : adopté (p. 7753)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 452 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7754)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Son intervention (p. 7933)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9596)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : conventions avec les praticiens (p. 9597)

Etablissements de santé : laboratoires d'analyse (p. 9597)

Etablissements de santé : service public hospitalier (p. 9596)

Produits dangereux : amiante (p. 9597, 9598)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9597)

Santé : politique de la santé : TGV (p. 9596)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9596)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Soutient le sous-amendement n° 98 du Gouvernement (mécanisme de rendez-vous conventionnel infra annuel) à l'amendement n° 1 de la commission : (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9630)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) : adopté après modifications (p. 9644)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes)

Soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9645)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) : rejeté (p. 9653)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Soutient le sous-amendement n° 121 du Gouvernement (plafonnement du surcoût) à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9675)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9692)

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage)

Soutient l'amendement n° 93 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704)

Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9706)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Soutient le sous-amendement n° 167 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 14 de la commission (prévisions de recettes) : adopté (p. 9707)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient le sous-amendement n° 168 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 35 rectifié de la commission (objectifs de dépenses par branche) : adopté (p. 9708)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Soutient le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 36 de la commission (montant de l'ONDAM) : adopté (p. 9709)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Son intervention (p. 9754)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10055)

Sa réponse (p. 10065)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 10056)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10056)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 10065)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10055)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10055)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 10056)

Sécurité sociale : paritarisme (p. 10056)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8630)

Ses réponses (p. 8645 à 8655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8636)

Défense : objecteurs de conscience (p. 8636)

DOM-TOM : crédits : politique sociale (p. 8641)

Drogue : toxicomanie (p. 8639)

Emploi : jeunes (p. 8631)

Etrangers : intégration (p. 8637)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8638)

Finances publiques : budget de l'Etat : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 8630)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8636)

Handicapés : crédits (p. 8635)

Handicapés : emplois réservés (p. 8634)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 8633, 8634, 8635)
 Handicapés : sourds (p. 8634)
 Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8631)
 Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 8631)
 Médecines parallèles (p. 8640)
 Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8636)
 Politique sociale : centres d'action sociale : urgences (p. 8632)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8631, 8638)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8633)
 Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 8637)
 Santé : accès aux soins (p. 8632)
 Santé : alcoolisme (p. 8639)
 Santé : crédits (p. 8630, 8638)
 Santé : prévention (p. 8632, 8633)
 Santé : prévention : suicide (p. 8639)
 Santé : tabagisme (p. 8640)
 Santé : veille sanitaire (p. 8641)
 Sécurité sociale : agences régionales pour l'hospitalisation (p. 8640)
Réponses aux questions :
 Avortement (p. 8654) (Mme Marie-Françoise Clergeau) (p. 8654)
 Défense : objecteurs de conscience (p. 8649) (Mme Nicole Bricq) (p. 8649)
 Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8647) (M. Pierre Cardo) (p. 8647)
 Etablissements de santé : centres de moyen ou long séjour : personnes âgées (p. 8648) (M. Georges Colombier) (p. 8648)
 Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : hôpitaux locaux (p. 8652) (M. Jean-François Chossy) (p. 8651)
 Famille : contraception (p. 8649) (Mme Marie-Françoise Clergeau) (p. 8649)
 Handicapés : autisme (p. 8651) (M. Jean-François Chossy) (p. 8651)
 Handicapés : enfants : éducation spécialisée (p. 8647) (M. Denis Jacquat) (p. 8647)
 Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8652) (M. René Dutin) (p. 8652)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8646) (M. Pierre Cardo) (p. 8646)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8653) (M. Jean Vila) (p. 8652)
 Professions de santé : médecins spécialistes : femmes (p. 8653) (Mme Nicole Bricq) (p. 8653)
 Professions sociales : éducateurs spécialisés : équivalence des diplômes (p. 8646) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8645)

Rapatriés : harkis (p. 8650) (Mme Hélène Mignon) (p. 8650)

Santé : alcoolisme (p. 8654) (Mme Hélène Mignon) (p. 8654)

Santé : tabagisme : cures (p. 8645) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8645)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) : adopté (p. 8658)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9174)

Thèmes :

Professions de santé : secret médical (p. 9176)

Sports : dopage : généralités (p. 9175, 9176)

Sports : médecine du sport (p. 9176)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9220)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Soutient le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (établissements pharmaceutiques) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après rectification (p. 595)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10776)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10777)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10777)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10780)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10780)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10781, 10782)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 569)

Thèmes :

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 569)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 569, 570)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 569, 570)

Sécurité sociale : cotisations (p. 569)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2049)

Sa réponse (p. 2060)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2050, 2060)

Emploi : convention de conversion (p. 2050)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 2050)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2050)

Travail : licenciements : prévention (p. 2050)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648)

Son intervention (p. 3655)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : psychiatres (p. 3655)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3655)

Professions de santé : secret médical (p. 3655)

Santé : hépatite C (p. 3655)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 3655)

Santé : sida (p. 3655)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3957)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3981)

Soutient l'amendement n° 456 du Gouvernement (traitement des données personnelles de santé) : adopté (p. 3989)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 445 du Gouvernement (expérimentation de nouveaux modes de financement des établissements hospitaliers) : adopté (p. 4004)

Soutient l'amendement n° 446 du Gouvernement (fonctions hospitalières des étudiants en chirurgie dentaire) : adopté (p. 4007)

Soutient le sous-amendement n° 484 du Gouvernement (de cohérence) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours (statut des pharmaciens titulaires de diplômes étrangers) : adopté (p. 4020)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Soutient l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) : rejeté au scrutin public (p. 6012)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien de droits) : adopté (p. 6044)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) : adopté (p. 6047)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6049)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4162)

Sa réponse (p. 4182)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4183)

Mort (p. 4162, 4163)

Santé : accès aux soins : soins palliatifs (p. 4163)

Santé : fin de vie (p. 4163)

Santé : soins palliatifs : bénévolat (p. 4164)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4182)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4162, 4184)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Soutient l'amendement n° 31 du Gouvernement (référence aux schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 4343)

Article 3 (reconnaissance des soins palliatifs comme discipline hospitalière)

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (dispositions particulières) : adopté (p. 4344)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (organisation de la délivrance de soins palliatifs) : adopté (p. 4345)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (prise en compte des établissements privés) : adopté (p. 4348)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (décret d'application) : adopté (p. 4356)

Article 12 (compensation des dépenses nouvelles résultant de l'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4357)

Titre

Son intervention (p. 4360)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 8 : Anciens combattants (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 774, posée le 3 mai 1999. Emploi. Contrats emploi solidarité (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Réglementation (p. 3918)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 8199, 8214, 8216)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8200, 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8200)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8200)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8200)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8230)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficiaire pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) (p. 8230)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8889)

Thème avant la procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 8890)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10088)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1581)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1582)

Environnement : protection (p. 1581)

Politiques communautaires : directives : électricité
(p. 1582)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1581)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 mars 1999]
(p. 2421)**

Son intervention (p. 2425)

Thèmes :

Eau : assainissement : collectivités territoriales
(p. 2427)

Environnement : paysages (p. 2426)

Mines et carrières : code minier (p. 2425)

Mines et carrières : pollution et nuisances :
indemnisation (p. 2426)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité
civile (p. 2426, 2427)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2449)

L**André LABARRÈRE***Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)**Conchita LACUEY***Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Minima sociaux, revalorisation [15 décembre 1998] (p. 10475)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI**

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Prestations familiales : allocations familiales : allocation aux mères de famille (p. 8724)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8966)

Marc LAFFINEUR*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Donations et successions. Actif de la succession. Contrats d'assurance vie [14 octobre 1998] (p. 6575)

Impôt sur les sociétés. Politique fiscale. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4924)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 570, posée le 18 janvier 1999. Tourisme et loisirs. Personnel (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Animation, rémunérations, augmentation, conséquences (p. 7)

n° 847, posée le 31 mai 1999. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT) (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Conditions d'attribution, Maine-et-Loire (p. 5154)**DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5803, 5833, 5875)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Son intervention (p. 5862)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5842)

Agriculture : installation (p. 5863)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5863)

Environnement : espace rural (p. 5863)

Retraites : régime agricole (p. 5863)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [14 octobre 1998]
(p. 6613)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6628) : rejetée (p. 6637)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6632)

Assurances : fonds de pension (p. 6633)

Emploi : chômage (p. 6630)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6632)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6630)

Etat : réforme (p. 6632)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6630)

Finances publiques : dépenses (p. 6629, 6630, 6632)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6628 à 6633)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6631, 6632)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6632)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6631)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6631)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6632)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6631)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6631)

Marchés financiers : généralités (p. 6629)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 6628)

Politique économique : conjoncture (p. 6628 à 6630)

Politique économique : croissance (p. 6629)

Politique économique : politique monétaire (p. 6628)

Secteur public : privatisations (p. 6633)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6630, 6631)

TVA : taux (p. 6632)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ;
[15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre
1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998]
(p. 6900, 6935)**

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6643)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Yves Nicolin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Soutient l'amendement n° 248 de M. François d'Aubert (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Soutient l'amendement n° 251 de M. François d'Aubert (relèvement de 11 000 à 15 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Son amendement n° 252 (relèvement de 11 000 à 14 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Soutient l'amendement n° 250 de M. François d'Aubert (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) (p. 6669)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 431 de M. Bernard Perrut (prise en charge d'un frère ou d'une sœur par un contribuable) : rejeté (p. 6674)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Son amendement n° 300 corrigé (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement de la demi-part additionnelle de quotient familial dont bénéficient les invalides, les anciens combattants et les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : retiré (p. 6679)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur

des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Son amendement n° 305 (instauration d'une réduction d'impôt pour l'achat d'un véhicule non polluant) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 191 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) : rejeté (p. 6719)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 6719)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 367 de M. Michel Meylan (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) : rejeté (p. 6737)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) (p. 6742)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6788)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 282 précédemment réservé : non soutenu (p. 6805)

Son amendement n° 283 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 316 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs et aux non parents) : retiré (p. 6812)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son amendement n° 285 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6825) : rejeté (p. 6826)

Après l'article 18

Son amendement n° 260 soutenu par M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Après l'article 19

Son amendement n° 290 corrigé soutenu par M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Après l'article 26

Son amendement n° 277 : non soutenu (p. 6900)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 276 soutenu par M. Gilbert Gantier (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 6923)

Son amendement n° 272 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Son amendement n° 273 soutenu par M. Gilbert Gantier (rapport au Parlement) (p. 6925) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 275 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 355 soutenu par M. Gilbert Gantier (mise en œuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6928)

Son amendement n° 356 soutenu par M. Gilbert Gantier (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 271 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 32

Son amendement n° 555 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 6948)

Son amendement n° 289 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) : retiré (p. 6949)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son amendement n° 267 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6959) : rejeté (p. 6960)

Son amendement n° 279 soutenu par M. Gilbert Gantier (réduction du montant du prélèvement) (p. 6960) : rejeté (p. 6961)

Son amendement n° 278 soutenu par M. Gilbert Gantier (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7179, 7180)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7179, 7180)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9108)

Avant l'article 64

Son amendement n° 181 soutenu par M. Charles de Courson (institution d'un abattement exceptionnel de 5 % sur les revenus salariés ou assimilés perçus en 1999 et 2000) (p. 9029) : devenu sans objet (p. 9030)

Son amendement n° 182 (barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9036)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Soutient l'amendement n° 13 corrigé de M. Michel Meylan (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) : retiré (p. 9117)

Après l'article 74

Son amendement n° 173 (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : devenu sans objet (p. 9123)

Son amendement n° 8 (rapport au Parlement sur les possibilités de transfert aux collectivités locales de certains impôts et en particulier de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 9129)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9170)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9170)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7425)

Son intervention (p. 7443)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : caisses : concurrence (p. 7443)

Assurances : fonds de pension (p. 7444)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7425, 7443)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7444)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8409)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8410)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8409, 8410)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8410)

Famille : concubinage (p. 8409, 8410)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) : rejeté (p. 8503)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 585 : non soutenu (p. 1015)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 379 : devenu sans objet (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 325 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 367 (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : devenu sans objet (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 324 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) (p. 1101) : rejeté (p. 1102)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Son amendement n° 381 corrigé soutenu par M. Francis Delattre (maximum de 40% des sièges pour une commune) : retiré (p. 1123)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 384 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1186)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 317 soutenu par M. Francis Delattre (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération

intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 340 soutenu par M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1317) : rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 346 : non soutenu (p. 1327)

Son amendement n° 341 : non soutenu (p. 1328)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 369 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de la limitation à 500 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : retiré (p. 1386)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1525)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1525, 1526)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1526, 1527)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1526, 1527)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1526)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1526)

Union européenne : euro (p. 1525)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2163)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2163 à 2165)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2164)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2164)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2164, 2165)
 Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2164)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Gilbert Gantier (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Son amendement n° 179 soutenu par M. Jean Proriot (de suppression) (p. 2278) : rejeté (p. 2279)

Article 43 (création d'un collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier)

Son amendement n° 191 (soumission des membres du collège au secret professionnel) : retiré (p. 2310)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 192 (conditions restrictives à l'intervention préventive du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2318)

Son amendement n° 193 (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2319)

Avant l'article 52

Son amendement n° 195 (déductibilité fiscale de la part des cotisations non couverte par le crédit d'impôt institué par le projet de loi) : rejeté (p. 2339)

Son amendement n° 194 (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : retiré (p. 2340)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 196 corrigé (déductibilité du revenu imposable de la contribution des institutions financières et suppression de cette contribution à compter du 1er janvier 2003) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 197 (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2349)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2540)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2541)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5197)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5197, 5198)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5198)

Parlement : Sénat (p. 5197)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 98 (détenion du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) : rejeté (p. 5211)

Son amendement n° 99 (interdiction de détenion d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) : rejeté (p. 5211)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 126 : devenu sans objet (p. 5225)

Son amendement n° 125 : devenu sans objet (p. 5225)

Son amendement n° 124 : devenu sans objet (p. 5225)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 102 : non soutenu (p. 5231)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 97 (conditions préalables à l'intervention du fonds de garantie) : rejeté (p. 5246)

Son amendement n° 101 (droit d'alerte du Conseil de surveillance du fonds de garantie auprès de la Commission bancaire) : rejeté (p. 5246)

Après l'article 50

Son amendement n° 103 précédemment réservé (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) : retiré (p. 5255)

Son amendement n° 104 précédemment réservé (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5255)

Avant l'article 52

Son amendement n° 105 (déductibilité fiscale des cotisations au fonds de garantie non couvertes par le crédit d'impôt) : rejeté (p. 5255)

Son amendement n° 106 (application au fonds de garantie du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : rejeté (p. 5255)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 107 (adaptation du dispositif du crédit d'impôt aux banques mutualistes) : rejeté (p. 5256)

Son amendement n° 108 (suppression de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 5257)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Son amendement n° 127 (de suppression) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 128 (suppression du versement d'une indemnité en cas de cessation forcée d'activité de l'emprunteur) : retiré (p. 5267)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2548)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2549)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2549)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2549)

Union européenne : fonds structurels (p. 2549)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code

général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1^{er} janvier 2000), rectifié (au 1^{er} janvier 2003) (p. 10944)

André LAJOINIE

*Allier (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1512 relative aux licenciements pour motif économique [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1760 visant à la contribution des compagnies d'assurance à l'investissement et au financement des services départementaux d'incendie et de secours [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [26 janvier 1999] (p. 371)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3017)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Yves Coussain : regrette la multiplication des rappels au règlement [2 février 1999] (p. 733)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 5818)

Thèmes :

- Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5819)
- Agriculture : installation (p. 5819)
- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5818)
- Environnement : espace rural (p. 5818)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5819)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5819)
- Retraites : régime agricole (p. 5819)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [12 octobre 1998] (p. 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6048)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 960 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6391)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 777 précédemment réservé de M. Jean-Michel Marchand (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) (p. 6394)

Son intervention (p. 6476)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 10293)

Thèmes :

- Entreprises : délocalisations (p. 10293)
- Politique économique : investissement : aides (p. 10293)
- Travail : plan social : licenciements (p. 10293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39) ; [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 54)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 180)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 55)
- Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 54)
- Emploi (p. 55)
- Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 55)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [2 février 1999] (p. 712)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Coussain (cf. supra) (p. 731)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)
l'intervention du Président de la commission de la production (p. 1088)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4067)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 224)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 226)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 224, 225)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 226)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 225)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 225, 226)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 225)

Transports (p. 225)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 226)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 1487)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1487)

Entreprises : compétitivité (p. 1487)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1487, 1488)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1487)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en œuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Christiane LAMBERT

Membre du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803)

Son intervention en qualité de rapporteure du conseil économique et social (p. 5814)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5816)

Agriculture : installation (p. 5815, 5816)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5815, 5817)

Agroalimentaire : labels (p. 5817)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5817)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5815)

Environnement : espace rural (p. 5814, 5816, 5817)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5817)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5815)

Jérôme LAMBERT

*Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1174) [2 décembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1623) [26 mai 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les projets de loi :

1. (n° 1174) portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

2. (n° 1623) portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [2 juin 1999] (n° 1666)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Electricité et gaz. Tarifs [4 mai 1999] (p. 3941)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 899, posée le 21 juin 1999. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Maladies du bétail, brucellose, indemnisation (p. 6238)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7262, 7263)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7290)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. François Cuillandre

Son intervention (p. 7293)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7290)

Collectivités territoriales : subventions (p. 7294)

Défense : service national (p. 7291, 7294)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7291)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7294)

DOM-TOM : institutions (p. 7293)

Emploi (p. 7290)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7290, 7291, 7293, 7294)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7291)

Logement (p. 7291)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7290, 7291)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2880)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement (p. 2680)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2680)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2680)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2786)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2814)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Albertini (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) (p. 2822)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5743)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5746)

DOM : Guyane : état civil (p. 5743, 5744)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5746)

Droit civil : code civil : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5745, 5746)

Droit pénal : code pénal : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5744)

Elections et référendums : législation : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5745)

Etrangers : droit d'asile : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5746)

Justice : magistrats : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5744, 5745)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5743)

Professions de santé : ordre professionnel : Dom-Tom (p. 5745)

Professions judiciaires et juridiques : commissaires priseurs : Dom (p. 5746)

Professions libérales : géomètres experts : Dom-Tom (p. 5746)

Santé : santé publique : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5746)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : état civil (p. 5745)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : jeux et paris (p. 5744)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 5746)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : courses (p. 5744)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : universités (p. 5744)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : code rural (p. 5746)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : justice (p. 5744)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation

du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

**Discussion de l'article unique [10 juin 1999]
(p. 5759)**

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article unique

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5759)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 5761)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5761)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 juin 1999]
(p. 5740)**

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du

20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (extension à la médecine du travail) : adopté (p. 5764)

François LAMY

Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [24 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant règlement définitif du budget 1997 (n° 1277) [2 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [26 novembre 1998] (n° 1230)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1277), portant règlement définitif du budget de 1997 [9 juin 1999] (n° 1685)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Intégration. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7120)

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [2 février 1999] (p. 710)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [17 mars 1999] (p. 2528)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : rejeté (p. 6094)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8271)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8271)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8271)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10019)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 10019, 10020)

Défense : généralités (p. 10020)

Défense : GIAT-Industries (p. 10020)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10019)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [2 février 1999] (p. 712)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1086 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 1089 : non soutenu (p. 517)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : objectifs du schéma directeur de la région Ile-de-France)

Son amendement n° 1090 (de suppression) : rejeté (p. 883)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6175)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 6175, 6176)

Défense : crédits : actions extérieures (p. 6176)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6175)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIV : Prestations sociales agricoles (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 548, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Équilibre financier, Tarare (p. 10457)

n° 652, posée le 1^{er} mars 1999. Transports ferroviaires. Gestion (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Cession de terrains, Tarare (p. 1844)

n° 812, posée le 17 mai 1999. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Délivrance, délais (p. 4485)

n° 910, posée le 28 juin 1999. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Logement de fonction, réglementation (p. 6518)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 5913)

Son amendement n° 2 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Son amendement n° 3 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5988)

Son amendement n° 5 (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 4 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 6 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 8 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 9 (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : devenu sans objet (p. 6335)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Christian Jacob (représentation des associations œuvrant dans le domaine de l'environnement au sein du Conseil supérieur d'orientation) : retiré (p. 6342)

Après l'article 45

Son amendement n° 11 soutenu par M. Christian Jacob (condition de distance pour l'implantation de nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA**

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8775)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8775, 8776)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8775, 8776)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 500)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1085 soutenu par M. Patrick Ollier (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 311) : rejeté (p. 312)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 1087 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son amendement n° 1088 : non soutenu (p. 508)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1263 tendant à autoriser les associations sportives non professionnelles à vendre certaines boissons dans l'enceinte de la compétition [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1264 tendant à autoriser un centre hospitalier à recruter des praticiens par contrat [14 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Fonds national de développement du sport (FNDS). Crédits, montant [10 novembre 1998] (p. 8701)

Sports. Football. Coupe du monde, bénéfiques, affectation [3 février 1999] (p. 857)

Santé. Politique de la santé. Régionalisation [10 mars 1999] (p. 2219)

Mer et littoral. Domaine public maritime. Construction de paillotes, réglementation, Corse [12 mai 1999] (p. 4422)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 746, posée le 5 avril 1999. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 1945). Appelée le 6 avril 1999. Plateaux techniques, médecins libéraux, accès (p. 3262)

n° 868, posée le 7 juin 1999. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 3357). Appelée le 8 juin 1999. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé (p. 5469)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Estrosi : déplore le dépôt tardif de la proposition de loi relative à l'organisation d'activités physiques et sportives et le travail "à la sauvette" de l'Assemblée sur ce texte. [17 juin 1999]

Tient à faire part du mécontentement de l'opposition toute entière à l'égard des conditions de travail qui prévalent en fin de session [17 juin 1999] (p. 6212)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroports (p. 8105)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8750)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8751)

Boissons et alcools : débits de boissons : stades (p. 8751)

Education physique et sportive : sports : animateurs (p. 8751)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 8752)

Sports : activités physiques et sportives : jeunes (p. 8752)

Sports : crédits (p. 8750)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8750)

Sports : médecine du sport (p. 8753)

Sports : stade de France (p. 8751)

Tourisme et loisirs : centres de vacances (p. 8751)

TVA : taux réduit (p. 8751)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) : rejeté (p. 8512)

Après l'article 515-1 du code civil

Soutient l'amendement n° 844 de M. Henri Plagnol (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle ou curatelle) : rejeté (p. 8542)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption à la personne engagée dans un PACS avec une personne de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Christian Estrosi (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Renaud Dutreil (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Christian Estrosi (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Thierry Mariani (mention de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel en marge de l'acte de naissance des parents) (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Reprend l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) (p. 9940) : rejeté (p. 9941)

Soutient l'amendement n° 900 corrigé de M. Henri Plagnol (preuve d'une vie de couple effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 686 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) : devenu sans objet (p. 9982)

Soutient l'amendement n° 787 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation veuvage aux signataires d'un PACS) : devenu sans objet (p. 9982)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 9188)

Sports : livret individuel médical et sportif (p. 9190)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9189)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Après l'article 1er

Son amendement n° 35 deuxième rectification (participation de l'audiovisuel public à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 9212)

Son amendement n° 36 rectifié (participation des "sponsors" à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 9212)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 37 rectifié (formation des médecins habilités à délivrer le certificat) : rejeté (p. 9213)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Son amendement n° 39 (harmonisation européenne et internationale) : rejeté (p. 9220)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Son amendement n° 40 (prise en charge des contrôles) : rejeté (p. 9221)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 41 (modalités de prélèvement) : retiré (p. 9234)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Alain Tourret (sursis à exécution) (p. 9246)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) (p. 9247)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) (p. 9253)

Ses explications de vote (p. 9257)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9257)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1985)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1985)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1985)

Sports : dopage : sanctions pénales (p. 1986)

Sports : dopage : secret médical (p. 1985)

Sports : livret individuel médical et sportif (p. 1985)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Pierre Micaux (garantie financière produite par les gérants d'auto-écoles) (p. 10417) : rejeté (p. 10418)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son amendement n° 33 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (de suppression) (p. 10422) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant entraîné une hospitalisation) : rejeté (p. 10434)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10979)

Son amendement n° 29 (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) : rejeté (p. 10986)

Son amendement n° 30 (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) : rejeté (p. 10986)

Son amendement n° 31 (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : rejeté (p. 10988)

Son amendement n° 32 (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : adopté (p. 10988)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 479 soutenu par M. Léonce Deprez (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences communautés d'agglomération

Son amendement n° 496 soutenu par M. Léonce Deprez (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 537 (de coordination) : rejeté (p. 1104)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 534 soutenu par M. Léonce Deprez (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 480 soutenu par M. Léonce Deprez (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) (p. 1198) : retiré (p. 1199)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Yves Bur (réduction du temps de travail dans le secteur médico-social) (p. 4021)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6010)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Luc Prél (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) (p. 6018)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4563)

Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 4563)

Culture : langues régionales : télévision (p. 4562, 4563)

Discussion des articles [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4987)

Après l'article 8

Son amendement n° 256 (promotion de la lutte contre le dopage) : rejeté (p. 4867)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Olivier de Chazeaux (protection des événements se passant sur le territoire national ou non) (p. 4876)

Son amendement n° 254 (protection des événements se passant sur le territoire national) : rejeté (p. 4876)

Son amendement n° 255 (précisions sur la diffusion des différés) : rejeté (p. 4877)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) (p. 4877)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Christian Kert (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6075) : rejetée (p. 6085)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6076, 6079)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6076, 6080, 6081)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6080)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6076, 6078)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6076, 6080, 6081)

Sports : manifestations sportives : débits de boissons (p. 6077, 6078)

Sports : manifestations sportives : TVA (p. 6077)

Sports : sportifs : contrats de travail (p. 6082)

Sports : sportifs : libre circulation des personnes (p. 6081)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6081)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Guy Drut (rédactionnel) : rejeté (p. 6213)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Guy Drut (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 9 (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christian Estrosi (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) (p. 6216)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrick Leroy (interdiction de la cotation en bourse des titres des SASP) (p. 6216)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Son amendement n° 3 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Son amendement n° 2 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6217)

Son amendement n° 7 (propriété des installations sportives) : rejeté (p. 6217)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Son amendement n° 8 (subventions réservées aux seules associations) : rejeté (p. 6221)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Guy Drut (mineurs entre seize et dix-huit ans) : rejeté (p. 6222)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. François Goulard (taux de TVA applicable) (p. 6223)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Georges Sarre (modalité de l'engagement) (p. 6224)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Guy Drut (modalité de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Son sous-amendement n° 60 (rupture anticipée du contrat) à l'amendement n° 26 de M. Guy Drut : rejeté (p. 6224)

Son amendement n° 1 (de précision) : rejeté (p. 6225)

Après l'article 7

Son amendement n° 12 (application par les autres pays de la communauté européenne) : retiré (p. 6226)

Son amendement n° 15 (saisine du conseil de la concurrence en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) : rejeté (p. 6227)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Article 9 (compensation des conséquences financières de la loi)

Son amendement n° 14 : devenu sans objet (p. 6227)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 27 de M. Guy Drut (exploitation de l'image des sportifs) : rejeté (p. 6228)

Son amendement n° 16 (présence d'un minimum de nationaux au sein des équipes) : rejeté (p. 6229)

Son amendement n° 17 (prise en compte de la spécificité sportive par la législation communautaire) : rejeté (p. 6229)

Ses explications de vote (p. 6229)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6229)

Claude LANFRANCA

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 876, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Équilibre financier (p. 5795)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8306)

Jack LANG

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3285)

DÉBATS

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 1881)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1882)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1881)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son sous-amendement n° 290 soutenu par M. Jean-Pierre Michel (mesures de contrainte ne devant en aucun cas porter atteinte à la dignité) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté (p. 2791)

Avant l'article 2

Son amendement n° 291 soutenu par M. Guy Hascoët (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Son amendement n° 292 soutenu par M. Guy Hascoët (droit de la personne placée en garde à vue de faire prévenir sans délai sa famille ou son employeur) : adopté (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son amendement n° 293 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat tout au long de la garde à vue et suppression des restrictions à son intervention en matière de proxénétisme et de délinquance organisée) : rejeté (p. 2815)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 294 : non soutenu (p. 2901)

Son amendement n° 295 : non soutenu (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 296 : devenu sans objet (p. 2905)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Son amendement n° 297 : non soutenu (p. 2905)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Son amendement n° 298 : non soutenu (p. 2929)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 3641)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3641)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3641)

Pays étrangers : Albanie (p. 3641)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3641, 3642)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3641, 3642)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 5493)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5493)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5493)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5493)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5493)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil [3 novembre 1998] (p. 7924)

Recherche. CNRS. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10564)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)

Son intervention (p. 7036)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 7036)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 7037)

Recherche : crédits (p. 7037)

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7038)

Recherche : recherche développement : enseignement et recherche (p. 7037)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8227)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son intervention (p. 6464)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 139 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) : rejeté (p. 6471)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5395)

Thèmes :

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5396)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5395)

Recherche : chercheurs (p. 5395)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 70 corrigé soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : retiré (p. 5416)

Son amendement n° 71 troisième correction soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (possibilité de poursuite de travaux de recherche antérieurs) : rejeté (p. 5417)

Jean LAUNAY

Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, tri sélectif [7 octobre 1998] (p. 6040)

Etrangers. Kosovars. Accueil en France [5 mai 1999] (p. 4079)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 856, posée le 7 juin 1999. Marchés publics. Réglementation (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Entreprises candidates en redressement judiciaire (p. 5466)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6132)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Union européenne : fonds structurels (p. 8095)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 920)

Jacqueline LAZARD

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Professions sociales. Aides à domicile. Financement [2 mars 1999] (p. 1863)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 579, posée le 25 janvier 1999. Audiovisuel et communication. Radio (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Centre radiomaritime du Conquet, fermeture, conséquences (p. 343)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 6198)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6206)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement secondaire (p. 7164)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléante de Mme Marie-Françoise Clergeau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10772)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10772)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4426)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4426, 4427)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4426, 4427)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1256)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 1256, 1257)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1256)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1256, 1257)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7201)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2430)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2431)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2431)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2430, 2431)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2431)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2449)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2551)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2551)

Union européenne : fonds structurels (p. 2551)

Christine LAZERGES

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteuse du projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (n° 1079) [8 octobre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1079) renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes [12 mars 1999] (n° 1468)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Après l'article 10

Son amendement n° 809 (cessibilité du bail) : retiré (p. 6101)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Myard (compromis de Luxembourg) (p. 9584)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2728)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : présomption d'innocence (p. 2729)

Assemblée nationale : commissions : victimes (p. 2730)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2730, 3029)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2730)

Droit pénal : garde à vue (p. 2729, 3029)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2730)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2730)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 3029)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 3029)

Droit pénal : mise en examen (p. 2730)

Droit pénal : procédure pénale (p. 2729)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2729, 3029)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2728)

Justice : carte judiciaire (p. 3029)

Justice : jugements : délais (p. 3029)

Justice : réforme (p. 2728)

Justice : victimes (p. 2728 à 2730, 3029)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2730)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté après modifications (p. 2792)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) : adopté (p. 2805)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) : adopté (p. 2806)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 75 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 2806)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (visite des locaux de garde à vue par le procureur) : adopté (p. 2807)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (placement en garde à vue des seuls suspects et information immédiate du procureur ou du juge d'instruction) : adopté (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 79 rectifié de la commission (personne placée en garde à vue informée de la nature de l'infraction et de son droit à interroger le procureur de la suite donnée ou susceptible d'être donnée à la procédure) : adopté (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : retiré (p. 2810)

Soutient le sous-amendement n° 318 de la commission (délai de trois ans) à l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) : adopté (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) : adopté (p. 2817)

Soutient le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission : rejeté (p. 2817)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2819)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (présence de l'avocat à compter de la douzième heure suivant la prolongation de la garde à vue) : adopté (p. 2820)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2823)

Article 3 (articles 115 et 116 du code de procédure pénale : modalités de désignation de l'avocat par une personne détenue ou au cours de la première comparution)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (article 80-1 du code de procédure pénale : mise en examen devant être fondée sur des indices précis) : adopté (p. 2826)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (demandes d'actes formulées conformément aux dispositions du dixième alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale) : adopté (p. 2827)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 311 de la commission (appel de la décision du juge d'instruction rejetant la prescription de l'action publique) : adopté (p. 2827)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions et possibilité pour le juge d'instruction de s'opposer aux questions susceptibles de nuire au bon déroulement de l'information ou à la dignité de la personne) : adopté (p. 2829)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (notification par lettre recommandée aux parties de l'intégralité du rapport à la demande de leurs avocats) : adopté (p. 2830)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (communication de son adresse par le témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (contenu de la lettre recommandée informant une personne de sa qualité de témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Avant l'article 9

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties en matière criminelle) : adopté (p. 2837)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Avant l'article 10

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (création d'une section A1 : dispositions générales) : adopté (p. 2877)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 137 du code de procédure pénale - conditions de recours au contrôle judiciaire ou à la détention provisoire) : adopté (p. 2878)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) : adopté (p. 2879)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2884)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (suppression de la référence à l'article 50 du code de procédure pénale pour le remplacement du juge de la détention) : adopté (p. 2888)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 2889)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2892)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (correction d'une erreur formelle) : adopté (p. 2897)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (référence à l'article 137 du code de procédure pénale pour souligner le caractère exceptionnel de la détention provisoire) : adopté (p. 2901)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la détention provisoire à quatre mois si la peine encourue est inférieure à cinq ans et en l'absence de condamnation antérieure, à un an dans les autres cas et à deux ans pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans et portant les délais d'un an et de deux ans à respectivement deux ans et trois ans en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté après modifications (p. 2904)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (suppression de l'absence de limitation de la détention provisoire pour les crimes justifiant une peine supérieure à trente ans et majoration des limitations d'un an en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté (p. 2905)

Son amendement n° 319 (absence de limitation de la détention provisoire en cas de commission de plusieurs crimes contre la personne, l'Etat, la Nation ou la paix publique) : adopté (p. 2906)

Article 18 (article 141-3 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de révocation du contrôle judiciaire)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (durée totale des détentions provisoires limitée à quatre mois au lieu de six lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans) : adopté (p. 2906)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2906)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) : adopté (p. 2918)

Soutient l'amendement n° 314 de la commission (personne intéressée entendue personnellement ou par l'intermédiaire de son conseil) : adopté (p. 2918)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) : rejeté (p. 2920)

Avant l'article 20

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (délai des enquêtes préliminaires menées sur instruction du procureur et compte rendu tous les quatre mois pour celles déclenchées d'office) : retiré (p. 2922)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (réduction de huit à six mois du délai au-delà duquel la personne ayant fait l'objet d'une garde à vue non suivie d'une procédure peut saisir le procureur) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (procédure alternative aux poursuites proposée par le procureur) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 320 de la commission (demande motivée d'audience publique par la personne intéressée) : adopté (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Soutient l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) : rejeté (p. 2929)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (institution de délais d'audiencement correctionnel limitant la détention à six mois à compter de la date de l'ordonnance de renvoi) : adopté (p. 2931)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (institution de délais d'audiencement criminel limitant la détention à deux ans à compter de la date à laquelle l'arrêt de mise en accusation est devenu définitif) : adopté après rectification (p. 2932)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (commission d'audiencement) : adopté (p. 2932)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2936)

Soutient l'amendement n° 127 rectifié de la commission (ajout de l'atteinte à la dignité d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire) : adopté (p. 2936)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (amende portée de 100 000 à 200 000 F) : rejeté (p. 2939)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (article 803 du code de procédure pénale - précautions pour éviter qu'une personne menottée soit photographiée ou filmée) : adopté (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Soutient l'amendement n° 130 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant l'intervention du procureur mais maintenant les dispositions portant de huit jours à trois mois le délai du droit de réponse en matière audiovisuelle) : adopté après modifications (p. 2943)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (communiqués du procureur ayant pour but d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexacts ou de mettre fin à un trouble à l'ordre public) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (communiqués du procureur ne comportant aucune mention nominative sauf accord de l'intéressé) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de précision) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2949)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (maintien du deuxième alinéa de l'article 199-1 du code de procédure pénale autorisant la partie civile à demander que l'audience d'un appel de non-lieu soit publique) : adopté (p. 2949)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2949)

Article 27 (article 227-24-1 du code pénal : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime d'une infraction)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (sanction de la diffusion d'une image permettant d'identifier le mineur) : adopté (p. 2950)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner, avec l'accord de la victime, toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Soutient l'amendement n° 141 rectifié de la commission (insertion d'un article 227-24-2 dans le code pénal - sanction de la publication de l'image d'un mineur en cas de fugue ou de suicide) : adopté après deuxième rectification (p. 2951)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (insertion d'un article 53-1 dans le code de procédure pénale et article 75 - information des victimes sur leurs droits dès le début de l'enquête) : adopté (p. 2953)

Avant l'article 29

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile) : adopté (p. 2954)

Article 30 (article 464 du code de procédure pénale : renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (renvoi de droit à la demande des parties civiles) : adopté (p. 2955)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) (p. 2956)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (insertion d'un chapitre regroupant les dispositions relatives à l'indemnisation des victimes): adopté (p. 2958)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (insertion d'un article 375-3 dans le code de procédure pénale et article 464 - information relative à la saisine de la commission d'indemnisation des victimes): adopté (p. 2959)

Soutient l'amendement n° 317 de la commission (article 706-5 du code de procédure pénale - délai d'un an pour saisir la commission d'indemnisation à compter de l'information de la victime sur son droit de saisine): adopté (p. 2959)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (articles 721-1 du code de procédure pénale et article 729 - prise en compte de l'effort d'indemnisation des victimes pour l'octroi de réductions de peines supplémentaires ou de libérations conditionnelles): adopté (p. 2959)

Article 32 (articles 104, 105, 152 et 183 du code de procédure pénale : coordinations liées à la réforme du statut de témoin assisté)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de conséquence): adopté (p. 2960)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de coordination rédactionnelle): adopté (p. 2960)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (mandat d'arrêt décerné par le juge de la détention provisoire et non par le juge d'instruction): rejeté (p. 2961)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (suppression de la référence à la prise à partie): adopté (p. 2961)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (correction d'une erreur matérielle): adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (de coordination): adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (correction d'une erreur matérielle): adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (décision du juge de la détention provisoire et non du juge d'instruction sur le maintien en détention de la personne renvoyée devant le tribunal correctionnel): rejeté (p. 2969)

Article 34 (article 145 du code de procédure pénale : coordination liée aux conditions de mise en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de suppression): adopté (p. 2962)

Article 40 (application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie): adopté (p. 2963)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)
Son intervention (p. 3028)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6322)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6322)

Justice : indépendance (p. 6322)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6322)

Justice : parquet : rôle (p. 6322)

Justice : réforme (p. 6322, 6323)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6322)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son sous-amendement n° 98 soutenu par M. Jacques Floch (suspension au seul bénéfice du ministère public) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique): adopté (p. 6429)

Marylise LEBRANCHU

Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Roland Garrigues. Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisation d'ouverture [10 novembre 1998] (p. 8702)

M. François Patriat. Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [17 novembre 1998] (p. 9107)

M. Dominique Baert. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Micro-entreprises, formalités

- administratives, simplification [25 novembre 1998] (p. 9502)
- M. Patrick Rimbart. Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [1^{er} décembre 1998] (p. 9753)
- Mme Martine Aurillac. Audiovisuel et communication. Jeux vidéo. Images de violence, lutte et prévention [20 janvier 1999] (p. 121)
- Mme Véronique Neiertz. Banques et établissements financiers. Banque de France. Traitement du surendettement, effectifs de personnel [3 février 1999] (p. 849)
- M. Jean-Claude Lemoine. Professions libérales. Reven- dications. Perspectives [9 février 1999] (p. 1082)
- M. Michel Vergnier. Commerce et artisanat. Artisanat. Promotion [17 mars 1999] (p. 2533)
- M. Pierre Lellouche. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5605)
- M. André Angot. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Farines contaminées, conséquences, éleveurs [9 juin 1999] (p. 5603)
- M. Guy Hascoët. Consommation. Sécurité des produits. Organismes génétiquement modifiés (OGM), politiques communautaires [16 juin 1999] (p. 5944)
- M. Daniel Chevallier. Consommation. Sécurité des produits. Agence de sécurité sanitaire des aliments, création [16 juin 1999] (p. 5942)

*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE*

- M. Gilbert Gantier. Impôts et taxes. Intérêt de retard. Taux [9 mars 1999] (p. 2130)
- M. Jacques Rebillard. Institutions sociales et médico- sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [15 juin 1999] (p. 5794)
- M. Alain Néri. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine. Restruc- turation, Auvergne, Rhône-Alpes [15 juin 1999] (p. 5799)
- M. Claude Lanfranca. Etablissements de santé. Etablissements privés. Equilibre financier [15 juin 1999] (p. 5795)
- Mme Catherine Génisson. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution [15 juin 1999] (p. 5796)
- M. René Leroux. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, Loire-Atlantique [15 juin 1999] (p. 5800)
- M. Alain Moyne-Bressand. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Pont-de-Beauvoisin [15 juin 1999] (p. 5801)
- Mme Bernadette Isaac-Sibille. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Chèque d'accompagnement personnalisé, mise en place [15 juin 1999] (p. 5797)
- M. Hervé Morin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fusion, Equemauville, Pont-Audemer [15 juin 1999] (p. 5798)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

**PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT**

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8955)

Ses réponses (p. 8960 à 8971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8954, 8955, 8959)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8953, 8957)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8959)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8957 à 8959)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8960)

Entreprises : financement (p. 8957)

Entreprises : situation financière : créances (p. 8956, 8960)

Entreprises : transmission (p. 8957)

Formation professionnelle (p. 8958)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8955)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8953 à 8955)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8953, 8954, 8958)

Marchés publics (p. 8956)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8958)

Travail : durée du travail (p. 8953, 8956, 8958, 8959)

Réponses aux questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8969) (M. Roger Lestas) (p. 8968, 8969)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8968) (M. Germain Gengenwin) (p. 8968)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8966, 8967) (Mme Conchita Lacuey) (p. 8966)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8967) (M. Robert Gaïa) (p. 8967)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8971) (M. Pierre Micaux) (p. 8970, 8971)

Entreprises : financement : création (p. 8970)
(M. Christian Martin) (p. 8969)

Entreprises : situation financière : créances (p. 8962)
(M. Henry Chabert) (p. 8961)

Travail : durée du travail (p. 8965, 8966) (M. Michel
Herbillon) (p. 8965)

Travail : durée du travail (p. 8968) (M. Germain
Gengenwin) (p. 8968)

Coopération intercommunale : schémas d'urbanisme
commercial (p. 8961) (M. Henry Chabert) (p. 8961)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

*Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe
pour frais de chambres de métiers)*

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la
commission (montant maximum du droit fixe de la
taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8974)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET
MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR -
TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 9000)

Thème avant la procédure des questions :

Consommation : Institut national de la consommation
(INC) (p. 9000, 9001)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Ses interventions dans la discussion des
amendements et des sous-amendements

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement
(renforcement de la protection des consommateurs en
ce qui concerne les virements transfrontaliers):
adopté (p. 2350)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement
(validation des visas apposés par la Commission des
opérations de bourse sur les offres publiques
d'acquisition de titres et sur les opérations d'achat par
une société de ses propres titres) : adopté (p. 2350)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septem-
bre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O.
du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le
programme de travail de la Commission pour 1999
(COM (98) 604 final/n° E 1186, COM (98) 609
final/n° E 1187, SEC (98) 1901 final/n° E 1188)
(n° 1435) [24 mars 1999]

Membre de la mission d'information commune sur les
obstacles au contrôle et à la répression de la
délinquance financière et du blanchiment de capitaux
en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires
étrangères sur la proposition de résolution de
M. Gérard Fuchs (n° 1435) sur le programme de
travail de la Commission pour 1999 (COM (98) 604
final/n° E 1186, COM (98) final/n° E 1187, SEC (98)
1901 final/n° E 1188) [1^{er} avril 1999] (n° 1523)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septem-
bre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O.
du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques [J.O. du
23 octobre 1998] (p. 16097)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires
étrangères [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Rapporteur du projet de loi portant modification du
code minier (n° 1332) [10 février 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la
responsabilité en matière de dommages consécutifs à

l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation (n° 1358) [10 février 1999]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [J.O. du 18 février 1999] (p. 2569)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1358), relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation [3 mars 1999] (n° 1418)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Son sous-amendement n° 960 (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6391)

Son sous-amendement n° 961 (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 962 rectifié (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 963 rectifié (traçabilité et création d'un registre de modification des organismes) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 964 rectifié (avis du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 777 précédemment réservé de M. Jean-Michel Marchand (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) (p. 6394)

Après l'article 44

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de M. Philippe Vasseur (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6401)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Son intervention (p. 7054)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7054)

Recherche : recherche industrielle : financement (p. 7055)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires : amiante (p. 7065)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention en qualité de vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 226)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 228)

Energie et carburants : charbon (p. 227)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 227)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 228)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 227, 228)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 227)

Energie et carburants : pétrole (p. 226)

Pays étrangers : Allemagne (p. 227)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1597)

Thèmes :

- Energie et carburants : électricité (p. 1597)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1598, 1599)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1598, 1599)
 Environnement : protection (p. 1599)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)**Article 5 (mécanismes de compensation)**

Son amendement n° 756 (surcoûts liés à la recherche et au développement) : adopté après modifications (p. 1685)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son sous-amendement n° 751 (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) : adopté (p. 1698)

Son sous-amendement n° 752 (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission : rejeté (p. 1698)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 757 (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) : non soutenu ; repris par M. François Goulard : rejeté (p. 1739)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)**

Son intervention (p. 2423)

Thèmes :

- Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2425)
 Communes : finances (p. 2424, 2425)
 Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2424)
 Mines et carrières : code minier (p. 2423)
 Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2423 à 2425)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2423, 2424)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2443)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)**

Son intervention en qualité de vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 5383)

Thèmes :

- Enseignement supérieur : doctorats : emploi (p. 5383)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 5383, 5384)
 Recherche : innovation (p. 5381)
 Recherche : recherche développement (p. 5383)
 Secteur public : établissements publics (p. 5384)

Claudine LEDOUX

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteuse de la proposition de loi instituant un Médiateur des enfants (n° 1144) [28 octobre 1998]

Rapporteuse de la proposition de loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants (n° 1145) [28 octobre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. la proposition de loi (n° 1144) de MM. Laurent Fabius et Jean-Paul Bret, instituant un Médiateur des enfants ;
2. la proposition de loi organique (n° 1145) de MM. Laurent Fabius et Jean-Paul Bret, relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants [12 novembre 1998] (n° 1190)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1461), relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [19 mai 1999] (n° 1613)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)**

Son intervention (p. 8124)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8124)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8124, 8125)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8124)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8125)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9276)

Thèmes :

Administration (p. 9277, 9278)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9276, 9278)

Assemblée nationale : Président (p. 9276)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9276, 9277)

Enfants : droits de l'enfant : citoyenneté (p. 9277)

Enfants : mauvais traitements (p. 9276)

Enfants : médiateur (p. 9276, 9277)

Etat : Médiateur de la République (p. 9277)

Lois (p. 9276)

Pays étrangers (p. 9278)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 8 (saisine directe du médiateur des enfants et non interruption des délais de recours)

Son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 9294)

Après l'article 8

Son intervention (p. 9295)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2617)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2617, 2618)

Secteur public : service minimum (p. 2618)

Travail : droit de grève (p. 2617)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5097)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5098)

Administration : maisons des services publics (p. 5098, 5099)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5098)

Administration : rapports avec les administrés : étrangers (p. 5098)

Etat : Médiateur de la République (p. 5098)

Etat : réforme (p. 5097, 5098)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5098)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5098)

Lois : codification (p. 5098)

Sécurité sociale : prestations : remboursement (p. 5098)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5098)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5098)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er supprimé par le Sénat (définition des autorités administratives)

Soutient l'amendement n° 1 corrigé de la commission (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi) : adopté (p. 5116)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du chapitre Ier) : adopté (p. 5117)

Article 2 supprimé par le Sénat (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (autorités administratives tenues d'organiser un accès simple aux règles de droit) : adopté (p. 5117)

Article 3 supprimé par le Sénat (codification des textes législatifs)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (principe de la codification à droit constant et rapport annuel du Gouvernement au Parlement) : adopté (p. 5118)

Article 4 (personnalisation des relations entre les agents des autorités administratives et les citoyens)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le texte du projet de loi) : adopté (p. 5118)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5120)

Article 6 (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : modifications de la loi du 6 janvier 1978 - accès des tiers aux données dites nominatives)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (correction d'une erreur grammaticale) : adopté (p. 5120)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (correction d'une erreur grammaticale) : adopté (p. 5121)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (communicabilité des documents émanant des établissements publics ou organismes chargés de la gestion d'un service public et non d'une mission de service public) : adopté (p. 5122)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (communicabilité des documents pouvant être obtenus par un traitement automatisé d'usage courant et non sans un traitement informatique spécial) : adopté (p. 5122)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'obligation faite aux administrations de communiquer les documents n'émanant pas d'elles) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi distinguant les documents inachevés des documents préparatoires, ces derniers devenant communicables une fois la décision prise) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (exclusion des documents judiciaires de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (introduction de la référence à l'article 2 de la loi

n° 78-753 du 17 juillet 1978 permettant à la commission d'accès aux documents administratifs de refuser les communications de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Etat ou à des intérêts privés et à ne pas donner suite aux demandes abusives) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs à tous les documents budgétaires communicables en vertu du code général des collectivités territoriales) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux tableaux rectificatifs des listes électorales et aux listes d'émargement des bureaux de vote) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux listes des assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (renvoi à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives pour la consultation des documents temporairement non communicables en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) : adopté (p. 5126)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L 140-9 du code des juridictions financières - non communicabilité des rapports de vérification et des avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 5126)

Article 9 (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives : tri des informations nominatives dans le cadre de traitements informatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 5126)

Article 10 (mise à disposition des comptes des associations subventionnées)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant la mise à disposition des comptes des autorités administratives ainsi que des organismes recevant des fonds publics) : adopté (p. 5128)

Article 11 (article L. 1117-7 du code des juridictions financières : contrôle de la Cour des comptes sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, ou à percevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la référence à l'exercice d'une mission de service public) : adopté (p. 5129)

Article 14 A (définition de la notion d'autorité administrative)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5130)

Article 14 (établissement de la date d'envoi d'un courrier à une autorité administrative par le cachet de la poste ou par l'usage d'un procédé télématique ou informatique permettant d'établir la date d'envoi)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (satisfaction de l'obligation de délai par l'envoi postal ou par l'usage du procédé télématique ou informatique) : adopté (p. 5131)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (présence personnelle du demandeur requise en application d'une disposition particulière) : adopté (p. 5131)

Article 16 A (identification de l'auteur d'une décision)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5131)

Article 17 (accusé de réception)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision - indications devant figurer sur l'accusé de réception) : adopté (p. 5132)

Article 20 (décisions implicites d'acceptation)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant des décisions implicites d'acceptation des demandes présentant un caractère financier) : adopté (p. 5133)

Article 21 (retrait des décisions implicites d'acceptation)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5134)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (suppression de la possibilité de retrait sans condition de délai à la demande d'un tiers) : adopté (p. 5134)

Article 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (extension de la procédure contradictoire aux décisions défavorables motivées ou non) : adopté (p. 5134)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) : adopté (p. 5135)

Article 24 (les maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) : adopté (p. 5137)

Article 25 (les maisons des services publics sous forme de groupements d'intérêt public)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (détachement des fonctionnaires affectés) : adopté après modifications (p. 5138)

Article 26 (conventions conclues avec une personne morale de droit public)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (correction d'une erreur de référence): adopté (p. 5138)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 40 corrigé de la commission (Nouvelle-Calédonie et territoires d'outre-mer - de coordination): adopté (p. 5143)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de coordination): adopté (p. 5143)

Soutient l'amendement n° 41 corrigé de la commission (de coordination): adopté (p. 5143)

Jean-Yves LE DRIAN

*Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V: Défense (marine) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [23 juin 1999] (p. 6364)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 803, posée le 17 mai 1999. Défense. Armement (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 1^{er} juin 1999. Frégate Horizon, construction (p. 5157)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8242)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8243, 8244)

Défense : marine (p. 8243)

Michel LEFAIT

*Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 526, posée le 7 décembre 1998. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Emploi et activité, Pas-de-Calais (p. 10159)

n° 735, posée le 5 avril 1999. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Conditions d'attribution (p. 3260)

Jean-Claude LEFORT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part (n° 1194) [2 décembre 1998]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Vice-président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis (rapport préliminaire) [23 octobre 1998] (n° 1150)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis [11 février 1999] (n° 1386)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1194), autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part [4 mai 1999] (n° 1573)

Proposition de loi n° 1716 tendant à la création d'un Office parlementaire d'évaluation des relations économiques internationales [16 juin 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Droit pénal. Procédure pénale. Demande d'extradition du général Pinochet [27 octobre 1998] (p. 7397)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 829, posée le 24 mai 1999. Voirie. RN 19 et RN 305 [J.O. Questions p. 3018]. Appelée le 25 mai 1999. Aménagement, Ivry-sur-Seine (p. 4788)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait part de son mécontentement quant à l'organisation des débats et regrette le faible temps de parole des députés communistes pour la discussion du budget de la coopération [2 novembre 1998] (p. 7877)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)**

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6701)

Thèmes :

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6701, 6703) ; généralités (p. 6701 à 6703)

Politiques communautaires : fraude (p. 6702) ; pacte de stabilité (p. 6703)

Union européenne : contribution française (p. 6702)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Son intervention (p. 7830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7831)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7831)

Relations internationales (p. 7830)

Union européenne (p. 7831 à 7833)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [2 novembre 1998]
 (p. 7877)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9456)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thème :

Union européenne : construction européenne (p. 9456)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 48 rectifié (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) : rejeté au scrutin public (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9560)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Explications de vote et vote [1^{er} décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9765)

Vote contre du groupe communiste (p. 9766)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1916)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1918)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1917)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2521)

Thème :

Politiques communautaires : budget (p. 2521)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son amendement n° 3 (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) : retiré (p. 2592)

Son amendement n° 1 (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) : rejeté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) (p. 2594)

Son sous-amendement n° 2 rectifié (objectif de favoriser l'emploi) à l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs : adopté (p. 2594)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4243)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient le sous-amendement n° 210 de M. Félix Leyzour (complémentarité entre les modes de transport et réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4434)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4435)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4434, 4435)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4435)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6176)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 6176)

Finances publiques : dépenses (p. 6177)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6176, 6177)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6176)

Lois de règlement (p. 6176)

Parlement : rôle (p. 6176)

Politique économique : croissance (p. 6177)

Vote pour du groupe communiste (p. 6177)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6201)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6201)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6201)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6202)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6202)

Politique économique : généralités (p. 6201)

TVA : taux réduit (p. 6201, 6202)

Union européenne : directives (p. 6201, 6202)

Union européenne : droit communautaire (p. 6201)

Vote pour du groupe communiste (p. 6202)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6340)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6341)

Audiovisuel et communication (p. 6342)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6340 à 6343)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6342)

Politique économique : mondialisation (p. 6340, 6341, 6345)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6341)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6340, 6342, 6343)

Jean LE GARREC

Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 4 février 1999] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8471)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1516 rectifiée relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France [22 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [9 décembre 1998] (p. 10241)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [4 mai 1999] (p. 3940)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Goulard : demande à M. Goulard de retirer le terme de pantalonnade [28 octobre 1998] (p. 7530)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél : estime qu'il ne faut pas dramatiser la situation mais convient que l'organisation des débats sur le financement de la sécurité sociale n'est pas à la hauteur des enjeux et annonce la création d'un groupe de travail pour l'amélioration de cette organisation [26 novembre 1998] (p. 9595)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7382, 7502)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7406)

Thèmes :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7383)

Famille : politique familiale (p. 7406, 7407)

Justice : Cour des comptes : sécurité sociale (p. 7383)

Professions de santé (p. 7384, 7385)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7383, 7407)

Risques professionnels : accidentés du travail (p. 7384)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7406)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7384)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548); [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660); [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) (p. 7522)

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7527, 7529)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Goulard (cf. supra) (p. 7529)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. François Goulard (de précision) (p. 7558)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 225 deuxième correction de M. François Goulard (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 192 corrigé de M. Patrick Delnatte (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 13 corrigé de la commission des finances (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 313 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) (p. 7570)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (exonération de charges sur les bas salaires) (p. 7571)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7571)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7639)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7642)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7676)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) (p. 7728)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 434 du Gouvernement (prise en charge de la surdité) (p. 7779)

Intervient sur l'amendement n° 379 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (politique gérontologique) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Jean-Luc Prél (date de présentation du projet de loi) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. François Goulard (date de présentation du projet de loi) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Bernard Accoyer (dépenses ambulatoires de santé) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 7780)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 389 de la commission (pratiques paramédicales) : adopté (p. 7781)

Intervient sur l'amendement n° 381 de Mme Catherine Génisson (instances professionnelles des professions paramédicales) (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 390 de la commission (instances professionnelles des professions paramédicales) : adopté (p. 7782)

Soutient l'amendement n° 391 de la commission (professions paramédicales) : adopté (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 380 de Mme Catherine Génisson (professions paramédicales) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Bernard Accoyer (conditions de travail de certaines spécialités) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Bernard Accoyer (de cohérence) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Bernard Accoyer (automédication) (p. 7783)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Luc Prél (déremboursement) (p. 7783)

Intervient sur l'amendement n° 377 de Mme Catherine Génisson (place des services de médecine non spécialisée à l'hôpital) (p. 7784)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (externalisation des dépenses hospitalières) : adopté (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bernard Accoyer (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Goulard (suppression des sanctions prévues) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Luc Prél (maîtrise des dépenses de santé médicamenteuses) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Luc Prél (suppression des lettres-clés flottantes) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Germain Gengenwin (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Bruno Bourg-Broc (universalité des allocations familiales) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Bernard Accoyer (de précision) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Bernard Accoyer (égalité d'accès aux régimes complémentaires de retraite par capitalisation) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Luc Prél (gestion de la caisse par les partenaires sociaux) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Luc Prél (clarification de la tarification de la prestation spécifique dépendance) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 378 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (de cohérence) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Luc Prél (égalité d'accès à l'aide ménagère) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Yves Nicolin (guichet unique pour les handicapés) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) (p. 7788)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7791)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) : adopté (p. 7791)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) : adopté (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Bruno Bourg-Broc (de simplification) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) (p. 7792)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) (p. 7792)

Seconde délibération

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 7795)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9598)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9599)

Produits dangereux : amiante (p. 9598)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son sous-amendement n° 143 corrigé (exonération des cotisations vieillesse de la CNRACL) à l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) : adopté (p. 9644)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Intervient sur le sous-amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 9689)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 9690)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 145 du Gouvernement (prétraite pour les travailleurs de l'amiante) (p. 9702)

LECTURE DÉFINITIVE

Son intervention à l'issue du vote [3 décembre 1998] (p. 10085)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8672)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8674)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8673)

Entreprises : charges : cotisations sociales (p. 8674)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8673)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9178)

Thèmes :

Santé : santé publique (p. 9179)

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9179)

Sports : dopage : prévention (p. 9179)

Sports : médecine du sport (p. 9179)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9179)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son sous-amendement n° 76 soutenu par M. Alain Néri (mise en demeure préalable) à l'amendement n° 15 de la commission (dispositif de sanctions) : adopté (p. 9226)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (consultation pour les projets de loi relatifs au sport) (p. 9227)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Beauchaud (de cohérence) (p. 9236)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) (p. 9248)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) : adopté (p. 9255)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du pouvoir de sanction) (p. 9255)

Son intervention (p. 9256)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 583)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 584)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (établissements pharmaceutiques) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 595)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Denis Jacquat (contrôle médical systématique) (p. 596)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Denis Jacquat (qualification en médecine sportive) (p. 596)

Article 15 (droit de perquisition)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) (p. 606)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1988)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 1988, 1989)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10344)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 10345)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10344)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10344)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10345)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2059)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2059)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2059)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10328)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10329)

Communes : maires : prérogatives (p. 10329)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10329)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2048)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2048, 2049)

Economie sociale : mutuelles (p. 2048, 2049)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2604)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2604, 2605)

Secteur public : service minimum (p. 2604, 2605)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2604, 2605)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2605)

Transports urbains : RATP (p. 2605)

Travail : droit de grève (p. 2604, 2605)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2631)

Thème :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2631, 2632)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4899)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4899)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4899)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3662)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3751)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3752)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3662)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3663)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3752)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 3662)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 3751)

Politique sociale : exclusion (p. 3662)

Santé : accès aux soins (p. 3662)

Santé : prévention (p. 3662, 3751)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755); [29 avril 1999] (p. 3806, 3853); [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3762)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3842)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son amendement n° 405 soutenu par M. Alfred Recours (objectifs de la carte de santé) : adopté (p. 3901)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Marcel Rogemont (sécurité des données médicales) (p. 3950) : adopté (p. 3951)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Philippe Nauche (usage de la carte de professionnel de santé) : adopté (p. 3955)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Luc Prével (embauche temporaire de praticiens) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (constitution de syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (régime juridique des syndicats interhospitaliers) (p. 3999)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Luc Prével (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Yves Bur (dérogation dans les institutions sanitaires et médico-sociales à la loi sur la réduction du temps de travail) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean-Luc Prével (statut du praticien hospitalier) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Luc Prével (sécurité anesthésique) (p. 6020)

Après l'article 37 quaterdecies B

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Marcel Rogemont (régime de retraite de l'ANPE) (p. 6026)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Michel Dubernard (allongement de la durée d'exercice préalable) (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (préparation des diplômes) : adopté (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean-Michel Dubernard (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Michel Dubernard (avis des doyens de faculté) (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Alfred Recours (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Article 37 tertricies (articles L. 122-1, L. 123-1, L. 123-3, L. 153-1, L. 381-12, L. 381-13, L. 381-15-1, L. 381-16, L. 381-17, L. 721-2, L. 721-8-1, L. 721-9 et L. 721-15-1 du code de la sécurité sociale : organisation de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes)

Son intervention (p. 6044)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6049)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4164)

Thèmes :

Mort (p. 4162)

Santé : douleur (p. 4162)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4161)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4161, 4181, 4182)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4162)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (élargissement aux droits des malades) (p. 4340)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4510)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4511, 4512)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4511)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4511)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4510, 4511)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4510, 4511)

Discussion des [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) (p. 4700)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 434 de Mme Odette Grzegorzulka (modalités de conservation) : adopté (p. 4753)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 5712)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5712)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5712)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16820)

Rapporteur du projet de loi rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1175) [26 mai 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 10 : Culture et communication (communication) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1559 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [28 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1175 rectifié) portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [9 juin 1999] (n° 1686)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8401)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8401)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8402)

Famille (p. 8402)

Famille : mariage (p. 8401, 8402)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8401)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8909)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 8911)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 8910)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 8910)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8909)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8911)

Audiovisuel et communication : La Cinquième (p. 8911)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8911)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8909, 8910)

Presse et livres : presse nationale (p. 8911)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8909, 8910)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 265 (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 10664)

Son sous-amendement n° 266 à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10665)

Son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10671)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Son intervention (p. 3739)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3740)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3740)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3740)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [29 avril 1999] (p. 3800)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3800)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4520)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4520)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 4564)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4520)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4520, 4563, 4564)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4520)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4563)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)

Son amendement n° 144 (répartition des ressources) : retiré (p. 4768)

Soutient le sous-amendement n° 142 corrigé de la commission des finances (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)

Son sous-amendement n° 145 (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonération de la redevance et publicité) : adopté (p. 4774)

Après l'article 7

Son amendement n° 143 corrigé précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5747)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5747)

DOM : octroi de mer (p. 5747)

Impôts et taxes : procédure fiscale : Polynésie française (p. 5747)

Marchés financiers : généralités : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5747)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5747)

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5761)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article unique

Soutient l'amendement n° 8 de la commission des finances (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5761)

Pierre LELLOUCHE

Paris (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 2 mars 1999] (p. 3154)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1348 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

Proposition de résolution n° 1681 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine [8 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [14 octobre 1998] (p. 6579)

Défense. Armement et équipements. Bogue de l'an 2000, conséquences [2 décembre 1998] (p. 9896)

Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [20 janvier 1999] (p. 123)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5605)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 725, posée le 29 mars 1999. Professions judiciaires et juridiques. Commissaires-priseurs (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Rémunérations (p. 3001)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6275)
Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6275)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6603)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 6604)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6603, 6604)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6604)
Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6605)
Politique économique : conjoncture (p. 6604)
Politique économique : croissance (p. 6604)
Union européenne : euro (p. 6604)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10656)

Son amendement n° 240 (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Son sous-amendement n° 250 (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux et aux locaux de stockage) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10666)

Son sous-amendement n° 247 corrigé (exonération des hôtels) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 246 corrigé (exonération des parkings) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Son sous-amendement n° 249 corrigé (exonération des grandes surfaces de vente au détail) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Son sous-amendement n° 289 corrigé (exonération des salles de cinéma) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8439)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8439)
Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8439)
Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8439)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 793 : réservé à la demande du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article 12 (p. 8449) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Christine Boutin (organisation par le seul mariage de la vie commune entre un homme et une femme, le PACS régissant les intérêts pécuniaires) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Claude Goasguen (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Guy Hascoët (déclaration écrite déposée en mairie) (p. 8566)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 793 précédemment réservé (Nation assurant à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement) : rejeté (p. 10219)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9454)

Son intervention (p. 9483)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9454)

Constitution : article 88-4 (p. 9483)

Etat : souveraineté (p. 9454)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9454)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9483, 9484)

Union européenne : droit communautaire (p. 9483)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9454, 9455)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) (p. 9577)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Goasguen (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) (p. 10548)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1586)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1587)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1587)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1587)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4642)

Thèmes :

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4642 à 4644)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4642 à 4644)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4644)

Régions : Corse : ministère de l'intérieur (p. 4642)

Régions : Corse : préfets (p. 4642 à 4644)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Son amendement n° 1 (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) : rejeté (p. 4655)

Ses explications de vote (p. 4655)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4655)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 955 soutenu par M. François Patriat (cas des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6403)

Georges LEMOINE

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome X: Défense (gendarmerie) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8241)

Gendarmerie (p. 8241)

Jean-Claude LEMOINE

*Manche (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1717 tendant à autoriser la chasse du gibier d'eau de nuit dans certains départements [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes [17 novembre 1998] (p. 9105)

Professions libérales. Revendications. Perspectives [9 février 1999] (p. 1082)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5876)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5877)

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5876)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5876, 5877)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5876, 5877)

Retraites : régime agricole (p. 5876)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 286 (objectifs de la politique agricole française) : rejeté (p. 5907)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Jean-Michel Marchand (débat annuel au Parlement) (p. 5973)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Pierre Micaux (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Jacob (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Michel Bouvard (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Soutient l'amendement n° 309 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées) : rejeté (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jacques Rebillard (avis des présidents des conseils régionaux et généraux) (p. 6024)

Intervient sur le sous-amendement n° 741 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6028)

Intervient sur le sous-amendement n° 937 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 312 soutenu par M. Patrick Ollier (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6051) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 320 de M. Jean-Claude Mignon (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Soutient l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Soutient l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Christian Jacob (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Pierre Micauts (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. Renaud Dutreil (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 247 de M. Pierre Micauts (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Thierry Mariani (de suppression partielle afin de garantir la sécurité juridique des membres d'une entreprise agricole) : rejeté (p. 6161)

Après l'article 17

Son amendement n° 385 corrigé (autorisation des associations entre producteurs de lait) : devenu sans objet (p. 6206)

Son amendement n° 386 corrigé : devenu sans objet (p. 6206)

Après l'article 30

Son amendement n° 346 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction fiscale en cas d'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6301) : adopté (p. 6451)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 391 : non soutenu (p. 6341)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 820 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10395)

Thèmes :

- Constitution : article 34 (p. 10395)
- Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10395)
- Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10396, 10397)
- Sécurité routière : auto-écoles (p. 10395)
- Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10395)
- Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10396)
- Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10396)
- Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10395)
- Sécurité routière : statistiques (p. 10395)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son intervention (p. 10411)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son intervention (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (expérience professionnelle d'au moins deux ans pour gérer une auto-école) : rejeté (p. 10417)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Lionnel Luca (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : rejeté (p. 10419)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 44 de M. Lionnel Luca (enseignement des règles de la circulation au collège) : rejeté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son intervention (p. 10422)

Son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10424)

Son amendement n° 21 (de suppression) : rejeté (p. 10429)

Son amendement n° 22 rectifié (critère du dépassement de 50 % de la vitesse autorisée, suppression de la peine de prison et possibilité d'interdire la circulation du véhicule pendant trois mois) : rejeté (p. 10429)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 46 de M. Lionnel Luca (stage de sensibilisation pour les auteurs d'infraction ayant entraîné la perte d'au moins cinq points) : rejeté (p. 10430)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10432)

Avant l'article 8

Son amendement n° 25 (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) : rejeté (p. 10436)

Après l'article 11

Son amendement n° 26 (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") : rejeté (p. 10441)

Son amendement n° 24 (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) : rejeté (p. 10441)

Son amendement n° 27 (fonctionnement permanent des feux de croisement) : rejeté (p. 10442)

Son amendement n° 23 (signalisation des voiturettes) : rejeté (p. 10443)

Son amendement n° 29 (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) : retiré (p. 10444)

Ses explications de vote (p. 10446)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2469)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances : sécurité routière (p. 2471)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2469)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 2471)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2471)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2469)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2471)

Sécurité routière : code de la route : formation continue (p. 2469, 2470)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2470)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2470, 2471)

Sécurité routière : statistiques (p. 2469)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 2 (enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son intervention (p. 2479)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son intervention (p. 2479)

Son amendement n° 5 (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Après les articles 6 et 7

Son amendement n° 8 (détection de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 2481)

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 2482)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 21 de M. Dominique Bussereau (création d'un permis de conduire "spécial véhicule électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) : rejeté (p. 2482)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) : rejeté (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les véhicules) : rejeté (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) : rejeté (p. 2483)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des motoneiges)

Son intervention (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2483)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 23 de M. Dominique Bussereau (constatation des excès de vitesse par les agents de police municipale) : rejeté (p. 2483)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Son intervention (p. 2484)

Article 15 supprimé par le Sénat (contrôle de la sécurité des infrastructures routières)

Son intervention (p. 2485)

Après l'article 15

Son amendement n° 12 corrigé (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 10 corrigé (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 9 corrigé (examen médical tous les cinq ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 15 (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) : rejeté (p. 2487)

Son amendement n° 13 (fonctionnement permanent des feux de croisement) : rejeté (p. 2487)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4329)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4329, 4330)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4329)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4329)

Ses explications de vote (p. 4337)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4330, 4337)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 150)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 150, 151)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 151)

Environnement : protection (p. 150)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 918 de M. Bruno Bourg-Broc (répartition efficiente des services d'enseignement et de recherche) : rejeté (p. 469)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Soutient l'amendement n° 863 de M. Michel Bouvard (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 1056 de M. Patrick Ollier (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 865 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 1058 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 864 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Soutient l'amendement n° 1057 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 267 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1105)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Son amendement n° 484 soutenu par M. Robert Poujade (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone aux syndicats intercommunaux et aux syndicats mixtes) : rejeté (p. 1338)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Robert Poujade (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone à d'autres établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1339)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Son amendement n° 577 soutenu par M. René André (taxe professionnelle dans les zones d'activités créées ou gérées par un groupement de communes ou un syndicat mixte) : retiré (p. 1378)

Son amendement n° 578 soutenu par M. Gilles Carrez (répartition de la compensation de taxe professionnelle perçue par la commune d'implantation au titre de la réduction des bases) : retiré (p. 1378)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2458)

Thèmes :

Transports aériens : bruit (p. 2458)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 2458)

Transports aériens : sécurité (p. 2458)

Jacques LE NAY

*Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [9 mars 1999] (p. 2138)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5856)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5857)

Agriculture : installation (p. 5857)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5857)

Retraites : régime agricole (p. 5857)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) : rejeté (p. 6023)

Soutient l'amendement n° 514 de M. François Sauvadet (objectif d'efficacité économique) : retiré (p. 6023)

Soutient le sous-amendement n° 937 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : rejeté (p. 6028)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6084)

Son amendement n° 463 (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) : rejeté (p. 6092)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 636 de M. Léonce Deprez (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) : retiré (p. 6099)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Léonce Deprez (information du bailleur) : retiré (p. 6100)

Soutient l'amendement n° 635 de M. Léonce Deprez (cessibilité du bail) : retiré (p. 6101)

Soutient le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : rejeté (p. 6104)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 464 soutenu par M. François Sauvadet (dispositif des interprofessions étendu aux horticulteurs et aux pépiniéristes) : rejeté (p. 6306)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Son amendement n° 465 soutenu par M. Germain Gengenwin (publication des comptes détaillés soit au Journal officiel soit dans un journal d'annonces légales) : retiré (p. 6331)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 864)

Guy LENGAGNE

*Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18858)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18859)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong (n° 1305) [17 février 1999]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'équipement, des transports et du logement [J.O. du 8 avril 1999] (p. 5186)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 27 : Equipement, transports et logement (mer) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat

(n° 1305), autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong [1^{er} avril 1999] (n° 1522)

Proposition de loi n° 1556 tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7215)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 7216)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7217)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7216)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8043)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8042)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8791)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : produits : exportations (p. 8791)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8791)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6590)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 6590)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6591)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6591)

Jean-Claude LENOIR

*Orne (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT.

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2417)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 530, posée le 7 décembre 1998. Logement. Maisons individuelles (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Construction, garantie d'achèvement, réglementation (p. 10156)

FAIT PERSONNEL

Indique que le PACS ne figure ni dans les propositions du Parti socialiste, ni dans la déclaration de politique

générale du Premier ministre, ni dans les engagements électoraux des députés de la majorité [7 novembre 1998] (p. 8442)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique que la conférence des Présidents lui avait accordé cinq heures pour défendre la question préalable opposée au PACS, qu'il n'a été saisi d'aucune demande tendant à réduire la durée de son intervention, qu'il s'était engagé à ne pas dépasser son temps de parole et que des journalistes auraient été expulsés des tribunes [7 novembre 1998] (p. 8362)

Condanne l'attitude d'un commissaire du Gouvernement à l'égard de Mme Christine Boutin [8 juin 1999] (p. 5528)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5867)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5867)

Agriculture : installation (p. 5867, 5868)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8325) : rejetée (p. 8353)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8331 à 8335)

Assemblée nationale : députés : programmes (p. 8339, 8340)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8334, 8335)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : majorité (p. 8334)

Assemblée nationale : propositions de loi : Gouvernement (p. 8332 à 8334)

Assemblée nationale : question préalable (p. 8325, 8326)

Assemblée nationale : règlement (p. 8334, 8335)

Constitution : préambule (p. 8336)

Cultes (p. 8328, 8332, 8342)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contentieux (p. 8337)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8336, 8337)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 8350)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : lois (p. 8347)
 Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité
 Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8346, 8347, 8350)
 Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8337)
 Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8329, 8346, 8350)
 Enfants (p. 8337)
 Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 8330, 8331, 8335)
 Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8339)
 Famille : concubinage (p. 8328, 8336 à 8338, 8341 à 8345)
 Famille : mariage (p. 8350)
 Justice : Conseil d'Etat (p. 8332)
 Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8327, 8328, 8330, 8333)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8339)
 Pays étrangers : Pays-Bas (p. 8344)
 Politique générale : libéralisme (p. 8329)
 Santé : sida (p. 8338, 8346)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5549)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 juin 1999] (p. 5528)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5549)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5549, 5550)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5613)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Goasguen (publicité de la rupture unilatérale du PACS analogue à celle de sa conclusion) : rejeté (p. 5637)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Claude Goasguen (pension alimentaire attribuée par le juge dans les

conditions prévues aux articles 281 à 285 du code civil) : rejeté (p. 5642)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Goasguen (prestation compensatoire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 270 à 280-1 du code civil) : rejeté (p. 5643)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son intervention (p. 5649)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Soutient l'amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)

Son intervention (p. 8062)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8063)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8063)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8063)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8063)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 85)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 86)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 86)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Germain Gengenwin (date butoir du 1er janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) (p. 185)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 573 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (objectifs de la loi) : rejeté (p. 196)

Son sous-amendement n° 574 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : adopté (p. 196)

Son sous-amendement n° 576 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : adopté (p. 196)

Son sous-amendement n° 575 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : rejeté (p. 196)

Son sous-amendement n° 1150 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) : rejeté (p. 197)

Son sous-amendement n° 1151 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : adopté (p. 198)

Son sous-amendement n° 1152 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : rejeté (p. 198)

Son sous-amendement n° 1153 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : rejeté (p. 198)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) (p. 258)

Son amendement n° 578 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 577 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 519 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 520 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Lamy (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Michel Bouvard (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 928 de M. Michel Meylan (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Félix Leyzour (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Son amendement n° 521 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Soutient l'amendement n° 486 de M. Jean Proriol (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : rejeté après rectification (p. 296)

Son amendement n° 580 (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : retiré (p. 296)

Son amendement n° 581 deuxième rectification (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) : rejeté (p. 297)

Son amendement n° 582 (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) : rejeté (p. 297)

Son amendement n° 583 deuxième rectification (ressources suffisantes pour assurer la structuration des territoires dans le cadre de la coopération intercommunale) : rejeté (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 1111 de M. Patrick Ollier (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Son amendement n° 584 (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 935 de M. Michel Meylan (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 245 de la commission (nécessité d'interventions différenciées) (p. 304)

Son amendement n° 1155 (nécessité d'interventions différenciées) : devenu sans objet (p. 304)

Son amendement n° 585 (cohérence avec la politique européenne) : adopté après rectification (p. 305)

Son amendement n° 586 (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) : adopté (p. 307)

Son amendement n° 587 (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 309)

Son amendement n° 588 (schéma des différentes infrastructures de transport) : retiré (p. 310)

Son amendement n° 589 (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 313)

Son amendement n° 522 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 590 (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 320)

Son amendement n° 523 (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) : rejeté (p. 320)

Soutient l'amendement n° 1084 de M. Thierry Mariani (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) : rejeté (p. 320)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) (p. 321)

Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Son sous-amendement n° 1205 (projet de loi soumis au Parlement avant le 1er juin 1999) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement : rejeté (p. 324)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 591 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 525 soutenu par M. Jean Priol (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) (p. 377) : rejeté (p. 378)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Jean Priol (réexamen tous les trois ans des politiques d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 379)

Son amendement n° 593 soutenu par M. Jean Priol (réexamen tous les cinq ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Son amendement n° 527 soutenu par M. Jean Priol (réexamen tous les six ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Son amendement n° 524 soutenu par M. Jean Priol (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 529 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 528 soutenu par M. Jean Priol (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 388) : devenu sans objet (p. 390)

Son sous-amendement n° 594 (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) à l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) : devenu sans objet (p. 395)

Son amendement n° 530 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Son amendement n° 531 soutenu par M. Jean Priol (instauration d'un comité des financeurs) (p. 400) : rejeté (p. 401)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 595 : non soutenu (p. 412)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 596 soutenu par M. Jean Priol (de précision) : rejeté (p. 433)

Son amendement n° 532 (de précision) : rejeté (p. 433)

Son amendement n° 533 soutenu par M. Jean Priol (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 435, 439) : rejeté (p. 440)

Son amendement n° 597 soutenu par M. Jean Priol (adoption des rapports par voie législative) (p. 441) : rejeté (p. 442)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 598 soutenu par M. Jean Proriol (développement de la recherche) (p. 468) : retiré (p. 469)

Son sous-amendement n° 599 soutenu par M. Jean Proriol (meilleure articulation entre recherche publique et recherche privée) à l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté (p. 475)

Son sous-amendement n° 600 soutenu par M. Jean Proriol (synergies avec le monde économique) à l'amendement n° 283 de la commission : adopté (p. 475)

Son sous-amendement n° 601 soutenu par M. Jean Proriol (échanges de savoir-faire et de connaissances) à l'amendement n° 283 de la commission : rejeté (p. 475)

Son amendement n° 534 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en œuvre du schéma de services collectifs culturels)

Son amendement n° 535 (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son amendement n° 536 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Son amendement n° 602 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 537 soutenu par M. Yves Coussain (création des plates-formes multimodales) : rejeté (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 870 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 1063 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 757)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Soutient l'amendement n° 1094 de M. Jean Proriol (association des entreprises publiques aux actions menées par les collectivités locales dans le domaine de l'énergie) : rejeté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 1095 de M. Jean Proriol (coordination avec la politique européenne) : rejeté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 1096 de M. Jean Proriol (contrôle de la mise en œuvre des objectifs fixés par le schéma) : rejeté (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Patrick Ollier (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Henry Chabert (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 767)

Intervient sur l'amendement n° 944 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 767)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 794)

Son amendement n° 607 (reconnaissance des pays) : rejeté (p. 801)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (constitution de pays) (p. 801)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 542 (consultation des départements et des régions concernés) : rejeté (p. 802)

Son amendement n° 543 (conditions de la consultation fixées par décret) : rejeté (p. 804)

Son sous-amendement n° 606 corrigé (définitions des missions du pays et du parc régional et convention entre ces deux parties) à l'amendement n° 322 de la

- commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : rejeté (p. 806)
- Intervient sur l'amendement n° 673 de M. François Huwart (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) (p. 807)
- Son amendement n° 538 (accord des conseils régionaux) : devenu sans objet (p. 807)
- Son amendement n° 539 (consultation des conseils régionaux) : devenu sans objet (p. 807)
- Son sous-amendement n° 1175 (modification du périmètre du pays à l'initiative des communes ou de leur groupement) à l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 809)
- Son amendement n° 603 (convention entre le pays et les établissements publics afin d'établir les conditions dans lesquelles le pays concourt à l'aménagement du territoire) : retiré (p. 810)
- Son sous-amendement n° 1176 (de précision) à l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 812)
- Son sous-amendement n° 1177 (de précision) à l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand : rejeté (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 13 deuxième correction de M. Michel Bouvard (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Patrick Ollier (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Soutient l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)
- Soutient l'amendement n° 367 de M. Jacques Blanc (rédactionnel) : rejeté (p. 813)
- Son amendement n° 544 (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)
- Soutient l'amendement n° 930 de M. Michel Meylan (moins formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 817)
- Son amendement n° 605 (représentation du pays par le syndicat mixte) : rejeté (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) (p. 817)
- Son amendement n° 604 (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : devenu sans objet (p. 817)
- Soutient l'amendement n° 990 de M. Gérard Voisin (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)
- Soutient l'amendement n° 650 de M. Jean Proriol (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)
- Soutient le sous-amendement n° 1232 de Mme Sylvia Bassot (application du dispositif aux communautés d'agglomérations) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)
- Son sous-amendement n° 1181 corrigé (conclusion d'accords particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 822)
- Son amendement n° 545 (coordination de l'action de l'Etat au niveau départemental et régional et dans le cadre du pays) : rejeté (p. 823)
- Soutient l'amendement n° 898 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (complémentarité entre l'Etat et les collectivités territoriales dans une optique de meilleurs services rendus aux pays) : rejeté (p. 823)
- Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)*
- Son amendement n° 554 (de suppression) : rejeté (p. 826)
- Soutient l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) : rejeté (p. 826)
- Soutient l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) : rejeté (p. 826)
- Son amendement n° 546 (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)
- Soutient l'amendement n° 996 de M. Gérard Voisin (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)
- Son amendement n° 547 (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)
- Soutient l'amendement n° 927 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)
- Soutient l'amendement n° 995 de M. Gérard Voisin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)
- Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)
- Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)
- Soutient l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)
- Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Son amendement n° 548 (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Éric Doligé (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Soutient l'amendement n° 992 de M. Gérard Voisin (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 549 (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Soutient l'amendement n° 1001 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Soutient l'amendement n° 925 de M. Michel Meylan (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Son amendement n° 550 (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Soutient l'amendement n° 997 de M. Gérard Voisin (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 889 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Patrick Ollier (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Son amendement n° 551 (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 623 de M. Thierry Carcenac (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 932 de M. Gérard Saumade (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 1003 de M. Yves Nicolin (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 552 (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Soutient l'amendement n° 993 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Soutient l'amendement n° 681 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Soutient l'amendement n° 1141 de M. Patrick Ollier (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 553 (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Soutient l'amendement n° 572 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Après l'article 20

Soutient le sous-amendement n° 1244 de M. Yves Nicolin (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après rectification (p. 838)

Soutient l'amendement n° 986 de M. Maurice Ligot (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) : rejeté (p. 840)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 555 (de suppression) : rejeté (p. 872)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4101) : rejetée (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4101)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4103)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4106)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4105)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4105)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4106)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4101)

Logement : logement social (p. 4106)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4102)

Postes : La Poste (p. 4104)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4106)

Secteur public : services publics (p. 4104, 4106)

Union européenne : fonds structurels (p. 4106)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5834)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5835, 5836)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5835)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5835)

Coopération intercommunale (p. 5835)

Postes : La Poste (p. 5835)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) (p. 5860)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (procédure d'étude d'impact et de concertation en cas de suppression de services publics dans les zones urbaines sensibles et les zones de revitalisation rurale) (p. 5861)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5952)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5952)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 359 soutenu par M. Hervé Morin (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) (p. 1185) : rejeté (p. 1186)

Article 39 (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) (p. 1237)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Hervé Morin (création d'une région Normandie) (p. 1233)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) (p. 1341)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 345 : devenu sans objet (p. 1321)

Son amendement n° 344 : devenu sans objet (p. 1326)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 337 soutenu par M. Francis Delattre (fiscalité additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation pour les nouvelles communautés urbaines) : rejeté (p. 1334)

Jean-Antoine LÉONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Intérieur (sécurité civile) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1233 tendant à renforcer la protection des mineurs face aux nouvelles technologies de l'information [1^{er} décembre 1998]

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Enfance en danger. Lutte et prévention [13 octobre 1998] (p. 6463)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [3 mars 1999] (p. 1972)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 569, posée le 18 janvier 1999. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Locaux, Antibes (p. 10)

n° 702, posée le 22 mars 1999. Etablissements de santé. Equilibre financier (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Centre hospitalier d'Antibes-Juan-les-Pins (p. 2697)

n° 869, posée le 7 juin 1999. Transports ferroviaires. Gares (J.O. Questions p. 3357). Appelée le 8 juin 1999. Rénovation, délais, Antibes (p. 5459)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette qu'aucun amendement de l'opposition n'ait été adopté lors de l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux polices municipales [28 janvier 1999] (p. 655)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5063)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 5063)

Préretraites : allocation spéciale (p. 5063)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5063)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5064)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8388)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8389)

Assemblée nationale : députés : majorité (p. 8389)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 8389)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8388, 8389)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8389)

Elections et référendums : référendums : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 8389, 8390)

Santé : sida (p. 8389)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8148)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances (p. 8149)

Collectivités territoriales (p. 8148, 8149)

Etat (p. 8149)

Sécurité publique (p. 8148, 8149)

Sécurité publique : incendies : Cour des comptes (p. 8148)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8148, 8149)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9204)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9204)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 61 (adjonction d'un compte-rendu d'examen) : rejeté (p. 9214)

Son amendement n° 60 (durée de validité du certificat) : retiré (p. 9214)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Son amendement n° 58 (délivrance à tous les sportifs licenciés) : rejeté (p. 9222)

Son amendement n° 59 (caractère strictement médical du livret) : adopté (p. 9223)

Avant l'article 8

Son amendement n° 87 (intitulé de la section 1 du titre II) : rejeté (p. 9223)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)**

Son intervention (p. 592)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : déontologie (p. 592)

Sports : dopage : généralités (p. 592)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 15 (droit de perquisition)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) (p. 606)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits**DEUXIÈME LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)**

Son intervention (p. 10254)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 10255)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10255)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10255)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10254)

Justice : conciliation (p. 10254, 10255)

Justice : réforme (p. 10254)

Président de la République (p. 10254)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)**

Son intervention (p. 10406)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10406)

Sécurité routière : accidents : médicaments (p. 10406)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10406)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10406)

Sécurité routière : limitations de vitesse : police municipale (p. 10406)

Sécurité routière : véhicules à deux roues : immatriculation (p. 10406)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 33 de M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10426)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Édouard Landrain (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Édouard Landrain (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant entraîné une hospitalisation) : rejeté (p. 10434)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les automobiles) (p. 10437)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) (p. 10440)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Fleury (équipement des véhicules neufs d'un système de limitation de vitesse à partir de 2002) (p. 10442)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 616)

Son intervention (p. 627)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 628)

Communes : maires : police (p. 616, 627, 628)

Départements : Alpes-Maritimes : sécurité (p. 628)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 628)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 628)

Ordre public : personnels (p. 628)

Parlement : Sénat (p. 627)

Police : police de proximité (p. 627 à 629)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 61 (extension à titre expérimental des pouvoirs du maire dans la lutte contre la délinquance) : rejeté (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son amendement n° 62 (compétence pour toute infraction au code de la route) : rejeté (p. 638)

Son amendement n° 63 (participation au respect de l'ordre public avec les forces de police et de gendarmerie) : devenu sans objet (p. 639)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) (p. 641)

Son amendement n° 64 : devenu sans objet (p. 642)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son amendement n° 65 (nouvelle rédaction de l'article autorisant l'armement en l'absence de convention de coordination, supprimant des conditions requises pour le port d'arme et la détermination par décret des armes autorisées) : rejeté (p. 651)

Son amendement n° 67 (autorisation du port d'arme par le préfet sur demande motivée du maire) : rejeté (p. 652)

Son amendement n° 66 (autorisation du port d'arme pour les missions d'ilotage ou après vingt heures) : rejeté (p. 652)

Après l'article 7

Son amendement n° 68 (utilisation par la police municipale des moyens techniques adaptés pour la constatation des infractions au code de la route) : rejeté (p. 653)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 69 (identification et équipement déterminés par le maire selon des directives générales fixées par la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 653)

Son amendement n° 70 (mention "police municipale" sur les vêtements et sur les véhicules) : rejeté (p. 654)

Son amendement n° 71 (possibilité pour les agents de la police municipale de ne pas porter l'uniforme lorsqu'ils effectuent des missions de prévention à condition qu'ils demeurent identifiables) : rejeté (p. 654)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1999] (p. 655)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (habilitation des agents de police municipale à inviter les contrevenants à justifier leur identité) : rejeté (p. 659)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type)

Son amendement n° 73 (délai de deux ans) : rejeté (p. 663)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Son amendement n° 74 (délai de deux ans pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) : devenu sans objet (p. 665)

Ses-explications de vote (p. 665)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 666)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2678)

Thèmes :

Communes : maires : police municipale (p. 2679, 2680)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement (p. 2678, 2679)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 2679)

Police : police municipale : armes (p. 2679, 2680)
 Police : police municipale : personnels (p. 2679, 2680)
 Police : police municipale : règlement (p. 2679)
 Police : police municipale : sécurité routière (p. 2679)
 Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2680)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 374 : non soutenu (p. 1756)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 375 soutenu par M. Claude Birraux (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) : adopté après modifications (p. 1784)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 377 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 376 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2858)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2859)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2858, 2859)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2860)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2860)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2859 à 2861)

Famille (p. 2859, 2860)

Partis et mouvements politiques : majorité : délinquance et criminalité (p. 2859)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2859, 2860)

Ses explications de vote (p. 2870)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Avant l'article 38

Son amendement n° 47 rectifié : non soutenu (p. 4024)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5056)

Thèmes :

Enfants : travail : concurrence (p. 5057)

Enfants : travail : généralités (p. 5056)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 5056)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5057)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5112)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5113)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5112)

Administration : rapports avec les administrés : prérogatives (p. 5113)

Administration : réponse : communes (p. 5113)

Etat : réforme (p. 5112)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5113)

Lois : codification (p. 5112)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5113)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5113)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)*Article 24 (les maisons des services publics)*

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) (p. 5137)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5139)

Intervient sur l'amendement n° 49 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires de l'Etat) (p. 5141)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (médecins du travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) (p. 5143)

Ses explications de vote (p. 5144)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5144)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5313)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : Antibes (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5313)

François LÉOTARD

<i>Var (5^{ème} circonscription) Union pour la démocratie française-Alliance</i>
--

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [23 mars 1999] (p. 2715)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3579)

Louis LE PENSEC

<i>Ministre de l'agriculture et de la pêche</i>

Fin de ses fonctions au Gouvernement (voir indications préliminaires). Décret du 20 octobre 1998 [J.O. du 21 octobre 1998] (p. 15929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE*

Mme Marie-Hélène Aubert. Agriculture. Semences. Lindane, interdiction, conséquences [6 octobre 1998] (p. 5943)

M. Dominique Bussereau. Agroalimentaire. Viticulture. Cognac, aides de l'Etat [6 octobre 1998] (p. 5944)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5803)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5840)

Sa réponse (p. 5888)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5840, 5841, 5892)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5804, 5806)

Agriculture : installation (p. 5890)

Agriculture : revenu agricole (p. 5805, 5808)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5807)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5804, 5805, 5810)

Agroalimentaire : labels (p. 5808, 5809, 5827)

Bois et forêts (p. 5810)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5803, 5804)

DOM-TOM (p. 5890)

Elevage (p. 5805)

Environnement : espace rural (p. 5805, 5807, 5888)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5840, 5891)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5805, 5806, 5889)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5805, 5808, 5827, 5841, 5888)

Recherche (p. 5809)

Retraites : régime agricole (p. 5891)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) : adopté (p. 5915)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 6004)

Soutient le sous-amendement n° 953 du Gouvernement (suppression des mots : "de transformation et de commercialisation") à l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) : devenu sans objet (p. 6013)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6047)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 869 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : adopté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 870 du Gouvernement (caractère accessoire de certains travaux réalisés avec le matériel sur le site de l'exploitation) à l'amendement n° 89 de la commission : rejeté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 871 du Gouvernement (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission : adopté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 956 du Gouvernement (respect des règles d'hygiène et de sécurité) à l'amendement n° 89 de la commission : adopté (p. 6082)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6122)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6139)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6209)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 958 du Gouvernement (mêmes dispositions pour les conjoints collaborateurs d'une exploitation ou d'une entreprise de culture marine) : adopté (p. 6210)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6214)

Soutient l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) : vote réservé (p. 6217) : adopté (p. 6218)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6218)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 126 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté (p. 6221)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son intervention (p. 6291)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) : adopté (p. 6296)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6298)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 6305)

Soutient le sous-amendement n° 968 du Gouvernement (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits portant la dénomination "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : devenu sans objet (p. 6316)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Soutient le sous-amendement n° 965 du Gouvernement (compétence non reconnue aux interprofessions pour le déclassement des produits non conformes aux critères de qualité) à l'amendement n° 152 de la commission (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté (p. 6322)

Après l'article 38

Soutient le sous-amendement n° 966 du Gouvernement (création du Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires) à l'amendement n° 694 de M. Jean Proriol (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6346 à 6347)

Soutient le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) : adopté après rectification (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 976 du Gouvernement (cahier des charges à respecter pour bénéficier d'une indication géographique protégée) : adopté (p. 6355)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") : retiré (p. 6362)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté après modifications (p. 6367)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6369)

Après l'article 42

Soutient l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) : adopté après modifications (p. 6374)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Soutient l'amendement n° 481 du Gouvernement (calcul des cotisations) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 482 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6382)

Après l'article 43

Soutient le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) : adopté (p. 6384)

Soutient l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) : adopté après modifications (p. 6392)

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) : adopté (p. 6397)

Soutient l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) : adopté après modifications (p. 6399)

Soutient l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté après modifications (p. 6403)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 6423)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : adopté (p. 6428)

Article 58 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 981 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6432)

Après l'article 62

Soutient l'amendement n° 982 du Gouvernement (rôle de l'inspection de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6435)

*Seconde délibération**Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)*

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") : adopté (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) : adopté (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) : adopté (p. 6457)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (intégrité des interprofessions régionales de vins AOC uniquement lorsqu'il existe une interprofession de portée générale pour les vins en question) : adopté (p. 6458)

Son intervention (p. 6473)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6155)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Traitement [9 décembre 1998] (p. 10238)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5856)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5856)

Agriculture : revenu agricole (p. 5856)

Pierre LEQUILLER

*Yvelines (4^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le nouveau cadre communautaire des "accords verticaux" (COM (98) 0546 final/n° E 1166) [8 avril 1999] (n° 1539)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [17 novembre 1998] (p. 9100)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4073)

Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5815)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)**

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6697)

Thèmes :

Politiques communautaires : fraude (p. 6698) ; politique agricole commune (p. 6698)

Politiques communautaires : budget (p. 6697, 6698) ; recettes (p. 6698)

Union européenne : construction européenne (p. 6699) ; contribution française (p. 6697, 6698) ; élargissement (p. 6698) ; euro (p. 6699) ; institutions communautaires (p. 6699)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)**

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi-jeunes (p. 7158)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES**Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Son intervention (p. 7825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7825)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7826)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7826)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7826)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7826)

Relations internationales (p. 7826)

Traités et conventions : droit international : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7826)

Union européenne (p. 7826)

COOPÉRATION**Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)**

Son intervention (p. 7867)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères (p. 7867)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7867, 7868)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7867)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 7878)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)**

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9464)

Thème :

Union européenne : construction européenne : mondialisation (p. 9465)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 45 (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) : retiré ; repris par M. Robert Pandraud : rejeté (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10266)

Thème :

Politique extérieure : coopération (p. 10266)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1892)

Son intervention (p. 1908)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Georges Sarre (p. 1938)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1892)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1909)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1909)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1909, 1938)

Union européenne : élargissement (p. 1909)

Union européenne : euro (p. 1938)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1910)

Union européenne : subsidiarité (p. 1910)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1909, 1910, 1938)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Ses explications de vote (p. 1974)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1975)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2523)

Thème :

Politiques communautaires : budget (p. 2523, 2524)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4435)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4435)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4435, 4436)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4435, 4436)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4441)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4442)

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442)

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8392)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 8393)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8392, 8393)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8392)

Elections et référendums : référendums (p. 8393)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8393)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Son intervention (p. 8181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes (p. 8183)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8182, 8183)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones urbaines sensibles (p. 8182)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8181)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8182)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8181, 8182)

Ordre public : personnels : déontologie (p. 8183)

Police : commissaires (p. 8182)

Police : commissariats (p. 8181, 8182)

Police : effectifs (p. 8182)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2861)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2861, 2862)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2861)

Droit pénal : mineurs : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2863)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 2862, 2863)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2861, 2862)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2863)

Ordre public : sécurité : collectivités locales (p. 2863)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2862, 2863)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2864)

René LEROUX

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Chasse et pêche. Pêche. Politiques communautaires [7 avril 1999] (p. 3366)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5284)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 821, posée le 24 mai 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Loire-Atlantique (p. 4800)

n° 878, posée le 14 juin 1999. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Etablissements d'accueil, Loire-Atlantique (p. 5800)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)***Avant l'article 39*

Son sous-amendement n° 826 (bénéfice de la politique de qualité et d'origine pour les produits de la pêche) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires): adopté (p. 6344)

Son sous-amendement n° 827 (bénéfice de la politique de qualité et d'origine pour les produits de la pêche) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission: adopté (p. 6344)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son intervention (p. 6352)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE**Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)**

Son intervention (p. 6156)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155, 6156)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)**

Son intervention (p. 8786)

Thème avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8786)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)**Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)**

Son intervention (p. 2580)

Son amendement n° 4 (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers): adopté après rectification (p. 2586)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1550 visant à globaliser la prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail au titre des frais professionnels réels [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [20 octobre 1998] (p. 7008)

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [24 novembre 1998] (p. 9425)

Travail. Conditions de travail. Secteur public, secteur privé, disparités [16 février 1999] (p. 1443)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 469, posée le 5 octobre 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Commissariats, maintien, perspectives, Vendôme (p. 5934)

n° 657, posée le 1^{er} mars 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1129). Appelée le 2 mars 1999. Services de chirurgie, fermeture, Vendôme (p. 1839)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 529 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction des tarifs des

droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6808)

Son amendement n° 530 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6812) : rejeté (p. 6813)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EMPLOI ET SOLIDARITÉ****VILLE**

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7896)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7897)

Aménagement du territoire : politique de la ville : sous-préfets (p. 7897)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7897)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Soutient l'amendement n° 841 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") : rejeté (p. 8490)

Soutient l'amendement n° 840 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3069)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3087)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3070)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 3069)

Famille : concubinage (p. 3069)

Famille : mariage (p. 3069)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3069)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3069)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)**Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)**

Son sous-amendement n° 405 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat conclu pour une durée minimale de deux ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 411 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 408 soutenu par M. Dominique Dord (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3146) : rejeté (p. 3147)

Son sous-amendement n° 410 soutenu par Mme Christine Boutin (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3148) : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 407 soutenu par Mme Christine Boutin (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149) : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 406 soutenu par Mme Christine Boutin (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149) : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 409 soutenu par M. Dominique Dord (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3152) : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 412 soutenu par M. Dominique Dord (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 413 soutenu par M. Dominique Dord (rédactionnel) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 414 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 415 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 416 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 417 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 418 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 419 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 420 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription d'un an de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 421 soutenu par M. Henri Plagnol (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 426 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 423 soutenu par M. Thierry Mariani (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 422 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales substituée à l'inscription sur le registre du lieu de résidence prévu pour les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 424 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 425 (examen médical dont les résultats sont communiqués à l'autre partenaire sur sa demande) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3180)

Son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3181)

Son sous-amendement n° 451 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3183)

Son sous-amendement n° 450 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3184)

Son sous-amendement n° 448 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3186)

Son sous-amendement n° 447 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3187)

- Son sous-amendement n° 453 soutenu par Mme Christine Boutin (nullité des donations déguisées ou faites à des personnes interposées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Son sous-amendement n° 452 soutenu par Mme Christine Boutin (révocabilité des donations faites entre partenaires pendant la durée du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Ses sous-amendements n°s 455, 454, 461, 460, 459, 456, 458 et 457 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 398 soutenu par M. Thierry Mariani (remise par les partenaires en personne et ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 394 soutenu par M. Thierry Mariani (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 395 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 390 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 399 soutenu par M. Thierry Mariani (récépissé de la déclaration conjointe de rupture) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 397 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 396 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 401 soutenu par M. Thierry Mariani (conditions de la déclaration d'absence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 393 soutenu par M. Thierry Mariani (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 392 soutenu par M. Thierry Mariani (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 400 soutenu par M. Thierry Mariani (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 391 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)
- Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)*
- Son sous-amendement n° 402 soutenu par Mme Christine Boutin (imposition commune subordonnée à la preuve de la communauté de vie) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)
- Son sous-amendement n° 403 soutenu par M. Thierry Mariani (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)
- Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)*
- Son sous-amendement n° 404 soutenu par M. Dominique Dord (bénéfice des taux et de l'abattement applicables aux donations après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3225) : rejeté (p. 3226)
- Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)*
- Son sous-amendement n° 375 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis deux ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)
- Son sous-amendement n° 374 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis un an) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)
- Son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 19 de la commission : non soutenu (p. 3240)
- Son sous-amendement n° 377 à l'amendement n° 19 de la commission : non soutenu (p. 3241)
- Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)*
- Son sous-amendement n° 378 (vie commune) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)
- Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)*
- Son sous-amendement n° 381 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : rejeté (p. 3247)
- Son sous-amendement n° 382 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)
- Son sous-amendement n° 380 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 387 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 386 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 379 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 384 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 385 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 383 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Après l'article 9

Son amendement n° 646 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Son amendement n° 647 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Après l'article 11

Son amendement n° 388 soutenu par Mme Christine Boutin (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

Son amendement n° 389 soutenu par Mme Christine Boutin (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5514)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5514)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5514)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5514)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 67)

Thème :

Aménagement du territoire : villes (p. 68)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 187)

Son amendement n° 961 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Son amendement n° 962 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 963 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) (p. 258)

Son amendement n° 964 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 965 (implantation des administrations et des services publics par l'Etat) : rejeté (p. 263)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 272)

Son amendement n° 966 (de suppression) : rejeté (p. 283)

Son amendement n° 967 soutenu par M. Yves Coussain (de suppression partielle) : rejeté (p. 290)

Son amendement n° 969 soutenu par M. Yves Coussain (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Son amendement n° 968 soutenu par M. Patrick Ollier (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 977 soutenu par M. Yves Coussain (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 301) : rejeté (p. 302)

Son amendement n° 970 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Soutient l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Son amendement n° 971 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 972 (rapport au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 321)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 973 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 978 soutenu par M. Yves Coussain (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 979 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Son amendement n° 981 (desserte des zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son intervention (p. 758)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 767)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 788)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) : rejeté (p. 800)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 800)

Soutient l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) : rejeté (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Son amendement n° 982 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Léonce Deprez (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Son amendement n° 974 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Son amendement n° 975 soutenu par M. Yves Coussain (de suppression partielle) (p. 872) : rejeté (p. 873)

Son amendement n° 976 (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 879)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 983 soutenu par M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 900) : rejeté (p. 902)

Après l'article 36

Son amendement n° 985 soutenu par M. Yves Coussain (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Patrick LEROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire (n° 1032) [3 décembre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire (n° 1136) [3 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la

protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux (n° 1394) [3 mars 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur :

- la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1032), tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire ;

- la proposition de loi (n° 1136) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire [8 décembre 1998] (n° 1250)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [16 février 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1394) relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [11 mars 1999] (n° 1459)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1610), relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [2 juin 1999] (n° 1668)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [25 novembre 1998] (p. 9497)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Effectifs de personnel, médecins urgentistes [1^{er} juin 1999] (p. 5185)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [29 juin 1999] (p. 6538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 750, posée le 26 avril 1999. Retraites : généralités. Age de la retraite (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée (p. 3601)

n° 828, posée le 24 mai 1999. Secteur public. Services publics (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Développement, Nord (p. 4794)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)**

Son intervention (p. 7042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 7042)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants : contrats emploi-jeunes (p. 7042)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7043)

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7043)

Recherche : recherche fondamentale : crédits (p. 7043)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)**

Son intervention (p. 8747)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 8747)

Sports : dopage (p. 8748)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8748)

Sports : médecine du sport (p. 8748)

Sports : politique du sport : création d'emplois (p. 8748)

**Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé
des sportifs et à la lutte contre le dopage**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 novembre 1998]
(p. 9172)**

Son intervention (p. 9185)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 9186)

Sports : médecine du sport (p. 9187)

**Discussion des articles [18 novembre 1998]
(p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)***Article 1er (politique de prévention du dopage)*

Soutient l'amendement n°2 de la commission (protection de la santé des sportifs) : adopté (p. 9211)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n°8 de la commission (formations des cadres professionnels et bénévoles) : adopté (p. 9221)

Article 13 (personnes habilitées à procéder aux enquêtes et contrôles)

Son amendement n°42 (confidentialité des résultats) : rejeté (p. 9229)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n°43 corrigé (contestation du procès-verbal) : rejeté (p. 9230)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n°44 (caractère suspensif de la saisine) : adopté (p. 9247)

*Seconde délibération**Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)*

Intervient sur l'amendement n°2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) (p. 9255)

Ses explications de vote (p. 9260)

Vote pour du groupe communiste (p. 9260)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 580)**

Son intervention (p. 586)

Thèmes :

Sports : compétitions : contrôle médical (p. 587)

Sports : médecine du sport (p. 587)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)*Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)*

Intervient sur l'amendement n°17 de la commission (agrément des laboratoires) (p. 604)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n°30 (suivi thérapeutique) : devenu sans objet (p. 608)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la discussion du texte de la commission mixte
paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)**

Son intervention (p. 1984)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1985)

Sports : dopage : généralités (p. 1984)

Sports : médecine du sport (p. 1985)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 1985)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10321)

Thèmes :

Associations : sectes : enseignement (p. 10321)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10321)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10321, 10322)

Enseignement privé : directeurs d'école : responsabilité (p. 10322)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2626)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 2626, 2627)

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2626)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2626)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5365)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5365, 5366)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5365)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5391)

Thèmes :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 5392)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5391)

Recherche : chercheurs (p. 5391, 5392)

Recherche : innovation (p. 5392)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 72 (intervention du conseil d'administration) : adopté (p. 5414)

Son amendement n° 78 (protection du service public et des programmes de recherche déjà en cours) : rejeté (p. 5414)

Son amendement n° 79 (conventions entre secteur public et entreprises : intervention du conseil d'administration) : rejeté (p. 5415)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (renforcement de la compétence de la commission de déontologie) : adopté (p. 5417)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 5420)

Son amendement n° 76 (conventions entre secteur public et entreprises) : rejeté (p. 5421)

Son amendement n° 73 (approbation des conventions entre entreprises et établissements publics d'enseignement supérieur par les conseils d'administration de ces derniers) : adopté (p. 5422)

Son amendement n° 81 (contrôle des nouvelles activités des établissements publics d'enseignement supérieur) : rejeté (p. 5422)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 77 (expertise annuelle du crédit d'impôt-recherche) : retiré (p. 5439)

Article 6 (article 17 de la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel et articles 14 bis, 14 ter et 18 bis nouveaux de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : participation des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et de leurs enseignants à la diffusion de l'innovation technologique)

Son amendement n° 80 (protection des programmes de recherche déjà en cours dans les établissements publics ou des orientations scientifiques déjà décidées par lesdits établissements) : retiré (p. 5439)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6065)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6082)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6066, 6067)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6066)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6066)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6066, 6067, 6083)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6066)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christian Estrosi (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) (p. 6216)

Son amendement n° 5 (interdiction de la cotation en bourse des titres des SASP) : adopté (p. 6216)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 6 rectifié (durée minimale de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Ses explications de vote (p. 6230)

Vote pour du groupe communiste (p. 6230)

Roger LESTAS

*Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 532, posée le 7 décembre 1998. Fonction publique territoriale. Filière sociale (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Agents spécialisés des écoles maternelles, suppressions d'emplois, financement (p. 10155)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 447 de M. Pierre Micaut (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) : rejeté (p. 6007)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Pierre Micaut (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Soutient l'amendement n° 240 de M. Pierre Micaut (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaut (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6094)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Pierre Micaut (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Pierre Micaut (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 521 (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 451 de M. Pierre Micaut (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6106)

Soutient l'amendement n° 452 de M. Pierre Micaut (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6107)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3398)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3398)

Agriculture : installation (p. 3398)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)***Procédure des questions :*

Agriculture : primes (p. 8808)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)***Procédure des questions :*

Administration : simplifications administratives (p. 8968, 8969)

Raymonde LE TEXIER

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteuse de la proposition de loi visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés (n° 1069) [4 novembre 1998]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Rapporteuse du projet de loi relatif à l'accueil des gens du voyage (n° 1598) [12 mai 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 1069) visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés [17 novembre 1998] (n° 1201)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1449), visant à inciter au respect des droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de l'achat des fournitures scolaires [18 mars 1999] (n° 1478)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1598) relatif à l'accueil des gens du voyage [26 mai 1999] (n° 1620)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9298)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9298)

Enfants : travail : généralités (p. 9298)

Enfants : travail : labels (p. 9299)

Enseignement : éducation civique (p. 9299)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : enfants (p. 9298)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : concurrence (p. 9299)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (indication par les fournisseurs de matériel scolaire de la provenance des produits vendus)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision rédactionnelle) : adopté (p. 9308)

Article 2 (vérification par les écoles que les fournitures scolaires ne proviennent pas de pays où les enfants travaillent)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de précision rédactionnelle) : adopté (p. 9309)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5055)

Enfants : travail : esclavage (p. 5056)

Enfants : travail : généralités (p. 5056)

Enfants : travail : labels (p. 5056)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5296)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5297)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5297)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5296)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5296, 5297)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (suppression de la référence à la circulation des gens du voyage sur le territoire français) : adopté (p. 5336)

Soutient l'amendement n° 78 rectifié de la commission (mention par le schéma départemental des obligations incombant à chacune des communes de plus de 5 000 habitants) : retiré (p. 5341)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (schéma départemental approuvé après consultation de la commission consultative prévue au paragraphe IV) : adopté (p. 5354)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) : adopté (p. 5358)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (composition de la commission consultative) : adopté (p. 6448)

Soutient le sous-amendement n° 292 de la commission (médiateur extérieur à la commission) à l'amendement n° 107 de M. Patrice Martin-Lalande (bilan annuel d'application du schéma départemental établi par la commission consultative et possibilité de désignation d'un médiateur en son sein) : adopté (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension à l'ensemble des régions de la procédure de coordination prévue pour la région Ile-de-France) : adopté (p. 6452)

Article 2 (obligations des communes)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 85 rectifié de la commission (transfert de la compétence à un établissement de coopération intercommunale ou passation d'une convention intercommunale n'exonérant pas les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser une aire d'accueil sur leur territoire) : adopté (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6462)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6463)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 88 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (insertion dans le code de l'urbanisme des besoins des gens du voyage en matière d'habitat) : adopté (p. 6472)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6473)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : adopté (p. 6483)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6488)

Titre

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage") : adopté après rectification (p. 6492)

Alain LE VERN

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Félix LEYZOUR

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Jeunes. Allocation de recherche d'emploi, création [3 février 1999] (p. 852)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2418)

Impôt de solidarité sur la fortune. Politique fiscale.
Perspectives [23 juin 1999] (p. 6370)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 732, posée le 5 avril 1999. Handicapés. Instituts médico-éducatifs (IME) (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Effectifs de personnel, Côtes-d'Armor (p. 3264)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Son intervention (p. 5847)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5900)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5848)

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5848)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5826, 5848)

Agriculture : revenu agricole (p. 5848)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5849)

Environnement : espace rural (p. 5826, 5848)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5847)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5847, 5849, 5900)

Retraites : régime agricole (p. 5848)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son sous-amendement n° 845 (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) : adopté après rectification (p. 5909)

Son amendement n° 829 (maintien des exploitations de type familial) : adopté (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (respect des politiques agricoles des pays en voie de développement) : adopté (p. 5914)

Son amendement n° 830 (respect du pluralisme syndical) : retiré (p. 5973)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Félix Leyzour (respect du pluralisme syndical) (p. 5973)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) (p. 5975)

Son sous-amendement n° 936 (effort significatif les premières années en faveur des retraites les plus faibles) à l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) : adopté (p. 5976)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 832 (développement de productions de qualité) : retiré (p. 6010)

Son amendement n° 833 (prise en compte des projets à caractère particulier présentés par les agriculteurs) : adopté (p. 6025)

Son sous-amendement n° 846 (respect du cahier des charges défini au plan local et des projets particuliers des agriculteurs) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : retiré (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Son sous-amendement n° 847 (aides dégressives) à l'amendement n° 86 de la commission : retiré (p. 6064)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 836 (multifonctionnalité de la politique agricole et composition de la CDOA) : retiré (p. 6069)

Son amendement n° 848 (cas des contrats à caractère particulier) : retiré (p. 6071)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Son amendement n° 838 (inscription au registre des métiers) : rejeté après rectification (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micauts (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 849 corrigé (définition de l'exploitant agricole) à l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) : retiré (p. 6096)

Son amendement n° 837 rectifié (définition de l'exploitant agricole) : retiré (p. 6096)

Après l'article 10

Son amendement n° 839 (cessibilité du bail) : rejeté (p. 6101)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : adopté après modifications (p. 6119)

Soutient le sous-amendement n° 850 de M. René Dutin (cas de la liquidation judiciaire ou du redressement de l'exploitation agricole) à l'amendement n° 96 de la commission : adopté (p. 6118)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 840 (précision relative au calcul de l'unité de référence) : retiré (p. 6123)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 841 (prise en compte des agriculteurs engagés dans une démarche d'installation progressive) : adopté (p. 6144)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micauts (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Son amendement n° 842 (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) : rejeté (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 843 (publicité dans les journaux locaux) : retiré (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Article L. 331-5 du code rural : communication des informations nécessaires au contrôle des structures

Son amendement n° 844 (contrôle des structures par la Mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 6191)

Avant l'article 18

Son amendement n° 878 (statut des retraites agricoles) : retiré (p. 6206)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 882 (protection des salariés agricoles) : rejeté (p. 6225)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriot (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'œuvres sociales et culturelles)

Son amendement n° 884 (obligation de prévoir dans la création du comité des activités sociales et culturelles) : adopté (p. 6231)

Son sous-amendement n° 893 (de précision) à l'amendement n° 132 deuxième rectification de la commission (de précision) : adopté (p. 6231)

Son amendement n° 885 (de cohérence) : rejeté (p. 6232)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son amendement n° 886 corrigé (allongement du temps de formation) : rejeté (p. 6291)

Son amendement n° 887 (cinq jours de formation dispensée par l'organisation syndicale) : retiré (p. 6292)

Son amendement n° 888 (prise en charge des frais de formation) : retiré (p. 6292)

Après l'article 29

Son amendement n° 883 (création au niveau départemental d'un observatoire de l'emploi salarié) : adopté (p. 6297)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 890 (possibilité pour les associations de consommateurs d'être associées aux travaux des interprofessions) : adopté après rectification (p. 6318)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) : rejeté (p. 6337)

Son amendement n° 891 (affichage des prix payés au producteur) : adopté (p. 6338)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 892 (représentation des salariés au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 908 (qualification de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6424)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 909 (programmes arrêtés par le ministre de l'agriculture ou par le ministre chargé de l'éducation nationale) : adopté (p. 6425)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son sous-amendement n° 913 (de précision) à l'amendement n° 218 de la commission (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : retiré (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

Son amendement n° 910 corrigé (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : retiré (p. 6428)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Son amendement n° 925 (autorité académique de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6429)

Ses explications de vote (p. 6478)

Vote pour du groupe communiste (p. 6479)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3403)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3403)

Union européenne : fonds structurels (p. 3403)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 226 (représentation effective) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 227 (de précision) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : rejeté (p. 3448)

Son sous-amendement n° 228 (prise en compte des aspects sociaux) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3448)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 229 (avis de la commission sur les projets de contrats proposés par les agriculteurs) : rejeté après rectification (p. 3463)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 231 (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Son amendement n° 230 (définition de la qualité d'exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 3468)

Article 12 ter supprimé par le Sénat (insaisissabilité du logement d'un agriculteur)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (insaisissabilité de l'habitation principale) : retiré (p. 3483)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 232 (autorisation préalable en cas d'attribution d'un bien préempté par la société

d'aménagement foncier et d'établissement rural) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 233 (seuil) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 234 (publicité des opérations soumises à autorisation) : rejeté (p. 3499)

Son amendement n° 235 (publicité des opérations soumises à autorisation) : rejeté (p. 3499)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'activités sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 276 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3506)

Son amendement n° 236 (égalité de traitement dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 3506)

Son amendement n° 237 (égalité de traitement dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 3506)

Article 29 (création de comités d'hygiène et de sécurité en agriculture)

Son amendement n° 238 (autorisation d'absence de huit heures par mois) : rejeté (p. 3507)

Son amendement n° 239 (ressources du fonds national de prévention) : rejeté (p. 3507)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Son amendement n° 241 (non séparation de l'autorité académique de l'enseignement agricole et de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt) : rejeté (p. 3564)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe communiste (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4941)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4941)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4942)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4941, 4942)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [8 octobre 1998] (p. 6158)

Vote pour du groupe communiste (p. 6158)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs
(p. 7269)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057,
8067)**

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléé par Mme Janine Jambu

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8776)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation
(p. 8777)

Enseignement agricole (p. 8777)

Retraites : régime agricole : montant des pensions
(p. 8777)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole
(p. 8777)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8886)

Télécommunications : France Télécom (p. 8886)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 67)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 83)

Son intervention (p. 92)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 183)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 94)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 84)

Environnement : protection (p. 93)

Secteur public : services publics (p. 84, 93)

Union européenne : fonds structurels (p. 93)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 511 (rapport au Parlement) : adopté après rectification (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Jean Proriol (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) (p. 264)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Lamy (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Patrick Ollier (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Henry Chabert (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Son amendement n° 512 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales): adopté (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (soutien aux DOM-TOM) (p. 304)

Soutient l'amendement n° 245 de la commission (nécessité d'interventions différenciées): adopté (p. 304)

Son amendement n° 513 (rôle structurant des services publics): adopté après rectification (p. 306)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (aides en faveur de l'emploi): adopté (p. 306)

Son sous-amendement n° 1193 (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques): adopté (p. 324)

Son sous-amendement n° 1192 (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement: adopté (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales: plan de la région)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995: schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995: schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Jean-Claude Lenoir (développement de la recherche) (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (développement de la recherche) (p. 469)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995: schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbart (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995: schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1235 de M. Gérard Saumade (prise en compte des cas de force

majeure) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) : adopté (p. 762)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son intervention (p. 825)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 514 (échancier des réductions d'écart de taux de taxe professionnelle sur l'agglomération) : rejeté (p. 836)

Après l'article 20

Son amendement n° 515 (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Patrick Ollier (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 891)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 343 de la commission (harmonisation des conditions de travail des salariés des différents modes de transport) : retiré (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) (p. 913)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son sous-amendement n° 1250 (de précision) à l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Patrick Ollier (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Jean-Michel Marchand (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) (p. 933)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1092)

Vote pour du groupe communiste (p. 1093)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4066)

Son intervention (p. 4083)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4048, 4066, 4084)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4084)

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4084)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4084)

Postes : La Poste (p. 4084)

Télécommunications (p. 4084)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 161 (conditions favorables au développement "créées" par la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4117)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 du Gouvernement (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 4117)

Son amendement n° 160 (respect du principe de subsidiarité) : devenu sans objet (p. 4117)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 162 (renforcement des complémentarités des politiques locales) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4121)

Son sous-amendement n° 163 (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 4121)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son sous-amendement n° 164 (répartition géographique des chercheurs) à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 4139)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 165 (de précision) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : adopté (p. 4140)

Son sous-amendement n° 166 (importance des initiatives locales) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : retiré (p. 4141)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 4146)

Son amendement n° 167 (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : retiré (p. 4146)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) (p. 4197)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Jean Besson (non restriction de l'offre) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 corrigé de M. Dominique Baudis (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Jean Besson (conciliation assurée par l'Autorité de régulation des télécommunications) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. François Brottes (suppression de la disposition relative à l'interdiction des subventions) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4200)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4199)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4217)

Son sous-amendement n° 169 (prise en compte des besoins des populations pour l'organisation des services techniques) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4218)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean Espilondo (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Son sous-amendement n° 170 (maintien des emplois publics) à l'amendement n° 54 de la commission (accessibilité et proximité des services publics) : rejeté (p. 4229)

Son sous-amendement n° 171 (avis de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics) à l'amendement n° 54 de la commission : adopté (p. 4229)

Article 22 bis A (collectivité chef de file)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 4230)

Son amendement n° 154 (de suppression) : adopté (p. 4230)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement) (p. 4231)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4232)

Son amendement n° 155 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4232)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) (p. 4235)

Son amendement n° 156 (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) : adopté (p. 4235)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Son sous-amendement n° 157 (modernisation des infrastructures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : retiré (p. 4237)

Son sous-amendement n° 158 (réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 64 de la commission : retiré (p. 4237)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son sous-amendement n° 210 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (complémentarité entre les modes de transport et réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 159 corrigé (consultation des régions et des départements intéressés) à l'amendement n° 67 de la commission : adopté (p. 4246)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Jean-Michel Marchand (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4257)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Son amendement n° 6 (concours public en complément de la participation des collectivités territoriales) : adopté (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4315)

Vote pour du groupe communiste (p. 4316)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5839)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5840)

Emploi (p. 5840)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5840)

Secteur public : services publics (p. 5840)

Transports urbains (p. 5840)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5955)

Vote pour du groupe communiste (p. 5955)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2511)

Thèmes :

Agriculture : céréales (p. 2511)

Agriculture : prix agricoles (p. 2512)

DOM-TOM (p. 2512)

Elevage : bovins (p. 2511)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2511)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2511, 2512)

Union européenne : élargissement (p. 2512)

Union européenne : fonds structurels (p. 2512)

Ses explications de vote (p. 2571)

Vote pour du groupe communiste (p. 2571)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son amendement n° 2 (création de nouvelles ressources financières pour mettre l'accent sur l'emploi) : retiré (p. 2584)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6645)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6646)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6645, 6646)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6646)

François LIBERTI

Hérault (7^{ème} circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1299 relative aux actions propres à enrayer l'extension de l'algue tropicale *Caulerpa Taxifolia* en Méditerranée [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [11 mai 1999] (p. 4311)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 556, posée le 18 janvier 1999. Recherche. Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1999. Equipements, renouvellement (p. 8)

n° 661, posée le 8 mars 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Calcul des pensions, français rapatriés d'Algérie (p. 2115)

n° 749, posée le 26 avril 1999. Famille. Divorce (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Prestation compensatoire, révision (p. 3595)

n° 855, posée le 7 juin 1999. TVA. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration (p. 5465)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)**

Son intervention (p. 8785)

*Thème avant la procédure des questions :*Aquaculture et pêche professionnelle : marins
pêcheurs : produits de la mer (p. 8785, 8786)**Michel LIEBGOTT***Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 740, posée le 5 avril 1999. Mines et carrières. Mines (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Fermeture, conséquences, Lorraine (p. 3266)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)***Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)*

Son intervention (p. 2437)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [27 janvier 1999] (p. 456)

Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3697)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBATn° 510, posée le 30 novembre 1998. Marchés publics. Défense (J.O. Questions p. 6456). Supplée par M. Jean Espilondo. Appelée le 1^{er} décembre 1998. Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation (p. 9729)

n° 562, posée le 18 janvier 1999. Energie et carburants. Elf (J.O. Questions p. 234). Supplée par . Appelée le 26 janvier 1999. Emploi et activité, Aquitaine (p. 341)

n° 786, posée le 10 mai 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 2739). Supplée par Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Appelée le 11 mai 1999. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge (p. 4284)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)**

Son intervention (p. 5863)

Thème :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5863)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)***Procédure des questions :*

Enseignement supérieur : personnel : enseignants vacataires (p. 7064)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)***Procédure des questions :*

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 8725)

**Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de
certains services au transport aérien****PREMIÈRE LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998]
(p. 10368)**

Son intervention (p. 10372)

Thèmes :

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10373)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10372, 10373)

**Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à
l'égalité entre les femmes et les hommes****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [15 décembre
1998] (p. 10495)**

Son intervention (p. 10537)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10537)

Etat : Gouvernement : parité (p. 10537)

**Projet de loi n° 1071 d'orientation pour
l'aménagement et le développement durable du
territoire et portant modification de la loi n° 95-115
du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement
et le développement du territoire****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 janvier 1999]
(p. 130)**

Son intervention (p. 156)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 157)

Transports : transport combiné (p. 157)

**Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373,
408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 fé-
vrier 1999] (p. 749)**

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Son amendement n° 685 (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) : retiré (p. 378)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1071 (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : retiré (p. 398)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 688 de M. Michel Tamaya (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) : rejeté (p. 410)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 729 soutenu par M. Pierre Cohen (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et des écoles d'ingénieur) (p. 470) : adopté (p. 471)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 738 : non soutenu (p. 828)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1249)

Thèmes :

Avortement (p. 1250)

Droit civil : code civil : famille (p. 1250)

Famille : contraception (p. 1250)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1250)

Femmes : parité (p. 1250)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1249, 1250)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6562)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : moyens (p. 6563)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6562)

Avortement (p. 6563)

Famille : politique familiale (p. 6563)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6563)

Femmes : parité (p. 6562, 6563)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6563)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2581)

Son amendement n° 5 (maintien d'une action en faveur des femmes dans l'Union européenne, continuateur du programme "NOW") : adopté (p. 2582)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Après l'article 10

Son amendement n° 258 : non soutenu (p. 2895)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son amendement n° 259 : non soutenu (p. 2940)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Son amendement n° 261 : devenu sans objet (p. 2949)

Article 27 (article 227-24-1 du code pénal : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime d'une infraction)

Son amendement n° 262 : devenu sans objet (p. 2950)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5319)

Thème :

Gens du voyage (p. 5319)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 227 (schéma départemental prévoyant les terrains communaux de sédentarisation) : rejeté (p. 5339)

Maurice LIGOT

Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 676, posée le 8 mars 1999. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 1295). Appelée le 9 mars 1999. Désenclavement, Centre-Ouest (p. 2123)

n° 815, posée le 17 mai 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Aides de l'Etat (p. 4468)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6694)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6695)

Pays étrangers : Allemagne (p. 6694, 6695)

Politiques communautaires : budget (p. 6695, 6696) ; dépenses (p. 6695)

Union européenne : contribution française (p. 6695, 6696)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8068, 8069)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 8068)

Coopération intercommunale (p. 8068)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8068)

Voirie (p. 8068, 8069)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8134)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9479)

Thèmes :

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9479, 9480)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9479)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9479)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Son amendement n° 53 (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) : rejeté (p. 9577)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10774)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10774)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10774)

DEUXIÈME LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4425)**

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4428, 4429)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4429)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4429)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 janvier 1999]
(p. 130)**

Son intervention (p. 139)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 140)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 140)

Voirie (p. 140)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)*Après l'article 20*

Son amendement n° 986 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) (p. 839) : rejeté (p. 840)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999]
(p. 1872)**

Son intervention (p. 1884)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1885)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1884)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1884)

Union européenne : élargissement (p. 1884)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1884)

Union européenne : subsidiarité (p. 1885)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1885)

Ses explications de vote (p. 1977)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1978)

Jacques LIMOUZY

*Tarn (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande des précisions sur l'organisation du débat prévu le 26 mars 1999 sur l'intervention au Kosovo [25 mars 1999] (p. 2877)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10283)

Thème :

Partis et mouvements politiques : Front national :
Parti socialiste (p. 10283)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Son amendement n° 7 soutenu par M. Patrick Devedjian (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) : adopté après modifications (p. 5700)

Gérard LINDEPERG

*Loire (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4160)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 739, posée le 5 avril 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale et recherche : services extérieurs (J.O. Questions p. 1944). Suppléé par Mme Odette Trupin. Appelée le 6 avril 1999. Centres académiques de formation continue, statut (p. 3267)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8418)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8418, 8419)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8418)

Famille : mariage (p. 8418)

Partis et mouvements politiques : opposition : avortement (p. 8418)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8305)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8680)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8681)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8681)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8681, 8682)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 71 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté après modifications (p. 10130)

François LONCLE

*Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères (n° 1205) [18 novembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services (n° 1321) [22 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1311) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1310) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède,

parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe) (n° 1304) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1309) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (n° 1425) [24 mars 1999]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1654) [16 juin 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (n° 1660) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée en Algérie par une délégation de la commission [21 octobre 1998] (n° 1141)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères [17 novembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur sa proposition de loi (n° 1205), relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères [25 novembre 1998] (n° 1218)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union européenne [10 décembre 1998] (n° 1257)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1321), autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services [20 janvier 1999] (n° 1327)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1304) autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, Parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe),

- (n° 1309) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,

- (n° 1310) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,

- (n° 1311) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [17 mars 1999] (n° 1474)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le bilan et les perspectives des accords de Schengen [17 mars 1999] (n° 1476)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 773) autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) [1^{er} avril 1999] (n° 1519)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 3 mai 1999 (n°s E 1229, E 1231, E 1232, E 1235, E 1241, E 1243 à E 1245), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1042, E 1144, E 1158, E 1189, E 1198, E 1204, E 1219, E 1224, E 1225 rectifié et E 1227 [6 mai 1999] (n° 1582)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1660), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [30 juin 1999] (n° 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Conseil européen. Sommet de Pörschach [27 octobre 1998] (p. 7390)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11011)

Politique extérieure. Turquie. Procès d'Öcalan, droits de l'homme, respect [30 juin 1999] (p. 6699)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7828)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7827, 7828)

Relations internationales (p. 7828)

Union européenne (p. 7828)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7868)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7868, 7869)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9558)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Ses interventions (p. 10264, 10266)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10264)

Fonctionnaires et agents publics : droit syndical (p. 10264)

Politique extérieure : coopération (p. 10264, 10266)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 577)

Thèmes :

Assurances (p. 578)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 577)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 577, 578)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1911)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1912)

Union européenne : élargissement (p. 1911)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1911)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1911)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4433)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4434)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4434, 4435)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4433)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4577)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4579)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4578)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4577)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4577, 4578)

François LOOS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Concertation [7 avril 1999] (p. 3367)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 576, posée le 25 janvier 1999. Voirie. RN 62 (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Aménagement, contournement de Mertzwiller (p. 342)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6601)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6601)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6601, 6602)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6601)

Politique économique : conjoncture (p. 6601)

Politique économique : consommation (p. 6602)

Politique économique : croissance (p. 6601)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6602)

TVA : taux (p. 6602)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 461)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 703 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 704 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 708 soutenu par M. Yves Coussain (développement des pôles artistiques et culturels à vocation régionale) : rejeté (p. 483)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2187)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2187)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2187)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2187)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2187)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 8 (article L. 380-3 nouveau du code de la sécurité sociale : dispositions applicables aux personnes qui, bien que résidant ou séjournant en France ne sont pas concernées par le régime)

Son amendement n° 274 (dispositions applicables aux travailleurs frontaliers) : adopté (p. 3772)

Son amendement n° 273 (régime complémentaire des frontaliers) : retiré (p. 3772)

Son amendement n° 272 (dispositions applicables aux retraités des organisations internationales) : rejeté (p. 3773)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5400)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5400)

Recherche : chercheurs (p. 5400, 5401)

Recherche : innovation (p. 5400, 5401)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Son intervention (p. 5432)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Lionel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
puis Non inscrit*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du du Rassemblement pour la République [29 juin 1999] (p. 9561)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 juin 1999] (p. 9561)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1810 visant à donner la nationalité française par le sang versé pour la patrie [22 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1816 visant à améliorer la lisibilité de la feuille d'imposition locale [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9895)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Rapport, publication [3 février 1999] (p. 853)

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [4 mai 1999] (p. 3946)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 598, posée le 1^{er} février 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Fermeture, Jas-de-Madame, Villeneuve-Loubet (p. 689)

n° 882, posée le 14 juin 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Effectifs de personnel, Alpes-Maritimes (p. 5805)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se félicite que le Président ait décidé de lever la séance à une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5347)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)**

Son intervention (p. 8122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8123)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8123)

Etat : réforme (p. 8122, 8123)

Finances publiques : comptabilité publique (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8122)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics (p. 8136)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8140)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)***Procédure des questions :*

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : Nice (p. 8761)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : politique de la ville (p. 8759)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9559)

Son amendement n° 9 (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9563)

Son amendement n° 7 (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) : rejeté (p. 9569)

Son amendement n° 8 (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) : rejeté (p. 9569)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (expérience professionnelle d'au moins deux ans pour gérer une auto-école) : rejeté (p. 10417)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : rejeté (p. 10419)

Après l'article 2

Son amendement n° 44 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (enseignement des règles de la circulation au collège) : rejeté (p. 10420)

Après l'article 6

Son amendement n° 46 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (stage de sensibilisation pour les auteurs d'infraction ayant entraîné la perte d'au moins cinq points) : rejeté (p. 10430)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 2 (prohibition des quotas) : rejeté (p. 10552)

Son amendement n° 3 (prohibition des discriminations positives) : rejeté (p. 10552)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 18 (compétences de droit commun des provinces)

Son amendement n° 162 (compétence de droit commun de la Nouvelle-Calédonie) : rejeté (p. 10871)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 163 (exclusion des matières régaliennes) : rejeté (p. 10874)

Son amendement n° 164 (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la zone maritime et le domaine public maritime) : rejeté (p. 10874)

Son amendement n° 166 (compétence exclusive de la Nouvelle-Calédonie pour l'adaptation des programmes de l'enseignement primaire, caractère officiel de la langue française et enseignement facultatif des langues vernaculaires) : rejeté (p. 10875)

Après l'article 21

Son amendement n° 165 (non appartenance politique exigée de hauts fonctionnaires) : rejeté (p. 10875)

Article 27 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de l'Etat)

Son amendement n° 168 (exclusion des compétences régaliennes) : rejeté (p. 10878)

Son amendement n° 169 (contrôle du Conseil constitutionnel en application de l'article 54 de la Constitution) : rejeté (p. 10878)

Article 38 (schéma de mise en valeur des richesses minières)

Son amendement n° 170 (intervention de l'Etat dans la prise des décisions individuelles en matière minière) : adopté (p. 10881)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 10907)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement)

Son amendement n° 178 : non soutenu (p. 10912)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 10925)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 10925)

Article 178 (établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province)

Son amendement n° 182 : non soutenu (p. 10926)

Son amendement n° 183 : non soutenu (p. 10926)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Son amendement n° 167 : devenu sans objet (p. 10941)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles; [21 janvier 1999] (p. 255, 290); [26 janvier 1999] (p. 373); [3 février 1999] (p. 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1127 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 255)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1132 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 1126 soutenu par M. Patrick Ollier (rapport unique) (p. 318) : rejeté (p. 319)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1128 : non soutenu (p. 378)

Son amendement n° 1129 : non soutenu (p. 378)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1130 : non soutenu (p. 390)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Son amendement n° 1131 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (consultation du conseil économique et social régional) : rejeté (p. 934)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Francis Delattre (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1949)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 414 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée d'exercice) à l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3962) : rejeté (p. 3964)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5307)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5307, 5308)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5308, 5309)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 5307 à 5309)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 151 (recensement de la population des gens du voyage) : rejeté (p. 5337)

Son amendement n° 148 (définition des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Soutient l'amendement n° 203 de M. Thierry Mariani (schéma départemental élaboré en fonction des données démographiques) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 155 (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) : rejeté après rectification (p. 5344)

Son amendement n° 150 (non prise en compte des aires d'accueil pour la définition de la carte scolaire) : rejeté (p. 5345)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 juin 1999] (p. 5347)

Son amendement n° 142 (aires d'accueil dans les zones rurales) : rejeté (p. 5350)

Son amendement n° 76 corrigé (schéma départemental approuvé après avis du conseil municipal des communes concernées) : adopté (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après consultation des communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5355)

Son amendement n° 144 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 73 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 149 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (commission consultative évaluant chaque année l'application de la présente loi et du schéma départemental et associée à la révision et à l'élaboration de ce dernier) : devenu sans objet (p. 6451)

Son amendement n° 253 soutenu par M. Charles Cova (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6454) : rejeté (p. 6455)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 152 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (prohibition des activités professionnelles bruyantes ou de stockage sur les aires d'accueil et enlèvement régulier des ordures ménagères et des huiles à moteur usagées) : rejeté (p. 6459)

Son amendement n° 145 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) (p. 6460) : rejeté (p. 6461)

Son amendement n° 154 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (présence d'un gardien assermenté sur les terrains familiaux accueillant plus de dix caravanes) : rejeté (p. 6461)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 75 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire lorsque le stationnement sur un terrain privé viole les règles d'urbanisme) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 136 (obligation du préfet de faire exécuter la décision judiciaire) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 146 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 49 : non soutenu (p. 6490)

Son amendement n° 74 : non soutenu (p. 6490)